



collection Études et Travaux • Éditions du Gret

Emmanuel Fauroux

Comprendre une société rurale

Une méthode d'enquête anthropologique appliquée à l'Ouest malgache



Suivi éditorial : Philippe Lavigne Delville.

Conception graphique : Solange Münzer.

Mise en page : Hélène Gay.

Photo de couverture : Bernard Moizo, IRD. Schémas redessinés par Anne-Marie Rossin.

Ce livre a été édité avec l'appui du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Madagascar.

Comprendre une société rurale

Une méthode d'enquête anthropologique
appliquée à l'Ouest malgache

Emmanuel Fauroux (directeur de recherches à l'IRD UR 102, Regards), décembre 2002

collection Études et travaux

Éditions du Gret

« Les vazaha et leurs grands projets de développement, c'est un peu comme les intempéries. On ne peut pas les empêcher de venir de temps en temps pour tout bouleverser. Ils apportent de petits avantages. Il faut essayer d'en profiter. Ils apportent aussi de gros ennuis et de grosses perturbations qui ne servent à rien. Il faut s'en protéger autant qu'on peut. Mais, au fond, tout ça n'est pas très grave, car, comme le beau temps qui revient après le mauvais temps, les vazaha s'en vont et la vie reprend comme avant. »

Sakalava Maromany de Marofandilia, traduction libre d'un entretien de septembre 2001

« L'absence de prise en compte des réalités locales (...) tient d'abord à (...) une déconnexion totale entre les instances de décision et les personnes directement touchées par l'action, débouchant sur une absence sidérante de sanction par l'efficacité et, finalement, une irresponsabilité généralisée quant à l'impact des actions. »

Philippe Lavigne Delville, 1999, p. 69

« Il n'est pas seulement possible de traiter de l'action publique, de l'économie du développement et du développement induit de manière anthropologique ; il semble difficile de faire autrement. »

Jean-François Baré, 1987

Préface

« On ne peut comprendre une société sans comprendre ses structures de pouvoir et la façon dont s’y prennent les décisions »

Toute intervention de développement s’inscrit dans un contexte économique et social, dans des jeux d’acteurs complexes. Un projet de développement, quel qu’il soit, apporte des ressources matérielles ou cognitives dans un espace social donné. Il ouvre des opportunités, des risques, des menaces pour les différents acteurs concernés. En fonction de ces enjeux, de leur position sociale et économique, de leurs logiques d’intérêt, de leurs capacités à peser sur le projet, ces acteurs vont tenter d’en tirer des avantages (qu’ils soient directs ou indirects, matériels, symboliques ou politiques) ou d’en minimiser les risques potentiels. Le résultat concret d’une intervention n’est jamais ce qui était prévu dans les documents : c’est avant tout le produit des jeux d’acteurs qu’elle suscite, des tentatives pour la récupérer, la neutraliser, la réinterpréter. Dès lors, on ne peut pas concevoir et mettre en œuvre une action de développement pertinente, sans comprendre le contexte local, les acteurs et leurs logiques.

Ces constats sont aujourd’hui largement partagés. Les intervenants en développement le savent bien, pour peu qu’ils tentent de comprendre les réactions des acteurs locaux et les effets de leurs projets, et ne se contentent pas de les imputer à ces problèmes de « sensibilisation » ou de méthodologie. L’anthropologie du développement a, depuis une quinzaine d’années, largement contribué à les démontrer et à les rendre intelligibles¹.

En développement agricole et rural, ce souci de compréhension des agricultures paysannes a une bonne vingtaine d’années². À partir des analyses de

systèmes de production, a été mis en place un cadre conceptuel de diagnostic rapide, fondé sur un certain nombre d’indicateurs synthétiques (transect, calendriers, typologies, etc.), à travers les *Rapid Rural Appraisal* (RRA) et autres diagnostics rapides pour le développement agricole³. Le souci d’un dialogue plus approfondi avec les agriculteurs a ensuite conduit à mettre en avant la dimension « participative » (en fait essentiellement en mettant un plus grand accent sur le travail en groupe et sur la restitution), à travers les *Participatory Rural Appraisal* (PRA) et sa version francophone, la Méthode active de recherche et de planification participative (Marp).

La démarche élaborée par Emmanuel Fauroux et son équipe, et que cet ouvrage met à disposition d’un public large, repose sur une même exigence de connaissance et de formalisation de repères méthodologiques pour comprendre une société locale. « *Il est aberrant de vouloir agir sur une société sans sa-*

¹ Cf. Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Apad-Karthala. Et les nombreux travaux de l’Association euro-africaine pour l’anthropologie du changement social et du développement.

² En fait, il remonte plus loin, avec des travaux pionniers dans les années trente. L’ouvrage de P. Richards (Richards P., 1985, *Indigenous Agricultural Revolution*, Hutchinson, Londres) montre bien comment tout ce qui a ensuite constitué les fondements des analyses de systèmes de production et de recherche-développement en agriculture, était déjà présent dans les années trente en Afrique anglophone.

³ Mondain-Monval J.-F., 1993, *Diagnostic rapide pour le développement agricole*, collection *Le point sur*, Paris, Gret/Ministère de la Coopération.

voir comment elle fonctionne » est son premier principe. Comme les Marp, cette démarche vise à produire une connaissance utile à l'action, dans des délais raisonnables. Comme elles, elle a recours à du travail interdisciplinaire en équipe, à une approche qualitative avec séjour dans les villages, observation et entretiens, à des cartes et schémas élaborés par ou avec les ruraux. Mais les postulats, le cœur du questionnement, et la méthode de travail sont largement différents⁴. D'abord centré sur les systèmes de production, l'accent s'est en effet progressivement déplacé vers les dynamiques de changement et les structures de pouvoir. Ce sont les second et troisième principes : « *Il ne suffit pas de connaître les systèmes de production mis en œuvre par une société pour comprendre comment elle fonctionne* » et « *On ne peut comprendre une société tant qu'on n'a pas d'indications sur ses structures microlocales du pouvoir et sur les modalités par lesquelles ces structures prennent leurs décisions* ».

C'est cet accent sur les structures locales du pouvoir qui fait la forte originalité de cette démarche, et tout son intérêt, au-delà des situations de l'Ouest malgache où elle a été mise au point. D'abord parce que, en développement agricole comme en développement local, la question du pouvoir, de la décision, du consensus ou du consentement à l'action est cruciale : faute de cela, il y aura rejet, blocage, détournement. Il y a effectivement à débattre, à négocier, à construire des compromis productifs, en particulier avec ceux dont les positions sociales et économiques sont potentiellement menacées par les effets prévus du projet. Mais surtout parce que, contrairement à ce que les démarches participatives naïves tentent de faire croire, cette question du pouvoir et de la décision ne se résout pas à l'occasion des classiques réunions villageoises.

Les lieux de pouvoir ne sont pas immédiatement visibles. Ils peuvent être lointains (dans un village dont le village en question est dépendant), discrets, cachés. Dans l'Ouest malgache, le pouvoir se fait volontiers discret, invisible à l'extérieur. Ceux qui, aujourd'hui, détiennent des pouvoirs ne sont pas nécessairement les descendants des lignages dominants. De plus, ce n'est pas lors de ces manifestations, très ritualisées et où la parole est souvent soigneusement contrôlée, que se prennent les décisions. Ce qui engage la vie et l'avenir du village ne se décide pas dans de grandes assemblées démocratiques : cela se décide avant, ou après, entre personnes autorisées.

Emmanuel Fauroux et son équipe décrivent très bien ces pièges de la « participation » naïve et les limites des assemblées villageoises. De façon très pédagogique, ils illustrent remarquablement bien les difficultés de l'enquête en milieu rural malgache et les pièges dans lesquels l'observateur ou l'intervenant extérieur tombe tête baissée, s'il n'est pas averti. Soyons-en sûrs, tout cela est loin d'être spécifique à Madagascar⁵, même si les formes ne sont pas les mêmes ailleurs.

Cela renvoie à une autre dimension essentielle de la démarche : il s'agit clairement d'une démarche de sciences sociales (géographie et anthropologie étant deux disciplines indispensables dans les équipes), avec ses outils (l'observation participante, les entretiens informels), ses points d'observation (l'histoire du peuplement, les territoires, les généalogies, les rituels, etc.), ses critères de pertinence et de validité, conditions d'une véritable « rigueur du qualitatif »⁶. Une démarche exigeante qui peut être utilisée dans une logique de formation à la recherche par la recherche avec un encadrement de chercheurs expérimentés (c'est d'ailleurs comme cela qu'elle a été élaborée progressivement), mais que l'on ne peut prétendre mettre en œuvre soi-même après une petite semaine de formation.

Cette exigence de rigueur du qualitatif est importante pour toute enquête, y compris les diagnostics de systèmes de production, et ce d'autant plus que le caractère « rapide » ne permet pas de croiser et valider complètement les informations. Elle est encore plus fondamentale dès lors que l'objet de l'enquête n'est pas un thème assez circonscrit, où des indicateurs fonctionnant bien ont été calés, comme pour

⁴ Pour une critique constructive des démarches de diagnostics participatifs, et les postulats sous-jacents aux démarches type Marp, cf. Lavigne Delville Ph., Sellamna N. et Mathieu M. coord., 2000, Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux, Paris/Montpellier, Karthala/Gret/Icra, 543 p.

⁵ Dans un célèbre article, Carola Lentz (1988) expliquait pourquoi, dans des communautés indiennes d'Équateur, les plus incompetents étaient désignés pour participer aux Conseils villageois créés par des projets de développement : pour les pouvoirs locaux, désigner des individus incompetents et de bas statut social était une façon de protéger le groupe de l'intervention externe, en plaçant à l'interface avec le projet des individus incapables de faire respecter les consignes externes.

⁶ Cf. Olivier de Sardan J.-P., 2000, « Rendre compte des points de vue des acteurs : principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales », in Lavigne Delville Ph., Sellamna N. et Mathieu M. coord., Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux, p. 419-452.

les systèmes de production, mais qu'il touche au cœur des rapports sociaux, et aux relations de pouvoir.

Sans formation de base aux sciences sociales et à l'enquête qualitative, les pièges sont trop nombreux. La méthode A+ n'est donc pas un nouveau *vade-mecum* de l'agent de développement de base, à inscrire dans la panoplie standard de l'intervention de développement. Ce serait une dérive grave, sur laquelle il faut mettre fortement en garde : nous connaissons le goût des intervenants de développement pour les méthodes clé en main et les sigles (A+, ça fait bien !), pour l'appropriation d'outils en dehors de leur domaine de validité ou sans les savoir-faire nécessaires. Cet ouvrage ne transformera pas chaque agent de développement en un parfait petit anthropologue amateur, insistons là-dessus.

Ce n'est pas pour autant un outil de chercheurs uniquement utilisable par des chercheurs. Tout agent de développement se retrouve au contact des sociétés locales, anime des réunions, débat sur des décisions à prendre. Les pièges décrits ici, les indicateurs à observer particulièrement, les clés proposées pour organiser et donner sens à des observations que l'on ne sait pas interpréter sinon, les repères sur les structures du pouvoir et l'organisation lignagère, tout cela est précieux pour des intervenants de développement, et leur sera d'une utilité incontestable, bien au-delà des seuls intervenants concernés par cette région. C'est pour ces raisons que je suis heureux d'accueillir ce texte dans cette collection.

Mais surtout, c'est une modalité de collaboration entre recherche en sciences sociales et intervenants de développement qui s'affirme : chacun son rôle, mais autour de questionnements communs. Là aussi, le mode de collaboration entre « commanditaire » et « équipe de recherche » semble très prometteur et à favoriser. Pour les équipes opérationnelles, participer comme observateur à tout ou partie des enquêtes A+, de façon minoritaire pour ne pas bousculer la démarche, peut aussi être une façon très efficace d'apprentissage « par la recherche » pour découvrir et apprendre, tant sur les dynamiques sociales locales que sur les savoir-faire d'enquête.

Au-delà de la production de connaissances pour l'action, un point important demeure non traité dans cet ouvrage : que faire de cette connaissance ? En quoi une meilleure compréhension des structures de pouvoir et des modes de décision permet-elle de pi-

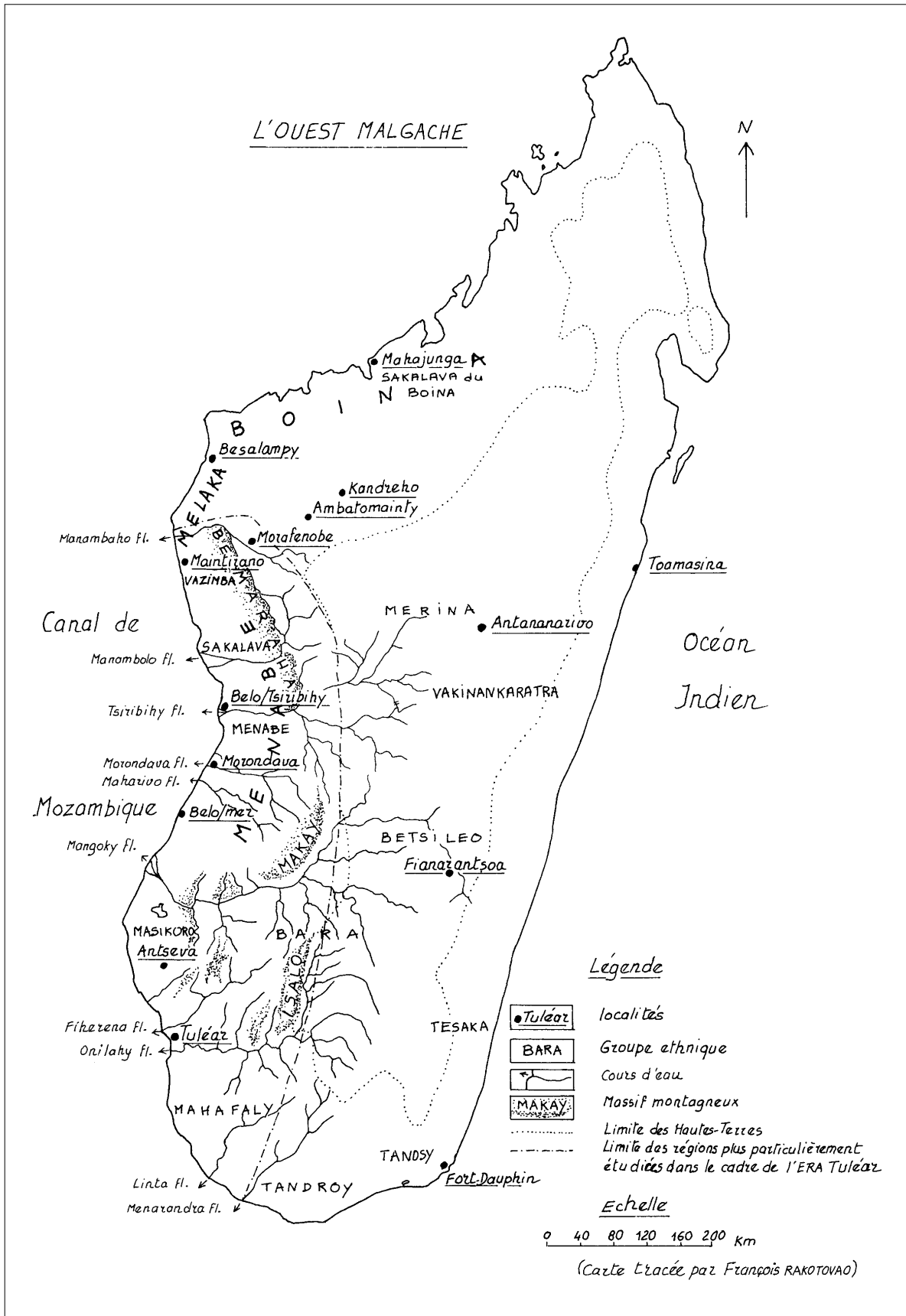
loter autrement les interventions de développement et d'en améliorer la pertinence et l'efficacité, pour les populations auxquelles elle est censée apporter un appui ? Une partie de la réponse est évidente : cela évite des problèmes graves de pertinence des actions, permet normalement de mieux construire l'offre. Mais en pratique ? Et pour des interventions qui menacent (au moins en partie, ou sont perçues comme telles) les réseaux de dépendance sur lesquels reposent le pouvoir social et économique ?

Sur ce point, l'expérience de Fauroux et de son équipe ne nous dit pas encore beaucoup de choses. Pour le cas des aménagements de bas-fonds dans les pays du Sahel⁷, cela permet d'intervenir moins en aveugle, de repérer les acteurs dont l'accord est nécessaire, de se protéger contre des tentatives d'instrumentalisation, d'éviter que des maladroites de l'intervenant ne provoquent des conflits. Au-delà, on peut penser que la collaboration est d'autant plus productive qu'elle se joue dans la durée. Lorsque, sur la base d'une analyse initiale, l'équipe de recherche poursuit un travail régulier d'enquête, ciblé sur des questions plus liées à l'opérationnel (que pensent les usagers des modalités de crédit offertes, pourquoi y a-t-il eu un blocage sur tel aménagement qui semblait pourtant faire consensus, etc.), l'on peut ainsi approfondir la connaissance de la zone et de ses dynamiques tout en donnant des repères concrets permettant aux intervenants d'ajuster ou de modifier leurs pratiques. C'est le sens des démarches de « suivi de processus » (*process documentation and monitoring*⁸), que le Gret va expérimenter avec Emmanuel Fauroux et son équipe dans un projet qui démarre au sud de Madagascar.

Philippe Lavigne Delville,
directeur scientifique du Gret

⁷ Cf. Lavigne Delville Ph., Bouju J. et Le Roy E., 2000, Prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'aménagement. Les bas-fonds au Sahel, collection *Études et Travaux*, Paris, Gret, 128 pages.

⁸ Cf. Mosse D., Farrington J. et Rew A. (eds), 1998, *Development as process; concepts and methods for working with complexity*, Routledge/ODI, Londres.



Avant-propos

Ce document constitue la capitalisation de longues années de travail qui ont eu pour cadre principal les « Sessions de formation à la recherche par la recherche » organisées dans le Sud-Ouest et l'Ouest malgaches, à Tuléar et à Morondava, entre 1985 et 1994. Ces sessions ont dû leur existence à plusieurs conventions liant le ministère malgache de la Recherche scientifique et technique pour le développement (MRSTD) et l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération).

À partir de 1989, le Centre national de recherche sur l'environnement (CNRE), émanation du MRSTD, est devenu le partenaire de l'Orstom qui, en 1998, est devenu Institut de recherche pour le développement (IRD). Le Centre universitaire régional de Tuléar, devenu Université de Tuléar en 1987, a joué un rôle déterminant dans la dynamique de l'ensemble en fournissant aux sessions un nombre croissant d'étudiants préparant maîtrises, DEA et thèses en géographie, histoire et lettres malgaches. L'unité mixte de recherche 9937 CNRS IRD Regards a fourni au programme son principal animateur et a pris en charge une première publication de ce texte. Sous une forme un peu modifiée, les sessions ont recommencé à partir de 1999. Elles sont désormais intégrées à un enseignement d'anthropologie appliquée donné dans le cadre d'un DEA pluridisciplinaire de la faculté des lettres de l'Université de Toliara.

En 1997 ou 1998, dans ses premières versions, cet ouvrage s'intitulait « Comment enquêter en milieu rural malgache sans questions ni questionnaires ». Il

s'agissait alors d'un guide pratique d'une petite cinquantaine de pages destiné aux étudiants ou aux chercheurs de sciences humaines qui souhaitaient « faire » un premier terrain dans l'Ouest ou le Sud-Ouest de Madagascar. Ce guide semblait constituer une manière efficace de transmettre l'expérience de terrain accumulée depuis une quinzaine d'années par tous ceux qui, novices ou chevronnés, étudiants ou chercheurs professionnels, malgaches ou étrangers... avaient travaillé dans le cadre de l'Équipe de recherche associée (Éra) CNRE/Orstom de Tuléar.

La brochure ayant remporté un gros succès local, il fut envisagé d'en élargir l'audience à l'ensemble de Madagascar sans conserver une limitation au monde rural qui ne s'imposait nullement. Une première publication à plus large diffusion fut alors programmée dans le cadre du Centre d'information technique et économique (Cite) de la Coopération française à Antananarivo. Plusieurs collègues de l'auteur principal et, particulièrement, Jean-François Baré et Christophe Maldidier suggérèrent alors diverses améliorations pour tenir compte de l'augmentation du nombre des lecteurs potentiels et de l'élargissement probable de leurs centres d'intérêt. Pour diverses raisons, cette nouvelle version fut longuement différée et continua, localement, à être modestement diffusée sous forme de photocopies.

En septembre 2000, le Gret envisagea de publier ce travail hors du cadre strictement malgache. Divers remaniements s'imposaient donc. À la fin de 2001, l'antenne CNRE/IRD a été le cadre d'une réflexion collective destinée à étudier les possibilités d'amé-

lioration du texte qui serait remis à l'éditeur. On peut donc dire que le projet de publication a largement contribué à accélérer l'évolution de la méthode, même si, bien entendu, elle ne l'a pas fixée définitivement. Cela est, évidemment, tout à fait positif.

Cette situation a eu, cependant, un effet pervers. Elle a donné un aspect quelque peu chaotique et laborieux à un texte qui a plusieurs fois changé de cible et de public potentiel. Nous demandons au lecteur beaucoup d'indulgence pour qu'il pardonne certaines redites, voire quelques contradictions de détail, dont il faut chercher l'origine non dans la confusion de la pensée des auteurs mais dans la su-

perposition mal contrôlée de strates de textes qui ne visaient par toujours la même cible.

Nous voudrions aussi remercier vivement ceux qui ont lu les versions successives de ce document et l'ont amélioré par leurs critiques et leurs suggestions. Parmi eux, tout particulièrement (par ordre alphabétique), Jean-François Baré, anthropologue (UMR9937 Regards, directeur de l'unité de recherche 102 de l'IRD à laquelle j'appartiens), Philippe Lavigne Delville, directeur scientifique du Gret et Christophe Maldidier.

*Emmanuel Fauroux et l'Éra CNRE/IRD de Tuléar,
décembre 2001*

Nous voudrions rappeler ici, par ordre alphabétique (pour ne pas hiérarchiser injustement des apports dont il est bien difficile de connaître la portée exacte), les noms de ceux qui, au cours des « sessions » de l'Éra (entre 1985 et 1994, et depuis 1999) ou en d'autres circonstances, sur des terrains de l'Ouest et du Sud-Ouest malgaches, ont, à des degrés divers, contribué à la mise au point de la méthode (le nom le plus usuel est indiqué en italique pour les Malgaches) :

R. *Andriamihaja*, *Romuald Andrianarison*, *Hemerson Andrianerazafy* et son épouse *Fara*, *Franklin Andrianirinarivo*, *Jean-Noël Andriantsara*, *Armandine Aurélien Behariva de Moussa*, *Omer Belaza*, *J. Bemahefa*, *Christophe Blanchot*, *Patrick Boittin*, *Éléonore Nérine Botokeky*, *Moussa Charles*, *M. Chebany*, *Véronique Chin*, *Charles Clément*, *Lucien David*, *Françoise Delcroix*, *Isabelle Droy*, *Manassé Esoavelomandroso*, *Emmanuel Fauroux*, *Fiaina*, *Z. Fianina*, *Michèle Fiéloux*, *Gaston* (du projet Bemaraha à Tsiandro), *Claudine Guissard*, *D. Haideraly*, *Jean-Michel Hoerner*, *Philippe Hombek*, *Myriam Houssay*, *Patience Jaona*, *Jeannot*, *Gilbert Joëlson*, *Koto Bernard*, *Laha Gaston* (†), *Le Gros*, *Gérard Lignon*, *Jacques Lombard*, *Christophe Maldidier*, *Joseph Mampitoetse H.*, *Gaston Mara*, *Mansaré Marikandia*, *Yvon Mathieu*, *William Namalala*, *Philibert Norovelo*, *Sandrine Obled*, *Régine Pruvost*, *Jean-François Rabedimy*, *Philippe (Ralippe) Rabemahafaly*, *Jean-Louis Rabemanantsoa*, *Jean-Jacques Rabenirina*, *Paul Rabibisoa-Ravoay*, *Pascal Rafetison*, *Tsiory Rafidisoa*, *Zoara Rafransoa*, *Désiré Raharison*, *Arlette Raheliarisoa*,

Élisée Rajaonah, *Hugues Rajaonson*, *Léopold Rakotomalala*, *Yves Ralijaona*, *Jean Bertin Irénée Ramamonjisoa*, *Nirina Ramangasalama*, *Clara Ramiandrisoa*, *Elie Ramiandrisoa*, *Voja Randimbison*, *Victorien Randriamampionona*, *Philibert Randriamidona*, *François Randrianasolo*, *Claire Rasoamalalavao*, *Rafalimanana Rasoanandrasana*, *Jacques Ratsimbazafy*, *Jeanne Ravaosolo*, *Jean-Claude Razafiarison*, *Roger Razafimahaleo*, *Deleau Razafimanantsoa*, *Harilalao Razafimandimby*, *Antoine Razafitsiamidy*, *Holy Razanamahirina*, *Bertrand Réau*, *Flavien Rebara*, *Michel Rejela*, *R. Remasy* (†), *Z. Rengoky*, *A. Resambana*, *Gilbert Romain*, *Sana G.*, *Yvette Sela*, *Prosperine Soafaririky*, *Vincent Ferrier Soja*, *Lucie Sokorokana*, le docteur *M. Solange* (Anakao), *Francine Soloarivony*, *Solondraibe*, *Shirin Sotoudeh*, *Jean-Jacques Taillade*, *Alfred Telolahy*, *Tongasy*, *Sylvie Tourette*, *Félix Tsiatsike*, *Tsiazonera*, *Élysée Tsiebo*, *Mahaleo Tsiebo*, *Philibert Tsimamandro*, *Philibert Velombita*, *Claire Zafimitsiry*, *Noël Zafitiana*... et ceux qui, bien involontairement, ont peut-être été oubliés.

Nous avons une dette ancienne à l'égard de Gérard Althabe, Gérard Roy et Régis Rakotonirina (†) qui nous ont fait partager, il y a très longtemps, leur façon de « faire du terrain ». Ils sont à l'origine, lointaine, de plusieurs éléments de A+. Philibert Randriamidona, chercheur du CNRE, mérite une place à part pour sa très longue, très loyale et très compétente collaboration, entamée en... 1967, et toujours en cours en 2002.

Sommaire

11 Introduction

PREMIÈRE PARTIE : Problématiques, principes méthodologiques et enjeux

15 Les principes de base de la problématique initiale

15 L'analyse des systèmes de production et de leurs interrelations dynamiques

16 Une large ouverture pluridisciplinaire privilégiant les approches de type anthropologique

19 Les réajustements de la problématique à l'épreuve des faits

19 L'étude des structures microlocales du pouvoir est devenue la cible principale

29 Un consensus pour associer recherche en sciences sociales et développement

30 La durée perçue comme alliée précieuse de l'enquête

32 Une plate-forme méthodologique qui s'est affirmée avec le temps

32 La réalité du terrain est systématiquement valorisée

33 Le temps est considéré comme un allié méthodologique

34 La prise en compte de difficultés méthodologiques peu apparentes propres aux terrains malgaches

47 Les adaptations de la méthodologie aux contraintes de l'application

DEUXIÈME PARTIE : Les phases de la méthode A+

51 Les opérations préliminaires

51 Avant le départ sur le terrain

55 Les premiers contacts et les stratégies de pénétration

59 Les trois phases de A+ et leurs outils

59 Les outils communs à toutes les phases de A+

64 L'approche descriptive

76 L'approche ethnographique

84 L'approche diachronique

93 Après le terrain

93 La restitution au village

94 Le traitement de l'information

94 Les différentes formes de restitution finale

TROISIÈME PARTIE : Les variantes de la méthode

101	La méthode accélérée
101	Un emploi du temps raccourci
102	Les acquis positifs de la méthode accélérée
102	Les insuffisances de la méthode accélérée
104	La méthode A+ courte
104	Une méthode courte
104	Une méthode élargie dans l'espace
108	Acquis et insuffisances de la modalité courte-élargie
110	La méthode A+ normale (retours multiples sur le terrain)
110	La technique du contact minimum
111	Les retours réguliers
113	Les monographies évolutives
114	Conclusion

ANNEXES

118	Annexe 1. Les grilles de A+
118	Annexe 1a : Grille générale d'enquête A+ (village, bourg, petite région, etc.)
124	Annexe 1b : Grille d'observation du changement
127	Annexe 2. Les structures microlocales du pouvoir dans les villages de l'Ouest malgache
143	Annexe 3. Bibliographie
148	Annexe 4. Glossaire des termes vernaculaires utilisés dans le texte

Introduction

Les études de terrain dans le domaine des sciences sociales se sont multipliées à Madagascar au cours des dernières décennies.

D'abord parce que, de toutes parts, on a fini par prendre conscience de l'existence de logiques paysannes qui sont beaucoup plus que de simples « freins socio-culturels ». Ces logiques constituent un cadre de pensée et d'action, homogène, cohérent, souvent bien adapté au milieu. D'innombrables échecs sont venus sanctionner les « projets », les « opérations » qui, oubliant l'existence de ces logiques, ont cru pouvoir considérer les populations-cibles comme des tables à peu près rases. Les « anthropo-ethnologues » ne sont plus aujourd'hui les seuls à savoir que la connaissance fine de ces logiques paysannes n'est pas un luxe de chercheurs enfermés dans la tour d'ivoire de la recherche fondamentale, mais une condition préalable absolument nécessaire à toute intervention.

Ensuite parce que les socio-anthropologues, les socio-économistes et autres ethnologues ont appris à ne plus refuser les « applications ». La déontologie professionnelle a changé sur ce point pour de multiples raisons. L'urgence constitue l'une de ces raisons. À partir d'un certain niveau de crise, le refus d'intervenir devient de la non-assistance à personnes en danger. L'intérêt théorique du suivi de projet en constitue une autre. L'irruption d'une innovation dans un milieu déjà connu par une analyse « fondamentale » peut être vue comme une expérimentation de laboratoire au cours de laquelle on agit sur un petit nombre de variables bien contrôlées. De fait, l'étude des transformations sociales est devenue, un peu partout dans le monde et notamment à Madagascar, l'un des thèmes préférés des chercheurs en sciences sociales. Ceux-ci n'hési-

tent plus à se « salir les mains » dans des applications toujours riches d'enseignements théoriques.

Ce terme de sciences sociales recouvre d'ailleurs des thèmes, des problématiques et des méthodologies fort différentes. Face à une même réalité, d'évidentes convergences se manifestent entre les préoccupations de diverses disciplines au fond assez voisines, comme l'ethnographie, l'ethnologie, la sociologie, la socio-économie, l'économie rurale, la géographie humaine, la géographie culturelle, l'histoire sociale, l'anthropologie sociale, l'anthropologie économique ou l'anthropologie tout court... La réalité est une et inséparable. Le géographe ou l'économiste ne comprendront pas grand-chose à la réalité d'un village malgache s'ils restent exclusivement géographe ou économiste. Tous les chercheurs de terrain sont confrontés à peu près aux mêmes problèmes et tous finissent par dégager des solutions qui se ressemblent. Au bout de quelques années, un économiste, qui a travaillé sur plusieurs terrains ruraux malgaches, utilise des problématiques, des méthodes très proches de celles de l'ethnologue ou du géographe chevronnés. Mais la débrouillardise, le bon sens, les fortes motivations et, surtout, l'expérience acquise sur le terrain ont souvent tenu lieu de méthode à ces chercheurs confrontés à des problèmes auxquels ils n'étaient pas forcément préparés. Les chercheurs, en formation et seniors, de l'Éra CNRE-Orstom de Tuléar n'ont pas échappé à cette situation, mais les « sessions » ont permis, année après année, de capitaliser leurs expériences. C'est le résultat provisoire de ces expériences que l'on souhaite présenter ici.

Sans que cela ait été clairement programmé, l'Éra est devenue, grâce à plusieurs circonstances favorables,

une sorte de laboratoire d'expérimentation de méthodologies pour l'observation du milieu rural malgache. Parmi ces circonstances, la plus décisive est, sans doute, liée à l'histoire politique du pays. Pour des raisons qu'il ne nous appartient pas d'analyser ici, Madagascar s'est trouvé assez sévèrement isolé pendant une quinzaine d'années et a subi une grave récession économique. Le monde rural, au moins dans l'Ouest, a alors eu tendance à se replier sur lui-même. Cela lui a d'ailleurs permis de traverser la crise moins douloureusement que le monde urbain. Comme souvent en pareil cas, les budgets de recherche furent sévèrement réduits, surtout ceux qui concernaient les sciences humaines. Pendant toute la durée de la crise, seuls quelques vulgarisateurs visitèrent épisodiquement les campagnes, à l'exclusion de tout chercheur, de sorte que nul ne savait alors comment la crise était vécue dans les campagnes. Les idées les plus fausses circulaient⁹. Vers 1984-1985, le creux de la vague étant passé, Madagascar a commencé à se reconnecter au reste du monde. Les villages sont prudemment et progressivement sortis de leur isolement. Ils ont recommencé à vendre ou à troquer une partie de leur production... Ce lent redémarrage après des années d'immobilité a suscité de fortes dynamiques sociales et économiques spontanées, dont tout le monde entrevoyait l'importance mais sur lesquelles personne n'avait d'idée précise...

La chance de l'Éra fut d'arriver alors sur le marché de la recherche malgache, avec un budget très modeste s'il était exprimé en francs français, mais tout-à-fait intéressant si l'on changeait les francs français en francs malgaches et si les dépenses étaient effectuées dans un pays qui, au pire de sa trajectoire (vers 1984-85, justement), a figuré parmi les dix pays les plus pauvres du monde. Le Centre universitaire régional (CUR) de Tuléar vivait dans des conditions de détresse matérielle difficiles à imaginer. Malgré la modestie de ses apports, l'Éra a pu donner quelques moyens de recherche à des étudiants sélectionnés. L'Éra prenait en charge les voyages sur le terrain, une (petite) indemnité journalière et toute la logistique de secrétariat permettant la frappe, la duplication, voire la publication des mémoires. L'étudiant pris en charge était assuré que

⁹ *On pensait que l'ordre public n'existait plus et que la misère régnait de façon aiguë. De fait, les vols de bœufs atteignirent alors des niveaux jamais égalés, mais l'ordre régnait dans les villages et les ruraux mangeaient plutôt mieux que d'habitude puisqu'ils autoconsommaient quasiment toute leur production. Les villages visités en 1985 et 1986 donnaient une impression de relative prospérité, mais le nombre de leurs bœufs avait effectivement beaucoup diminué et l'état des infrastructures était désastreux.*

sa recherche ne lui coûterait strictement rien et, surtout, qu'il recevrait un encadrement scientifique rapproché. Il était aidé et conseillé dans l'élaboration de problématiques adaptées aux questions les plus brûlantes. Il bénéficiait d'une formation méthodologique rapide mise en œuvre, sur le terrain, dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires.

Il n'y avait, dans ce type de formation, rien de très innovant. Au départ, il s'agissait seulement de préparer les néophytes à leur premier « terrain ». L'habitude fut prise d'organiser, à leur retour, des séances de restitution, très ouvertes, au cours desquelles les stagiaires décrivaient les difficultés rencontrées, les solutions tentées... On n'hésitait nullement à parler des erreurs, des échecs, de la manière dont on s'était parfois senti « mené en bateau » par les enquêtés... De façon très empirique, en procédant souvent par essai-erreur, quelques idées forces ont fini par s'imposer. Elles ont servi de base à un corpus de règles simples qui se sont progressivement affinées pour déboucher sur une méthode relativement originale, même si elle utilise beaucoup d'éléments trouvés ailleurs.

La méthode fonctionne bien, voire très bien, au moins en milieu rural malgache, car les solutions qu'elle apporte correspondent quelquefois à des problèmes spécifiquement malgaches. Pourtant, il ne faut sans doute pas exagérer cette spécificité malgache. Beaucoup des problèmes rencontrés à Madagascar se retrouvent probablement un peu partout dans le monde en milieu rural. S'il faut la caractériser en quelques mots, la « spécificité malgache », surtout dans l'Ouest, provient, d'abord, de la courtoisie et du *self-control* d'enquêtés qui ne se départissent jamais de leur politesse pour répondre à peu près n'importe quoi au visiteur importun afin d'en finir au plus vite avec lui. Elle provient ensuite de règles hiérarchiques toujours respectées qui obligent celui qui parle à ne pas contredire la personne présente dont le statut est le plus élevé. L'enquêteur-chercheur naïf et/ou pressé peut repartir avec le sentiment du devoir accompli, grâce à des pages de questionnaires bien remplies de réponses (presque) plausibles qui lui permettront de rédiger un rapport apparemment sérieux, alors qu'il peut très bien être passé complètement « à côté de la plaque ». Nous en parlons d'expérience.

L'ensemble méthodologique élaboré dans ce contexte a reçu, nous verrons pourquoi, le nom d'« approche pluridisciplinaire d'une unité sociale ». Pour faire court, l'habitude a été prise de contracter ce nom en « APLUS » ou, encore plus court, « A+ ».

Problématiques, principes méthodologiques et enjeux

Il s'agissait, au départ, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, de décrire une réalité agraire et sociale complexe dont la transformation rapide prenait souvent des allures chaotiques. On avait choisi, comme il était alors d'usage, de concentrer l'attention sur *les systèmes de production* et, plus précisément, sur *les interrelations dynamiques entre ces systèmes*.

L'approche était résolument pluridisciplinaire. Les premiers contacts avec la réalité ayant fait apparaître, dans les comportements villageois, de multiples « anomalies » par rapport au comportement rationnel, on se proposait de rechercher la cohérence globale dans laquelle ces faits cessaient d'apparaître comme irrationnels. Pour cela (et aussi parce que plusieurs « encadreurs » avaient une formation d'anthropologues), on envisageait d'adopter une méthodologie d'enquête de type ethnographique impliquant un processus d'immersion dans les sociétés étudiées aussi profond et aussi long qu'il le faudrait

pour résoudre les problèmes posés. On ne s'imposait aucune contrainte de temps.

L'épreuve des faits a montré qu'il était nécessaire d'améliorer cette problématique pour l'adapter aux réalités. La recherche sur le « développement » ne figurait nullement au rang des priorités initiales. Pourtant, au hasard des enquêtes, le contact s'est établi, non pas avec le développement proprement dit mais plutôt avec les séquelles malencontreuses d'« opérations de développement » au moins partiellement ratées. La problématique a ainsi subi plusieurs infléchissements qui s'appuyèrent d'abord sur un petit nombre de constatations simples que l'on peut résumer dans les propositions suivantes :

- ◆ il est aberrant de vouloir agir sur une société sans savoir comment elle fonctionne ;
- ◆ il ne suffit pas de connaître les systèmes de production mis en œuvre par une société pour comprendre comment elle fonctionne ;

- ◆ on n'en sait pas assez sur une société tant qu'on n'a pas d'indications précises sur les structures du pouvoir local et sur la façon dont ces structures élaborent et imposent leurs décisions.

Les systèmes de production sont ainsi peu à peu passés au second plan, tandis que l'attention se concentrait de plus en plus sur *les structures micro-locales du pouvoir*. En même temps, l'idée de l'applicabilité des résultats n'a cessé de prendre de l'importance. Elle a conduit à placer la réflexion sur le développement au premier rang des préoccupations. Parallèlement, les acquis techniques des premières années ont permis de travailler plus vite sans renoncer aux exigences initiales, de sorte que certaines contraintes de temps ont commencé à être acceptées dans la mesure où elles ne portaient pas atteinte à la qualité du travail.

Les principes méthodologiques de base n'ont guère été modifiés. Les choix initiaux se sont même plutôt renforcés au fil des années :

- ◆ on valorisait l'observation de terrain, on la valorise au moins autant aujourd'hui ;

- ◆ on s'intéressait plus aux dynamiques en cours qu'à la description de la situation à un moment donné. On continue, aujourd'hui, à privilégier la diachronie. On cherche même, quand cela est possible, à observer directement les dynamiques en cours par des retours réguliers sur le terrain ;

- ◆ l'ouverture pluridisciplinaire, autrefois très pratiquée, a été constamment élargie, débordant même, chaque fois que cela est possible, du cadre des seules sciences humaines.

Par ailleurs, l'épreuve des faits a mis en lumière plusieurs types de difficultés méthodologiques, peu apparentes, dont l'importance avait sans doute été sous-estimée.

Nous présenterons ici, d'abord, les principes de base de la problématique initiale. Nous montrerons ensuite selon quels objectifs nouveaux cette problématique a été réajustée. Les postulats méthodologiques initiaux, qui étaient bien adaptés à la problématique de départ, ont été plutôt confirmés par le choc avec les réalités, mais les changements de problématique ont imposé de multiples ajustements.

Les principes de base de la problématique initiale

L'analyse des systèmes de production et de leurs interrelations dynamiques

Dans la première convention MRSTD-Orstom de 1984, la question posée à la recherche était à peu près la suivante :

L'élevage bovin extensif est la principale richesse de l'Ouest et du Sud-Ouest malgaches. Il a subi une crise sévère, due notamment à l'insécurité qui a décuplé les vols de bétail. La crise est-elle passée ? Si oui, comment se manifeste la sortie de crise ? Peut-on envisager une meilleure articulation entre cet élevage, dont on dit, très péjorativement et à tort, qu'il est « contemplatif »¹⁰, et le marché national qui éprouve des difficultés constantes pour approvisionner en viande les grandes villes¹¹ ?

On cherchait d'abord à décrire les systèmes de production en place en caractérisant les principaux éléments de leurs dynamiques. Les uns étaient presque exclusivement pastoraux (groupes bara ou sakalava), les autres ne laissaient à l'élevage qu'une place modeste (migrants korao ou betsileo). Il est vite apparu que les interrelations entre ces systèmes étaient plus complexes qu'on ne l'avait pensé et qu'elles étaient, elles-aussi, en pleine évolution.

En gros, tous les systèmes en présence, autrefois bien différenciés et assez complémentaires, évoluaient

simultanément vers un système unique associant élevage, agriculture et, secondairement, cueillette en forêt. Des économies, qui avaient cohabité jusqu'alors dans une ambiance plutôt sereine, commençaient à entrer en concurrence. Les conflits interethniques, rares autrefois, se multipliaient.

¹⁰ La notion d'élevage contemplatif a fait fortune alors que l'image ainsi suggérée est absolument fautive. Le propriétaire d'un troupeau (qui n'en est généralement pas le gardien) est un personnage occupé jusqu'à l'obsession à de multiples tâches : découverte de nouveaux pâturages, recherche des alliances nécessaires pour accéder à ces pâturages, lutte préventive contre les voleurs, poursuite des bœufs volés, élaboration de stratégies de protection contre les agressions magiques... Le bouvier qui, pour l'observateur pressé, symbolise l'oisiveté sereine et la « contemplation », est, en réalité, un personnage hyperactif et aventureux quand il part à la recherche de bêtes égarées ou volées, quand il donne ses soins au troupeau, quand il « gère » le comportement quotidien de son troupeau en tenant compte des caractéristiques psychologiques de chacune de ses bêtes...

¹¹ À certaines époques troublées, le marché de la viande des grandes villes n'a pu être approvisionné que grâce aux vols. Pour de multiples raisons, les éleveurs du Sud-Ouest, normalement peu enclins à vendre leurs bêtes (qu'ils préfèrent réserver à des usages cérémoniels), s'étaient fortement isolés du marché.

Une large ouverture pluridisciplinaire privilégiant les approches de type anthropologique

Les équipes de terrain, qui se sont succédé dans le cadre de l'Éra, étaient composées d'une majorité d'étudiants en sciences humaines du Centre universitaire régional, devenu Université de Tuléar en 1990. Parmi eux, par ordre d'importance décroissante, des maîtres en géographie, en lettres malgaches (largement ouverts à l'anthropologie) et en histoire. Il ne fut possible d'avoir que peu d'économistes (les premiers sont apparus en 1999), une seule démographe, six agro-

nomes (tous dotés d'une ouverture d'esprit leur permettant des approches de type anthropologique), un écologue, un ethno-botaniste et une... archéologue.

La pluridisciplinarité a toujours bien fonctionné dans ces équipes sur des bases très empiriques. Elle constitue l'une des bases fondatrices de la méthode. Les meilleures solutions, validées par l'expérience, ont été peu à peu érigées en règles souples (cf. encadré ci-dessous). Ce n'est pas tant la confrontation

Encadré n° 1 : Les conceptions de la pluridisciplinarité mises en œuvre dans la méthode A+¹²

Les équipes A+ ont fini par acquérir une certaine expérience dans le domaine de la réflexion pluridisciplinaire. La conviction est née, année après année, que la pluridisciplinarité pouvait fonctionner très correctement à condition, d'une part, qu'il ne s'agisse pas de débats mais de travaux réalisés sur le terrain, d'autre part, que ces travaux remplissent un certain nombre de conditions. Parmi ces conditions :

- ◆ aucune des disciplines concernées ne doit se présenter comme leader ou rassembleuse ou même, surtout, organisatrice de la synthèse finale. Aucun des équipiers ne doit compter sur l'opération pluridisciplinaire pour asseoir sa notoriété et son pouvoir au sein de la communauté scientifique ;
- ◆ chaque discipline doit, certes, ajuster sa problématique aux nécessités de l'équipe, mais elle ne doit absolument pas renoncer à ce qui fait sa spécificité : chacune des problématiques doit se développer dans toute son ampleur, en respectant les nécessités logiques de son développement. En d'autres termes, une question de calendrier, par exemple, ne doit pas conduire une discipline à renoncer aux exigences de temps que lui imposent ses méthodes. Dans le même sens, l'intervention d'une discipline ne doit pas se limiter à la réponse à une (ou à un petit nombre de) question(s) posée(s) par une autre discipline. Cette façon de procéder conduit forcément à des simplifications abusives qui ne permettent pas aux analyses de la discipline concernée de se développer autant qu'elles le pourraient.

Il est essentiel de tendre vers une certaine unité de temps, de lieu et d'action qui peut se résumer en quelques principes simples :

- ◆ tous, au même moment, sur le même terrain ;
- ◆ des réunions fréquentes (quotidiennes si possible) pour la restitution des informations acquises dans la journée et pour la répartition des tâches dans les jours suivants ;
- ◆ tous doivent se sentir concernés par tous les problèmes rencontrés même si ceux-ci n'appartiennent pas au domaine de compétence habituel de leur discipline.

Dans ces conditions, on s'aperçoit que le jargon disciplinaire est rapidement et spontanément abandonné, ou alors, s'il s'avère utile, chacun explique clairement à ses coéquipiers ce qu'il signifie. On s'aperçoit aussi qu'un géographe ou un historien sont tout à fait capables de trouver la solution à un problème qui semblait purement anthropologique, et inversement.

Au fond, quand plusieurs disciplines se trouvent longuement confrontées à de multiples problèmes concrets, on comprend vite que la véritable spécificité disciplinaire ne réside pas dans des méthodes et des techniques (qu'un non-initié peut, le plus souvent, acquérir assez vite), ni dans les concepts qui sous-tendent le jargon, mais dans une sensibilité particulière, une ouverture d'esprit, une façon d'interroger le réel. La confrontation de ces sensibilités dans des équipes fortement motivées s'est avérée particulièrement précieuse dans toutes les expériences A+ réalisées depuis 1985.

¹² Le texte de cet encadré constitue le résumé actualisé d'un texte déjà paru dans les Cahiers de Girsom, n° 1 de décembre 1988, p. 41-55, sous le titre « La pluri(inter)disciplinarité et les études concernant Madagascar ».

de techniques différentes qui apparaît comme le principal apport de la pluridisciplinarité, mais la confrontation, sur les mêmes problèmes, de sensibilités différentes, de manières variées de questionner la réalité et d'interpréter les réponses.

Dans cet ensemble pluridisciplinaire, on a privilégié l'approche anthropologique. L'« anthropologie », dont il est question ici, désigne une discipline qui emprunte les problématiques de l'ethnographie, de l'ethnologie, des diverses anthropologies (sociale, politique, économique, etc.) et même de la géographie culturelle¹³.

Il s'agit, dans une perspective très ouverte, de comprendre les représentations, les rationalités, les logiques, les cohérences qui sous-tendent les comportements des divers types d'acteurs des sociétés étudiées. La perspective est délibérément holiste. On tente de saisir la réalité dans sa totalité. On prend garde à ne pas isoler des phénomènes qui sont en interrelation. On prête peu d'attention aux spécialisations disciplinaires. Tous les équipiers, quelle que soit leur formation, doivent se poser toutes les questions, même celles qui ne concernent pas spécifiquement leur discipline. Si aucun des équipiers ne dispose des moyens scientifiques lui permettant d'apporter lui-même la réponse à une question, on se réserve alors le droit de s'adresser à un spécialiste¹⁴. La méthode correspondant à cette problématique repose d'abord sur une écoute attentive et patiente des enquêtés et, surtout, sur l'observation minutieuse et... lente¹⁵ de la vie quotidienne et des comportements perçus dans leurs dimensions concrètes.

L'idée que l'on se fait ainsi de l'anthropologie, sur le terrain, est assez particulière. Les enquêteurs peuvent très bien n'avoir pas lu tout Lévi-Strauss, mais ils doivent présenter un certain nombre de qualités absolument indispensables : ouverture d'esprit, écoute sincèrement respectueuse des enquêtés, patience, goût et sens de l'observation, intérêt véritable pour la société étudiée, aptitude à se fondre en elle sans souci excessif de confort, honnêteté intellectuelle, aptitude à dialoguer avec les enquêtés et... avec les coéquipiers, humilité suffisante pour admettre, s'il y a lieu, que l'on doit remettre en cause une analyse trop hâtive...

Pour les préparer à leur tâche, les stagiaires, de toutes origines disciplinaires, recevaient une rapide formation¹⁶ aux principaux concepts de l'anthropologie et aux méthodologies de l'observation de ter-

rain inspirées de l'ethnographie. Ils bénéficiaient aussi – et surtout – d'une présentation des principaux acquis de la recherche anthropologique fondamentale concernant Madagascar, en général, et la région étudiée, en particulier. Cette connaissance provenait soit de travaux antérieurs de l'Éra, soit de l'ensemble des travaux scientifiques réalisés dans le pays et dans la région. Un éclairage précis était ainsi apporté à tous, géographes, historiens, sociologues ou agronomes, sur l'histoire des groupes ethniques de l'Ouest, sur les principaux types d'organisation sociale, sur les cosmogonies et les conceptions relatives à Zañahary (Dieu-Créateur), ainsi que sur le passage du statut d'être vivant à celui d'ancêtre (cf. encadré n° 2 page suivante et Paul Ottino, 1998, *Les champs de l'ancestralité*, Paris, Karthala).

Les données concernant les structures locales du pouvoir étaient présentées de façon assez rudimentaire lors des premières sessions. Avec le temps, au fur et à mesure des progrès de la réflexion, cette présentation s'est nettement améliorée. En tout état de cause, les informations données sur ce thème conservaient toujours un caractère assez général pour ne pas couvrir le risque d'influencer les observations des futurs enquêteurs.

¹³ Sur cette discipline, voir l'excellent petit ouvrage rédigé à partir de notes de cours d'étudiants de Joël Bonnemaïson (2000), *La géographie culturelle*, Paris, Comité Travaux historiques et scientifiques, 152 p., qui a inspiré les stagiaires des sessions les plus récentes.

¹⁴ Nous avons ainsi eu recours à des botanistes, à des hydrologues, à des climatologues qui ont pu, par exemple, aider à interpréter la description de changements climatiques.

¹⁵ Bien entendu, la lenteur n'est pas recherchée en tant que telle, mais on accepte d'emblée l'idée que l'approche de certains phénomènes ne pourra se faire dans l'urgence. On se résigne d'emblée à utiliser tout le temps qui sera nécessaire pour obtenir les informations indispensables.

¹⁶ Les concepts généraux : les notions de clan et de lignage, de parenté fictive, les interdits (A. Van Gennep), les problématiques de l'anthropologie économique, les problématiques récentes sur anthropologie et développement (J.-F. Baré, J.-P. Olivier de Sardan). Mais la plus grande part de l'enseignement concernait les notions anthropologiques propres à Madagascar : notions locales de clan, de lignage, de tompontany, de parenté fictive, les spécificités du droit foncier traditionnel, la signification économique et sociale des cérémonies lignagères, les cosmogonies traditionnelles... La base de ce cours a été reprise dans un enseignement régulier donné, à Tuléar, dans le DEA « pluridisciplinaire » de la faculté des lettres.

Encadré n° 2 : La surnature dans les relations sociales des populations de l'Ouest malgache

Pour les éleveurs de l'Ouest malgache non christianisés, Zañahary, Dieu créateur, constitue une force qui se situe en amont de toutes les autres. On peut l'invoquer, mais un vrai dialogue ne peut guère s'établir avec cette force trop puissante pour échanger directement avec les hommes. Par contre, divers esprits, en aval de Zañahary, ont le pouvoir d'intercéder auprès de lui, ou, plus probablement, d'agir directement. Parmi ces forces, certaines sont directement liées à la nature (le vent, la pluie, les cyclones...), d'autres sont attachées à certains lieux (roches aux formes étranges, arbres sacrés, forêts obscures, sources, cascades, grottes « inspirées », etc.). D'autres encore restent mystérieuses et ne se manifestent que par des signes que seuls quelques spécialistes savent interpréter (certaines maladies, certains morts soudaines, certains phénomènes de possession, certains rêves, etc.). Les forces les plus importantes pour les hommes sont les esprits des ancêtres défunts qui interviennent couramment dans la vie quotidienne.

Les ancêtres lignagers, morts depuis peu, restent très proches des vivants. Ils distribuent bénédictions ou malheurs (*loza*) à leurs descendants en fonction du respect ma-

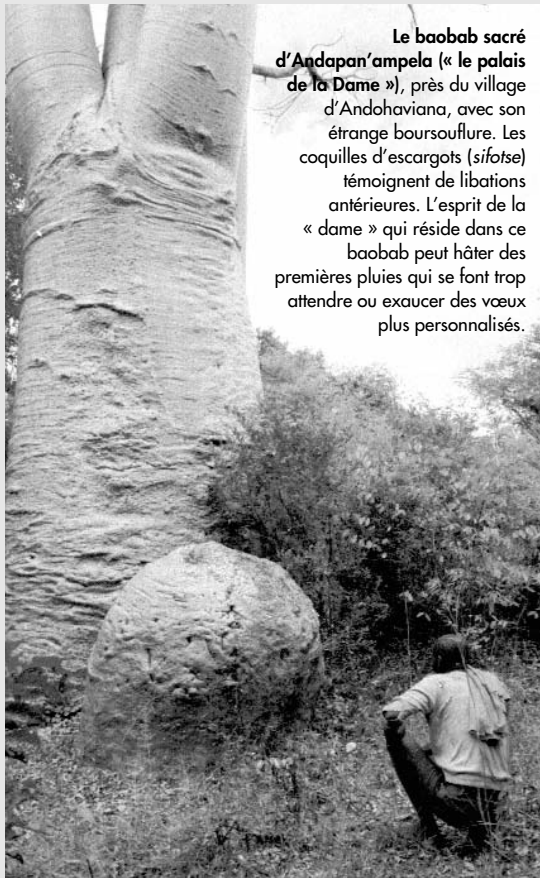
nifesté par ces derniers à l'égard des *lilindraza* (les règles sociales et morales édictées par les ancêtres). La maladie, une mauvaise récolte, des ennuis divers constituent des avertissements. La mort, la misère... constituent des sanctions.

Plus en amont, on trouve les ancêtres lignagers disparus depuis longtemps dont aucun vivant n'a plus de souvenir précis. Plus loin encore, les ancêtres lointains et les morts indifférenciés qui vécurent autrefois en ces lieux et les hantent encore, mais dont on ignore tout, sauf qu'ils méritent le respect et qu'ils pourraient encore nuire si on ne leur rendait, quand il convient, les hommages qu'ils méritent. Les esprits des défunts, après leur mort, remontent ainsi vers l'amont, par étapes successives, pour se fondre de nouveau dans Zañahary, la force primitive, d'où émanent toutes les choses créées.

Le statut d'être humain vivant est perçu comme une phase importante permettant, si tout se passe bien, d'accéder au statut d'ancêtre et d'atteindre ainsi la plénitude. La route pour y parvenir passe par un parcours réglementé, jalonné de cérémonies, que l'on accomplit sous le contrôle des forces de la Surnature et des ancêtres lignagers défunts.

La prospérité, octroyée par les ancêtres aux vivants qui savent la mériter, permet d'organiser la cérémonie suprême qui intervient au moment de la mort. Le faste des funérailles place sous le regard de tous, parents, alliés et voisins, le bilan de la vie du défunt. Des funérailles grandioses montrent que le défunt a atteint la plénitude et qu'il est passé, plus ou moins brillamment, au rang d'ancêtre reconnu et influent. Le chef de lignage (le *mpitoka hazomanga* chez les Sakalava) est respecté, écouté et obéi, car il occupe une place stratégique essentielle en assurant la médiation entre les ancêtres lignagers défunts et les membres vivants de son lignage.

Les éléments de la Surnature sont quantitativement importants dans les forêts, aux abords de certains arbres « sacrés » (baobabs plus hauts que les autres ou présentant des boursouffures étranges, tamariniers multicentenaires...). Partout où ils se trouvent, il convient de tenir compte de leur présence, de négocier le droit de s'installer à proximité ou d'utiliser une ressource qu'ils contrôlent. Les groupes qui se sont, les premiers, installés sur place, ont établi des accords stables avec ces forces, grâce aux *ombiasy* (devins-guérisseurs) qui assurent la médiation entre les hommes vivants et la Surnature et qui les ont informés, en temps utile, de leurs exigences. Les *tompontany* (les autochtones) disposent ainsi d'une rente de situation dont ils usent généralement avec habileté. On ne peut se passer de leur intercession pour s'installer dans un lieu où vivent des esprits dont on ne connaît pas encore les exigences. Ils savent utiliser cette situation de force pour placer les nouveaux arrivants dans une relative dépendance.



Le baobab sacré d'Andapan'ampela (« le palais de la Dame »), près du village d'Andohaviana, avec son étrange boursouffure. Les coquilles d'escargots (*sifotse*) témoignent de libations antérieures. L'esprit de la « dame » qui réside dans ce baobab peut hâter des premières pluies qui se font trop attendre ou exaucer des vœux plus personnalisés.

Les réajustements de la problématique à l'épreuve des faits

L'expérience acquise sur le terrain n'a pas tardé à suggérer qu'il ne fallait sans doute pas conserver l'analyse des systèmes de production comme priorité principale car des éléments plus explicatifs se trouvent plus en amont, notamment dans les structures micro-locales du pouvoir. Celles-ci ne sont certes pas indépendantes des systèmes de production en place, mais elles constituent un niveau d'analyse nettement distinct. Par ailleurs, un consensus est apparu empiriquement

entre le « développement »¹⁷ et la recherche, les deux parties ressentant de plus en plus nettement la nécessité d'une collaboration restée balbutiante jusqu'alors. Enfin, les équipes A+ ont choisi de ne plus considérer le temps comme une contrainte lourde, un adversaire permanent, mais comme un précieux allié potentiel : la méthode des retours sur les lieux d'une monographie, autrefois exceptionnelle, tend aujourd'hui à devenir la norme.

L'étude des structures microlocales du pouvoir est devenue la cible principale

En résumant à l'extrême les acquis de plusieurs années de travaux de terrain, quelques propositions ont fini par s'imposer comme des évidences :

- ◆ il est aberrant de vouloir agir sur une société sans savoir comment elle fonctionne ;
- ◆ il ne suffit pas de connaître les systèmes de production mis en œuvre par une société pour savoir comment elle fonctionne ;
- ◆ on n'en sait pas assez sur le fonctionnement d'une société tant qu'on n'a pas d'indication sur les modalités d'élaboration de ses décisions.

Par ailleurs, il est apparu que les modalités d'élaboration des décisions, quoique complexes, ne défiaient pas toute analyse. En effet, les structures micro-locales du pouvoir sont plus simples qu'il n'y paraît à première vue. Elles ne concernent, au fond, qu'un petit nombre d'acteurs (les chefs lignagers, les *mpañarivo*, les possédés...) selon un nombre limité de combinaisons.

● Il est aberrant de vouloir agir sur une société sans savoir comment elle fonctionne

Pierre Gourou affirmait déjà en 1973 que « toute aide aux agriculteurs doit être fondée sur une connaissance approfondie et intime des situations locales et par une volonté de respect des usages locaux ; certes, ceux-ci ne sont pas complètement intangibles, encore faut-il les avoir bien compris et, avant d'envisager leur modification, se demander longuement si leur justification ne nous aurait pas échappé¹⁸. »

L'expérience acquise confirme entièrement ce point de vue. Les techniciens et les opérateurs inter-

¹⁷ On se résigne ici provisoirement à la simplification contenue dans ce terme.

¹⁸ P. Gourou, 1973, Pour une géographie humaine, Paris, Flammarion, 388 p.

venant en milieu rural semblent avoir souvent agi comme s'ils se trouvaient en présence de tables rases sur lesquelles il suffisait d'implanter une « opération » pour que celle-ci réalise ses objectifs. Le succès ou l'échec dépendait à peu près exclusivement, pensait-on, de la qualité technique du projet. La plupart des opérations qui se sont aventurées sur cette base, au moins à Madagascar, ont lamentablement échoué en laissant un passif financier souvent vertigineux et un passif humain moins facile à évaluer mais important lui-aussi. Les populations « bénéficiaires » ont ainsi, année après année, accumulé un sévère scepticisme (c'est un euphémisme) à l'égard d'un « développement » qui n'avait pas su se présenter autrement que sous ce jour de désastres répétés.

Des échecs spectaculaires

Dans le Menabe¹⁹, en 1970 ou 1971, à l'époque où se déroulaient les « études de pré-factibilité » préalables au grandiose « projet Sodemo »²⁰, je me souviens de longues conversations avec les experts du Pnud et de la FAO présents sur le site. Les études hydrologiques, hydrogéologiques, pédologiques avaient été particulièrement raffinées. Leurs résultats font encore autorité trente ans après.

Comme je m'étonnais de la quasi-inexistence d'études « socio-économiques » (à peu près quinze jours chercheurs prévus pour un socio-économiste qui ne connaissait nullement la zone, et une trentaine pour un économiste rural pas mieux préparé), alors qu'il s'agissait d'une région vaste, encore mal connue, au peuplement complexe, il me fut répondu, avec une parfaite assurance, que les dynamiques économiques qui allaient se mettre en place seraient d'une telle ampleur qu'il importait peu, au fond, de savoir ce qui se passait actuellement. Dans tous les cas, la société locale, irrationnelle, fragile et inefficace, serait forcément balayée par les puissantes dynamiques que susciterait l'enrichissement qui allait suivre. À la rigueur, il pouvait être intéressant de suivre les mutations qui n'allaient pas manquer d'intervenir, afin que la diffusion des nouvelles richesses s'opère de façon aussi harmonieuse que possible²¹.

J'avais, à l'époque, été impressionné par ces arguments assésés par des experts plus âgés et manifestement plus expérimentés que je ne l'étais. J'avais poursuivi, sans grandes certitudes, mes lentes et laborieuses recherches d'« anthropologie économique » (c'était alors le terme consacré) en me demandant si,

effectivement, mon travail servirait à autre chose qu'à témoigner, plus tard, d'une phase révolue de l'histoire sociale régionale.

Revenu sur les lieux une quinzaine d'années plus tard, je suis allé de surprise en surprise.

1. Le projet avait complètement échoué. La faillite définitive de la Sodemo avait été prononcée vers 1986 après une décennie de lente agonie. Tous les autres projets, plus grandioses les uns que les autres, entamés dans la région au début des années soixante-dix (l'orangerie géante de Bezezika, l'abattoir ultra-moderne de Bemanonga, le nouveau système de collectage des produits locaux qui devait briser l'emprise commerciale indo-pakistanaise, etc.) avaient, eux aussi, lamentablement échoué.

2. L'économie villageoise la plus traditionnelle avait repris possession des lieux attribués au projet et continuait à fonctionner ni mieux, ni plus mal qu'auparavant, exactement comme si rien ne s'était passé. Les dynamiques sociales, dans leur ensemble, continuaient, semble-t-il, à obéir aux mêmes mécanismes qu'autrefois, toujours sans grand rapport avec la « logique de progrès » que l'on avait souhaité mettre en place.

3. De nouveaux projets s'annonçaient, à l'initiative de bailleurs européens qui, manifestement, n'avaient rien su des échecs précédents, car ils s'approprièrent à commettre exactement les mêmes erreurs. La nouvelle génération d'opérateurs n'avait trouvé sur place ni archives, ni informateurs, ni... chercheurs connaissant le passé. Le développement n'a pas de mémoire et rien n'indiquait qu'il cherche à en avoir.

En fait, tous les efforts avaient été concentrés sur la réalisation technique du projet, d'ailleurs très délicate. Nul n'avait pensé qu'il pouvait être utile d'enraciner le nouveau système d'irrigation, laborieusement mis en place, dans les économies locales, puisqu'on

¹⁹ Le Menabe (on prononce Menabé) correspond à l'ancien royaume sakalava qui portait ce nom. Il s'étendait entre le fleuve Mangoky, au sud, et, en gros, le fleuve Manambolo au nord. Morondava (60 000 habitants) est la seule ville de cette vaste unité.

²⁰ « Société de développement de Morondava ». Il s'agissait de construire un système moderne d'irrigation de la plaine de Morondava sur une dizaine de milliers d'hectares.

²¹ J'ai entendu presque exactement le même discours en 1997 de la part d'un chef de projet, par ailleurs extrêmement sympathique et sérieux, qui pensait aussi que l'injection massive d'argent dans un système local allait créer des dynamiques dont les effets seraient, à la longue, positifs. Selon lui, une analyse ex ante, trop délicate au fond, ne s'imposait donc nullement. Elle ne contribuerait guère qu'à augmenter les coûts de l'opération.

les jugeait nulles et irrécupérables. On avait donc fait venir de bons riziculteurs des hautes terres (du pays betileo notamment) en spoliant au passage les autochtones, écartés sans ménagement.

On avait cru pouvoir imposer aux nouveaux venus le paiement de lourdes redevances, tandis que les associations d'usagers de l'eau avaient été manipulées de façon à donner le vrai pouvoir, non pas aux riziculteurs, mais à la bourgeoisie urbaine dont les nouveaux arrivants étaient souvent les métayers occultes. Exploités par leurs bailleurs, en conflit avec les autochtones, les « bénéficiaires » s'étaient vite trouvés dans une situation intenable, aggravée par des difficultés techniques. L'eau, en effet, circulait mal. Les grands notables urbains, qui contrôlaient les associations d'usagers, s'étaient auto-attribués le droit d'effectuer des prises d'eau pirates en amont, où ils avaient acquis de grandes parcelles dans une zone pourtant peu favorable à la riziculture car les sols y étaient trop perméables. Ainsi, l'eau arrivait mal en aval, ou n'arrivait pas du tout...

Parmi les nouveaux riziculteurs, quelques-uns, déçus, s'étaient retirés purement et simplement, d'autres étaient restés mais avaient cessé de payer la redevance. Certains, les plus astucieux sans doute, avaient choisi de s'intégrer tant bien que mal dans la population autochtone selon les modalités ancestrales (mariage, fraternité de sang). Ils pouvaient, ainsi, vivre à peu près de leurs rizières « modernes » dans la mesure où celles-ci constituaient un élément, entre autres, d'une économie traditionnelle soigneusement diversifiée. La Sodemo, faute de recettes, avait subi une grave crise de trésorerie qui l'avait empêchée de terminer la construction des installations techniques et d'entretenir correctement celles qui existaient déjà. L'État avait bouché les trous tant bien que mal pendant une décennie, puis il s'était lassé et la faillite n'avait pu être évitée.

Un anthropologue, même débutant, même peu sûr de lui, ne pouvait pas manquer de s'apercevoir qu'il existait dans la ville de Morondava une bourgeoisie urbaine qui avait mis en place un système simple, mais efficace²², pour effectuer des prélèvements aussi abusifs qu'importants sur tout ce qui rapportait de l'argent dans la région. Prévenus depuis longtemps de l'existence du projet Sodemo, ils avaient acquis les

meilleures rizières en utilisant des prête-noms ou en créant des rapports de clientèle qui privaient les prétendus propriétaires de toute liberté de manœuvre. La conquête du pouvoir au sein de l'association des usagers de l'eau, un jeu d'enfant, avait permis de créer des prises pirates qui donnaient aux notables des avantages exorbitants et provoquaient de graves dysfonctionnements du système d'hydraulique agricole. Personne n'avait réagi, car le conseil d'administration et les instances publiques de contrôle étaient eux-mêmes noyautés par ces notables urbains selon des modalités très simples elles-aussi.

Dans le Menabe, derrière la façade d'interventions de l'État plus « maladroites » les unes que les autres, se dissimulait, en fait, une série d'actions très réussies visant seulement à rapporter le plus d'argent possible, le plus vite possible, au groupe localement dominant. Les prétendues maladresses de l'État cachaient mal l'adresse des stratèges locaux pour ponctionner les richesses injectées dans le circuit local par un État-providence. Dans le cas de la Sodemo, le relatif ratage venait seulement du fait qu'en prélevant trop vite et trop fort on avait provoqué la mort prématurée d'un système qui, avec moins d'impatience, aurait sans doute pu parasiter l'économie régionale pendant plusieurs décennies. Cette erreur n'était d'ailleurs pas très grave, car de nouveaux projets, aussi inconscients des réalités locales, étaient opportunément venus prendre le relais des anciens.

Des réactions autochtones étonnantes

Les comportements sakalava, au cours de la période de latence qui a correspondu aux errements de la Sodemo, ont beaucoup étonné les observateurs.

Première surprise, les Sakalava ont reculé devant les « avancées » de l'économie moderne, en acceptant plutôt bien les spoliations dont ils étaient victimes, sans protestations trop énergiques, alors que ce sont des gens belliqueux, parfois violents, fiers de leur glorieux passé de guerriers... On a cru pouvoir expliquer cela par leur culture : les Sakalava se méfieraient des interventions brutales qui bouleversent l'ordre établi, en coupant des arbres, en nivelant le terrain à grands renforts de bulldozers, en creusant des canaux, en remaniant le paysage... Leur « sagesse ancestrale » les pousserait à dire à peu près : « *Tout ça n'a jamais marché chez nous et ça ne marchera pas, cette fois non plus* ». Ainsi, au lieu de faire une fixation sur le problème ainsi posé, ils seraient seu-

²² J'ai décrit ce système dans « Brève chronique d'une longue série d'échecs de l'intervention publique », in J.-F. Baré éd. (1997), p. 201-228.

lement allés un peu plus loin pour continuer à s'occuper attentivement de leurs bœufs, seule chose qui les intéresse et qu'ils savent bien faire. Cette explication ne suffit manifestement pas.

Deuxième surprise, dans les villages sakalava éloignés de l'axe aménagés, les rizières traditionnelles ont connu une spectaculaire expansion, sans rapport apparent avec les difficultés de la riziculture moderne ni avec la situation du marché, les cours, très contrôlés par le pouvoir central, n'ayant, à l'époque, pas encore augmenté. Les techniques villageoises étaient – sont – tout à fait archaïques et parfois étonnantes. Par exemple, la crainte des litiges interlignagers pousse chaque lignage à construire son propre canal pour n'avoir pas à affronter les conflits inhérents à la gestion collective de l'eau. Ainsi, on peut voir trois, parfois quatre canaux très rustiques se dérouler parallèlement sur plusieurs kilomètres, alors qu'un seul canal collectif, plus solide, paraîtrait plus logique. À la fin de chaque saison des pluies, il faut réhabiliter les prises d'eau détruites par les crues, réparer les canaux ici et là, renoncer à quelques rizières ensablées, en aménager de nouvelles un peu plus loin... Mais cette tâche correspond bien au potentiel de main-d'œuvre dont disposent les lignages, et tout le monde apprécie de n'avoir pas à affronter les incessants conflits que connaissent, ailleurs, les associations d'usagers.

Malgré ses rendements médiocres, malgré sa précarité, malgré les avis négatifs des experts, la riziculture villageoise s'est ainsi développée après 1985. Elle a trouvé d'autant plus de débouchés que la riziculture moderne continuait à dysfonctionner avant son effondrement total. En effet, alors qu'on s'interrogeait sur l'avenir des installations laissées en place par la faillite de la Sodemo, le cyclone Cynthia de février 1991 a réglé le problème en détruisant, en quelques heures, tout le système que l'on avait cru rendre invulnérable aux agressions de la Nature... La réhabilitation de l'ensemble a justifié un programme Food for Work de l'Aide suisse en cas de catastrophe qui a employé 2000 journaliers pendant près de quatre ans. Pendant ce temps, les rizières traditionnelles, que tous les experts de bon sens avaient condamnées, alimentaient le marché avec régularité et permettaient aux Sakalava d'acheter des bœufs et de reconstituer leurs troupeaux.

Troisième surprise, malgré ce succès spectaculaire, les Sakalava ne sont pourtant pas devenus riziculteurs. Le boom sakalava du riz, nous l'avons su

ensuite, s'expliquait principalement par les stratégies très conjoncturelles de quelques *mpañarivo* (grands propriétaires de bœufs). Ils s'étaient souvent récemment enrichis après une phase d'accumulation rapide effectuée dans des conditions pas toujours avouables liées aux vols de bœufs.

Vers 1983-1986, au creux de la crise, l'appareil d'État ayant quasiment disparu, l'insécurité avait atteint un tel niveau que les grands *mpañarivo* eux-mêmes ne contrôlaient plus la situation. On pouvait craindre qu'à moyen terme tous les bœufs finissent par être volés et acheminés vers les hautes terres ou exportés clandestinement. Certains *mpañarivo* éclairés ont donc pensé qu'il devenait judicieux d'envisager des stratégies foncières s'appuyant sur la main-d'œuvre quasi gratuite fournie par leurs « clients » et « protégés ». Ils purent ainsi mobiliser une force de travail suffisante pour aménager de petits barrages, des canaux, des rizières qu'ils confiaient à des métayers recrutés parmi leurs clients.

Au départ, la stratégie était purement foncière. Il s'agissait de transformer des troupeaux, devenus trop vulnérables, en rizières que l'on ne pouvait voler et dont la production permettrait, quand la situation serait redevenue normale, de reconstituer les troupeaux. C'est le hasard qui a fait coïncider l'opération avec les malheurs de la riziculture moderne. Les réseaux de collectage, qui avaient commencé à se mettre en place pour la riziculture moderne, n'ont eu qu'à se tourner vers le système villageois qui s'est ainsi trouvé récompensé de ses efforts beaucoup plus largement et beaucoup plus vite qu'il ne l'avait imaginé. Puis, à la fin des années quatre-vingt, l'État a effectué dans la région un retour discret mais bien réel. La sécurité est revenue progressivement, notamment grâce aux actions « coups de poing » du fameux capitaine Fanampera. Les vols ont continué mais ont retrouvé à peu près leur niveau d'avant la crise... Il redevenait raisonnable d'accumuler des bœufs. Les *mpañarivo* ont repris alors les stratégies classiques dans lesquelles ils excellent, qui combinent vols de bœufs et gestion généreuse de leurs troupeaux. De solides rapports de clientèle fondent ainsi les réseaux locaux de pouvoir.

Dans l'ensemble, dès que la situation est redevenue normale, les *mpañarivo* ont à peu près conservé leurs acquis fonciers, mais ils n'ont pas cherché à les améliorer. Malgré une conjoncture encore favorable (l'irrigation du système moderne n'a repris qu'en 1995

et connaît toujours beaucoup de difficultés), la production villageoise de riz a cessé d'augmenter et, dans la mesure où les statistiques disponibles sont fiables, paraît même plutôt en régression.

Le comportement des riziculteurs sakalava apparaît ainsi complètement aberrant à un observateur qui croit aux vertus incitatives du marché : ils ont augmenté leur capacité productive avant qu'il n'y ait un marché pour leurs produits et, alors que ce marché s'est ouvert plus vite que prévu avec des perspectives encourageantes sur le long terme, ils y ont renoncé pour revenir à un élevage bovin extensif à la rentabilité marchande très incertaine.

Quatrième (et pour l'instant dernière) surprise, de nombreux Sakalava, autrefois déplacés par la Sodemo, alors qu'ils semblaient bien installés dans leur nouveau rôle de riziculteurs traditionnels dans des villages lointains, sont revenus sur leurs anciens terroirs, sans que cela ressemble à une stratégie d'ensemble clairement mise au point. Ils ont profité du départ de nombreux riziculteurs migrants, écoeurés par la tournure des événements, pour faire valoir, sans grande difficulté, leurs anciens droits. Ils ont alors recommencé à faire du riz traditionnel sur le terroir moderne, réhabilité plutôt mal que bien, encore dépourvu d'un système de gestion collective accepté par tous. Ils ne paient donc toujours pas la redevance, mais leurs rendements sont quand même un peu meilleurs que sur leurs terroirs villageois, ce qui justifie en partie ce retour, mais ne justifie pas les sommes dépensées par les bailleurs. Quand ils mesurent l'ampleur de ces sommes et l'énormité des efforts fournis en pure perte depuis trente ans, par de monstrueuses machineries technico-administratives, pour, quasiment, un retour à la situation initiale, on conçoit qu'ils n'aient pas une image très positive du développement, même si on s'acharne encore à le leur présenter comme l'objectif qu'ils devraient poursuivre s'ils étaient raisonnables.

Des réactions étonnantes mais prévisibles

Ces réactions étaient pourtant assez prévisibles pour quelqu'un n'ignorant pas tout des structures de pouvoir qui régissent les villages sakalava.

Dans les périodes de crise, les structures lignagères, contrôlées par les vieux *mpitoka hazomanga*, sont souvent mises en difficulté. Le vrai pouvoir tend alors à passer à des *mpañarivo*, plus jeunes, plus entrepreneurs, meilleurs stratèges, qui s'appuient sur des rap-

ports de clientèle plus que sur des rapports de parenté ou d'alliance de type lignager. Les *mpañarivo* se méfient des « projets », des « opérations » qui œuvrent pour une meilleure justice sociale, qui donnent de la terre à ceux qui n'en ont pas, qui voudraient aider les « pauvres » à s'enrichir... alors que, justement, les *mpañarivo* tirent leur pouvoir du rapport patron/client qui n'existe, bien entendu, que s'il y a des riches et des pauvres. Ils sont assez intelligents pour ne pas s'opposer ouvertement à ces projets animés par une idéologie généreuse. Par contre, ils savent les saboter efficacement, sans que leur action soit décelable, grâce à leurs « clients » qui, ayant besoin d'eux sur le long terme, acceptent leurs exigences, même quand celles-ci sont contraires à leurs intérêts immédiats.

En l'occurrence, dans le cas de la Sodemo, les *mpañarivo* n'ont pas recherché l'affrontement, bien inutile, avec les opérateurs. Quand le projet a dévoilé au grand jour ses ambitions, ils se sont contentés de favoriser, au coup par coup, la réinstallation de leurs « clients » à l'écart des zones touchées, là où leur pouvoir s'exerçait encore. Cela explique, au moins en partie, ces expulsions si facilement acceptées par des gens qui, en fait, retrouvaient ainsi des conditions au moins équivalentes à celles qu'ils perdaient.

Puis, ils ont utilisé intelligemment cette main-d'œuvre en lui commandant de « grands » travaux (grands seulement à l'échelle villageoise). Grâce aux rapports de clientèle, ils les ont rémunérés à un prix dérisoire. Ils ont ainsi préparé l'avenir, continué à s'enrichir avec la vente de riz et maintenu les « pauvres » dans leur dépendance pour quelques années de plus. La conjoncture ayant changé, ces stratégies foncières sont devenues moins intéressantes, et le système de domination reposant sur l'élevage extensif et la protection des plus pauvres par les plus riches s'est remis en place, favorisé par un retour vers les anciens terroirs.

Les malentendus qui ont entouré la conception et la réalisation de l'opération Sodemo sont frappants. Pourtant, ils ne sont sans doute pas beaucoup plus graves que ceux qui ont marqué de nombreux autres « ratages » du développement dans l'Ouest et le Sud-Ouest de Madagascar. L'offre d'intervention des projets de développement rural est trop souvent en décalage brutal par rapport aux dynamiques économiques et sociales locales dont les opérateurs ignorent à peu près tout. Les équipiers de l'Éra ont ainsi commencé à penser qu'il leur incombait peut-être, à leur niveau, d'explicitier ces dynamiques.

● **Il ne suffit pas de connaître les systèmes de production mis en œuvre par une société pour comprendre comment elle fonctionne**

La plupart des enquêtes de terrain en milieu rural tendaient (et tendent encore) à privilégier la description et l'analyse des systèmes de production. Les équipes Éra ont longtemps suivi la tendance dominante. Les premières sessions de formation à la recherche avaient pour thème, nous l'avons vu, l'étude des transformations des systèmes de production dans un contexte de fin de crise. Les faits nous ont progressivement convaincus que la connaissance des systèmes de production villageois et de leurs transformations est en effet indispensable, mais :

- ◆ on peut apprendre beaucoup de choses sur un système de production en ne l'abordant pas seulement au niveau villageois, même si celui-ci ne peut pas être évité ;
- ◆ l'approche en termes de systèmes de production ne suffit nullement à comprendre le fonctionnement des sociétés villageoises.

La connaissance des systèmes de production villageois est indispensable...

Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce point puisque tout le monde semble l'admettre sans autre objection. Il est vrai qu'on ne peut avoir une idée précise d'une société villageoise si on n'a pas une bonne description de son terroir, de ses pratiques productives, si on ne sait comment elle mobilise sa force de travail, dans quelle proportion sa production est autoconsommée ou commercialisée... On ne peut se dispenser d'une bonne esquisse des rapports de production, des différenciations intra-villageoises quant aux revenus et à l'accès au foncier... On doit, bien évidemment, prendre en compte des contraintes incontournables (les calendriers culturels qui, par exemple, peuvent empêcher le développement d'une nouvelle activité) ou des potentialités encore inexploitées ou des goulots d'étranglement...

... mais l'enquête villageoise de courte durée n'est certainement pas le meilleur moyen pour apprendre à connaître un système de production

Décrire un système de production implique de multiples niveaux : le microlocal pour le terroir, les parcelles et les exploitants..., le régional et le national pour les réseaux de commercialisation, les marchés, les routes...

Le cycle annuel ne peut être correctement reconstitué de façon entièrement fiable avec les seules déclarations de villageois... D'ailleurs, au début du XXI^e siècle, il est sans doute difficile de trouver, à Madagascar ou ailleurs, une région dont les systèmes de production n'ont pas été minutieusement décrits, au moins dans leur fonctionnement le plus général (travaux d'agronomes, de géographes, d'économistes ruraux, de chercheurs spécialisés, souvent basés sur d'excellentes observations qui dépassent le cadre annuel).

Si l'on cherche à économiser un précieux temps d'enquête, il est donc préférable de s'appuyer sur ces documents. Il est possible de les compléter, nous le verrons, d'abord par une recherche des particularités qui peuvent exister dans les pratiques locales, ensuite par le recours à une méthode de lecture du paysage sur laquelle nous reviendrons. Celle-ci, bien connue des géographes humains, permet de découvrir comment les villageois vivent leur terroir en y distinguant de multiples « facettes » qui, souvent, ne coïncident pas avec les distinctions qu'opérerait un agronome formé à l'occidentale.

La connaissance des systèmes de production ne suffit pas à comprendre les situations locales

Un exemple nous aidera à soutenir cette proposition. Nous le présentons dans l'encadré n° 3.

● **On ne peut comprendre le fonctionnement d'une société tant qu'on n'a pas d'indications sur ses structures microlocales du pouvoir et sur les modalités par lesquelles ces structures prennent leurs décisions**

Les équipes Éra n'ont cessé, à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, de rencontrer des situations comparables à celle de B. Des « opérations » généreuses, techniquement bien conçues, qui auraient dû de toute évidence entraîner l'adhésion inconditionnelle des villageois, se heurtaient à des comportements étrangement dilatoires. Les bénéficiaires paraissaient souvent, loin de tout bon sens, agir contre leurs intérêts les plus évidents. La réaction spontanée des techniciens – tout le monde ne peut pas être anthropologue – débouchait sur un psychologisme primaire s'exprimant par des points de vue assez pessimistes : « Ces gens sont nuls » (il s'agit d'un euphémisme, les termes employés étant généra-

Encadré n° 3 : Les pompes solaires de B.

À B., dans la vallée du Maharivo, en plein pays sakalava « traditionnel », une ONG catholique, spécialisée dans les travaux d'hydraulique agricole, avait été mobilisée par un ecclésiastique pour tenter d'y développer la riziculture irriguée, à une époque où les cours du paddy augmentaient fortement. Les experts de l'ONG observèrent le terroir, les techniques de production, les particularités de la riziculture locale avec compétence et perspicacité. Ils s'aperçurent que la disposition des lieux permettait, avec trois pompes solaires, quasiment sans maintenance, de faire monter l'eau depuis une mare pérenne vers un terrain facile à aménager, à l'abri des crues qui dévastent périodiquement le terroir villageois.

Renseignements pris, le terrain concerné n'appartenait à personne. Seuls deux éleveurs y faisaient paître de temps en temps quelques bœufs. Les experts proposèrent donc un projet facile à mettre en œuvre. L'ONG construirait les pompes solaires sur ses fonds propres. Les villageois aménageraient eux-mêmes le système de petits canaux et de vannes qui permettrait de transformer le terrain en un ensemble de pépinières proches du village, faciles à entretenir avec soin. L'attribution des parcelles se ferait de façon à favoriser les plus pauvres et, singulièrement, ceux qui n'avaient pas de terres. On pensait surmonter ainsi les principales carences apparues dans la riziculture irriguée locale : le manque de bonnes pépinières, et l'inégale distribution de la propriété foncière.

Les réunions « participatives » destinées à prévenir les gens, à recueillir leur avis, à organiser les travaux, se déroulèrent excellemment. Les villageois exprimèrent leur soutien unanime au projet. Tous étaient volontaires pour participer aux travaux... Les organisateurs connurent une première déception le jour du début des travaux. Une petite centaine de villageois avaient annoncé leur participation. Il en vint une douzaine le premier jour, vingt le second (après un gros effort de relance, maison par maison), une douzaine de nouveau le troisième jour, puis moins de dix les jours suivants... Les représentants de l'ONG envisagèrent une petite rémunération pour augmenter la motivation. On offrirait donc des fripes à la fin de chaque semaine de travail. La première semaine, une bonne vingtaine de villageois vinrent, assez régulièrement pour mériter leur rémunération, mais la faiblesse, en quantité et en qualité, du travail accompli apparut consternante. À ce rythme, il faudrait des mois pour réaliser un objectif pourtant modeste et beaucoup, beaucoup de fripes...

Pendant ce temps, les pompes, à la charge exclusive de l'ONG, avaient été achevées en quelques jours. Les organisateurs voulurent découvrir l'origine du malaise. On organisa donc de nouvelles réunions. Les débats fusèrent dans toutes les directions. Selon certains, ce n'est pas le

riz qu'il convenait de développer, mais le manioc. D'autres affirmaient que le lieu avait été mal choisi, qu'il fallait faire la même chose, mais sur un autre site dont l'avantage n'apparaissait pourtant pas évident. Certains attirèrent l'attention sur un supposé plan machiavélique qui poussait le prêtre catholique, pourtant manifestement dévoué et désintéressé, à soutenir l'opération afin de nuire aux luthériens... Au bout de quelques semaines d'impuissance, les agents de l'ONG commencèrent à se lasser et en vinrent aux ultimatums : ou bien les travaux démarreraient vraiment pour s'achever dans un délai raisonnable, ou bien on arrêterait tout, après avoir démonté et emporté tout le matériel qui pouvait encore l'être. On laisserait ensuite les habitants du village gérer leurs attermoissements. Ce qui fut fait.

Nous arrivâmes au village quelques semaines après. Il ne restait des pompes solaires que des squelettes de béton définitivement inutiles. Les ingénieurs de l'ONG, rencontrés un peu plus tard à Antananarivo, se laissèrent aller à quelques excès verbaux, décrivant les Sakalava de B. comme de « pauvres types » incapables de la moindre décision, totalement inopérants, qui méritaient largement leur misère dans laquelle il convenait de les laisser sans le moindre regret...

A priori, l'histoire de ce ratage n'était pas au centre de nos préoccupations. Nous cherchions, alors, à comprendre la nature du pouvoir des grands propriétaires de troupeaux (les *mpañarivo*) dont nous commencions à peine à entrevoir l'importance réelle. C'est en suivant cette piste que nous avons enfin compris, à peu près, ce qui s'était passé.

En fait, le village était contrôlé, en toute discrétion, par deux *mpañarivo*. Nous n'avions pas perçu leur importance, car ils n'affichaient pas une grande richesse : chacun avait sur place un peu moins d'une centaine de bœufs, ce qui n'est pas exceptionnel. Mais nous avons fini par apprendre qu'en additionnant tous les bœufs leur appartenant dans cinq ou six villages de la région, ils possédaient, chacun, plus de mille têtes réparties entre plusieurs pâturages et plusieurs épouses... Leur réseau comptait des clients-dépendants éparpillés dans un rayon d'une trentaine de kilomètres. À eux deux, ils contrôlaient les trois quarts des habitants de B. Ils cherchaient, d'ailleurs, à augmenter cette emprise.

Tous les deux avaient l'habitude de laisser leurs bœufs paître sur l'emplacement retenu pour les pépinières. Ils avaient parfaitement compris que les aspects généreux du projet contribueraient à diminuer l'écart entre riches et pauvres et, donc, porteraient atteinte à leurs intérêts. Ils s'étaient gardés, bien sûr, d'afficher la moindre hostilité à l'égard du projet. Après avoir levé la main comme les autres quand les animateurs avaient .../...

.../... demandé des volontaires, ils s'étaient contentés d'avertir discrètement chacun de leurs dépendants : ceux qui participeraient aux travaux n'auraient plus accès à leurs faveurs, un point c'est tout.

Pour éluder leur participation, il ne restait plus aux villageois qu'à « embrouiller » les animateurs par des propos contradictoires ou aberrants qui, bien évidemment, n'ont pas contribué à rehausser l'image sombre que les

ingénieurs avaient déjà des Sakalava... C'était aussi simple que cela.

Les Sakalava de B. ne sont pas plus inopérants que les autres. Ils ne méritent pas plus que les autres de rester dans la misère, mais ils savent qu'ils ne peuvent se permettre de heurter de front l'autorité de leurs protecteurs locaux dont ils dépendent étroitement et qui constituent leur seule garantie contre les aléas futurs de l'existence.

lement plus crus). Nous nous sommes alors aperçus, en effet, que la situation masquait souvent la présence d'un ou de plusieurs *mpañarivo* ou d'un ou de plusieurs vieux chefs de lignage, peu désireux de renoncer au moindre de leur privilège. Tous savaient se montrer ef-

ficaces dans le domaine du sabotage discret grâce à leurs réseaux de clients sur lesquels ils disposaient d'un pouvoir étendu.

C'est à peu près exactement la situation que nous avons rencontrée à Mahaboboka en 1991-1992.

Encadré n° 4 : Mahaboboka 1991-1992

Un petit périmètre irrigué, autrefois prospère, à mi-chemin entre Tuléar et Sakaraha, avait vu ses installations se dégrader lentement. La réhabilitation posait des problèmes techniques assez simples. Elle fut entreprise sur un financement du BIT. Des assemblées « participatives » furent réunies. On annonça haut et fort que les nouvelles parcelles seraient remises prioritairement aux paysans sans terres selon des critères que l'on tenta d'explicitier pour que tout soit aussi transparent que possible. À la différence de ce qui s'était passé à B., les villageois participèrent vraiment aux travaux, sans enthousiasme excessif certes, mais avec un taux d'absentéisme plutôt inférieur à la normale. Tout semblait aller pour le mieux. Un expert socio-économiste venu de France avait même passé trois après-midis sur le site et en avait conclu qu'il n'y aurait aucun problème puisque le terrain considéré était domanial et que, lors des réunions, nul villageois n'avait émis la moindre prétention foncière... Une première inquiétude, vite balayée, surgit quand, les travaux étant presque terminés, un grand *mpañarivo* local, très discret jusqu'alors, vint remercier chaleureusement les organisateurs pour les travaux qu'ils avaient bien voulu effectuer sur SES terres. On ne l'avait guère remarqué, bien qu'il ait participé silencieusement à toutes les réunions et bien qu'il ait suivi l'avancement des travaux avec assiduité, hochant la tête en connaisseur devant des installations particulièrement réussies. Il fut rabroué sans ménagement et on mit l'incident sur le compte de la sénilité (il avait plus de quatre-vingts ans). Il revint à plusieurs reprises, déclarant qu'il était prêt à recevoir les titres de propriété qui lui revenaient sur les nouvelles parcelles et prêt aussi à décider, avec les organisateurs, des noms

de ceux qui seraient ses métayers sur ces parcelles. Il fut éconduit de façon de moins en moins patiente, la grossièreté prenant même la place de la déférence agacée à laquelle il avait eu d'abord droit.

Tout commença dès lors à dysfonctionner. On n'arrivait pas à établir les listes de bénéficiaires. Les noms donnés le premier jour n'étaient pas ceux des personnes qui s'étaient présentées le second jour. De faux villageois commencèrent à faire leur apparition ; les vrais semblaient étrangement passifs à leur égard. De toute façon, les faux du troisième jour n'étaient pas les mêmes que les faux du second... De graves effondrements survenaient, la nuit, dans des canaux qui étaient en excellent état la veille. Les vannes se détérioraient bizarrement avant même que l'on s'en soit servi. On trouvait tous les jours, autour des aménagements, des bœufs qui n'avaient rien à y faire, puis qu'on avait promis de les écarter radicalement pour éviter, justement, l'effondrement des canaux, etc.

L'Éra fut appelée alors par un cadre malgache du BIT qui, à la différence de ses collègues européens, commençait à s'inquiéter sérieusement. Il fallut à peu près une semaine à la petite équipe pour mesurer l'emprise réelle du vieux T., qui, comme il s'en était vanté à juste titre, était le maître des lieux. Bien que lui-même migrant, il était installé là depuis sa petite enfance. Ses parents y étaient enterrés dans un vieux tombeau lignager placé à la vue de tous. Les aménagements se trouvaient sur un pâturage qu'avait toujours utilisé son lignage. Agissant avec une gentillesse calculée, comme beaucoup de *mpañarivo*, il avait accueilli favorablement des migrants, leur prêtant des bœufs à l'occasion de leurs cérémonies lignagères, leur prêtant même un peu d'argent au besoin, intervenant .../...

utilement quand ils avaient des problèmes avec des autorités... Dans l'ancien périmètre, la plupart (peut-être la totalité) des riziculteurs étaient ses métayers de fait, même si cela n'apparaissait pas dans les titres de propriété.

Par de judicieuses alliances matrimoniales (il avait six épouses officielles dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres) ou de parenté fictive (frères de sang choisis en raison de leur rôle stratégique et parents à plaisanterie dont il avait facilité l'installation), il avait décuplé un pouvoir lignager, déjà considérable, comme *mpitoka* respecté du plus grand lignage des environs. La majorité des notables locaux (présidents de *fokontany*, *komity*, membres du bureau de l'association des usagers de l'eau, etc.) étaient ses parents, ses alliés (dans une relation toujours dissymétrique en sa faveur), ses redevables, ou ses clients-dépendants. Il ne partageait son pouvoir avec aucun rival local. Tous ceux qui détenaient quelque chose dans les parages, de la terre, des bœufs, une épouse riche, un poste de notable, un privilège... le lui devaient à un titre ou à un autre. Son rôle d'usurier, tantôt débonnaire, tantôt impitoyable, ses relations, sans doute réelles, avec des gens influents en ville, complétaient sa panoplie de tyranneau local haï, jaloux, respecté et redouté.

L'équipe, ayant constaté que cette situation était bien réelle, rédigea un premier rapport plutôt pessimiste pour l'avenir des aménagements si l'on n'acceptait pas de transiger d'une manière ou de l'autre avec le vieux T. Nous signalions même selon quelles procédures T. tenterait probablement de regagner le terrain perdu, en reprenant le contrôle de l'association des usagers (tâche facile puisque tous les membres du bureau étaient ses redevables) et en récupérant une à une les terres attribuées à des gens qui étaient ses clients-débiteurs.

Les opérateurs, conseillés et assistés par un homme politique d'envergure nationale, connu pour son intransigeance et son souci de protéger les « petits », le célèbre et charismatique Monja Jaona, choisirent une ligne dure. Une indiscretion nous apprit que notre rapport avait produit une très mauvaise impression. L'idée de transiger

avec T. était odieuse aux cadres du projet. Aucune concession ne lui serait donc faite. Lors d'une grande réunion publique à Mahaboboka, Monja Jaona crut même pouvoir interpeller T., devant tous ses alliés et dépendants, en le traitant, entre autres, de « dinosaure attardé ».

Dans les dix mois qui suivirent, toutes les catastrophes que nous avons annoncées (sans grand mérite tant elles étaient prévisibles) se produisirent les unes après les autres. L'association des usagers, encore plus vite que nous ne l'avions envisagé, commença à prendre des décisions aberrantes.

D'abord en permettant l'ouverture de prises pirates officielles en faveur de notables dont les rizières jouxtaient l'ensemble réhabilité, ensuite en organisant la maintenance en dépit du bon sens, les canaux ainsi « entretenus » se dégradant encore plus vite que les autres... Les sabotages reprirent de plus belle. Les bœufs erraient régulièrement dans les lieux les plus fragiles. Personne n'osait réparer les dégâts sachant que des sbires de T. les avaient provoqués. Plusieurs attributaires hésitèrent à prendre possession de leur parcelle, puis y renoncèrent, peut-être sous la pression... D'autres acceptèrent. Ils affrontèrent de multiples ennuis, à première vue sans rapport avec l'attribution : amendes pour cahier de bœufs mal tenus, tabassages lors de bagarres d'ivrognes, dépôts devant leur domicile de matières fécales...

Un an après la fin de travaux, sur les 592 hectares aménagés, une cinquantaine seulement étaient en fonction, moins de trente l'étaient encore deux ans après, soit moins que la surface exploitée au moment où les aménagements avaient été décidés. Les ultimes « bénéficiaires » étaient d'ailleurs très probablement des métayers de T. Estimée au plus juste, sans les frais d'« expertise », sans les voyages d'experts ou d'autorités, l'opération avait coûté plusieurs centaines de millions de francs malgaches.

L'essentiel du malentendu provenait, comme à B., de l'impuissance des experts à imaginer l'enfer que peut devenir la vie quotidienne d'un villageois qui a déplu ou, pire, qui a osé s'opposer frontalement à un tyran local.

Nous avons vite appris, aussi, que les choses n'étaient pas toujours aussi simples et que d'autres scénarios pouvaient rendre compte d'inexplicables échecs. Par exemple, en vrac : le lieu choisi pour une réalisation favorisait trop un groupe lignager aux dépens d'un autre, le bureau élu comptait parmi ses membres d'anciens dépendants ou un personnage porteur de *havao* (sorte de malédiction dont nous aurons l'occasion de reparler), un possédé en transe avait émis un avis défavorable sur l'opération, l'animateur

du projet avait manqué de respect à un notable dont il n'avait pas perçu l'importance... La quarantaine de cas observés en une quinzaine d'années par des équipes Éra semblait relever des explications les plus diverses. Pourtant cette diversité chaotique se ramenait souvent à une réalité plus simple que l'on pourrait encore résumer dans la proposition suivante, qui ne heurte guère le bon sens.

Confronté à une « intervention », l'individu, ou le groupe, qui détient le pouvoir local use des moyens

en sa possession pour, s'il le peut, la détourner à son profit. S'il ne le peut pas et si, comme c'est souvent le cas, l'opération, animée par des objectifs de justice sociale, s'attaque directement à ses intérêts et ses privilèges, il développe des stratégies visant à annihiler les effets de l'opération qu'il perçoit comme négatifs. Pour limiter les réactions hostiles à ces straté-

gies, il agit généralement avec discrétion. Il apparaît rarement aux « organisateurs » comme un adversaire explicite.

Sur cette base, beaucoup de situations nous sont apparues plus claires et peut-être pas aussi difficiles à comprendre qu'on ne pouvait le craindre à première vue. En résumant à l'extrême, cette fois encore :

Encadré n° 5 : *Les structures locales du pouvoir dans l'Ouest malgache*

Pour ne pas trop alourdir le texte, nous ne faisons que résumer brièvement ici un texte plus long placé en annexe 2 sous le même titre.

Dans l'Ouest malgache, le pouvoir local se présente de façon diversifiée et relativement complexe. Les types d'acteurs sont nombreux : les chefs lignagers, les *mpañarivo*, les *ombiasy* (devins guérisseurs), les divers types de possédés... Des hiérarchies fortement marquées opposent les autochtones, premiers occupants d'un village, d'une microrégion, d'une forêt... aux migrants ; les migrants anciens s'opposent aux migrants récents, les lignages prestigieux aux lignages ordinaires, les descendants d'hommes libres aux descendants de dépendants, les lignées aînées aux lignées cadettes. L'âge, bien entendu, et le sexe interviennent aussi comme facteurs discriminants essentiels.

◆ Les interactions entre ces acteurs conduisent à des situations locales très différenciées. Celles-ci dépendent notamment des conditions dans lesquelles les différents acteurs sont arrivés sur la scène locale et, surtout, des rapports de forces qui se sont instaurés au cours des luttes engagées pour la richesse et le pouvoir. L'histoire du peuplement, souvent remarquablement documentée car elle a de multiples implications très actuelles, constitue sur ce point une source de premier ordre.

◆ Les types de situations locales effectivement observables à l'heure actuelle dans l'Ouest malgache se ramènent la plupart du temps à un petit nombre de types dominants :

- un chef lignager détient l'essentiel du pouvoir mais le partage avec un ou deux de ses pairs ;
- un petit nombre de lignages autochtones alliés contrôlent plusieurs groupes de migrants ;
- un groupe migrant, grâce à d'habiles stratégies matrimoniales et à une bonne gestion, a pu renverser la situation à son profit ; les réactions des autochtones pour retrouver leur place sous-tendent la chronique quotidienne locale ;
- un petit nombre de *mpañarivo* dominant une microrégion mais sont engagés dans d'inexpiables luttes hégémoniques qui les poussent à s'entredéchirer...

Les « opérations » de développement ont toutes les chances d'être entraînées dans ces luttes entre forces locales, sans avoir le plus souvent la moindre conscience de leur existence.

◆ Au sein de chaque type de situation, un petit nombre de scénarios se présentent en fait. Les acteurs principaux en sont, généralement, les titulaires du pouvoir et ceux qui le leur disputent.

Au fond, ce sont des stratégies souvent assez simples qui s'affrontent ainsi dans l'« arène locale ». Il s'agit, pour les uns, de reproduire ou d'élargir leur pouvoir, pour les autres, d'améliorer, aux dépens des premiers, leur place dans la hiérarchie locale du prestige, du pouvoir et de la richesse. Le bon sens préside à ces stratégies, ce qui les rend, la plupart du temps, assez prévisibles. L'esprit de la « nuit du 4 août²³ » ne les anime évidemment pas. On imagine mal les petits potentats locaux renoncer à leurs privilèges et à leur situation prééminente dans le seul but d'améliorer la justice sociale et de faire plaisir à des agents de développement qui les auraient soudain convaincus de la beauté du geste consistant à être généreux sans contrepartie. Croire que la justice et l'égalité sociales, ainsi que l'amélioration de la situation des plus pauvres, est souhaitée par tous, c'est ignorer qu'il existe de fortes différenciations au sein des sociétés villageoises et que ces différenciations sont l'un des fondements du pouvoir de ceux qui le détiennent.

²³ *Nuit du 4 août 1789 au cours de laquelle les députés de la noblesse française contribuèrent, dans l'enthousiasme général, à voter l'abolition de leurs privilèges, des servitudes personnelles et des droits féodaux. L'enthousiasme ne tarda d'ailleurs pas à retomber lourdement.*

Ces constatations, maintes fois répétées, ont conduit les équipes Éra à modifier sensiblement leur problématique.

L'étude de la transformation des systèmes de production est ainsi peu à peu passée au second plan, au profit de l'analyse des structures microlocales du pouvoir. Les implications méthodologiques de ce changement de problématique sont considérables.

Dès qu'il est question de stratégies, de rapports de pouvoir, de mécanismes destinés à créer ou à entretenir une domination..., il n'est plus possible de procéder par questionnement simple des enquêtés. C'est notamment cette contrainte lourde qui a conduit peu à peu A+ à s'éloigner radicalement de la voie pourtant bien jalonnée des questions et des questionnaires.

Un consensus pour associer recherche en sciences sociales et développement

Les « sessions » de l'Éra hésitaient encore sur leur démarche quand, en avril 1990, fut organisé à Tuléar une table ronde CNRE-Orstom sur « Recherche en sciences sociales et développement régional ». Les débats permirent de constater à quel point les « opérateurs du développement » étaient demandeurs des résultats de la recherche, même provisoires, même imparfaits... La « divine » surprise vint du fait que l'Éra s'y sentit souvent capable, avec des résultats partiels puisés dans des travaux fondamentaux pourtant hétéroclites et encore peu maîtrisés, de répondre à maintes questions « appliquées ». L'idée de travailler sur le passage du fondamental à l'appliqué a, dès lors, été toujours présente dans les équipes A+, même si les formules pour atteindre cet objectif ont tardé à apparaître.

Dans le sillage de la table ronde, l'Éra reçut de nombreuses commandes portant successivement sur :

- ◆ la recherche des causes de l'échec d'un programme de vulgarisation agricole ;
- ◆ les difficultés « sociales » rencontrées par un projet de réhabilitation de petits périmètres irrigués ;
- ◆ les perceptions populaires de l'hygiène urbaine, puis de la lèpre, enfin, plus récemment, du choléra ;
- ◆ le potentiel associatif des sociétés lignagères pratiquant l'élevage extensif des bœufs ;
- ◆ les micro-entreprises de la ville de Tuléar ;
- ◆ l'impact social et économique d'un programme « Food for Work » destiné à réhabiliter un important système d'irrigation détruit par un cyclone...

Plus récemment, il fallut expliquer pourquoi un grand « Projet communautaire de développement intégré » (PCDI) n'avait pas réussi à intéresser les populations cibles ; ensuite étudier les modalités d'installation d'une aire protégée en un lieu très isolé où les habitants vivaient loin de tout contrôle ; puis ana-

lyser les causes d'un conflit intervillageois lié à l'utilisation d'un puits creusé par une ONG, etc. Sans aucun mandat, nous nous sommes aussi permis, à plusieurs reprises, de réfléchir *a posteriori* sur les circonstances de l'échec de certains programmes, intervenu en des lieux que nous connaissions bien, même s'il était trop tard pour « sauver les meubles »...

En définitive, les deux parties ont un évident intérêt à ce rapprochement entre développement et recherche.

Les anthropologues, ethnologues, sociologues... ont trop longtemps ignoré ou, au moins, sous-estimé, le remarquable gisement d'informations que constitue un projet. Celui-ci, à des degrés divers, tente toujours de changer la société sur laquelle il agit. Chaque projet, ainsi, peut être vu comme une expérience de laboratoire dont on peut tirer de riches enseignements. Toute action d'origine exogène provoque un bouleversement. Celui-ci ne manque jamais de susciter des réactions révélatrices de clivages internes qui seraient restés inaperçus en d'autres circonstances. Dans la mesure de ses disponibilités, l'Éra a donc accepté la plupart des demandes de « consultance », caressant même, un moment, l'espoir de financer ses recherches fondamentales avec les revenus issus de ces recherches « appliquées »²⁴.

De même, le développement peut certainement demander beaucoup plus aux « études sociales » qu'une description simplifiée des groupes ethniques et des

²⁴ Cet espoir s'est malheureusement avéré illusoire, notamment parce qu'une équipe de recherche appartenant à la fonction publique se trouve confrontée à des problèmes de gestion budgétaire qui lui interdisent de pratiquer une politique « commerciale » efficace.

systèmes de production. De fait, on peut aujourd'hui décrire avec une certaine vraisemblance les stratégies des principaux types d'acteurs. On peut même annoncer (sous beaucoup de réserves) comment, à peu de choses près, une innovation proposée sera probablement reçue, compte tenu des caractéristiques des structures locales du pouvoir. La connaissance des « dynamiques sociales spontanées » d'une unité sociale constitue, bien évidemment, un atout majeur pour le succès d'un projet souhaitant agir sur celle-ci.

Ce préalable posé, il restait (et il reste encore) à définir les modalités du rapprochement souhaité.

Dans un premier temps, l'Éra a surtout pensé que l'apport de la recherche pouvait se concentrer sur une sorte de diagnostic « anthropologique » initial qu'il suffisait de remettre aux développeurs pour que, suffisamment informés des problèmes à affronter, ceux-ci puissent choisir leur stratégie en connaissance de cause. De telles situations sont peu satisfaisantes²⁵ ; d'une part, en effet, il est peu probable qu'un diagnostic initial soit assez complet pour avoir pris en compte, dans leur intégralité, tous les paramètres ; d'autre part, en travaillant « chacun pour soi », le risque est grand de déboucher sur de multiples malentendus. Si, comme cela se produit malheureusement quelquefois, l'échec intervient, le chercheur peut, en toute bonne conscience, reprocher à l'opérateur de

n'avoir pas tiré les conclusions correctes de son analyse. Mais l'inverse est aussi vrai, comme le signale J.-P. Raison (1970, p. 175) à propos de la Somasak, grandiose projet des années soixante dans le Moyen-Ouest malgache :

« *L'entreprise n'ayant pas réussi, il fut trop facile de mettre l'accent sur les responsabilités des chercheurs (...). L'analyse était juste dans ses grandes lignes, mais les techniciens, en possession du rapport, en avaient tiré des conséquences imprévues...* »

Il est certainement possible de prévoir une collaboration plus continue, notamment en confiant à la recherche la responsabilité, totale ou partielle, des procédures de suivi-évaluation. Dans cette optique, il convient que l'intervention ne consiste pas, une fois de plus, en une présence muette, mais en de véritables dialogues-débats suivant les progrès de l'analyse et des réalisations concrètes. Un nouveau programme de recherches CNRE/IRD devrait démarrer sur cette base en 2002²⁶.

²⁵ Cette prise de conscience doit beaucoup à Christophe Maldié.

²⁶ Le programme porte le titre de *Sologepa (Sociétés locales et gestion patrimoniale) Sud-Ouest de Madagascar*. Son démarrage, prévu en 2001, a été retardé en raison d'un financement insuffisant. Il devrait démarrer effectivement en 2002.

La durée perçue comme alliée précieuse de l'enquête

À l'origine, les équipes A+, enracinées dans le fondamental, s'étaient attribuées le privilège de ne pas considérer le temps comme une contrainte lourde. C'était même là l'un des principes méthodologiques de base de l'équipe à ses débuts. Avec l'expérience, le rapport au temps a été modifié. On s'est habitué à voir le temps comme un allié précieux, voire indispensable, qui, en se déployant, apporte, sans autre effort d'enquête, de nombreuses clés importantes.

On ne se contente plus de recourir à la diachronie dans les questions adressées aux enquêtés au cours de l'enquête : on introduit directement la diachronie dans l'étude elle-même par des retours sur le terrain, régulièrement espacés si cela est possible. Dans un scénario idéal (qui ne s'est pas encore réalisé), il serait possible, par exemple, de revenir tous

les ans, avec une équipe allégée, en un lieu ayant fait l'objet d'une première monographie. Nous désignons ci-dessous sous le nom de A+ amélioré ce type d'approche peu difficile à réaliser quand la recherche est menée par une institution dotée d'une certaine pérennité. L'étalement dans la durée fait apparaître de nouvelles interrogations et, sans nouveau questionnement, elle apporte des réponses à des questions que l'on ne pouvait pas poser lors du premier passage.

● De nouvelles questions

Quelques mois après l'enquête initiale, de nouvelles questions apparaissent. Par exemple, on s'aperçoit que les agressions contre la forêt se sont accélérées. Qui a pris la décision de cultiver massivement en

forêt alors que nul n'est vraiment habilité à autoriser des intrusions massives dans ce milieu réservé aux esprits qui ne tolèrent que des incursions discrètes ? Ou encore : le sous-terroir rizicole a été déplacé à la suite de crues intervenues lors d'une dépression tropicale. Comment le parcellaire ancien a-t-il été transposé dans le nouveau ? Pourquoi si peu de villageois ont-ils des rizières dans ce nouveau terroir ?

Quelques troupeaux du village ont commencé à transhumer sur des itinéraires nouveaux. Pourquoi une partie des bœufs du village transhument-elle et l'autre pas ? Selon quelles modalités peut-on entamer une transhumance nouvelle et se faire ouvrir l'accès à de nouveaux pâturages ? Comment choisit-on la nouvelle destination ? Comment y est-on accepté dans un contexte où les espaces sont de plus en plus limités²⁷ ?

Les équipes Éra ont appris à ne pas limiter leurs questions aux seules transformations des systèmes de production. En fait, dans ces problématiques ouvertes, on s'intéresse à tout ce qui bouge sur courte, moyenne ou longue période. Les interrelations entre phénomènes sont si denses et si complexes qu'un fait d'apparence anodine peut très bien, si on déroule le fil complet de ses connexions, conduire à prendre conscience de phénomènes fondamentaux.

Pourquoi le nombre des possédés a-t-il autant augmenté en une quinzaine d'années ? Pourquoi le *kabösy* (sorte de guitare rustique) s'est-il autant diffusé chez les jeunes ? Est-il vrai que le choléra se répand ou donne-t-on ce nom à de simples diarrhées comme il en a toujours existé ? Quelles formes inédites la délinquance juvénile et les vols de bœufs prennent-ils depuis quelques années ? Le climat a-t-il vraiment changé, comme l'affirment les villageois ? Est-il vrai que le lit des fleuves change beaucoup plus souvent qu'autrefois ? Doit-on balayer l'explication que donnent les villageois, selon lesquels il faut mettre ce phénomène en rapport avec l'action d'*ombiasy* spécialisés ?

● Des réponses à des questions qu'il n'avait pas été possible de poser

Il est évidemment difficile de s'interroger, au présent et au futur, sur les stratégies que développent les principaux types d'acteurs. Certaines sont transparentes, comme celles du villageois pauvre qui se salue pour équilibrer son budget ou du migrant qui recherche l'alliance d'un autochtone pour accéder à la terre et à un statut social. D'autres sont moins évidentes,

comme celle du *mpañarivo* qui, pour minimiser les risques subis par son troupeau, le disperse entre plusieurs pâturages contrôlés par des belles-familles dont, la plupart du temps, personne au village n'a entendu parler. C'est le cas, aussi, des patients efforts du petit propriétaire de rizières qui achète quelques dizaines d'ares par an pour arrondir, en toute discrétion, son patrimoine foncier. Certaines, enfin, sont inavouables, comme les stratégies hégémoniques de *mpañarivo* qui tendent à éliminer leurs rivaux locaux par tous les moyens en leur possession, qui peuvent être machavéliques voire criminels.

Quand on revient dans un village connu, un ou deux ans après, on découvre au grand jour les « plans » qui ont réussi. Tel *mpañarivo* qui n'occupait que le troisième ou quatrième rang sur la scène locale, est devenu le seul maître de la place, tandis que ses anciens rivaux sont morts, ruinés, ou ont définitivement quitté le pays... Des migrants, qui semblaient condamnés à un rôle et un statut secondaire, ont conquis le haut du pavé...

Il n'est plus très difficile, dans de tels cas, de reconstituer ce qui s'est passé, avec l'aide de l'acteur lui-même ou, plus souvent, avec celle des autres villageois qui n'ont plus l'impression de divulguer des secrets puisqu'il s'agit de faits désormais connus de tous.

²⁷ Exemples de réponses : • Certains *mpañarivo* ont, sans aucune légitimité, autorisé discrètement des migrants à s'installer dans la forêt contre un prélèvement sur leurs récoltes. Les autres villageois n'ont pas osé protester trop énergiquement car ils auront tous besoin, un jour ou l'autre, de la protection du *mpañarivo*. • L'ancien parcellaire, héritier d'un passé lointain, n'a pas été transposé dans le nouveau terroir. Les deux ou trois villageois les plus puissants à l'époque du transfert ont utilisé le travail de leurs clients-dépendants, en train de s'appauvrir, pour construire de petits réseaux d'irrigation bien adaptés aux circonstances. Les villageois pauvres n'ayant pas les moyens de procéder ainsi n'ont pas obtenu de place dans le nouveau terroir. • Les troupeaux qui transhument sont ceux dont les propriétaires, grâce à de judicieuses et anciennes stratégies d'alliance bien réparties dans l'espace, ont pu utiliser les pâturages de leurs alliés.

Une plate-forme méthodologique qui s'est affirmée avec le temps

Dès l'origine, les équipes Éra s'étaient mises d'accord sur un petit nombre de principes méthodologiques dont l'intérêt a été confirmé avec le temps :

- ◆ La réalité du terrain est systématiquement valorisée
- ◆ Le temps est considéré comme un allié méthodologique
- ◆ Des difficultés méthodologiques, souvent peu apparentes, propres aux terrains malgaches ont été systématiquement prises en compte

L'expérience du terrain et les contraintes rencontrées ont permis d'ajouter un quatrième principe :

- ◆ Des concessions peuvent être faites à l'urgence sous certaines conditions

La réalité du terrain est systématiquement valorisée

Il existe, certes, une culture malgache unique dont on trouve des éléments dans toutes les sociétés de l'île. Mais l'enclavement dans des milieux écologiquement très différenciés, l'existence d'histoires migratoires et politiques complexes et variées, ont fini par créer des situations locales extrêmement contrastées. Les observations effectuées en amont d'une vallée ne se retrouvent pas forcément en aval. Les Sakalava du Maharivo n'ont pas les mêmes réactions que ceux de l'Andranomena, à une centaine de kilomètres plus au nord, quand ils sont confrontés pratiquement aux mêmes problèmes. Certains migrants tandroy du delta du Morondava, anciens essarteurs, s'adonnent, contre toute attente, à la riziculture irriguée, alors que des riziculteurs antesaka, non loin de là, cultivent du maïs sur brûlis forestiers...

Pour démêler l'écheveau complexe de la réalité rurale malgache, les extrapolations sont toujours hasardeuses. Pourtant, sauf rares exceptions, la bibliographie concernant une zone donnée est inexistante ou, au mieux, inactuelle. Ainsi, les observations de terrain, même si elles sont effectuées à la hâte par des chercheurs peu expérimentés, apportent toujours d'utiles informations. Dans cette perspective, l'Éra a cherché à disperser ses lieux d'enquête dans l'espoir de repérer le plus grand nombre possible de cas de figures. Depuis 1985, une soixantaine de micro-zones ont ainsi été étudiées par ses équipes de chercheurs, ou par des maîtrisants ou des thésards encadrés par l'Éra, avec quelques concentrations plus fortes en certains lieux comme le couloir d'Antseva, la vallée du Maharivo, celle du Morondava, les zones fores-

tières du Menabe central, la vallée du Manambolo, les Tsingy du Bemaraha...

Nous avons appelé « effet puzzle » « la découverte que des observations qui, prises isolément, sont incompréhensibles prennent sens si l'on multiplie les lieux où les constater, en les confrontant les unes aux autres jusqu'à trouver comment les adapter à l'instar des pièces d'un puzzle » (B. Schlemmer, 1996, p. 644). Un résultat positif est ainsi obtenu à partir de la juxtaposition de multiples observations, de qualité médiocre ou simplement moyenne, sur un espace vaste appartenant à un même ensemble social, en l'oc-

currence les sociétés rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest malgaches dans lesquelles l'élevage bovin extensif est dominant. L'effet puzzle permet de relativiser l'importance des phénomènes (on fait plus facilement la part entre l'essentiel et l'anecdotique) et il améliore la qualité des observations d'ensemble comme cela pourrait se passer pour un géographe qui, après avoir parcouru à pied une région et en avoir observé le paysage au niveau du sol, s'élèverait dans une montgolfière pour embrasser du regard tous les ensembles et sous-ensembles dans lesquels s'inscrivent ses premières observations.

Le temps est considéré comme un allié méthodologique

L'expérience démontre abondamment que le lent déroulement du temps permet d'éliminer les petites supercheries, de démasquer les mises en scène improvisées, les mensonges, les flous, les exagérations, les non-dits... Le temps constitue l'arme absolue pour obtenir des informations que ne donneront jamais les meilleurs questionnaires.

Les initiateurs de A+ ont toujours eu l'intime conviction que la plupart des études effectuées auparavant en milieu rural malgache avaient été l'œuvre de gens sérieux et compétents, mais que, à l'exception des rares anthropo-ethnologues formés à l'ancienne, ils manquaient généralement de temps, de patience et de capacité d'écoute. Plusieurs expériences antérieures dans d'autres équipes les avaient persuadés de la généralité de ce défaut. Les enquêteurs, toujours pressés, regardent nerveusement leur montre dès que s'annonce le coucher de soleil et, tout en écoutant de plus en plus distraitement un interlocuteur trop lent, évaluent le temps qu'il leur faudra pour atteindre la ville où l'on trouvera enfin des boissons fraîches.

Pour beaucoup d'enquêteurs d'origine urbaine, passer trois ou quatre nuits consécutives dans un village constitue une contrainte douloureuse, voire dangereuse pour la santé. A+, dès ses débuts, a donc choisi de s'organiser confortablement et... durablement, en ne s'imposant pas de date de retour trop rigide. En fait, dans la méthode « normale » (voir ci-dessous), les séjours durent de dix à vingt jours en continu, avec, quelquefois, au terme d'un premier séjour, un « break » de quelques jours avant un retour d'une ou deux se-

maines. Cela est bon pour le moral des équipiers (on s'installe mieux sur place sachant qu'on va y rester), mais l'est aussi pour le moral des villageois qui supportent mieux des gens au rythme tranquille n'ayant pas l'esprit ailleurs.

Lors des premiers séjours sur le terrain, à partir de 1985, il fut donc convenu que l'on ne se fixerait *a priori* aucune contrainte de temps trop stricte. On resterait tant que les principales questions posées n'auraient pas eu de réponses satisfaisantes. Si une question n'était pas définitivement réglée à la fin d'une session, il était toujours possible d'effectuer la session suivante sur le même terrain. Les équipes A+ ont ainsi appris à reconnaître le moment où une enquête peut être considérée comme bouclée : les principales questions ont eu des réponses satisfaisantes, les nouvelles informations sont répétitives... Avant 1990, les équipes de l'Éra obtenaient ce résultat en moyenne avec à peu près 75 jours-enquêteurs (4 à 6 enquêteurs pendant dix à vingt jours, soit au strict minimum 40 jours-enquêteurs, au plus 120). Ce chiffre est plus élevé que celui des méthodes de type Marp (Méthode d'approche rapide participative, version française de la désormais fameuse RRA, *Rapid Rural Appraisal*) qui n'utilisent guère plus de 20 à 30 jours-enquêteurs par village. À deux ou trois reprises, un retour, un an après, nous a permis de résoudre des problèmes non résolus (cf. encadré n° 6), nous permettant d'ébaucher ce qui allait devenir la méthode A+ améliorée. Dans certains cas, nous avons ainsi été amenés à utiliser jusqu'à 150, voire 180 ou 200 jours-enquêteurs.

Encadré n° 6 : La découverte du rôle social du *mpañarivo*

Dans plusieurs villages de la vallée du Maharivo, lors d'une des toutes premières « sessions », nous avons été étonnés de constater que des gens que nous connaissions pour leur évident dénuement étaient cependant parvenus à organiser des cérémonies lignagères tout à fait honorables. Renseignements pris, on apprenait – non sans réticences – que « quelqu'un » avait « prêté » les bœufs nécessaires, ce quelqu'un n'étant ni un parent, ni un beau-parent, ni un frère de sang, ni un parent à plaisanterie²⁸... Plusieurs villageois avaient ainsi eu recours à « quelqu'un », que nous n'avions pas d'emblée identifié, car deux ou trois noms différents avaient été mentionnés dans les villages où nous avons travaillé. Revenus l'année suivante, nous avons enquêté plus méthodiquement sur ces prêteurs étrangement généreux qui ne prenaient pas de gages, se montraient évasifs sur les modalités de remboursement et, surtout, semblaient n'avoir pas de relation préalable d'alliance avec les emprunteurs.

En élargissant la recherche, nous nous sommes aperçus que les deux ou trois noms mentionnés se retrouvaient un peu partout dans la microrégion. L'idée est alors venue de « zoomer » sur ces personnages, aussi discrètement que possible. Il fallut deux « sessions » successives pour faire à peu près le tour du problème. Nous avons alors commencé à voir émerger la personnalité complexe, mysté-

rieuse et, souvent, assez fascinante de nos premiers *mpañarivo sakalava*. Chacun avait quatre, cinq ou six résidences fixes avec, dans chacune, une épouse, une belle-famille et un troupeau modestement important, chaque unité ignorant presque tout des autres. La localisation des résidences des diverses épouses témoigne, le plus souvent, d'intelligentes stratégies de gestion des espaces pastoraux, dont nul informateur villageois n'a une conscience claire. Le réseau de clientèle du *mpañarivo* est finement ramifié entre plusieurs villages qui ne sont pas forcément voisins. Les divers « clients » d'un même *mpañarivo* tendent plutôt à se méfier les uns des autres, car ils se perçoivent mutuellement comme des rivaux dans l'accès aux faveurs du « patron ». On a du mal à évaluer l'ampleur locale d'un réseau aussi totalement dépourvu de solidarités horizontales et sur lequel les gens sont aussi remarquablement discrets, car aucun Sakalava n'aime avouer qu'il dépend de quelqu'un.

Par ailleurs, les *mpañarivo* parviennent rarement à l'hégémonie locale à laquelle ils aspirent très généralement, de sorte que, dans un village, même si on l'étudie avec lenteur et minutie, on peut ne pas percevoir toute l'importance des deux ou trois « richards » dont le nom a été mentionné ici ou là. Les méthodes classiques de l'anthropologie, très concentrées sur un lieu, ont permis aux *mpañarivo* d'échapper aux investigations des chercheurs qui ont travaillé dans l'Ouest et le Sud-Ouest sans signaler leur importance réelle. Tous les connaisseurs du monde rural pastoral ont d'ailleurs accepté comme une évidence ce qui a été écrit et dit sur les *mpañarivo* depuis la fin des années quatre-vingt par des chercheurs utilisant A+.

²⁸ Ziva : parenté à plaisanterie, forme de parenté fictive unissant deux groupes lignagers ou ethniques, qui implique, d'une part une solidarité à toute épreuve, d'autre part une obligation d'insultes et de dérision. Mpiziva : les parents à plaisanterie.

La prise en compte de difficultés méthodologiques peu apparentes propres aux terrains malgaches

En milieu rural malgache, on constate souvent que les apparences sont trompeuses. Par ailleurs, un certain nombre de biais contribuent à rendre difficile l'accès à la conscience verbale des gens de sorte qu'il n'est pas toujours aisé de communiquer avec les enquêtés sur les points réellement importants. On s'aperçoit d'ailleurs que la conscience verbale, même quand on a réussi à y accéder tant bien que mal, n'ap-

porte pas forcément des informations très intéressantes.

● Des apparences trompeuses

Les apparences sont souvent trompeuses en milieu rural, à Madagascar comme en beaucoup d'autres parties du monde sans doute, d'autant que personne

ne cherche vraiment à détromper le visiteur toujours un peu importun, même si l'on reste constamment courtois à son égard. L'erreur la plus grave (et sans doute la plus répandue chez les techniciens pressés) consiste à croire que les « communautés » villageoises sont des unités simples et homogènes, constituées d'éléments à peu près interchangeables, les *mpamboly* (les paysans), auxquels on peut adresser uniformément des injonctions, des conseils condescendants, des mots d'ordre de vulgarisation... Bien au contraire, les sociétés villageoises s'avèrent complexes, structurées par plusieurs types de pouvoirs, peu apparents certes, agissant sur des groupes rigoureusement hiérarchisés selon plusieurs échelles de valeur.

Ces hiérarchies et ces pouvoirs n'apparaissent pas évidents aux observateurs peu expérimentés. Ils contribuent cependant à vider de leur véritable substance les assemblées participatives que l'on considère trop souvent, aujourd'hui, comme la panacée pour les interventions en milieu rural. Enfin, certaines attitudes profondément enracinées dans la culture locale conduisent souvent le visiteur naïf vers de fausses pistes.

Des types de pouvoir diversifiés et de complexes hiérarchies entrecroisées

Lors d'un premier contact, les villages de l'Ouest et du Sud-Ouest apparaissent comme très homogènes. La case la plus riche ne diffère de la plus pauvre que par de petits détails : un lit en fer, un poste de radio à batterie avec baffles, un coffre, parfois un toit en tôle... Le mieux vêtu se distingue à peine par une veste de chasse imperméable avec épaulettes et par un *lamba hoany* guère moins déchiré que les autres. La tentation est grande de penser que tout le monde se trouve à peu près au même niveau. On en arrive ainsi, sans autre réflexion, à considérer comme une approximation acceptable qu'un *mpamboly* équivaut à un autre *mpamboly*. C'est oublier, d'abord, que la société malgache rurale est fortement hiérarchisée et, ensuite, que de nombreux pouvoirs s'entrecroisent et s'affrontent dans des structures complexes qui opacifient les mécanismes locaux de prise de décision.

- ***Une société rigoureusement hiérarchisée
selon de multiples critères***

Dans un même groupe, il n'existe pas deux personnes dotées exactement du même statut. Les lignages fondateurs du village détiennent le maximum de prestige. Les lignages migrants (eux-mêmes hié-

rarchisés en fonction de l'ancienneté de leur implantation et des liens les unissant au lignage fondateur) et surtout les lignages d'anciens dépendants n'auront jamais un statut aussi favorable.

Au sein de chaque lignage, les lignées sont strictement hiérarchisées en fonction de la séniorité : les lignées aînées (les descendants du fils aîné de la première femme du patriarche) l'emportent sur les lignées cadettes (descendants des autres enfants de la première femme ou descendants issus de la seconde femme...). Au sein de chaque lignée, les aînés l'emportent sur les cadets, les hommes sur les femmes, les adultes sur les enfants... Le *mpitoka hazomanga* (ou, plus simplement, le *mpitoka*) chez les Sakalava ou les Masikoro, est le chef cérémoniel très respecté car il est l'intermédiaire entre les ancêtres lignagers et les membres vivants du lignage. Il tente de gérer le lignage à la satisfaction de ses ancêtres. Chez les Masikoro, il est assisté par le *fahatelo*, son futur remplaçant. Quelques autres personnages sont respectés hors hiérarchie lignagère : l'*ombiasy* (devin-guérisseur), le *mpizaka* (un homme intelligent apte à parler quand il convient de négocier hors lignage), les possédés et, surtout, les *mpañarivo*, propriétaires de grands troupeaux, qui ne sont pas toujours les *mpitoka* de leur groupe.

Dans toute unité sociale cohérente, un village par exemple, chacun connaît la place précise qu'il occupe dans cette hiérarchie. Cette place est constamment actualisée dans l'espace. La case du chef du lignage fondateur se trouve à l'extrême est ou nord-est du village, à proximité immédiate des poteaux cérémoniels. Dans une réunion, sous un tamarinier ou dans la cour d'une case, chacun s'installe automatiquement où il convient : les femmes à l'ouest, les grands notables à l'est et au nord-est. Cela s'opère sans heurt, sans bousculade, comme une chose allant de soi.

- ***De multiples pouvoirs s'entrecroisent
selon des modèles complexes***

Sans répéter le contenu de l'annexe 2, retenons seulement ici que certains pouvoirs résultent de l'exercice d'une fonction de médiation assurée entre les vivants et les forces émanant de la Surnature. Il peut s'agir des ancêtres lignagers (le médiateur est, alors, le *mpitoka*), de forces hétéroclites d'origine non lignagère (l'*ombiasy* assure alors la médiation) ou de certains esprits d'origine principalement royale qui s'emparent de l'esprit de possédés.

Encadré n° 7 : Les réunions villageoises

Elles ont toujours lieu dans un site privilégié, souvent à l'ombre d'un grand tamarinier, à l'est du village, à peu de distance de la case du *mpitoka hazomanga* du lignage fondateur. Cette case est aisée à repérer car aucune case du village ne doit être située aussi nettement à l'est et elle comporte souvent un *toñy tanà* (talisman protecteur du village) sur lequel on a planté un arbre, souvent protégé des animaux domestiques par une petite clôture.

Dans les réunions importantes ou les cérémonies solennelles, les anciens se placent à l'est, bien séparés des autres participants. Parmi les gens placés à l'est, l'échelle du prestige lignager est à peu près la suivante du nord au sud :

1. Le *mpitoka hazomanga* du lignage qui organise la cérémonie ou qui est localement le plus prestigieux, notamment parce qu'il est le fondateur reconnu du village. Auprès de lui, un peu en retrait, les deux, trois ou quatre notables respectés de ce lignage.

2. Le ou les alliés anciens des fondateurs (souvent *mpiziva* cofondateurs du village, ou des alliés proches du groupe fondateur, mais descendant du grand ancêtre par les femmes).

3. Les vieillards respectés des petits lignages ou des groupes migrants, eux-mêmes hiérarchisés du nord au sud en fonction de l'ancienneté de leur installation, de la force de leur alliance avec les fondateurs ou de leur pouvoir économique...

Parmi les participants qui s'alignent à l'ouest pour faire face à l'alignement des anciens, les hommes adultes et les jeunes hommes s'installent au nord dans un désordre plus apparent que réel. Bien séparées des hommes

par quelques mètres d'intervalle, les femmes âgées, les mères de famille et les épouses s'alignent au sud. Les *ampela tovo*, jeunes filles célibataires, devraient normalement rester un peu en retrait, à l'ouest. Quelques-unes s'autorisent parfois à s'asseoir à côté de leur mère ou de leur grand-mère sans que personne n'y prête attention.

L'observateur est frappé par un mélange de laxisme apparent (première impression de désordre notamment dans les hiérarchisations secondaires, par exemple, entre jeunes adultes de statut lignager voisin) qui n'exclut pas une réelle rigueur et une forte autodiscipline (tout le monde se place à peu près où il doit se placer, les éventuelles erreurs – commises seulement par des jeunes – étant immédiatement rectifiées et jamais contestées). Pour savoir où il doit se placer, l'observateur étranger peut éviter toute erreur en tardant à s'asseoir et en se laissant guider vers les seules places libres qui sont, justement, celles qui lui reviennent en fonction de son statut.

L'image de la société sakalava qui se dégage ainsi à l'occasion des réunions villageoises correspond bien à une réalité profonde mais peu apparente. Cette société est, à la fois, peu formaliste et très respectueuse de l'ordre établi. Un aimable désordre relatif et une souriante confusion cohabitent constamment avec le souci d'éviter de provoquer du *havo* dans les événements quotidiens, et encore plus dans les réunions publiques et les cérémonies où se joue l'avenir du groupe. L'éventuel coupable porterait, aux yeux de tous, la responsabilité de l'échec collectif. Les conséquences pourraient aller jusqu'à l'exclusion de la communauté. Mais une telle incongruité de comportement semble extrêmement rare.

D'autres pouvoirs reposent sur l'aptitude de celui qui les détient à créer des forces centripètes en faveur de lui-même ou de son groupe lignager. C'est le cas des riches *mpañarivo* qui, grâce à leur richesse et, parfois, à leur générosité, créent autour d'eux des réseaux de clients-dépendants avides d'obtenir leurs faveurs. C'était le cas, autrefois, des *mpanjaka*, chefs politiques locaux qui, au temps des royaumes, attiraient leurs sujets en fonction de leur capacité à lancer des razzias victorieuses permettant d'accumuler beaucoup de bœufs.

Une troisième catégorie de pouvoirs, enfin, ceux qui émanent du *Fanjakana*, de l'Administration, de l'État, se trouvent en extériorité absolue par rapport aux groupes locaux. Ils s'exercent de façon absolument dissymétrique sous la forme d'ordres ou d'injonctions adressés à la base.

Dans un village déterminé ou dans une microrégion, ces pouvoirs entrent en conflit, se contestent mutuellement, cherchent à s'étendre... Si, comme cela arrive parfois, une seule personne détient plusieurs de ces pouvoirs (par exemple un *mpitoka* qui serait à la fois *mpañarivo*, *ombiasy* et président du *fokontany*), ses rivaux directs tentent de le remplacer dans certaines de ses prérogatives... Sans entrer dans des détails complexes, on peut énumérer ici les types de tensions et de conflits les plus fréquents dans les villages de l'Ouest. Au sein des lignages : les rivalités pour accéder à la charge de *mpitoka*, les contradictions qui opposent fatalement les *mpañarivo* en cours d'enrichissement rapide à leurs vieux *mpitoka*... Les rivalités interlignagères sont sévères, elles aussi, surtout dans les régions où l'élevage domine. La course à l'os-

tentation cérémonielle et au prestige conduit chaque lignage à considérer les autres lignages comme des rivaux directs dont les succès mettent en cause sa propre situation dans l'« arène » locale. Les *tompo* (*tanà, tany...*²⁹) cherchent à maintenir leurs privilèges autant qu'il est possible, mais les migrants ont des arguments à faire valoir pour contester ces privilèges à la deuxième, voire à la troisième génération. Quant aux *mpañarivo*, ils ont toujours vocation à l'hégémonie car, comme le dit le proverbe *masikoro*, « Il n'y a pas place pour deux taureaux dans un même parc » (*tsy roe aombelahy ambala*).

Cette coexistence de pouvoirs distincts dans un contexte social très hiérarchisé suppose que les situations locales ne sont absolument pas les tables à peu près rases que croient rencontrer beaucoup d'intervenants. Les innovations proposées, nous l'avons vu, ne sont pas reçues pour leur valeur intrinsèque. L'éventuel échec est alors attribué à un problème de « mentalités ». L'expérience prouve pourtant abondamment que succès ou échec dépendent surtout de la façon dont l'opération a été récupérée, biaisée, par les détenteurs du pouvoir local qui l'intègrent, plus ou moins habilement, dans leurs propres stratégies. Toute intervention d'origine extérieure, y compris la visite d'une équipe de recherche, est interprétée, utilisée, manipulée dans cette perspective.

La fausse importance des assemblées participatives

Sur les hautes terres, beaucoup d'observateurs ont cru voir dans les *fokonolona* une forme particulièrement intéressante de démocratie directe. Françoise Raison-Jourde a bien montré à quel point il s'agissait d'un mythe.

L'Ouest, dépourvu de vrai *fokonolona*, mais doté de diverses assemblées délibérantes, peut aussi donner l'impression qu'il y existe de vrais débats, parfois particulièrement longs, dans lesquels les intervenants affichent leur culture orale, leur maîtrise dans le maniement de proverbes, leur sens de la solidarité du groupe. Comme pour le *fokonolona* des hautes terres,

tout cela n'est qu'apparence. Dans cette société minutieusement hiérarchisée, le droit à la parole est strictement limité. Normalement, les vieillards les plus chargés de prestige prennent la parole les premiers. Ils la gardent longtemps. Après eux, il n'est plus possible aux moins prestigieux d'émettre un avis contraire à celui qui vient d'être exprimé sous peine de déclencher du *havoaa*, c'est-à-dire un cycle de malédictions qui frappera tôt ou tard le contrevenant ou un membre de son lignage (en Imerina, on parlerait de *tsiny*, dans le Sud de *hakeo*). Si un animateur *vazaha* (en appelant ainsi non seulement l'Européen, mais aussi le Malgache de la ville, le fonctionnaire merina par exemple) croit pouvoir animer la réunion en donnant la parole d'abord à un jeune qu'il trouve plus dynamique, ce dernier va se sentir paralysé et refusera probablement la parole. Si, sous la pression, il finit par accepter, il balbutiera quelques mots conformes à ce qu'il pense être le point de vue du vieillard qui aurait dû parler le premier, même si ce n'est absolument pas son opinion.

Ce type d'attitude se produit à propos de tous les problèmes importants. Si, par contre, un débat n'a pas de véritable enjeu (par exemple où installer une prise d'eau, sachant que, compte tenu de l'opinion des anciens, ce projet ne se réalisera jamais), alors les langues vont se délier et on va assister à un chaud débat au cours duquel les gens en arrivent à se couper mutuellement la parole, ce qui serait incongru dans un contexte sérieux. L'animateur se félicite alors de « sa » réunion et ne comprendra pas pourquoi, le lendemain, aucun des « volontaires » de la veille ne se présentera pour les premiers travaux.

Une très bonne connaissance du milieu permet alors, la plupart du temps, de constater que les vraies décisions sont toujours prises, discrètement, par un petit nombre de notables âgés. Si le problème est simple, la décision a été prise avant même la session publique dans le secret d'une entrevue entre les deux ou trois vrais décideurs. Si le problème est difficile, les personnages clés vont écouter silencieusement les débats pour achever de se forger une opinion. La décision sera prise ultérieurement sous l'auvent d'une case ou à l'ombre d'un tamarinier, après d'âpres négociations qui tiennent compte de données décisives dont nul n'avait osé parler en public : des questions de préséance entre deux clans, de vieux contentieux que l'on tentera de régler par la même occasion, l'opinion émise par l'esprit d'un ancêtre à travers un rêve, une

²⁹ Le terme *tompo* signifie littéralement « maître ». *Tomponany* : premier occupant d'un lieu. *Tomponanà* : fondateur d'un village. *Tompondrano* : maître de l'eau, intercesseur entre les esprits d'un lac ou d'un cours d'eau aux eaux calmes et les utilisateurs du lac ou du cours d'eau. *Tompon'ala* : maître de la forêt, jouant le même rôle avec les esprits de la forêt.

Encadré n° 8 : La pseudo-démocratie directe des fokonolona

Les citations ci-dessous sont extraites de Françoise Raison-Jourde, 1991-1992, p. 675-712.
Les titres de paragraphes sont d'Emmanuel Fauroux, ainsi que les éléments intercalaires entre parenthèses.

Le fokonolona vu comme l'instrument idéal d'une démocratie idéale mais imaginaire

(Selon Ramasindrabe) dans les réunions de *fokonolona*, le principe de décision est celui de l'unanimité. Il n'y a pas de hiérarchie entre les membres. Tous sont égaux, riches ou pauvres (p. 688-689).

(Selon Ralaimongo) les *fokonolona* constituaient en quelque sorte des petits soviets (...). Autonomie complète des *fokonolona* qui s'auto-administraient... comme de véritables petites républiques par l'intermédiaire des conseils des anciens, élus au suffrage de tous... Les biens du *fokonolona* sont communs... Avant la conquête de l'île, alors qu'elle était un État souverain, tous les hommes et les femmes majeures votaient au sein du *fokonolona* (p. 703-704).

Dans le *fokonolona* d'autrefois tel que l'imaginent les urbains, et particulièrement les intellectuels (...), les individus sont égaux, leurs points de vue ont le même poids et l'espace rural est indifférencié donc égal. Mieux, ces gens votent. Cette reconstitution est le fruit du mythe démocratique français importé à Madagascar... (p. 704). (Elle) encouragera chez les citadins en mal d'analyse l'idée d'un milieu villageois clos, indemne d'influences étrangères, assuré d'être pur. La ville est à l'inverse, comme pour les Khmers rouges, une création perverse de l'étranger (p. 705)...

Le terme *fokonolona* sera investi pour les urbains d'une grande force émotionnelle (p. 707).

L'institution a été constamment déformée et récupérée par les pouvoirs successifs

L'administration coloniale estimait avoir cet instrument (le *fokonolona*) bien en mains et ne redoutait aucune tendance à l'autogouvernement... Galliéni écrivait à leur sujet : « Les Fokonolona ainsi constitués ne pourront jamais devenir un danger politique ou social, car ils ne seront que des organismes isolés indépendants les uns des autres, administrés par des fonctionnaires... nommés et déplacés par le pouvoir central et placés sous la dépendance étroite et directe des administrateurs (p. 683)... Le *fokonolona* sera réutilisé par les Français pour l'exécution des prestations, le paiement de l'impôt dans un cadre de responsabilité collective, la dénonciation des coupables et des suspects. La première République malgache se gardera d'ébranler l'édifice de la contrainte. (Il s'agit

de) mobiliser la main-d'œuvre dans un pays qui n'en compte guère (p. 705).

Outil et symbole d'un retour à la malgachitude contre les influences étrangères, c'est sous cet aspect que le *fokonolona* séduira les jeunes sortis d'études universitaires et tout à fait inconscients de ces manipulations, inconscients aussi du fait que le *fokonolona* est avant tout une institution liée aux pratiques sociales des hautes terres et qu'il est largement extérieur aux côtes... (p. 707)

Les fokonolona n'ont jamais été égalitaires

Les sources rassemblées par le P. Callet dans les « *Tantara ny Andriana* » donnent à penser que, s'il y a solidarité (dans le *fokonolona*), il n'y a pas égalité. Les différences entre riches et pauvres sont dénoncées dans le discours du roi de façon à l'ériger en médiateur. Il y introduit son autorité à la faveur des conflits autour de l'eau et de la terre. Ces points importants n'ont pas été pris en compte dans les années 1950-1960, car ils allaient à l'encontre du processus d'idéalisation de la société pré-coloniale encouragé par l'approche de l'indépendance (p. 683).

Les auteurs masquent tous les tensions qui résultent de l'inégalité entre familles dans l'accès aux rizières, la possession ou non de bœufs, le statut de propriétaire ou de métayer. Ils éliminent de leur vision ce qui faisait l'obsession des missions une génération auparavant : la sorcellerie qui était associée aux réalités de la campagne mais qui était censée épargner la ville... (p. 686)

Une unanimité de façade

(Selon Gérard Althabe), le *fokonolona* apparaît sous un jour très ambigu, comme l'instance sociale dans laquelle les villageois rassemblés font acte de soumission au pouvoir malgache (...), ou à tout étranger assimilé au pouvoir. L'unanimité y est momentanée et de façade, dans la mesure où elle est exigée par l'administration et où elle permet de rompre plus rapidement le contact. La conscience villageoise (...) vit dans la conviction que cette unanimité était jadis le fruit de longues concertations ouvertes à chacun. La soumission qu'elle estime – à juste titre – lui être désormais imposée suscite chez elle la désaffection vis-à-vis du monde extérieur, synonyme de froide imposition. (...) C'est une société fermée, hostile à l'étranger, et l'étranger, c'est d'abord l'État (p. 693-694).

malédiction inavouable pesant sur l'un des acteurs... Paul Ottino (1999, p. 587) fait le même constat :

« J'avais été maintes fois surpris de constater à quel point les décisions que l'on m'affirmait unanimes émanaient en réalité d'un nombre très réduit de personnes qui, dans tous les cas, affirmaient néanmoins représenter l'intérêt général et parler au nom de tous les assistants. Les moins puissants savent qu'ils n'ont aucune chance de se faire entendre. Dans le meilleur des cas, ils ne pourront qu'approuver ce qui a été dit... (C'est là) un des aspects les plus insidieux de la violence culturelle malgache. À moins qu'ils ne choisissent la voie du conflit (...), les jeunes, les pauvres, les femmes, en un mot tous ceux dont la bouche est réputée ne pas être douée d'efficacité (tsy masim-bava), sont condamnés au silence. »

Ainsi, les situations « participatives » sont aux antipodes du paradigme démocratique auquel on se réfère généralement. La démocratie directe complaisamment décrite par certains auteurs n'est qu'une crypto-gérontocratie. Le piège est d'autant plus grave que la plupart des projets sont porteurs d'une idéologie généreuse et redistributrice qui va souvent à l'encontre des intérêts les plus immédiats du petit nombre de vrais décideurs dont le pouvoir repose souvent sur les forces les plus archaïques, les moins transparentes de leur société. Les opérateurs se heurtent alors à un mur d'apparente incohérence qui les conduit aux mêmes attitudes méprisantes qu'avait autrefois l'administration coloniale, incapable de faire réaliser des mesures dont l'intérêt pour la collectivité était pourtant évident. Au mieux, on dit : « Ces gens sont incohérents » ; au pire : « Ce sont des paresseux et des incapables ».

Fausses pistes et faux amis

Les ruraux malgaches ont mis au point, depuis longtemps, divers moyens qui tendent à égarer le visiteur importun et naïf, surtout s'il est imbu de cartésianisme et s'il fait confiance aux apparences. La notion de *filongoa* (qui a son équivalent fameux sur les hautes terres avec la notion quelque peu éculée de *fihavanana*) mène directement à de fausses pistes, mais on sait aussi tromper le visiteur en lui dissimulant l'importance réelle des gens, en montant pour lui des mises en scène relativement sophistiquées et en le branchant avec un sérieux communicatif sur les rumeurs qui circulent continuellement dans les régions éloignées. Nous ferons une place à part à la notion de ménage

qui ne constitue pas une erreur volontairement suscitée par les villageois, mais qui n'en constitue pas moins une fausse piste très tentante que n'arrivent généralement pas à éviter les « études socio-économiques » les mieux intentionnées.

● *Le filongoa : « Dans notre village, nous sommes tous unis »*

La première contrevérité toujours massivement assénée à l'enquêteur, c'est le *filongoa* (dans l'Ouest), le *fihavanana* (sur les hautes terres), c'est-à-dire le sentiment de forte solidarité qui unit de proches parents et que l'on étend (ou que l'on fait semblant d'étendre) aux non-parents habitant le même village. Je ne me souviens pas d'avoir abordé un village de l'Ouest (j'en ai visité une centaine), sans que la réunion de présentation n'ait donné à nos hôtes l'occasion de dire à quel point tout le monde s'entendait bien dans ce village. Les premiers entretiens individuels et toutes les apparences initiales confirmaient ces propos. Il faut, certes, beaucoup de naïveté pour croire à l'existence d'une collectivité au sein de laquelle tout le monde aimerait tout le monde. Mais il est vrai que les clivages qui séparent les villageois sont soigneusement masqués.

Il faut toujours du temps pour découvrir enfin que le village est profondément divisé autour de deux, trois ou quatre clivages et que des haines tenaces, allant jusqu'à des meurtres par sorcellerie, séparent les parents prétendument unis³⁰.

● *L'aptitude des gens réellement importants à laisser supposer qu'ils n'ont aucune importance*

De façon générale, personne, en milieu rural, n'aime dire ou montrer ce qu'il est vraiment, souvent par crainte de susciter la jalousie qui fait peser une menace magique dont nul ne sous-estime la gravité.

³⁰ Alors que je débutais dans la recherche, j'ai eu l'occasion, dans le Vakinankaratra, de travailler avec un collègue plus expérimenté. Il était frappé par ce faux *fihavanana* manifestement mis en scène pour abuser l'intervenant extérieur. Il pensait que cette façade masquait une réalité plus amère, faite de rivalités, de jalousies, de vieux contentieux... Il pensait – à juste titre, je crois – qu'il était du devoir de l'anthropologue de découvrir ces clivages. Sa méthode consistait à aider les villageois à lancer un projet commun, puis à observer ce qui se passait. Effectivement, les clivages ne manquaient jamais d'apparaître : après quelques réunions, le village était quasiment à feu et à sang... L'anthropologue y trouvait, en effet, de magnifiques indications, mais je ne suis pas sûr que la déontologie autorise ainsi à semer la tempête malgré la valeur hautement heuristique de l'opération.

Des *mpañarivo* importants n'hésitent pas à vous faire croire que la douzaine de bœufs qu'on a sous les yeux sont les seuls qui lui restent encore, alors que la suite montrera qu'il en a plusieurs centaines. À Soaserana (Lampaolo), le jeune homme misérable, au vieux T-shirt déchiré, auquel nous avons donné 500 francs malgaches (qu'il a respectueusement acceptés) pour qu'il tue la chèvre qu'on nous avait offerte, venait d'hériter de 1 500 bœufs et était sans doute le plus riche d'entre nous...

Après plusieurs jours, voire plusieurs semaines d'enquête, quand on a fini par identifier les deux ou trois notables qui tirent secrètement les « ficelles » locales, on est souvent sidéré : l'un est un pauvre vieillard au regard éteint qui semblait trop sénile pour s'intéresser aux débats, l'autre, humble et effacé, n'était resté que quelques minutes, ne prêtant aucune attention à la réunion... À l'inverse, des interlocuteurs, parfois indiscrets et « collants », se présentent parfois, prêts à servir d'intermédiaires et de conseil, gonflés d'une importance qu'ils se sont eux-mêmes attri-

buée, mais que personne d'autre ne leur reconnaît. Il faudra évincer discrètement ces importuns inutiles. De même, des gens, dont on saura plus tard qu'ils sont vraiment misérables, n'hésitent pas à glisser, dans la conversation, des allusions à leurs troupeaux qui sont ailleurs, qu'ils ont eus ou qu'ils auront...

● *L'aptitude des villageois à monter des mises en scène pour importuns naïfs*

Les villageois ont un remarquable sens de la mise en scène spontanée. Cela apparaît surtout lors de la venue d'un personnage important, chef de canton, gendarme, technicien vazaha... Tout le monde sait comment il faut se montrer empressé, quelles marques exagérées de respect il faut manifester, quels remerciements chaleureux il faut exprimer dans un discours d'accueil, puis dans un discours d'adieu au cours duquel on réitère la promesse de se plier aux injonctions qui viennent d'être données...

La mise en scène peut parfois être assez sophistiquée (cf. encadré n° 9 ci-dessous).

Encadré n° 9 : La poursuite des mauvais contribuables

En octobre 1970, je me trouvais dans un village proche du Maharivo au moment où le chef de canton procédait à la collecte de l'impôt, acte particulièrement grave dans le contexte administratif de l'époque. Les gendarmes arrivent, l'air menaçant. Tout le monde semble terrorisé. Un villageois s'approche d'un gradé, chuchote quelques mots à son oreille. Le gradé, l'air préoccupé, se dirige alors vers une petite case, en ouvre brutalement la porte et se saisit de Stanislas Tiringe, mauvais contribuable notoire. Stanislas se jette aux genoux de ses bourreaux, implorant. Son visage exprime l'effroi. Les gendarmes lui attachent cependant les mains sans pitié.

Après un discours plein de terribles menaces pour ceux qui s'entêteraient à ne pas payer, les gendarmes repartent avec Stanislas « condamné » à aller travailler sur un chantier routier dans la région... Les villageois affectent un air catastrophé en accompagnant du regard le départ de Stanislas. Je suis moi-même ému et j'envisage secrètement d'intervenir auprès des autorités de Morondava pour adoucir la peine du coupable.

Tout cela, pourtant, n'était qu'une mise en scène discrètement improvisée. Stanislas avait l'habitude de servir ainsi de leurre. S'il avait voulu se cacher, il ne serait évidemment pas resté dans une case en plein centre du vil-

lage, alors que la forêt est toute proche, et personne, même un ennemi acharné à sa perte, n'aurait osé le dénoncer devant tout le monde par peur de terribles représailles ultérieures qui, dans un cas aussi grave, pourraient s'étendre sur plusieurs générations. D'ailleurs, le soir même, Stanislas « chappait » aux gendarmes et revenait tranquillement au village dans l'indifférence générale, tant l'affaire était banale. Aujourd'hui, j'ai même tendance à penser que les gendarmes n'étaient pas vraiment dupes et qu'ils lui ont, eux-mêmes, rendu la liberté. Ils cherchaient seulement, sans doute, à faire à peu près bonne figure et à traverser les autres villages avec leur « prisonnier » afin que se répandent les rumeurs sur leur sévérité.

Par ailleurs, la discrétion des villageois fut en tout point remarquable : aucun signe de la moindre hilarité après le départ de Stanislas, aucun commentaire pouvant mettre sur la piste d'une supercherie...

Je n'ai commencé à avoir des doutes que plusieurs mois après, alors que, par hasard, je me trouvais encore dans le même village lors d'une autre visite fiscale. Stanislas fut encore appréhendé par d'autres gendarmes, toujours sur « dénonciation », il se montra encore terrorisé et il est encore rentré le soir même dans l'indifférence générale propre aux faits routiniers.

Encadré n° 10 : Les rumeurs du Haut-Maharivo

À l'époque, les vols de bœufs étaient à leur apogée. Des bandes armées annonçaient à l'avance leur arrivée pour accroître l'effet de terreur, sachant que la force publique ne se risquerait pas à intervenir. Elles encerclaient le village à la nuit tombée, prenaient tous les bœufs et massacraient toute personne manifestant la plus petite velléité de résistance. Ce n'était pas une rumeur. Plusieurs faits bien établis en témoignaient avec précision ; on connaissait les jours où avait eu lieu l'attaque, le nombre d'assaillants, de bœufs volés, de victimes dans les deux camps ; les gendarmes avaient fait des constats sérieux ; quelques coupables avaient été arrêtés et nous en avons même interviewé quelques-uns à la prison de Morondava...

Arrivés dans le Bas-Maharivo, nous avons été prévenus de terribles événements qui venaient de survenir. Là-bas, en amont, des *malaso* (bandits de grands chemins) avaient attaqué un village, ligoté tous les hommes, les avaient traînés jusqu'aux poteaux cérémoniels où ils les avaient égorgés un par un comme des bœufs, la tête tournée vers le nord-est. Le récit faisait frémir. Il fut confirmé, avec quelques variantes encore plus atroces, dans d'autres villages de la basse vallée. Notre plan de travail, justement, devait nous conduire vers l'amont. Au fur et à mesure que nous avançons, notre

inquiétude augmentait mais, curieusement, les récits devenaient moins précis. On ne savait plus si cela s'était produit récemment ou quelques années auparavant. On doutait qu'il y ait vraiment eu des morts... Finalement, après avoir remonté peu à peu toute la vallée, nous sommes arrivés aux trois derniers villages, les seuls dans lesquels le drame avait pu avoir lieu. Personne n'y avait entendu parler de quoi que ce soit, aucun *malaso* ne s'était montré depuis bien longtemps et tout le monde allait bien...

Quelques semaines après, lors des beuveries qui accompagnent les circoncisions, à une cinquantaine de kilomètres de là, nous eûmes la clé de l'énigme, de la bouche d'un habitant de l'un des trois derniers villages, passablement éméché. La rumeur avait été créée de toutes pièces et méthodiquement propagée sur les marchés de la région par quelques *malaso* originaires de l'un des trois villages. Il s'agissait de créer une psychose de terreur pour dissuader toute visite intempestive. Les voleurs pouvaient ainsi continuer, en toute tranquillité, à stocker sur place les bœufs volés. D'après l'informateur, nous avons effectivement été les seuls, en un an, à nous aventurer dans la zone. Cela n'avait pas nui au succès de l'opération car nous étions manifestement trop naïfs pour avoir compris quoi que ce soit.

● Les rumeurs

Elles constituent un autre phénomène difficile à situer. Sont-elles vraies ? Si elles ne le sont pas (ce qui est généralement le cas), que signifient-elles ? Qui les a lancées ? Pourquoi ? Entre autres, la rumeur répandue dans le Maharivo en 1987 a fortement frappé les membres de l'Éra qui l'ont vécue.

Les rumeurs ont parfois une telle consistance qu'elles passent pour des faits d'expérience. De multiples témoins, tout à fait fiables et respectables par ailleurs, certifient que des pêcheurs vezo sont capables de rester plusieurs heures sous l'eau en apnée, sans aucune difficulté. Ou que certains clans tandroy ressuscitent systématiquement après leur mort en application d'une terrible malédiction³¹. Le fait de douter, même timidement, suscite des réactions de vive mauvaise humeur. Je me suis entendu objecter, un jour, qu'il était moins naïf de croire à un Vezo capable d'une longue apnée qu'à un *vazaha* déambulant sur la lune...

³¹ Ainsi, ils ne pourront jamais passer au stade d'ancêtre et, pour cela, encourrent un mépris unanime.

● Les incertitudes contenues dans la notion de ménage

La quasi-totalité des enquêtes « socio-économiques » qui se déroulent en milieu rural malgache pratiquent des méthodologies de terrain reposant sur l'idée, présentée comme évidente, que le ménage constitue l'unité sociale de base. Cela est largement vrai sur les hautes terres, avec cependant, même dans ce cas, un certain nombre de nuances importantes que l'on oublie trop souvent.

Par exemple, en Imerina, certaines stratégies « familiales » d'accumulation dépassent le cadre du ménage pour atteindre celui de l'unité de tombeau, le groupe significatif étant alors celui qui s'unit périodiquement pour organiser le très coûteux et très ostentatoire *Famadihana*, le fameux « retournement des morts ». Pourtant, dans le Sud-Ouest et l'Ouest, le ménage constitue, seulement en apparence, une unité sociale de base.

Dans tous les villages sans exception, on peut, certes, repérer un certain nombre de ménages, qui constituent des unités résidentielles séparées, parfaitement identifiables. On pourra, si on le souhaite, procé-

der à un échantillonnage de ces ménages sur des bases scientifiquement satisfaisantes. Le chef de ménage, interrogé selon les règles, répondra correctement aux questions qui lui sont posées, par exemple, sur le fonctionnement économique de son ménage ou sur l'exploitation agro-pastorale qu'il dirige... Les enquêteurs rempliront leurs questionnaires à la satisfaction générale. Le chercheur, responsable intellectuel de l'opération, procédera à divers traitements statistiques sur les données quantitatives fournies par les questionnaires. Il en tirera enfin diverses informations tout à fait plausibles qui satisferont entièrement les lecteurs cartésiens de son travail. En procédant ainsi, on oublie pourtant que la vraie unité sociale de base, dans l'Ouest et le Sud-Ouest, est le clan ou le lignage. Raisonner sur la notion de ménage ne permettra pas de faire émerger les vraies cohérences du comportement des enquêtés. Bien au contraire, on a toutes les chances, en procédant ainsi, de constater des irrationalités de comportement qui ne sont réelles que dans l'esprit de l'enquêteur.

Dans la réalité concrète, alors que le clan se différencie clairement du lignage, aucun terme vernaculaire ne marque la différence. Par souci de clarté, nous appelons ici clan *l'ensemble des descendants en filiation principalement patrilinéaire d'un ancêtre commun reconnu comme fondateur du clan*. Les membres d'un même clan ont en commun des traditions (*lilindraza*), des interdits (*faly*), une marque d'oreille de bœufs (*sofin'aombe*) autrefois attribuée par le souverain et aujourd'hui considérée comme une sorte de blason reconnu par tous.

Avec le temps, le clan a pris une dimension importante. Il s'est étendu dans l'espace et s'est progressivement différencié en sous-groupes que nous désignons par le terme de lignage. Nous appelons ici lignage *l'ensemble des membres d'un même clan formant en un lieu déterminé une unité de résidence et une unité cérémonielle sous l'autorité d'un seul chef lignager (le mpitoka hazomanga)*. Alors que les membres d'un même clan n'ont jamais l'occasion de se réunir tous ensemble, les membres d'un même lignage sont tenus de le faire, au moins pour toutes les grandes cérémonies lignagères. Les membres d'un même clan ne se connaissent jamais tous, alors que les membres d'un même lignage sont toujours capables de se situer généalogiquement les uns par rapport aux autres.

Cette distinction, plutôt claire au fond, est compliquée par le fait que les Tandroy et beaucoup de

Mahafale pratiquent l'endogamie de clan. Dans leur pays d'origine, ils disposent souvent d'un espace clanique clairement identifié et reconnu par les tiers. Alors que chez les Sakalava et les Masikoro, seule la notion de lignage est vraiment opérationnelle. Pour simplifier, on parlera seulement ici de lignage dans ce sens d'unité résidentielle et cérémonielle et on pensera plutôt à des enquêtés sakalava ou masikoro...

Le ménage appartient toujours à un lignage en ce sens que tout chef de ménage dépend étroitement de l'autorité morale de son chef lignager, le *mpitoka hazomanga*. Mais l'autorité de celui-ci s'exerce dans la plus grande discrétion, quasiment sans intervention directe. Le jeune chef de ménage agira constamment en se demandant si son comportement sera approuvé par son *mpitoka* dont le point de vue probable, conforme aux *lilindraza*, est connu de tous. Tout cela se passe donc, non seulement dans la discrétion, mais même, le plus souvent, dans l'absence de contact direct entre le patriarche et son dépendant. Cela peut effectivement donner une apparence de légitimité à la notion de ménage car le chef de ménage donne toutes les apparences de quelqu'un qui a décidé seul.

Un exemple montrera que cela est souvent inexact. Si un chef de ménage dispose, dans son troupeau personnel d'un bœuf *mazava loha* (à tête blanche), couleur de robe très appréciée, voire indispensable dans les cérémonies les plus importantes, il ne va pas s'en dessaisir au cours de l'année qui précède une grande circoncision organisée par son lignage, même si son *mpitoka* ne lui dit rien, et même si aucun de ses garçons ne figure parmi les futurs circoncis. En termes de calcul économique au niveau du ménage, ce comportement est irrationnel.

Par exemple, une tierce personne avait proposé un prix exorbitant pour ce bœuf à la robe recherchée au moment où, justement, le chef de ménage avait un très grand besoin d'argent. Il a donc fini par s'endetter auprès d'un usurier karana au point que toute sa récolte annuelle de riz a été dilapidée. Replacé dans le cadre des relations sociales lignagères, ce comportement est, au contraire, plein de sagesse. Lors de la circoncision, son nom sera prononcé avec respect, voire admiration (« *S'il a pu offrir en sacrifice un aussi beau bœuf, c'est qu'il est béni de Dieu et des ancêtres qui le remercieront en le récompensant aussi à l'avenir ; c'est quelqu'un qui aura de la chance ; on peut lui faire crédit, lui demander conseil,*

demander ses filles en mariage, penser à lui pour diverses responsabilités... »). Sa personne va déclencher des forces sociales centripètes, au contraire de ce qui se serait passé s'il s'était opposé à son patriarche.

Par ailleurs, le cadre de la solidarité, les stratégies matrimoniales, les stratégies pastorales, les stratégies de gestion des exploitations agricoles et, surtout, les stratégies foncières dépassent toujours le cadre du ménage pour s'exercer au niveau lignager. C'est le *mpitoka* qui, dans sa sagesse et avec toute son expérience, prend les décisions et les fait appliquer. Dans la culture du non-dit qui caractérise Madagascar, ces décisions ne font l'objet d'aucune délibération, ni d'aucune esquisse de justification, mais la décision prise par le patriarche sera scrupuleusement appliquée puisque des désobéissances répétées pourraient entraîner la pire sanction pouvant frapper un Malgache rural, l'exclusion du lignage.

Les questionnements au niveau du chef de ménage vont donc forcément donner des résultats incomplets. Ce sont des gens peu informés qui vont maladroitement décrire les éléments d'un fonctionnement qu'ils comprennent peut-être mal eux-mêmes. Tenter d'apprécier leurs comportements économiques au niveau du ménage va très probablement conduire à les interpréter comme plus ou moins irrationnels, puisque la véritable cohérence ne peut se lire qu'à l'échelle du lignage.

La solution utilisée par A+ est relativement simple.

1. Dans le village enquêté, on inventorie des lignages et on estime leur poids relatif en nombre de ménages et en importance sociale (distinction entre fondateurs/migrants, alliés anciens/récents).

2. On choisit les ménages à « interroger » en tenant tous les *mpitoka* et, dans chaque lignage, un nombre de ménages proportionnel à son importance sociale.

Par exemple, dans un village où figurent deux gros lignages A (fondateur), B (son allié principal) et trois petits (C, D, E), on retiendra dix ménages de A, cinq de B, deux de C, deux de D, un de E. Dans chacun des cas, le *mpitoka* sera enquêté. Les autres ménages peuvent être choisis au hasard, ou, si on a déjà une idée précise des généalogies, de façon à ce que toutes les générations soient représentées : pour A, par exemple, trois représentants de la génération aînée, celle du *mpitoka*, trois de la génération intermédiaire, trois parmi les jeunes chefs de ménage.

● L'accès à la conscience verbale des villageois constitue un objectif difficile à atteindre

La culture malgache pousse les gens, en milieu rural comme en ville, à peu parler de ce qui est important. Par ailleurs, quand on ne peut éviter de parler, il existe des techniques éprouvées pour utiliser, dans les réunions publiques ou dans les relations enquêteurs-enquêtés, une langue de bois qui ne permet pas à l'intrus d'accéder aux réalités vraiment sensibles.

Une culture du non-dit

La culture malgache est celle du non-dit³². Le silence a toujours été une arme du pouvoir, mais aussi des faibles confrontés à plus forts qu'eux. Même au sein des sociétés lignagères, l'information ne circule pas. Les anciens savent. Ils savent parce qu'ils sont directement inspirés par les ancêtres, et aussi parce que, au cours de leur longue vie, ils ont beaucoup vu, beaucoup appris et beaucoup retenu. Ils n'ont pas à dire ce qu'ils savent et ils n'ont pas à justifier leurs décisions, car tout cela est dans l'ordre des choses : certains savent et décident, d'autres ne savent pas et exécutent les décisions. Nous sommes là très loin des réflexes de la démocratie participative. Ceux qui savent ne transmettent certains éléments de leur savoir qu'à l'approche de la mort et seulement à celui qui sera appelé à les remplacer. Les jeunes ne savent pas, savent qu'ils ne savent pas et acceptent très bien de ne pas donner leur avis puisqu'ils pensent que cet avis n'est pas suffisamment éclairé. D'ailleurs, on dilapide ses forces en parlant, on risque de déclencher du *havao*, on donne des armes à ses ennemis, on manque à l'obligation de discrétion imposée à toutes les personnes de qualité par les règles du savoir-vivre... Seuls les ivrognes et les fous parlent trop.

Il est vrai que, selon une amusante formule, il y a des « non-dits qui parlent » et que tout le monde comprend. À Saronanala où notre présence était impertinente (nous arrivions peu après le meurtre du président du *fokontany*), personne ne nous a enjoint de partir, et personne n'a fait la moindre allusion au problème qui se posait, mais les visages fermés et la courtoisie

³² Le « non-dit » n'est pas le « zéro-dit », mais le « peu dit », s'il est permis de s'exprimer ainsi. Le « peu dit » a pour corollaire le « beaucoup interprété » qui peut donner lieu à des réactions que la culture occidentale décrirait comme nettement paranoïaques.

sie générale maintenue à un niveau proche de l'insupportable (ce qui est tout à fait exceptionnel dans l'Ouest), nous n'avons pas cherché à nous attarder.

Il existe, d'ailleurs, un ensemble de thèmes dont on ne doit en aucun cas parler avec des étrangers, les phénomènes liés à la magie, au surnaturel, à la divination, aux devins-guérisseurs, par exemple. Un étranger ne peut pas comprendre et on peut craindre ses réactions méprisantes, car il se croit supérieur, alors qu'il n'a pas accès à certaines vérités d'évidence. Si l'enquêteur insiste, l'enquêté adopte souvent, alors, une hilarité de bon ton, comme si on lui parlait d'enfantillages ridicules. Pourtant tout le monde a recours à la magie et à la divination, mais personne ne l'avouera, surtout pas, bien entendu, à un inconnu.

C'est le cas aussi de toutes les informations concernant les bœufs que l'on possède (annoncer le nombre exact des bœufs de son troupeau porterait malheur, de sorte que, quand un enquêté donne un chiffre précis sans sourciller, la seule certitude est que, justement, ce chiffre est faux). De même, pour les vols de bœufs : les coupables viennent toujours d'ailleurs, le village enquêté est toujours la victime innocente des voleurs et des gendarmes-racketteurs, le parent actuellement emprisonné à Morondava est victime d'une erreur judiciaire...

Sur ces points, il est vrai, les ruraux de l'Ouest ne sont pas différents du reste de l'humanité : pourquoi répondraient-ils sincèrement à des questions indiscrètes posées par des inconnus ennuyeux, dont ils ignorent les objectifs véritables ?

De même, on n'obtiendra aucune information directe exploitable sur les vraies structures locales du pouvoir. Nous avons décrit ci-dessus les difficultés que nous avons rencontrées pour entr'apercevoir l'existence de *mpañarivo* dont l'importance au niveau méso-régional est considérable, mais dont personne n'a claire conscience au niveau microlocal. De même, encore, aucun villageois n'acceptera de parler de son *mpitoka* et, notamment, de l'étendue réelle de son pouvoir, car cela serait une façon de lui manquer de respect... D'ailleurs, les informateurs tentent souvent (dans les limites de la courtoisie) d'échapper aux questions, en partie pour conserver leur tranquillité, en partie, aussi, parce qu'ils ont la conviction de ne rien savoir de bien intéressant.

« L'immense majorité des chefs de famille sakalava que j'ai approchés commençaient nos conversations par des dénégations rituelles sur leur peu de savoir

ou sur le caractère subjectif, mythique de ce savoir. Combien de fois ai-je entendu 'd'après ce que disent les gens' en préambule (...). Ils se reprochaient en somme de ne pas avoir une histoire toute constituée à me livrer » (J.-F. Baré, 1983-1984, p. 66).

Les premières difficultés franchies, et un bon contact établi, les gens donnent l'impression de parler assez facilement, mais ils ne le font que si ce qu'ils disent n'a pas d'importance. Se taire face à un enquêteur serait discourtois, mais dire n'importe quoi, en utilisant une langue de bois bien maîtrisée, présente peu d'inconvénients. Deux cas de figures se présentent couramment selon que l'entretien a lieu en public ou dans un dialogue enquêteur-enquêté.

Les langues de bois

● *La langue de bois des réunions publiques*

Les débats sont biaisés, tout d'abord, nous l'avons vu, par la règle, profondément ancrée dans la culture malgache, selon laquelle, dans une assemblée, on ne peut exprimer une idée significative tant que le personnage de rang social le plus élevé n'a pas donné son opinion. Mais surtout, tout le monde sait qu'il est exclu de parler des choses réellement importantes dont la plupart des présents ne savent pas grand-chose et dont les « grands » ne parleront sous aucun prétexte.

On va donc parler, multiplier les proverbes et les références, mais les débats ne vont pas progresser. Si ceux-ci s'animent soudain, nous l'avons vu, c'est que l'on parle, désormais, de problèmes sans enjeu. Un consensus peut se dégager de ces faux débats, mais il a toutes les chances d'être factice. Les décisions prises à l'unanimité des présents ne seront, le plus souvent, suivies d'aucun effet au grand désespoir d'animateurs prématurément satisfaits par l'ardeur apparente d'une fin de réunion animée.

● *La langue de bois des enquêtés s'entretenant avec des enquêteurs*

Comme il est malséant de se taire, les enquêtés se reconnaissent le droit de dire à peu près n'importe quoi.

Plusieurs cas peuvent se présenter :

◆ Les enquêtés ne tiennent pas à ce qu'un étranger connaisse la vérité, car cela ne le regarde pas. Ou ce qu'ils croient savoir de la mission amenant l'enquêteur est perçu négativement. Dans ces deux cas,

ils pourront chercher délibérément à égarer l'enquête, malgré une politesse de convention.

- ◆ Ils peuvent aussi vouloir donner à l'enquêteur une idée positive d'eux-mêmes ou de leur village. Par exemple, s'ils souhaitent une aide extérieure, ils vont exagérer leur richesse en bœufs et leur capital foncier pour surévaluer leur capacité de remboursement. Mais, le plus souvent, ils craignent plutôt de susciter la jalousie et la convoitise ou les incidences fiscales de leurs réponses : ils vont alors minimiser leur richesse réelle. Ces réactions, tout à fait normales, ne sont certainement pas, d'ailleurs, l'apanage des paysans malgaches.

- ◆ Quelquefois aussi, les enquêtés ne connaissent pas, ou connaissent mal, la chose dont on parle, ou ils ne savent pas l'exprimer en termes intelligibles pour l'enquêteur. On sait, par exemple, estimer à peu près une production de maïs en nombre de charrettes, mais on est généralement incapable d'estimer la surface cultivée. La notion d'hectare est floue, mais on n'avouera pas ce flou : on préférera dire sans sourciller que l'on cultive deux hectares, alors qu'on n'a pas la moindre idée de ce que cela représente exactement. De même, les riches éleveurs ne connaissent que très approximativement le nombre de leurs bœufs dispersés en de multiples pâturages et dont certains errent librement en forêt depuis plusieurs années.

- ◆ Mais, surtout, les règles de la courtoisie malgache imposent de répondre de façon à faire plaisir à la personne qui pose la question. On répond toujours oui, si la façon de poser la question suggère cette réponse. On répondra aussi, systématiquement, dans le sens que l'on pense souhaité par l'enquêteur : « Oui, on approuve l'idée de ce nouveau projet » ; « Oui, on accueillerait favorablement l'arrivée de vulgarisateurs », « Oui, on est volontaire pour les travaux collectifs qui viennent d'être proposés »... Les ruraux, habitués à recevoir des enquêteurs, ont ainsi acquis une sorte d'entraînement qui leur permet de présenter des réponses stéréotypées, aseptisées, qui satisfont pleinement l'enquêteur pressé et/ou naïf. C'est un moyen efficace et élégant pour se débarrasser au plus vite d'un importun.

- ◆ Enfin, la pensée malgache, très nuancée, se prête mal aux questions fermées. Pour faire vite et pour ne pas ennuyer l'enquêteur en lui demandant de reformuler sa question, on répondra au hasard. Les réponses auraient été alors à peu près aussi fiables si on les avait jouées à une loterie.

● Le contenu de la conscience verbale, quand on a pu y accéder, se révèle souvent décevant

En admettant qu'on soit parvenu, malgré toutes les difficultés signalées, à accéder correctement aux informations que possèdent réellement les enquêtés, on court encore le risque de manquer les objectifs que l'on s'est fixé.

La conscience verbale est pauvre sur certains thèmes

De nombreuses questions portant sur l'origine de telle technique, ou sur le sens de tel rituel, s'attirent inexorablement la réponse : « On fait ça parce que nos ancêtres le faisaient déjà ». Même en déployant des trésors d'ingéniosité, on n'obtiendra pas beaucoup plus, tout simplement parce que les villageois ne se posent aucune question de ce type et, effectivement, n'en savent pas plus.

Par ailleurs, la mémoire collective est étonnamment pauvre dans certains domaines, l'histoire économique par exemple. Des villages qui avaient vécu en front pionnier le boom du maïs des années trente (nous le savions pour avoir dépouillé les Archives d'Outremer à Aix-en-Provence) ne se souvenaient même pas du fait lui-même, alors que nos recherches généalogiques avaient montré que plusieurs vieillards actuels, par ailleurs bons informateurs, avaient forcément eu un rôle dans l'opération. De même, les vieux habitants actuels de la vallée du Maharivo sont persuadés que la riziculture dans leurs villages remonte à une cinquantaine d'années (époque où elle a effectivement augmenté assez fortement), mais ils ignorent que les Archives de l'état-major de l'Armée de terre à Vincennes décrivent de magnifiques rizières dans leur terroir dès 1890. Nul ne se souvient aujourd'hui, dans la vallée du Manambolo, que l'on y produisait beaucoup de tabac à la fin du XIX^e siècle...

Le contenu de la conscience verbale peut conduire vers de fausses pistes

Il ne faut absolument pas prendre à la lettre certaines déclarations villageoises, même si elles sont présentées de façon extrêmement catégorique et fondent des comportements rigides. L'exemple des herses d'Androvabe est révélateur sur ce point (cf. encadré n° 11 page suivante).

Encadré n° 11 : Les hersees d'Androvabe

Au début des années soixante-dix, les riziculteurs de la région de Morondava s'étaient montrés particulièrement rétifs à l'introduction de la herse attelée. Les très actifs agents autrichiens du projet Misereor-FAO, chargés de diffuser cette innovation, s'étaient heurtés à un véritable mur. Tous les villageois reconnaissaient que l'usage de la herse était techniquement intéressant, mais ils décourageaient tout espoir de mise en œuvre en disant à peu près : « Nos ancêtres ne supportent pas que des lames de métal rentrent dans la terre qu'ils nous ont transmise ; si nous le faisons, ils nous maudiront et nous aurions de mauvaises récoltes ». Ce point de vue, absolument catégorique, ne se prêtait à aucun débat. Les vulgarisateurs autrichiens repartirent, quelques mois après, avec une accablante impression d'échec.

Au début des années quatre-vingt, les vols de boeufs se déchaînèrent à tel point dans la région qu'il n'y eut plus assez de boeufs pour le piétinage des rizières. On se souvint alors qu'il restait encore quelques hersees de Misereor, abandonnées dans un hangar du village d'Androvabe. Quelqu'un ayant objecté, comme autrefois, que les

ancêtres n'aimaient pas les lames de métal, on alla chercher un devin-guérisseur qui procéda à une brève invocation, expliquant aux ancêtres, en quelques mots simples, pourquoi on était obligé d'agir ainsi. On aspergea la direction nord-est de quelques gouttes de rhum. Les participants se partagèrent ce qui restait de la bouteille de rhum et, dès lors, tout le monde s'est senti autorisé à utiliser des hersees sans la plus petite réticence. Ainsi, une quinzaine d'années après les résultats apparemment désastreux des techniciens autrichiens, les hersees se sont diffusées dans toute la région avec une spectaculaire rapidité.

En fait, nul, à l'époque, n'avait vraiment envie de renoncer au piétinage qui constituait un temps fort, très apprécié, du calendrier agricole, mais aussi de la vie sociale et festive. On attendait avec impatience ce moment, épuisant certes, mais prétexte à de mémorables « grandes bouffes » dans une ambiance de rire et de libertés, notamment sexuelles. Seule la nécessité absolue liée à la disparition des boeufs aurait pu obliger à y renoncer. Les hersees de 1970 résolvaient un problème qui ne se posait pas. Elles n'intéressaient donc personne.

En de multiples autres occasions, un peu partout dans l'Ouest et le Sud-Ouest, nous avons pu constater que le recours à la « tradition » est surtout un argument efficace pour éluder un entretien ennuyeux avec un « innovateur » vazaha. On a appris que, en entendant les mots de « tradition » et de « volonté des ancêtres », le vazaha hausse les épaules d'un air accablé et énervé, mais il cesse aussitôt d'importuner.

Le contenu de la mémoire est souvent approximatif

Deux exemples (mais il y en aurait des dizaines) nous incitent à conserver, à Madagascar comme ailleurs, une certaine prudence dans le recours aux témoignages s'appuyant sur la mémoire.

Dans tout l'Ouest, on rencontre des villageois qui décrivent avec force détails le fameux *songomby* (ou *songaomby*, ou *tsongomby*, ou *tsiombiombi*), une sorte d'âne ou de cheval mangeur d'hommes qui vivrait au plus profond des forêts. L'homogénéité des témoignages, du nord au sud de la région, est troublante. Les « témoins », pressés de questions, finissent généralement par avouer qu'ils n'ont pas vraiment vu directement la bête, mais qu'un de leurs parents, quand ils étaient petits, leur en avait parlé après l'avoir vrai-

ment vue. En fait, plusieurs spécialistes (Hawkins, Allibert) s'accordent à admettre que le *songomby* est très probablement l'hippopotame nain qui, selon les estimations les plus sérieuses, a disparu depuis au moins deux cents ans. Le récit des témoins, bouleversés par le traumatisme d'une terrible rencontre, s'est donc ainsi transmis pendant sept ou huit générations avec suffisamment de fraîcheur pour apparaître aujourd'hui comme un témoignage presque actuel.

À Sérinam, sur la rive droite du Tsiribihy, un noble vieillard nous a rapporté, à propos de la conquête coloniale, un certain nombre de faits très intéressants et manifestement bien documentés (même les noms de gradés français ont pu être confirmés). Il prétendait avoir vécu ces faits comme témoin direct. Compte tenu de la nature du rôle qu'il s'attribuait, il aurait eu au moins vingt ans. Son âge étant d'environ quatre-vingts ans, lors de notre entretien de 1990, les faits auraient eu lieu aux environs de 1930. Le dépouillement des Archives d'Aix a permis de les dater exactement entre 1907 et 1910. Ce n'était pas notre interlocuteur qui avait vécu les faits, mais probablement son père ou son oncle. Il était pourtant entièrement convaincant, émaillant son récit de détails plus vrais que nature.

La pensée symbolique conduit à formuler les problèmes (et, éventuellement, leurs solutions) en des termes auxquels ne peut souscrire un esprit cartésien

La pensée malgache s'exprimant de façon symbolique, la réflexion populaire spontanée à propos d'un problème déterminé se déroule souvent selon une logique et débouche sur des analyses qu'un esprit formé à l'occidentale ne peut guère admettre. On ne peut pourtant pas ignorer cette analyse spontanée car les solutions proposées figurent elles-aussi, le plus souvent, dans ce registre, ce qui ne les empêche pas d'être, parfois, assez bien adaptées à la situation. Pour ne donner qu'un exemple, le cyclone Cynthia qui a ravagé l'Ouest malgache en février 1991, a été analysé par les Sakalava autochtones comme résultant, de toute évidence, des multiples infractions aux interdits com-

misses par des immigrants tesaka (les « Korao ») qui n'hésitent pas à élever des porcs, animaux impurs par excellence, et à en répandre le sang dans le fleuve Morondava. Dans cette logique, il ne faut absolument pas s'étonner de la terrible crue de février 1991, la colère des esprits vivant dans ces eaux étant prévisible. La solution – symbolique elle-aussi – a consisté à remettre en cause l'ancienne alliance avec les migrants en leur imposant de mieux respecter les interdits locaux. Ce qui permet de mieux contrôler les contentieux entre agriculteurs et éleveurs, et les conflits fonciers qui avaient détérioré les relations interethniques au cours de la dernière décennie. En clair, il s'agissait d'inciter des migrants devenus impudents à perdre un peu de leur morgue et à reprendre leur place normale. On n'évitera certes pas un prochain cyclone, mais, quand il se produira, la société locale réagira peut-être mieux et se trouvera moins désorganisée qu'en 1991.

Les adaptations de la méthodologie aux contraintes de l'application

Nous verrons ci-dessous que des concessions accordées à l'urgence ont conduit à la mise au point d'une version accélérée de A+ qui comporte des délais de réalisation beaucoup plus brefs. D'éphémères « unités d'observation permanente » (UOP) ont été testées et mises en place en 1995, à partir du réseau d'anciens stagiaires des « sessions » qui avaient bénéficié d'affectations professionnelles un peu partout dans l'Ouest et le Sud-Ouest malgaches.

En confrontant périodiquement des observations réalisées à partir de la « grille changements », on obtenait une bonne image approchée des transformations en cours, bien avant que ces transformations n'aient été repérées par les observateurs habituels.

Faute de financement, le système UOP a été (peut-être provisoirement) interrompu en 1997 (E. Fauroux, 1998, p. 63-76).

Les « sessions de formation à la recherche par la recherche », après une interruption de 1995 à 1998, ont repris avec une nouvelle vigueur à partir de 2000-2001, mais, cette fois, elles ont quitté le cadre peu formalisé des conventions CNRE-IRD, qui ne délivraient pas de diplôme officiellement reconnu, pour le cadre, plus académique, d'un « DEA pluridisciplinaire » de l'Université de Toliara, en attendant, peut-être, un diplôme professionnalisant qui pourrait se mettre en place, avec l'appui du Gret, à la faculté des lettres de l'Université de Toliara.

Les phases de la méthode A+

Toutes les méthodes A+ ont le même objectif. Il s'agit de comprendre des réalités agraires et sociales en cours de changement sans se laisser piéger par les apparences, les discours aseptisés, les langues de bois, le jeu conventionnel d'acteurs habitués à gérer à leur guise les situations d'enquête...

On souhaite identifier les logiques, les cohérences qui sous-tendent les comportements observés. On s'efforce de prendre les « enquêtés » pour ce qu'ils sont vraiment, c'est-à-dire pour des personnes socialement et historiquement situées. Socialement, car ils appartiennent à un lignage, à un village, à un réseau de clientèle, à un groupe ethnique pris dans des rapports précis avec les autres groupes de la zone. Historiquement, car ils sont les héritiers d'« intrigues » (pour reprendre l'expression de P. Veyne, 1978), de conjonctures sociales et politiques précisément datées, de transformations économiques passées et actuelles, de contradictions surmontées tant bien que mal. On s'intéresse aux solutions trouvées dans le passé en pensant qu'elles conditionnent souvent les

solutions d'aujourd'hui... On ne limite pas la curiosité aux thèmes traditionnellement réservés aux disciplines concernées, on ne s'interdit aucune question même si les compétences de l'équipe ne permettent pas de répondre à toutes. De manière plus générale, on ne se donne aucune limite pour essayer de comprendre ce qui se passe vraiment.

Pour réaliser ces objectifs, nous y reviendrons, les méthodes A+ se sont diversifiées avec le temps et comptent aujourd'hui trois variantes principales :

- ◆ une forme dite « accélérée » qui, pour répondre à des « commandes » en conservant un coût acceptable, a dû accepter d'inclure une certaine rapidité dans ses stratégies ;
- ◆ une forme « normale » dont la durée varie entre trois et six semaines, parfois un peu plus ;
- ◆ une forme « améliorée » qui ajoutait à la « normale » divers retours sur le terrain, un, deux, voire trois ans après l'étude initiale ; cette forme tend aujourd'hui à devenir la norme (cf. ci-dessous la troisième partie).

Mais, dans toutes ces variantes, la succession des phases d'enquête se déroule toujours dans un ordre à peu près identique, avec, pour chacune des phases, le recours à des outils spécifiques que nous allons rapidement présenter dans cette deuxième partie :

Les opérations préliminaires.

Les trois phases et leurs outils spécifiques.

- La phase descriptive et l'outil cartographique.
- La phase ethnographique.
- La phase diachronique.

L'après-terrain.

Les opérations préliminaires

Avant le départ sur le terrain

Contrairement à ce que pensent de nombreux débutants, cette phase est très importante. Si elle réussit, il est à peu près certain que l'étude sera réussie. Si elle est ratée, les problèmes vont succéder aux problèmes dans un désordre défiant l'analyse. On croira que le terrain choisi est un mauvais terrain, ou que le moment était défavorable ou qu'on a manqué de chance, alors que l'échec était déjà inscrit dans une préparation négligée.

● La constitution des équipes

Le hasard puis un choix délibéré ont conduit à constituer des équipes aussi diversifiées et aussi pluridisciplinaires que possible.

Le nombre d'équipiers

Le nombre idéal semble être de quatre ou de six, un chiffre pair, afin de constituer deux ou trois sous-équipes de deux. Une équipe de deux est plus de deux fois plus efficace qu'un individu isolé. Il est bon de modifier tous les jours la composition des sous-équipes. Un nombre impair peut se justifier par la présence d'un animateur plus expérimenté, jouant un rôle secondaire dans l'enquête directe, mais essentiel dans la synthèse de l'information au fur et à mesure de sa collecte, ou d'un « électron libre » chargé de fureter de part et d'autre des axes principaux. La présence de

deux personnes de sexe féminin est vivement souhaitée, voire indispensable, mais, sauf question directement liée au statut de la femme, les deux équipières travailleront plutôt dans des sous-équipes mixtes.

Les équipes A+ ont une composition aussi diversifiée que possible par l'origine géographique, par l'âge et l'expérience de ses membres, et, surtout, par leur spécialité.

L'origine géographique

Il est souhaitable d'avoir au moins un très bon connaisseur de la zone étudiée, si possible, même, originaire de celle-ci. Les avantages de cette situation sont considérables : on est rapidement initié aux particularités du dialecte local, à la problématique spécifique de la zone, aux usages locaux... Il vaut mieux, cependant, qu'aucun équipier ne provienne du village étudié lui-même. Il lui serait alors difficile, en effet, de ne pas transmettre ses préjugés et sa version des vieux conflits dans lesquels son lignage peut être impliqué. Il est toujours bon de disposer d'un étranger absolu, par exemple un *vazaha* arrivé depuis peu à Madagascar, ou un Malgache qui n'était jamais venu dans la région. Il joue le rôle du naïf auquel il faut tout expliquer. Grâce à lui, on peut lutter contre l'un des effets pervers de l'endo-ethnologie qui conduit à considérer comme banals des faits culturels originaux et significatifs.

Dans l'Ouest malgache, le fait d'appartenir à l'ethnie merina ne constitue pas un avantage, en raison des vieux contentieux historiques qui ont opposé les populations du littoral aux « envahisseurs » venus des hautes terres. Les Merina sont un peu considérés comme l'ennemi héréditaire. Ce n'est pourtant pas un défaut rédhibitoire, à condition que toute l'équipe ne soit pas exclusivement composée de Merina et que l'équipier merina ne confirme pas les stéréotypes dont son groupe est chargé dans l'imaginaire villageois (arrogance, sentiment de supériorité, volonté de tromper...).

L'âge et l'expérience

Il est toujours bon d'associer des chercheurs expérimentés et des débutants, les premiers ayant pour mission d'expliquer aux seconds la méthode dans tous ses détails. L'expérience prouve qu'on n'a jamais vraiment compris quelque chose tant qu'on n'a pas eu l'occasion de l'enseigner à quelqu'un. Il est utile d'avoir au moins un enquêteur expérimenté, aux allures de *rayaman-dreny*, pour la réunion de présentation et pour les négociations discrètes avec un petit nombre de notables locaux. Dans le contexte culturel malgache, un équipier plus âgé est aussi extrêmement utile pour apaiser, en les arbitrant, d'éventuels conflits à l'intérieur même de l'équipe, pour conseiller et organiser les travaux sans avoir recours à une autorité abrupte.

La pluridisciplinarité

Les équipes A+ sont aussi pluridisciplinaires que possible. Elles comprennent au moins un géographe (pour la cartographie du village et de son terroir, et pour la transcription sur carte des données du GPS) et un anthropologue, chargé de communiquer à ses partenaires les types d'interrogations propres à sa discipline. L'ouverture d'esprit, l'aptitude à l'écoute, le respect de l'enquêté, qui fondent la méthode anthropologique, sont utiles à tous quelle que soit leur discipline. Il peut être utile d'avoir aussi un naturaliste (écologue, botaniste ou, mieux, ethno-botaniste) qui apporte une autre forme d'ouverture d'esprit tout en s'adaptant généralement assez vite au type de questionnement dont sont porteuses les sciences sociales. Un historien, formé au recueil de traditions orales et bon connaisseur de l'histoire régionale, un économiste préparé à étudier le fonctionnement des diverses filières et à apprécier les flux, un spécialiste de lettres

malgaches formé au recueil de contes ou aux études linguistiques (pour constituer un glossaire des termes vernaculaires) sont précieux, même s'ils ne sont pas indispensables.

La prise en charge de certaines fonctions par des « spécialistes »

L'expérience a montré que certaines tâches délicates gagnaient à être exécutées par un spécialiste.

- ◆ La *réunion de présentation* et les *entretiens « sensibles »* doivent être conduits par l'enquêteur le plus âgé et le plus expérimenté.

- ◆ Les *généalogies* supposent un certain entraînement, mais ne sont pas forcément réservées à un anthropologue de formation : il suffit d'être doté de curiosité, de patience, de minutie, d'une certaine habileté graphique et d'être capable d'écrire longuement dans des positions inconfortables.

- ◆ L'observation d'une *cérémonie lignagère* n'impose, elle non plus, aucune formation d'anthropologue : il faut plutôt des qualités d'endurance (les observations peuvent s'étendre sur plusieurs jours à peine entrecoupés de brefs instants de sommeil), de minutie et, parfois, de résistance à l'alcool. Il faut aussi des dons d'ubiquité car plusieurs événements différents peuvent se produire au même moment. Le mieux est alors de déléguer judicieusement une partie des observations à un collègue ou à un villageois qui a proposé son aide.

Les critères de recrutement

Ils sont, par ordre d'importance décroissante, le haut niveau de motivation, les qualités de convivialité et l'expérience de terrain. Les enquêteurs doivent être, avant tout, passionnés et heureux de faire ce qu'ils font. La motivation peut, sans inconvénient, reposer sur un intérêt personnel, telle la préparation d'un mémoire universitaire. Il est nécessaire, par contre, qu'elle ne repose pas seulement sur l'attente d'un salaire.

Pour que l'équipe fonctionne bien, il est préférable (voire indispensable) d'éviter la contrainte. Si un équipier est fatigué ou si son moral a baissé soudain (peu de personnes échappent à ces sautes d'humeur dans l'environnement inconfortable et difficile d'un « terrain »), il est préférable de l'autoriser à faire un « break » plutôt que de le forcer à continuer à tout prix. Le rythme de travail est toujours assez tendu car le temps est limité, mais cela ne doit pas générer de stress. Celui-

ci rend les enquêteurs nerveux, maladroits avec les informateurs, et fera inévitablement apparaître des conflits au sein de l'équipe. Chacun doit travailler à son rythme sans encourir de reproche de la part des équipiers plus actifs ou plus rapides. L'autodiscipline est toujours préférable à l'autorité verticale. Les plus âgés et les plus expérimentés sont plus utiles dans le rôle de conseillers amicaux que dans celui de chefs autoritaires. Les éventuels reproches, même largement mérités, ne doivent pas être publics.

● Le choix du lieu de l'enquête

Il n'existe aucune règle générale pour ce choix qui dépend d'abord de paramètres scientifiques. Quelques conditions générales se dégagent cependant pour choisir entre des lieux présentant à peu près le même intérêt scientifique. Il vaut mieux retenir un village assez important ou une microrégion polarisée par un village de ce type. L'effectif de l'équipe ne doit pas constituer un pourcentage significatif de la population villageoise. Tant mieux si le village est ancien ou s'il a été autrefois le centre d'une petite unité politique, d'une chefferie renommée ou d'un petit royaume, car les traditions y seront plus riches.

Il vaut mieux éviter les villages d'accès difficile : une partie de l'énergie de l'équipe se consumerait dans le voyage. Les risques seraient sérieux en cas d'accident ou de maladie. Lors d'une épidémie de choléra, comme celle qui a sévi dans la région de 1999 à 2001, il est vital de ne pas se trouver à plus de dix heures de l'hôpital le plus proche. L'idéal est un village desservi par une ligne régulière de taxis-brousse.

Il faut absolument éviter un lieu où se sont produits récemment des événements graves (meurtre, conflits fonciers ayant dégénéré en affrontements physiques, etc.). Il faut absolument éviter les périodes électorales pour les premières prises de contact. L'arrivée de l'équipe serait, bien entendu, interprétée comme liée à ces événements. Par contre, nous avons été remarquablement bien accueillis dans le Maharivo, en pleine période d'insécurité, car nos hôtes étaient persuadés que les bandits n'attaqueraient pas un village où se trouvaient des *vazaha*. On nous a même demandé, à plusieurs reprises et avec insistance, de prolonger notre séjour, tant que les rumeurs faisaient état d'un proche danger.

Le fait qu'un équipier connaisse quelqu'un dans l'un des villages envisageables n'est pas forcément un atout. Nous avons été, une fois au moins, mal reçus parce que l'« ami », un instituteur, était un personnage ambitieux et désagréable, mal perçu par les autres habitants.

Si l'on a vraiment le choix entre plusieurs options, on peut rechercher, par ordre d'importance décroissante, la présence d'un cours d'eau, la proximité de la forêt, l'existence d'une particularité.

- ◆ En pays sakalava, les cours d'eau ne sont pas rares. Ils permettent de se laver sans recourir à la pénible corvée d'eau et de se détendre agréablement en saison chaude au contact des villageois. La drastique séparation entre les hommes, en amont, et les femmes en aval, ne s'oppose nullement à une ambiance riieuse qui accélère beaucoup l'intégration de l'équipe. C'est là que se nouent les courtes idylles avec des *ampela tovo* (jeunes filles célibataires) qui rendent parfois agréable le séjour aux enquêteurs masculins célibataires, sans provoquer le ressentiment de villageois, heureux, au contraire, de constater que leurs hôtes sont tout à fait normaux et nullement méprisants.

- ◆ La proximité de la forêt présente de nombreux avantages. Les systèmes de production sont alors plus intéressants à étudier surtout depuis le boom de la culture du maïs sur brûlis forestiers. De plus, grâce à la forêt, on pourra varier agréablement le menu avec de la viande de sanglier, du miel, du petit gibier, des ignames sauvages... et, les soirs de pleine lune, entendre quelques récits fantastiques agréablement effrayants...

Mais toute particularité peut être intéressante : la proximité d'un lieu où se sont passées des choses importantes (le mont Tsiandro par exemple, dans le Bemaraha, « colline inspirée » du peuple baosy, ou la forêt d'Andranofotsy, détruite par un incendie prétendument accidentel³³, ou l'orangerie de Bezezika, dont les arbres plantés à grands frais ont fini par servir à fabriquer du charbon de bois...).

A priori, il est toujours préférable de choisir un village qui n'a pas reçu la visite d'enquêteurs dans un passé récent, ces derniers ayant pu commettre des erreurs qui vont s'inscrire au passif de l'équipe avant le début des opérations. Même si ces enquêteurs ont

³³ Il s'agissait en fait, très probablement, d'incendies volontaires destinés à ouvrir des pâturages dans une zone dont la population avait sérieusement augmenté.

été corrects, les villageois vont s'attendre à recevoir les mêmes prestations, comme de menues rémunérations en échange d'informations, ce que les équipes A+ refusent absolument.

● Un ensemble de tâches préliminaires

On suppose que les enquêteurs novices ont déjà subi une formation à A+, soit dans le cadre de l'Université, soit dans celui des « sessions ». Au pire, ils ont reçu l'une des versions antérieures de cet ouvrage et en ont discuté avec des « anciens ». Diverses tâches doivent alors être accomplies avant le départ sur le terrain.

La collecte d'informations indirectes

Quand cela est possible, on doit accumuler, avant le départ, un maximum d'informations indirectes sur la zone-cible. Les données bibliographiques ne sont, en général, d'aucun secours. Mais si le village ou la microrégion ne sont pas très éloignés de la base de départ, on peut rencontrer quelques-uns de ses habitants venus en ville pour le marché ou pour des obligations administratives. Ou l'un des équipiers a un parent qui connaît...

Les informations utiles sont, au moins, celles qui apportent une réponse aux questions suivantes. Quels problèmes particuliers affronte ce village ? Quels en sont les notables les plus influents ? Ont-ils des parents ou des alliés parmi des gens identifiables à proximité de la base de départ ? Quelles sont, sur place, les personnes-ressource ? Que peut-on attendre d'elles ? Quelles gaffes convient-il d'y éviter particulièrement (interdit sévère, problèmes politiques récents...) ?

La préparation de la problématique pluridisciplinaire

C'est une phase décisive dont dépend, notamment, le succès de l'aspect pluridisciplinaire de l'opération. Chacun doit savoir clairement ce que l'on cherche et comment chacune des disciplines contribuera aux solutions. Plusieurs réunions de tous les équipiers, avant le départ, peuvent être nécessaires pour arriver à un consensus satisfaisant et explicite.

Les équipiers débutants doivent être méthodiquement et rapidement préparés au mode d'emploi des outils de A+. Tous les équipiers, anciens et nouveaux,

doivent, ensemble, procéder à l'adaptation des « grilles » aux objectifs spécifiques de l'étude.

Les problèmes de logistique

Ils doivent être réglés dès le départ, car, le plus souvent, à Madagascar, on ne trouvera pas grand-chose sur place. Il est essentiel d'aménager le séjour aussi agréablement que possible : couchage pas trop austère, moustiquaires, compléments alimentaires, un poste de radio à piles, lecteur de cassettes, un ou deux bons livres. Les petites tentes « igloo », pour deux ou trois personnes, constituent un hébergement idéal : on ne dérange personne, on conserve un minimum d'indépendance et de confort, on est à l'abri des moustiques... Mais il faut choisir judicieusement le lieu où l'on plante les tentes. Il doit être favorable aux observations passives, sans impliquer une relation trop étroite avec un notable du village qui peut avoir de nombreux ennemis.

Un soin particulier doit être apporté à l'éclairage. Attention aux « Petromax » dont l'éclairage est excellent mais qui explosent parfois. Il n'y a pas grand-chose de pire que d'être gravement brûlé à plusieurs heures de charrette de toute attention médicale. Les bougies éclairent médiocrement, mais se trouvent partout et ne présentent aucun danger.

Il vaut mieux amener sa propre provision de riz et recourir à une cuisinière (ou un cuisinier) que l'on rémunère à un salaire fixé d'avance. Si l'équipe prépare elle-même sa nourriture, les pertes de temps (collecte du bois mort, surveillance de la cuisson...) sont désespérantes. Normalement, on trouve sur place les mets destinés à accompagner le riz. L'acheter aux villageois dans une ambiance sympathique, avec juste ce qu'il faut de marchandage, contribue à l'établissement de bonnes relations.

Les premiers contacts et les stratégies de pénétration

Dans les contacts avec la population, il y a des erreurs à ne pas commettre. Certaines visites et présentations de courtoisie sont obligatoires. Par ailleurs, l'équipe, si elle souhaite aboutir à une relation de confiance, doit absolument adopter certaines règles pour son comportement quotidien.

● Les erreurs à ne pas commettre dans les contacts avec la population

Il faut impérativement disposer de documents officiels justifiant la mission, arriver en plein jour, chercher immédiatement à rencontrer les autorités locales et repérer les points cardinaux afin de ne pas commettre d'incongruités.

Les autorités du *fivondronana* (l'équivalent très approximatif d'une sous-préfecture) doivent, en principe, fournir une autorisation avant toute recherche sur le terrain. À défaut, d'autres « papiers » peuvent suffire. Il faut seulement que le texte soit daté, rédigé en malgache en termes assez solennels, que le nom des participants ou, au moins, de certains d'entre eux y figure explicitement, et que les tampons rouges soient bien apparents. En l'absence de document, les autorités auraient le devoir de signaler à leurs supérieurs la présence suspecte de l'équipe qui n'obtiendrait alors aucune autorisation avant l'arrivée d'un très hypothétique feu vert du *fivondronana*.

Une arrivée après le coucher du soleil suggère l'idée que le visiteur a de mauvaises intentions, qu'il vient pour pratiquer la sorcellerie, ou, si c'est un *vazaha*, qu'il est *mpaka fo* ou *mpaka ra* (voleur de cœur ou de sang pour des pratiques magiques qui fondent son pouvoir).

L'idéal est d'arriver dans la première moitié de la journée, quand le soleil n'a pas encore terminé son ascension, et de manger sur place un repas préparé par une famille du village, même si cela oblige à manger vers 15 ou 16 heures. Il est bon, quand cela est possible, de faire annoncer son arrivée quelques jours ou quelques heures à l'avance, par l'intermédiaire du président de *fokontany*.

Dès l'arrivée au village, il faut se mettre en quête des autorités locales (président du *fokontany* ou, au moins, un *komity*) pour leur montrer les documents dont

on est porteurs. Tant qu'ils ne sont pas là, il ne faut rien entreprendre.

Il faut immédiatement repérer les points cardinaux pour ne pas occuper de façon incongrue les places situées à l'est réservées aux notables et aux anciens et, surtout, pour ne pas commettre la seule erreur vraiment grave, qui consiste à satisfaire ses besoins naturels à l'est du village, à proximité des lieux sacrés (poteaux cérémoniels, *toñy*, tombes anciennes, tamariniers sacrés). On doit rechercher l'ouest pour accomplir ces actions « souillantes »³⁴. L'endroit convenable est, d'ordinaire, facile à repérer (des porcs y rôdent, diverses saletés y sont visibles...). En tout état de cause, les autochtones sont toujours prêts à informer le visiteur sur ce point, car ils redoutent les malédictions qui pourraient les atteindre en cas d'infraction, même involontaire.

Il vaut mieux ne pas arriver de façon trop spectaculaire. Il est très maladroit d'arriver en un convoi de deux ou plusieurs véhicules 4x4, surtout si l'un d'eux est de couleur rouge, la couleur du pouvoir. Le message que reçoivent les villageois à la vue de cette couleur est à peu près : « Nous venons pour commander, il va falloir nous obéir de gré ou de force ». Si l'on arrive à pied ou en charrette, l'impression produite est nettement meilleure.

Il vaut mieux, aussi, ne pas refuser de dormir chez l'habitant quand l'hospitalité est généreusement offerte, sachant cependant qu'en raison de clivages internes au village, l'hôte peut être en conflit avec une partie des villageois. La présence de moustiques (toujours), de puces (souvent) et de petites souris (parfois) peut être relativement désagréable. Le mieux, en période de vacances scolaires, est de s'installer dans l'école, malgré le désagrément que présente l'odeur âcre des déjections de chauve-souris ou, comme nous l'avons déjà signalé, de recourir à une petite tente de type « Igloo ».

³⁴ La souillure contenue dans le concept de *tiva* ne se mesure pas en terme d'hygiène, mais d'impact moral négatif. Une personne « souillée », même sans le savoir, peut, par sa seule présence, faire rater une cérémonie et apporter le malheur à tout son groupe. Elle ne peut être libérée de sa souillure que par un sacrifice sanglant (au moins un coq, le plus souvent un bœuf castré).

● Les présentations officielles

Elles comportent l'inévitable « approche protocolaire » (l'expression est empruntée à la Marp) que constitue la rencontre formelle avec les autorités locales et la population. A+ y ajoute une rencontre discrète avec les personnalités locales dont le pouvoir réel ne figure pas sur l'organigramme villageois officiel.

L'approche « protocolaire »

Malgré l'autorisation officielle dont elle dispose, l'équipe ne doit pas laisser croire aux villageois qu'elle travaille pour le *fanjakana* (l'administration). Tout ce qui vient de celui-ci est fortement péjoré, ou, plus exactement, suggère un type de rapports dont la confiance mutuelle est exclue. On obéit au *fanjakana* (ou on fait semblant de lui obéir), mais on n'entretient avec lui aucun dialogue sincère. On le craint (ou on fait semblant de le craindre en multipliant des marques de respect) et on en est méprisé.

L'équipe d'enquête doit donc, aussi vite que possible, démontrer qu'elle est porteuse d'un type de rapports différent. Un bon moyen pour cela consiste à refuser ces marques de respect dont les villageois entourent leurs visiteurs officiels. Il convient, premier piège grossier à éviter, de ne pas s'asseoir sur les deux ou trois chaises offertes, alors que les autres assistants, y compris les notables et les anciens, sont assis sur des nattes. Le discours de présentation doit exclure, d'emblée, l'image d'une équipe officielle. C'est le plus âgé qui doit le prononcer, en utilisant les images et les proverbes dont sont coutumiers les gens de la région. Il n'est pas inutile que le discours ait été préparé à l'avance. L'exposé doit être aussi sincère que possible et il ne faut évidemment pas y inclure des promesses qui ne seront pas tenues, dans le genre : « Nous sommes là pour résoudre les problèmes que vous allez nous exposer ».

L'idée de préparer un ouvrage sur l'histoire et sur des coutumes en train de disparaître est souvent assez bien reçue, mais, de toute façon, quelle que soit la qualité de ce discours initial, les villageois pensent qu'il n'est pas sincère. Ils font semblant de tout croire, comme ils en ont l'habitude, et ils attendent de voir. C'est le comportement quotidien de l'équipe dans les jours suivants qui sera seul décisif pour établir un climat de confiance.

Les rencontres « discrètes »

Dans les premiers jours de l'enquête, l'équipier le plus âgé est chargé de rencontrer discrètement les deux ou trois notables officieux dont on a appris l'importance. Il doit réexpliquer lentement les mobiles de la présence de l'équipe, selon les règles traditionnelles, en apportant, peut-être, une petite bouteille de rhum. Il doit montrer qu'il reconnaît la vraie autorité du notable, et qu'il attend avec un intérêt tout particulier son avis sur les problèmes locaux. Le feu vert qui pourra ainsi être obtenu a toutes les chances d'être décisif pour la suite car il va sans doute se répercuter discrètement sur tous les futurs enquêtés. Si l'issue de ces entretiens confidentiels était négative, il faudrait essayer de comprendre pourquoi et, sans doute, changer de lieu d'enquête.

● Le comportement quotidien de l'équipe sur le terrain

De façon générale, ce comportement doit reposer sur le respect et la courtoisie.

Dans un village de l'Ouest malgache, les hommes peuvent s'habiller à peu près n'importe comment, à condition que cela soit discret et ne véhicule aucune idée de supériorité. Chaussures cirées et cravates sont inopportunes en ce sens. On évitera aussi les vêtements de couleur rouge. Les femmes ont plus de précautions à prendre. Il vaut mieux qu'elles évitent le short, les casquettes et, bien entendu, les tenues « sexy »³⁵ (minijupes, nombril apparent...). Même le pantalon n'est pas partout bien accepté pour elles. Il déclenche une franche hilarité dans les villages les plus isolés. Si, par commodité, on tient au pantalon, il est aisé de le cacher sous un *lamba hoany* bien fixé à la taille.

Dans les réunions, sous un tamarinier, ou dans la case d'un notable, les équipiers, surtout s'il sont jeunes, ne doivent pas occuper les places à l'est et au nord-est, réservées aux vieux et aux notables. Pour éviter les erreurs d'appréciation, le mieux est de tarder à se placer de telle sorte que, grâce à une ma-

³⁵ Deux jeunes maîtrisantes françaises en géographie, par ailleurs plutôt discrètes et sérieuses, ont provoqué un véritable scandale, dans un village vezo situé à proximité d'une plage célèbre (Ifaty) en venant interviewer un vieillard en maillot de bains deux pièces. Les autorités ont dû intervenir pour calmer la colère du vieil homme qui s'est senti gravement insulté.

nipulation discrète dont les anciens ont le secret, les places qui restent libres soient justement celles qui conviennent.

Au fil de la journée, au hasard des rencontres, la politesse est absolument nécessaire. Il vaut mieux en faire trop que pas assez. Un *vazaha* qui ne saluerait pas les gens qu'il croise et qui affecterait de ne pas leur parler court le risque d'être considéré comme un *mpaka fo*, ce qui peut déclencher des réactions de peur élémentaire qui, les rumeurs aidant, peuvent dégénérer en panique généralisée.

Il ne faut refuser ni les invitations à manger, ni les invitations à boire, car cela serait immédiatement assimilé à une mauvaise intention. En effet, on applique alors le syllogisme simpliste : « S'il refuse mon invitation, c'est qu'il a peur que je l'empoisonne, c'est donc que, lui-même, veut m'empoisonner ». Lors de cérémonies très « arrosées » (c'est parfois un euphémisme), on peut cependant refuser de boire sans vexer personne, en prenant quelques gouttes de la boisson dans le creux de la main et en les répandant sur sa tête et ses épaules, dans un geste symbolisant un bain de tout le corps. Il ne faut pas non plus refuser les menus cadeaux des villageois, un poulet, du manioc, quelques poissons séchés... Il faut alors « rendre », mais toujours avec modération : quelques comprimés d'aspirine si quelqu'un est malade, du sparadrap pour une petite blessure, deux ou trois parts de « Vache qui rit »... Il vaut mieux éviter de donner de l'argent, sauf dans les *enga*³⁶, car la prestation est alors obligatoire et précisément tarifée.

L'équipe ne doit surtout pas se laisser enfermer dans des rôles qu'elle ne souhaite pas, mais qu'on va lui proposer avec insistance. Ainsi, elle sera probablement amenée à offrir quelques médicaments, mais elle doit le faire avec prudence, sous peine de voir tout le village, puis les villages voisins, défiler pour des demandes de consultation et de médicaments, hors de toute raison, pour des maux parfois imaginaires. Le but recherché est d'obtenir un *fanafody vazaha* (un remède pour Européen) dont l'efficacité supposée ne dépend pas de sa composition chimique et de sa posologie, mais du fait qu'il appartient à un *vazaha*.

Par ailleurs, il faut, bien entendu, respecter ostensiblement tous les interdits, qu'ils soient généraux (ne pas enjamber une personne assise ou le plat dans lequel on mange, ne pas toucher la tête des enfants...) ou spécifiques à la localité (quand un village dispose d'un *zomba* [case servant à abriter des reliques royales ou princières], on ne doit pas, si on est assis ou allongé, placer les pieds dans sa direction...). On est prévenu de ces interdits dès les premiers jours. Les éventuelles infractions ne sont d'ailleurs pas considérées comme tragiques si l'entente est bonne avec les villageois, mais elles peuvent servir de prétexte pour expulser des importuns.

Dans les entretiens, l'interlocuteur local doit se sentir respecté, écouté avec considération et patience. On doit donc s'asseoir au même niveau que lui, ne pas lui couper la parole, ne pas conduire l'entretien de façon trop directive, le laisser partir dès qu'il manifeste de la lassitude. Il ne faut surtout pas le payer pour l'information fournie (il ferait alors appel à son imagination pour justifier les sommes demandées). Le respect de l'enquêteur pour son interlocuteur doit être sincère. Le faux respect, maladroitement simulé, est pire que le mépris affiché. Si un équipier, imbu de son statut de citadin diplômé, se sent trop supérieur au rural rustique et analphabète qu'il interroge (cela arrive), l'expérience doit s'arrêter là et il convient de le renvoyer immédiatement dans ses foyers, avant que son attitude n'ait gâché les stratégies de pénétration du reste de l'équipe.

L'enquêteur novice ne doit cependant pas être obsédé par la crainte de commettre des erreurs. Une seule erreur est rédhibitoire et aura des conséquences graves pouvant aller jusqu'à l'expulsion immédiate : uriner ou déféquer à proximité immédiate d'un lieu sacré (tamarinier servant de refuge à des esprits, poteau cérémoniel, tombeau...). À défaut d'expulsion, il faudrait au moins envisager des compensations coûteuses, l'achat et le sacrifice d'un bœuf castré par exemple. Toutes les autres erreurs sont pardonnables et, généralement, pardonnées par des gens dont la culture très permissive incite facilement à l'indulgence.

Le rythme de l'équipe de travail doit être calme et régulier et ne jamais heurter les rythmes locaux (pas de réunion bruyante quand le village dort). On peut favoriser la participation spontanée de villageois à diverses tâches de l'équipe. Le petit déjeuner et les repas peuvent être ainsi l'occasion d'invitations improvisées toujours très appréciées. Certaines

³⁶ Prestation que les invités à une cérémonie offrent aux organisateurs pour les aider à assumer les frais. Pour les grandes cérémonies (circoncision, funérailles), il s'agit, le plus souvent, d'un bœuf castré.

réunions internes à l'équipe peuvent être entrouvertes à des habitants qui, au mieux, pourront servir d'auxiliaires d'enquêtes, par exemple pour l'observation d'une grande cérémonie où il faut être partout à la fois. Quand l'équipe fonctionne bien, il est important qu'elle se réunisse deux fois par jour : le soir (restitution) et le matin (organisation de la journée de travail).

Les réunions du soir

Elles permettent à chaque équipe de deux enquêteurs de décrire ses acquis, de faire part des difficultés rencontrées et de présenter la liste des questions non résolues. Tandis que l'un parle, l'autre complète s'il y a lieu et prend des notes. Celles-ci permettront de terminer la rédaction des fiches du jour. C'est d'ailleurs là, sans doute, la contrainte la plus lourde pour les équipiers A+, mais il ne faut jamais reporter à plus tard la mise au point des fiches de la journée. Par contre, il n'y a pas de vrai inconvénient à les laisser sous forme de brouillon hâtif.

Lors de ces réunions, les équipiers doivent aussi faire le point sur la qualité des contacts qu'ils entretiennent avec les villageois. Les refus de dialogue, les attitudes hostiles ou, simplement, froides, doivent être alors analysées. Elles peuvent conduire à la découverte de clivages que l'on n'avait pas encore repérés. Des stratégies particulières seront envisagées pour éliminer point par point ces difficultés. Sauf cas particuliers, dans l'Ouest, il n'est pas difficile d'établir des rapports agréables avec des villageois qui acceptent souvent avec gaieté la distrayante présence d'étrangers bizarres à condition que ceux-ci respectent à peu près les règles qui viennent d'être décrites.

Les réunions du soir contribuent fortement à forger la « mentalité pluridisciplinaire » de l'équipe, car après quelques tâtonnements initiaux, on apprend vite à se faire comprendre par tous. Elles sont plus efficaces si un équipier senior les anime, mais un « junior » doté d'esprit de synthèse peut très bien jouer ce rôle. Elles ne doivent pas être trop longues pour ne pas concurrencer les autres tâches. Sur ce point, il convient de toujours donner la priorité à la collecte d'une information nouvelle sur la restitution d'une information déjà acquise, règle qui conduit parfois à reporter la réunion au lendemain matin. Mais, normalement, le meilleur moment pour ces restitutions quotidiennes est la fin de l'après-midi, pendant que se prépare le repas du soir. Il fait encore assez jour

pour écrire au tableau de l'école, la fatigue ne se fait pas encore trop sentir... De toute façon, les villageois ne sont pas encore tous rentrés chez eux et on aura tout le temps, un peu plus tard, de les rencontrer prenant le frais sur la porte de leur case.

Les réunions du matin

Elles ont pour objet de fixer les tâches de chacun pour la journée qui commence. Elles ne sont pas forcément très structurées. On peut parfaitement les tenir tout en prenant le petit déjeuner. Une ambiance décontractée et souriante est tout à fait souhaitable, surtout dans un contexte sakalava ou vezo où, le matin, les éclats de rire fusent de toutes parts. On reprend un point de la restitution de la veille sur lequel une nouvelle idée est apparue, on ébauche des stratégies pour trouver des réponses aux énigmes encore non résolues, on répartit les tâches du jour en encourageant (mais en n'imposant pas) les changements de composition des équipes et en évitant tout cloisonnement.

Les trois phases de A+ et leurs outils

On commence toujours l'enquête proprement dite par la *phase descriptive* qui utilise principalement les techniques de la géographie humaine et, tout particulièrement, l'outil cartographique. On passe ensuite à la *phase ethnographique* qui, s'appuyant sur l'observation participante, privilégie trois thèmes dont la valeur heuristique est considérable : les généalogies, les conflits et les cérémonies.

On aborde enfin la *phase diachronique* qui utilise surtout les techniques de l'histoire orale. On y privilégie l'histoire du peuplement et une lecture historique des généalogies.

Il n'y aurait aucun inconvénient à inverser l'ordre entre les phases ethnographiques et diachroniques, ou à effectuer ces deux phases simultanément. Seule la description doit impérativement être entamée la pre-

mière, mais, dans la pratique, chacune des phases ne s'achève vraiment qu'à la fin du séjour.

Plusieurs « outils » sont communs aux trois phases : nous les examinerons en premier lieu. Ce sont essentiellement :

- ◆ les techniques d'observation directe qui n'utilisent pas la communication verbale ;
- ◆ les entretiens ;
- ◆ les questions qu'on ne peut éviter de poser dans certains cas, même si A+ y a peu recours.

On accorde toujours de l'importance au recueil de termes vernaculaires, d'autant plus importants dans l'Ouest et le Sud-Ouest malgaches que les migrations qui s'y entrecroisent ont juxtaposé de nombreux dialectes, de sorte que la langue parlée y évolue vite et de façon différente d'un lieu à l'autre.

Les outils communs à toutes les phases de A+

● L'observation directe

Avec le temps, les utilisateurs de A+ ont appris que l'observation directe, passive ou organisée, est la source d'information la plus fiable, la plus complète. Elle permet de replacer les informations éparses dans leur cadre réel avec leurs vraies proportions. Les biais inhérents à la communication verbale sont éludés. L'observation directe donne toute leur valeur aux enquêtes qui acceptent de passer du temps, beaucoup

de temps, sur le terrain. On a ainsi appris à distinguer : l'observation passive, la participation directe à des activités locales et la réalisation de « chroniques quotidiennes ».

L'observation « passive »

L'observation sans objet précis mais tous sens éveillés est beaucoup plus intéressante qu'on ne pourrait s'y attendre. Dans cette perspective, il est im-

portant d'être logé au cœur du village, si possible en un point surélevé d'où le regard embrasse une partie du terroir. Il n'est pas inutile, périodiquement, de circuler dans le village ou à sa périphérie, comme le ferait un flâneur, sans but véritable et sans aucun stress. Des villageois peuvent saisir cette occasion pour établir un contact, d'autant plus prometteur qu'il est informel. Le spectacle des tâches quotidiennes et des micro-événements liés au voisinage apprend beaucoup. Les propos peu significatifs échangés au bord d'une rizière, sur le chemin qui conduit au village voisin ou à la source où se rendent les jeunes filles et les femmes, peuvent attirer l'attention sur des points auxquels on n'avait pas pensé en construisant la grille d'enquête.

Le processus d'imprégnation qui accompagne l'observation passive est essentiel. Il permettra d'éviter le piège de certaines interprétations erronées. C'est un moyen nécessaire pour pénétrer progressivement dans les logiques peu explicites qui gouvernent le comportement des gens. Les anthropologues expérimentés savent que l'observation lente et tranquille est l'un des privilèges les plus précieux de leur discipline.

La participation directe à certaines activités villageoises

Quand on le peut, il est excellent de suivre, en vraie grandeur, certaines activités villageoises usuelles : une expédition en forêt pour ramasser des ignames sauvages ou du miel, une chasse au sanglier, un déplacement collectif au marché ou un convoi de bouviers en route vers le marché... On recueille alors une foule de petites informations, d'impressions, qui rendent intelligibles bien des choses dont personne ne parle jamais.

Par exemple, les hommes aiment se rendre en forêt sous un prétexte quelconque, dans une ambiance de risque mesuré et de dépaysement qui n'est pas sans rappeler le plaisir de la chasse en Europe. On constate alors que la recherche d'aliments complémentaires motive moins les gens que la perspective d'une journée d'aventure⁴⁰. On surprend un éclair de terreur dans le regard du guide au moment où un bruit étrange, dans la forêt, lui a un instant laissé craindre la proximité d'un animal mythique, alors que personne n'avoue jamais la peur qu'inspirent ces créatures. De même, l'ambiance festive qui entoure le piétinage des rizières permet de comprendre qu'il ne s'agit pas d'une simple opération technique susceptible d'être remplacée par

une autre opération technique, comme en témoigne l'anecdote des herses d'Androvabe. Bien entendu, la déontologie suggère cependant de ne pas participer à un raid de *malaso*, même si cela apprendrait beaucoup de choses⁴¹. Par contre, on peut parfaitement se faire raconter un raid qui a déjà eu lieu par d'anciens voleurs ou par des voleurs encore incarcérés⁴².

Les chroniques quotidiennes

La vie quotidienne villageoise est constituée par de multiples micro-événements qu'il peut être utile d'enregistrer et de décrire brièvement. Cet objectif est essentiel si on reste longtemps dans un village. Il l'est moins dans le cas de brefs séjours, car ces descriptions d'activités, souvent routinières, se déroulant à un rythme lent, n'ont d'intérêt que sur une période de plusieurs mois. Quand le temps manquait, des équipes A+ ont quelquefois choisi de former rapidement un villageois pour qu'il soit capable de tenir à jour cette chronique quotidienne après le départ de l'équipe. Il suffit alors, quand cela est possible, de revenir de temps en temps (une ou deux fois par an) pour se faire commenter ces divers menus événements dont la somme peut être très révélatrice.

● Les entretiens

On a pris l'habitude de distinguer des *entretiens libres* et des *entretiens discrets*. On ne peut cependant éviter de poser parfois des questions directes. On ne le fait que dans un nombre limité de situations.

⁴⁰ D'où l'inadéquation de stratégies qui sous-estiment complètement l'aspect ludique de certaines activités. Le projet Bemaraha avait cru pouvoir éradiquer la chasse au lémurien en offrant comme alternative l'élevage de lapins domestiques. Les malheureux lapins n'ont dissuadé absolument personne d'aller passer une journée d'aventure en forêt et d'ailleurs leur chair, au goût jugé insolite, continue à être beaucoup moins appréciée que celle des lémuriers et des hérissons.

⁴¹ À la suite de péripéties rocambolesques, un équipier Éra s'est trouvé, une nuit, entraîné dans un raid de *malaso* qui avaient besoin de sa présence comme guide pour l'attaque d'un village qu'il connaissait bien. La menace de mort dont il faisait l'objet l'a conduit à accepter, car il était clair qu'elle aurait été appliquée sans hésitation. Son récit a effectivement été particulièrement intéressant.

⁴² Voir l'interview d'un voleur repentant dans Aombe n° 2 (E. Fauroux éd., 1989, p. 138-139). À une certaine époque, les interviews de voleurs détenus à la prison de Morondava ne présentaient aucune difficulté.

Les entretiens « libres »

- *L'aspect informel des entretiens*

Dans la mesure du possible, on élimine tout ce qui pourrait conférer à l'entretien un aspect formel. On ne demande pas de rendez-vous ; on n'apporte ni cahier de notes, ni magnétophone ; on ne s'appuie, bien entendu, sur aucun questionnaire, mais on dispose d'une grille (voir en annexe) dont l'enquêteur connaît tous les détails. On ne demande pas son nom à l'enquêté (on tentera de le savoir après quand l'occasion se présentera)... On s'arrange pour que les enquêteurs soient au moins deux : l'un entretient le dialogue, l'autre essaie plutôt de mémoriser le contenu de la conversation et d'observer le contexte. On peut ne pas compter que sur le hasard pour rencontrer l'informateur recherché, si on connaît son itinéraire habituel ou le tamarinier sous lequel il se repose quand la chaleur est forte. Un menu cadeau peut aider le démarrage de l'entretien, un peu de *paraky* (tabac à chiquer), une cigarette, mais jamais d'argent.

L'art de l'enquêteur consiste à lancer la discussion. Cela peut partir d'une réflexion que lui inspire quelque chose qui se passe sous ses yeux. On doit absolument donner l'impression qu'on a tout son temps. On maintient constamment une ambiance d'écoute attentive (on ne coupe jamais la parole, même si la conversation dévie) et respectueuse (on évite, bien entendu, de ricaner ou même de sourire discrètement, quand on parle de pratiques magiques ou de « superstitions »).

On doit absolument éliminer toute suffisance. Les Sakalava, entre autres, adorent rire et il n'est jamais mauvais d'émailler l'entretien d'anecdotes humoristiques qui détendent l'atmosphère et appellent d'autres histoires similaires survenues dans la région. On s'aperçoit alors que les villageois les plus ouverts aiment parler s'ils se sentent écoutés par quelqu'un dont ils n'attendaient pas, *a priori*, autant de considération. C'est sans doute là un réflexe de compensation aux multiples frustrations ressenties dans les dialogues avec les experts (qui expliquent avec condescendance comment il faut faire des choses qu'on sait souvent faire mieux qu'eux depuis longtemps) et les fonctionnaires (qui parlent aux villageois comme s'il s'agissait de débilés légers ou d'enfants irresponsables et désobéissants). Le risque est de perdre trop de temps sur des thèmes peu intéressants, mais il vaut la peine d'être couru. Par ailleurs, une bonne connaissance des

grilles permet généralement à l'enquêteur de recentrer assez facilement le débat sur les thèmes importants.

- *Les grilles qui sous-tendent les entretiens*

Les grilles de A+ ne sont pas particulièrement originales. Leur originalité, s'il y en a une, réside plutôt dans la façon dont elles sont élaborées puis utilisées.

Elles sont conçues comme une simple check-list qui doit permettre de ne laisser de côté aucun point important. À partir d'un modèle passe-partout (cf. en annexe), elles sont, lors de chaque nouvelle étude, adaptées, réajustées, en fonction des circonstances et des conditions rencontrées. Ce processus d'ajustement s'effectue, en équipe, dans les jours qui précèdent le départ sur le terrain. C'est la condition nécessaire pour que tous les équipiers s'approprient véritablement son contenu. Le processus peut se poursuivre pendant toute la durée de l'enquête. La valeur d'une grille dépend essentiellement de sa souplesse, de son adaptabilité et, surtout, de la façon dont les enquêteurs se la sont appropriée.

En général, A+ utilise deux grilles. L'une permet, en principe, de faire face à toutes les circonstances, l'autre cherche surtout à caractériser le changement. En fonction des circonstances, des grilles particulières ont parfois été élaborées. Elles ont permis d'aborder un problème délicat, par exemple les vols de bœufs dans une zone où vivaient victimes et voleurs, ou les conséquences sociales d'un cyclone désastreux (enquête Food for Work après le cyclone Cynthia de février 1991, E. Fauroux 1993). Il faut alors tenir compte de la spécificité de la situation souvent très ambiguë (les vols d'aujourd'hui seront les voleurs de demain, ou certaines victimes du cyclone s'arrangent pour retourner la situation en leur faveur, par exemple en rachetant à bas prix les outils ou les charrues des plus sinistrés... On ne peut donc pas se contenter d'un guide d'enquête standard. La grille cérémonielle, élaborée principalement par F. Delcroix, a finalement été intégrée dans la grille générale.

- *Les fiches*

Les entretiens non structurés n'ont de résultats efficaces que si leur contenu est rapidement transcrit sur des fiches aisément maniables. Pendant ces entretiens, on s'efforce de n'utiliser ni magnétophone (sauf dans les récits historiques où abondent des noms propres qui dépassent les possibilités d'une mémoire normale), ni même carnets de notes. Au terme de l'entretien, il faut donc ne pas perdre de temps. Dans un

délai de quelques minutes ou, au pire, de quelques heures, l'entretien doit être transcrit sur une fiche par les deux enquêteurs travaillant ensemble, de façon à minimiser les oublis. On établit une fiche par thème abordé. La fiche comporte bien entendu toutes les informations habituelles (date, lieu, nom de l'informateur – dès qu'on le pourra –, thème traité, circonstances de l'entretien, etc.), mais on ne lui impose aucune qualité formelle : elle peut être écrite en mauvais français, en dialecte local, en style télégraphique... On lui demande seulement d'être fidèle au contenu de l'entretien et d'être aussi exhaustive que possible. Dès que l'on dispose d'un peu de temps, sur le terrain, les fiches sont regroupées par thèmes et, si le rythme de travail le permet, elles donnent lieu immédiatement à des fiches de synthèse grâce auxquelles on fait le point sur la question et on évalue les lacunes. Faute de temps, la mise au point des fiches de synthèse n'est souvent achevée qu'après le retour. Il peut être utile qu'une division du travail par thème s'instaure entre les équipiers, mais, nous l'avons vu, sans stricte répartition disciplinaire des thèmes.

Les entretiens « discrets »

Ils n'obéissent, bien entendu, à aucune forme préétablie. Il s'agit de trouver aussi vite que possible les quelques interlocuteurs qui, au village, « savent ». Dans le meilleur des cas, on les connaît avant le départ. Dans le pire des cas, on découvre, trop tard, qu'on ne s'est pas adressé à qui il fallait. Ce n'est pas forcément grave si la démarche est restée discrète et si l'équipe a su se montrer, comme il convient, courtoise, respectueuse des règles et attentive à ses interlocuteurs.

Quand le bon contact est établi avec la bonne personne, le succès de l'opération repose ensuite sur l'habileté et l'expérience de l'équipier chargé de ces entretiens. Cela renforce encore l'intérêt qu'il y a à compter dans l'équipe au moins un spécialiste d'âge mûr et d'apparence respectable, imprégné d'une culture rurale qui lui permettra de placer aisément dans la conversation les proverbes, les symboles qu'attendent ses auditeurs. Le contenu de l'entretien varie, bien sûr, selon les lieux et la nature des problèmes locaux. Au début de l'étude, il peut être nécessaire de procéder à une explicitation confidentielle des buts de l'enquête en vue d'obtenir un vrai feu vert qui sera discrètement diffusé dans le village et ouvrira toutes les portes comme par enchantement. Au cours de l'é-

tude, un questionnement précis pourra servir à éclairer les « anomalies » repérées. Le ton des entretiens, d'abord formel, respectueux et un peu crispé, peut très bien devenir plus gai grâce notamment à la circulation d'une fiole de rhum.

● Les inévitables questions

Dans le contexte méthodologique de A+, on pose peu de questions directes à un interlocuteur unique. Par contre, sur un nombre limité de thèmes, on n'hésite pas à poser des questions dans un cadre participatif qui offre l'avantage de pousser les interlocuteurs à se corriger mutuellement. On arrive ainsi beaucoup plus vite à l'essentiel.

Les « questionnements indirects »

Ils peuvent constituer un complément intéressant aux « entretiens discrets ». On a, parfois, de meilleures informations sur un phénomène en interrogeant non pas les acteurs directs (qui peuvent avoir de bonnes raisons de ne rien dire), mais les habitants de villages voisins ou d'autres informateurs (qui, eux, peuvent avoir de bonnes raisons de dire ce qu'ils ont sur le cœur). On recoupe ainsi des informations douteuses, mais, surtout, on peut apprendre des choses qu'on n'aurait aucune chance d'apprendre sur place par questionnement direct.

Par exemple, de bons informateurs de V1 pourront dire que V2 est un village d'anciens dépendants du lignage L (alors que ni L ni V2 n'avoueront cela), que V2 et V3 s'associent fréquemment pour lancer des raids contre les bœufs de V4, que le sorcier de V4 est à l'origine de plusieurs morts survenues en V2, que le *mpañarivo* qui contrôle en partie V2 et V3 est en danger de mort car il a fait l'objet de menaces magiques de la part du sorcier de V5, etc. On risque évidemment d'enregistrer ainsi nombre de rumeurs sans fondements réels, mais, nous l'avons vu, les rumeurs sont en elles-mêmes intéressantes, après avoir été filtrées par un travail d'interprétation.

Les entretiens comportant des questions directes

Il est, bien sûr, tout-à-fait exagéré (et un peu provocateur) de prétendre qu'on peut enquêter pendant plusieurs jours sans jamais poser de questions. Celles-ci sont réservées à un petit nombre de personnes-

ressource qu'on peut aller voir, justement, pour parler d'une série de points non résolus. Ces personnes sont diverses : un villageois intelligent (pas forcément l'un de ceux qui tirent secrètement les ficelles locales), un président de *fokontany*, un maire de commune rurale, un instituteur depuis longtemps dans la région, un prêtre ou un pasteur...

Même si les réponses paraissent satisfaisantes, elles doivent suivre le sort commun : on doit les recouper avec d'autres informations, tenter de comprendre quel biais l'interlocuteur a pu introduire du fait de sa situation locale et des stratégies qu'on peut raisonnablement lui prêter... Des questions directes peuvent être aussi posées avec profit lors d'assemblées « participatives » sur des thèmes peu sensibles.

Les questions posées dans un cadre participatif

● *Questions posées collectivement dans des assemblées informelles*

La présence de petits groupes de personnes réunies spontanément ou non peut donner l'occasion de poser des questions tout à fait directes. Les réponses sont alors d'autant moins biaisées que les participants, contents de montrer leurs connaissances sur des points peu sensibles, n'hésitent pas à donner leur point de vue. Cinq, six ou dix villageois peuvent ainsi décrire, en se corrigeant mutuellement, le calendrier cultural, les différentes tâches agricoles, les problèmes posés par la commercialisation, les conditions dans lesquelles les collecteurs interviennent dans la zone, les améliorations techniques qui ont été acceptées, les innovations villageoises...

Quand le thème le permet, ce type d'approche donne des résultats rapides et nuancés grâce aux corrections mutuelles apportées par les informateurs. Les gens aiment parler de façon compétente devant des étrangers qui, manifestement, en savent moins qu'eux sur les sujets abordés. Les menues erreurs sont corrigées au fur et à mesure. Dans ce contexte détendu, un bon « meneur de jeu » peut, en quelques minutes, constituer un très utile corpus de données techniques, à la fois complètes et nuancées, à condition que quelques équipiers prennent des notes ou enregistrent au magnétophone. Ce corpus servira de base à divers recoupements recueillis auprès des personnes-ressource les plus fiables.

● *Les questions collectives pour des quantifications approximatives : la technique des « haricots »*

Nous avons emprunté à la Marp cette technique simple, voire simpliste, mais parfois utile. Elle repose d'abord sur l'idée que le qualitatif peut, sous certaines conditions, faire l'objet d'approximations quantitatives, ensuite sur le processus de corrections mutuelles que permet un questionnement collectif. On demande donc à de petits groupes de villageois d'estimer l'importance relative d'un paramètre en formant de petits tas de haricots, ou de lentilles, ou de *lojy*. Exemple de question posée : si tous les chefs de ménage villageois sont représentés par ces 40 ou 50 haricots, combien, par rapport à la population totale, ont des rizières, combien n'en ont pas ; combien ont recours à de la main-d'œuvre salariée, ou préfèrent l'entraide lignagère ; combien ont assez de bœufs pour faire face à leurs obligations cérémonielles ?

On raisonne sur des évaluations de proportion et non, bien entendu, sur des valeurs absolues. Tout le monde donne son avis et, si le phénomène est net, un consensus s'établit vite sur une quantité. Il arrive que le consensus soit difficile, voire impossible. Une partie de l'assistance estime que le tas de haricots correspondant aux villageois détenant telle caractéristique doit être beaucoup plus gros que le tas proposé par une autre partie de l'assistance. Il importe alors de conserver les deux estimations inconciliables pour tenter de comprendre sur quel clivage inaperçu elles reposent peut-être. À l'usage, la technique donne souvent des résultats remarquablement précis : le pourcentage de la population totale calculé en comptant les haricots est parfois étonnamment proche des chiffres que l'on obtient quand la vérification est possible. On réalise ainsi une véritable quadrature du cercle : quantifier, avec des marges d'erreur tout à fait acceptables, des estimations purement qualitatives. On ne doit pas cependant demander à la technique plus qu'elle ne peut donner. Il convient de la limiter à un petit nombre de thèmes pour lesquels on dispose de moyens sérieux de recoupement.

● *Les techniques visant à estimer la hiérarchie des niveaux de revenus villageois*

On porte, sur un carton de la dimension d'une carte à jouer, le nom de tous les ménages du village. On demande à l'assistance de les classer sur une échelle quelconque : le nombre de bœufs, la surface de rizières possédées... On peut tenter une classification

par niveau de revenus étant bien entendu qu'il s'agit d'une approximation qui exprime seulement l'idée que chaque villageois se fait des revenus des autres villageois, toutes sources de richesses confondues. Plusieurs informateurs effectuent successivement le classement à haute voix, en expliquant bien clairement pourquoi le classement antérieur est contesté et pourquoi le nouveau classement est, selon celui qui parle, meilleur que le précédent. On enregistre aussi précisément que possible ces commentaires et les petites polémiques qu'ils suscitent. Les résultats, chaque fois qu'il nous a été donné de les vérifier, sont assez précis, bien plus, en tous cas, que l'ancienne technique de A+ qui consistait, en très gros, à distinguer les riches, les pauvres et les autres selon des critères qu'il n'était pas toujours facile d'explicitier clairement.

On peut provisoirement retenir l'idée que ces techniques de comptage peuvent parfois donner de bons résultats, mais qu'il est nécessaire de les entourer de grandes précautions : les critères d'évaluation doivent être parfaitement clairs et les questions doivent être bien posées en termes aussi simples que possible. Les dérapages et les erreurs se multiplient dès que ces précautions sont oubliées.

● Le recueil de termes vernaculaires

L'intérêt porté aux termes vernaculaires et aux toponymes est une tradition ancienne de A+, imposée par la multiplicité des dialectes parlés dans la région. Les dialectes « autochtones », sakalava, masikoro et vezo sont assez proches les uns des autres, le vocabulaire vezo étant, bien entendu, beaucoup plus riche pour la pêche et les activités maritimes, le vocabulaire sakalava l'est pour tout ce qui concerne les bœufs... Les Betsileo, d'une part, et les Tandroy,

d'autre part, parlent des dialectes grammaticalement peu différents des dialectes autochtones (assez différents cependant à l'oreille), mais la diversité des termes techniques est grande et les influences mutuelles des vocabulaires sont multiples. Les emprunts récents de A+ à la méthode de lecture des paysages (cf. ci-dessous) a renforcé encore cet intérêt pour les termes vernaculaires.

En cumulant les résultats obtenus sur une douzaine d'années, on débouchera, à moyen terme, sur la publication d'un *Dictionnaire des termes vernaculaires concernant l'anthropologie, la géographie et l'histoire utilisés dans l'Ouest malgache*.

La recherche des toponymes peut aussi s'avérer intéressante. Ils font souvent référence à des groupes, à des milieux naturels ou à des particularités qui ont disparu : Andalambazimba, Ampasambazimba, littéralement « le chemin des Vazimba »⁴⁰ ou « le tombeau des Vazimba » ; Analabe, Analamanga, « la grande forêt », « la belle forêt » (alors qu'on se trouve en pleine savane) ; Analamay, « la forêt brûlée » ; Androvabe ou Androvakely, qui gardent le souvenir d'un gros (*be*) ou d'un petit (*kely*) poste militaire merina ; Bejirike signalant un ancien repaire de bandits... Mais, ils se réfèrent encore plus souvent à des circonstances actuelles ou récentes, Marovoay (« beaucoup de crocodiles »), Ambalanaombe (« les parcs à bœufs »), Vovotelo (« les trois mares »), Ankirijibe (« le grand abreuvoir »), Ambalakida (« l'enclos où poussent des bananes »). Il est rare que le relevé des toponymes n'apporte pas des informations essentielles et ne constitue pas une excellente occasion pour démarrer des entretiens villageois.

⁴⁰ *Vazimba* a ici le sens générique de population ancienne n'ayant pas laissé de descendance directe sur place.

L'approche descriptive

Il s'agit, en premier lieu, de permettre à l'équipe de se familiariser avec le village, avec son terroir et son environnement afin d'en connaître les toponymes, la structure du relief, les logiques géographiques... Il s'agit aussi – et surtout – d'établir un certain nombre de cartes (la schématisation est acceptée) qui serviront de support à l'analyse. On cherche avant tout à

décrire, à appréhender la manière dont la société villageoise s'inscrit dans l'espace.

On ne cherche pas encore à vraiment expliquer les phénomènes. Toutefois, les lectures (géographique ou sociale) du paysage dépassent la simple description et mettent déjà sur la piste d'éléments d'explication.

quête, de montrer qu'on n'a pas peur de marcher dans la boue et de se salir les mains...

On cherche surtout à repérer l'agencement de l'ensemble du territoire villageois, ses éventuels clivages internes et les limites avec terroirs et territoires voisins.

On fera parler autant que possible les villageois sur le climat et ses variations récentes (source inépuisable), sur les causes probables de ces variations (thème qui permet une première plongée, surprenante pour le débutant, dans le domaine de la Surnature), sur l'hydrographie, sur les typologies empiriques de sols, sur l'é-

puisement des pâturages et la nécessité de faire transhumer le bétail, sur les particularités locales de la déforestation... L'avantage de ce type de questionnement est double. Il donne une première idée des logiques mentales, souvent très différentes, au moins en première approximation, des logiques cartésiennes. Il confirme, ensuite, dans l'esprit des villageois, que ces enquêteurs ne sont pas comme les autres puisqu'ils acceptent, sans ricaner, des explications faisant intervenir des malédictions, des transgressions d'interdits et puisqu'ils ne traversent pas le terroir au pas de course.

Encadré n° 12 : Schémas 1 et 2

Les schémas suivants décrivent un transect effectué dans les hautes terres. L'occupation de l'espace y étant plus nette et le paysage plus anthropisé, la description y est plus claire que dans l'Ouest aux apparences plus confuses. Dans l'exemple choisi, il y a eu deux « transects ». Un premier (schéma 1 page 67) a permis de repérer les limites externes des territoires villageois dans une microrégion où ces limites jouent un rôle économique et social particulièrement important. Le second (schéma 2 page 68) s'est déroulé à l'intérieur du terroir villageois.

Le schéma 1 contournant puis traversant la zone rizicole a permis de localiser et d'enquêter rapidement tous les villages voisins d'Ambohidranandriana, village-cible principal. On a ainsi repéré les limites de voisinage et commencé à estimer sommairement les liaisons existant entre chacun des villages et Ambohidranandriana, micropôle régional. Le tracé au crayon reconstitue à peu près l'itinéraire suivi par les équipiers. Il a fallu un peu moins d'une douzaine d'heures pour partir d'Ambohidranandriana et y revenir avant la tombée de la nuit.

Le schéma 2 décrit le transect effectué à l'intérieur du territoire d'Ambohidranandriana en un peu moins de dix heures. Les étapes suivantes ont jalonné le parcours, avec chaque fois des commentaires villageois :

1. La zone « archéologique » (tombe anonymes, restes de la résidence des souverains locaux).
2. Les fossés nord du village, creusés au XVII^e siècle et réaménagés en vergers de pommiers.
3. Des champs de cultures sèches que se partagent les villageois d'Ambohidranandriana et leurs alliés du village voisin de Voahasina.
4. Le lieu sacré où l'on enterre les garçons morts avant d'avoir été circoncis.
5. Les pépinières rizicoles de Mahatsinjo.

6. La petite forêt sacrée au pied de la colline où figurent la plupart des tombeaux lignagers.
 7. Le petit village de Voahasina encore inscrit dans son ancienne enceinte fortifiée.
 8. Les champs de cultures sèches que se partagent les habitants de Voahasina, de Manjakavoahasina et d'Ambohidranandriana.
 9. Le parcours en surplomb au-dessus des pépinières nord d'Ambohidranandriana.
 10. Le terrain de football et l'église catholique.
 11. La forêt rendue sacrée par la présence d'une tombe anonyme.
 12. La traversée des pépinières ouest du village.
 13. Le surplomb où figurent la plupart des cultures sèches du village, la vue sur la plaine rizicole d'Ankeniheny est excellente et permet un premier repérage de la situation foncière.
 14. La traversée de la plaine rizicole d'Ankeniheny.
 15. La rivière Vavarahana marque la limite sud du terroir villageois ; l'examen des prises d'eau permet de comprendre certaines des difficultés techniques auxquelles se heurtent les villageois.
- De 15 à 16 : Plusieurs rizières définitivement ensablées à la suite des débordement incontrôlés de la Vavarahana.
16. Les pépinières d'Ambohimanatrika intéressantes d'un point de vue technique (système de terrasses particulièrement sophistiqué).
 17. id.
 18. Les pépinières sud-est d'Ambohidranandriana.
 19. Les pépinières sud d'Ambohidranandriana.
 20. Les fossés sud du village particulièrement bien conservés d'un point de vue archéologique.

Schéma 1 : Transect des territoires villageois entourant Ambohidrandriana (au 1/40 000)

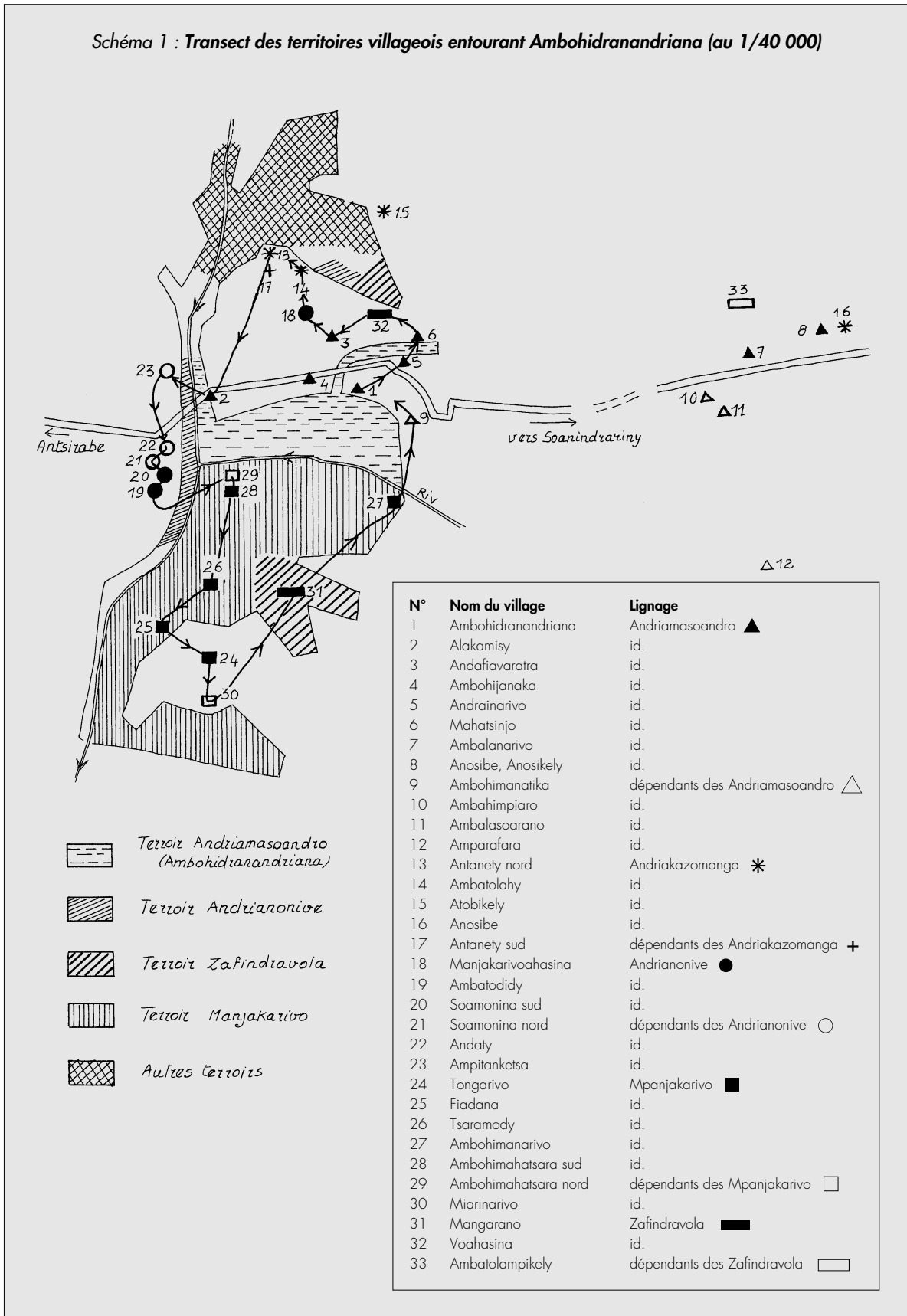
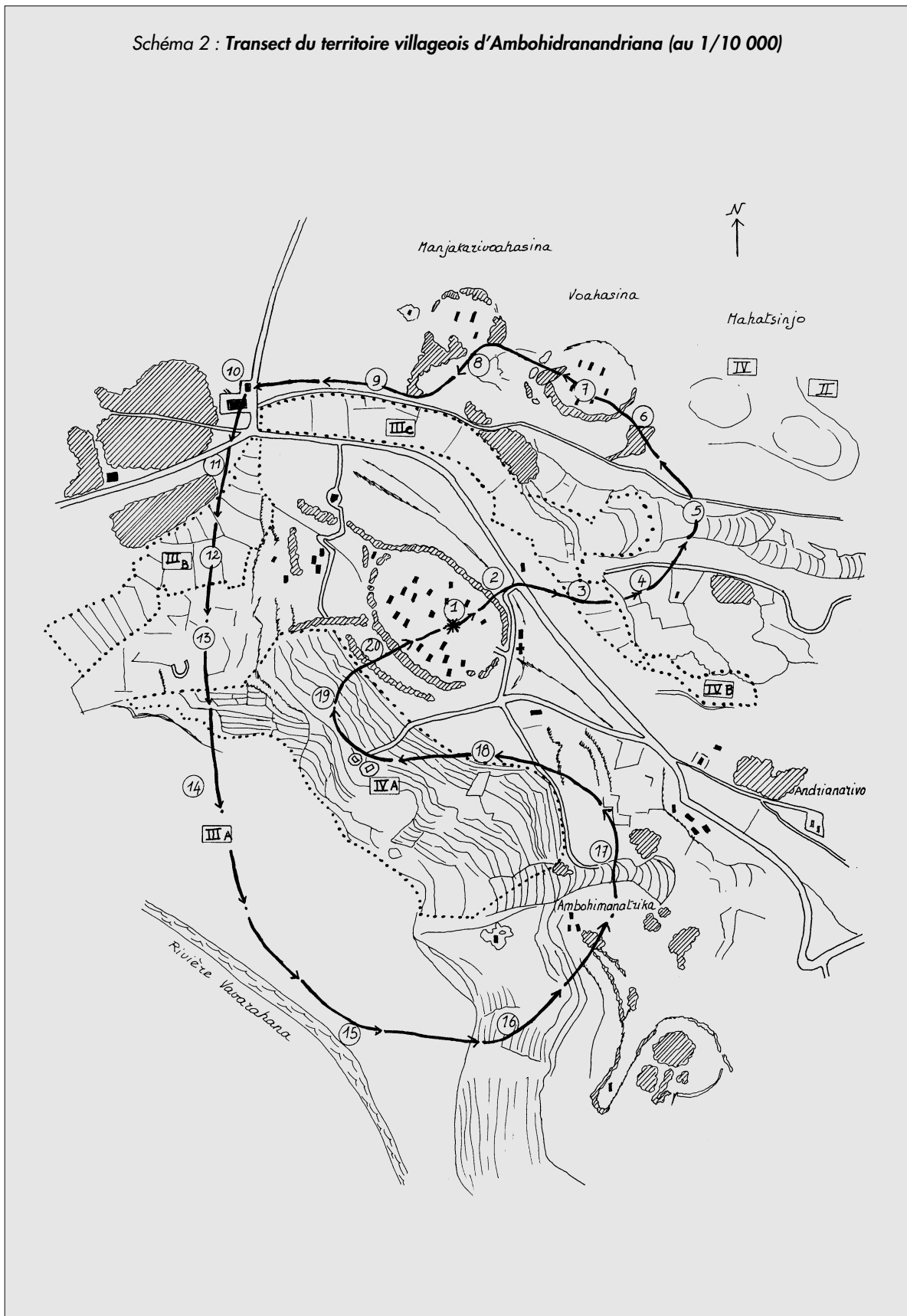


Schéma 2 : Transect du territoire villageois d'Ambohidranandriana (au 1/10 000)



● La lecture géographique du paysage

C'est là l'acquisition la plus récente de A+ qui tend aujourd'hui à distinguer une lecture « géographique » des paysages, directement inspirée de la méthode mise au point par Chantal Blanc-Pamard sur l'Imerina et le Sud-Ouest malgache (C. Blanc-Pamard 1985, 1986, 1988, 1993), et une lecture anthropologique du paysage social. L'outil cartographique, sous une forme simplifiée ou schématisée, permet de concentrer l'information en un petit nombre de documents faciles à utiliser. La méthode de lecture géographique du paysage est résumée ici à partir de plusieurs textes de C. Blanc-Pamard.

« La parole est à ceux qui utilisent le milieu... On part du regard du paysan et on donne la parole au paysan. (On cherche à) rendre intelligibles les découpages établis par les agriculteurs et repérés dans le paysage... Il s'agit de faire parler le paysage dans le langage de la société qui l'utilise. Le langage du paysan sur le paysage est une information ; il apporte des connaissances si on peut le déchiffrer. (On met en rapport) la connaissance empirique que la société a de son milieu (système de classement du milieu mis en mots par les paysans) et l'analyse scientifique qui en est faite... »

Le paysage est une construction paysanne globale, un ensemble organisé par les interactions qui relient entre elles les différentes facettes, en appelant facette une unité spatiale de combinaison des données écologiques et des données d'utilisation. À chaque facette correspond un terme local et une unité parfaitement et spécifiquement identifiée par ce terme. .../... On a au bout du compte un espace recomposé dont chacune des facettes apparaît comme une entité dotée d'une signification globale tant au plan de l'écologie qu'au regard de l'utilisation...

Une telle étude ne doit pas être seulement descriptive mais opérationnelle. Le paysage se met à signifier. Le comprendre, c'est se donner les moyens d'une intervention mieux appropriée... Rien ne sert de faire des projets d'aménagement si ceux-ci ne tiennent pas compte de la perception et de l'utilisation paysannes du milieu. Rien ne sert de faire un aménagement hydro-agricole de la plaine si on ne connaît pas la gestion amont-aval de l'eau... Rien ne sert de proposer des mesures anti-érosives si on ne sait pas la perception que les paysans ont de l'érosion... ».

En résumant ce que l'on a retenu, pour l'instant, de l'apport, original et efficace, de cette méthode de lecture du paysage, on pourrait mentionner au moins les points suivants (cf. encadré n° 13) :

Encadré n° 13 : La lecture géographique du paysage

1. De longues conversations avec les villageois, sur les lieux mêmes, permettent :

- de construire un glossaire détaillé des termes vernaculaires utilisés pour décrire le milieu, les différents types de sols, le relief, les types d'exploitations ;
- de caractériser les « facettes », c'est-à-dire les unités spatiales retenues par les paysans pour décrire leur milieu et leur terroir.

2. On part des facettes, issues de l'analyse paysanne spontanée, pour les caractériser sur des bases scientifiques en utilisant les connaissances du géographe et surtout de l'agronome, si on a la chance d'en avoir un dans l'équipe.

3. Une enquête rétrospective est tentée pour apprécier tous les changements intervenus dans chacune des facettes au cours des dernières années.

● La lecture du paysage social

Des aspects importants de l'organisation sociale sont clairement inscrits dans l'espace. Avec un peu d'habitude, ils peuvent être repérés avant toute question. L'encadré n° 14 (cf. pages 71, 72 et 73) tente d'explicitier, en les résumant, les règles qui sous-tendent la façon dont un village de l'Ouest ou du Sud-Ouest s'inscrit dans l'espace.

Pour faire une lecture initiale simple sans recourir encore aux commentaires villageois (qui, bien entendu, seront indispensables ultérieurement), on procède en trois temps :

- ◆ une première visite méthodique du village permet d'esquisser un premier plan assez précis où figurent les cases, les parcs à bœufs, les espaces sacrés, les principaux éléments naturels (grands arbres, limites de la forêt, cours d'eau, mare, etc.). Les regroupements

lignagers probables sont ébauchés en fonction de la disposition des lieux. C'est ce que nous avons convenu d'appeler le plan provisoire ;

- ◆ ce plan est confronté avec un ou plusieurs informateurs qui corrigent les erreurs (telle case n'appartient pas à tel ensemble lignager, le poteau cérémoniel de tel lignage est placé à tel endroit hors plan, la limite réelle entre deux espaces lignagers voisins n'est pas celle que nous avons cru voir...)

- ◆ les généalogies simplifiées sont portées sur la carte.

À des fins pédagogiques, nous avons reconstitué cette démarche sur l'exemple d'un village masikoro cartographié dans le cadre d'une étude autrefois effectuée par H. Lavondès dans le Bas-Mangoky où l'on s'apprêtait à effectuer de pharaoniques aménagements (1967, p. 24-25). Nous avons préféré cette carte aux schémas rustiques élaborés dans le cadre de A+, d'abord pour des raisons esthétiques car les équipes A+ ont été, jusqu'à présent, mal dotées en dessinateurs de talent. Ensuite, et surtout, parce que la disposition des lieux à Bekoropoka est très proche de l'idéal-type de l'espace social d'un village sakalava

ou masikoro. On y trouve peu de ces exceptions qui, dans l'Ouest malgache, obscurcissent sérieusement la description des normes.

Nous présentons donc, d'abord, la carte brute de Bekoropoka (cf. schéma 3, page 72). En regard, nous avons placé les hypothèses qu'inspire directement la lecture de la carte avant toute question. Ces hypothèses sont portées sur la carte provisoire (cf. schéma 4, page 74) du village. Un travail sur cette carte avec deux ou trois bons informateurs villageois permet de corriger les erreurs, chacune de celles-ci devant faire l'objet d'une investigation puisqu'il doit normalement s'agir d'« anomalies ». Il permet aussi de cartographier sommairement les généalogies simplifiées. On obtient ainsi une carte simplifiée du village. Elle est simplifiée en ce sens qu'on ne recherche pas l'exactitude géographique.

Dans l'impossibilité actuelle de nous rendre à Bekoropoka pour vérifier l'exactitude de la carte provisoire, les informations figurant dans le schéma 5 (cf. page 75) sont encore des hypothèses. Elles visent seulement, ici, à aider le lecteur à comprendre le déroulement de la démarche.

Encadré n° 14
Habitat villageois et structures lignagères

Le site idéal d'un village de l'Ouest est un lieu suffisamment élevé pour ne pas être atteint par les plus grandes crues (mais la région est, le plus souvent, désespérément plate), à peu de distance de la forêt, avec un accès facile à une zone plus humide (rives d'un cours d'eau ou d'un lac) favorable à des cultures. La proximité d'un bon pâturage n'est pas forcément un avantage, car les bœufs se portent mieux s'ils ne vivent pas trop au voisinage des humains. Un examen du réseau de relations des fondateurs fait souvent apparaître que, quand le village est né, il se trouvait au centre d'une sorte de toile d'araignée formée par le réseau de villages, de hameaux et de pâturages de leurs parents et alliés.

L'emplacement de la case du *mpitoka* fondateur est presque toujours choisi en fonction de la proximité d'un lieu déjà sacré ou qui pourrait le devenir, par exemple un tamarinier multiséculaire dont l'agréable ombre épaisse était déjà appréciée par un ancêtre respecté qui venait y admirer ses bœufs. La case se situera à peu de distance à l'ouest de ce tamarinier qui deviendra le cœur de l'espace cérémoniel du lignage fondateur, certainement le lieu le plus « chargé » du futur village. À deux ou trois mètres à l'est de cette case, on enterrera le *toñy tanà* (talisman protecteur du village), signalé à l'attention des passants par un arbre planté sur son emplacement exact. Les autres cases vont se disposer en fonction de ce choix initial. Aucune d'elles ne devra se trouver plus à l'est, ou être plus haute, ou plus « luxueuse » que celle du *mpitoka* du lignage fondateur.

La proximité de tombeaux anciens dont on a oublié l'origine peut être considérée comme un avantage pour un *mpitoka* fondateur capable d'en contrôler les effets potentiellement négatifs. En effet, si les esprits liés à ces tombeaux sont en paix, ils ne viendront pas importuner les villageois. Le *mpitoka* et l'*ombiasy* responsables de cette paix en verront leur prestige augmenté.

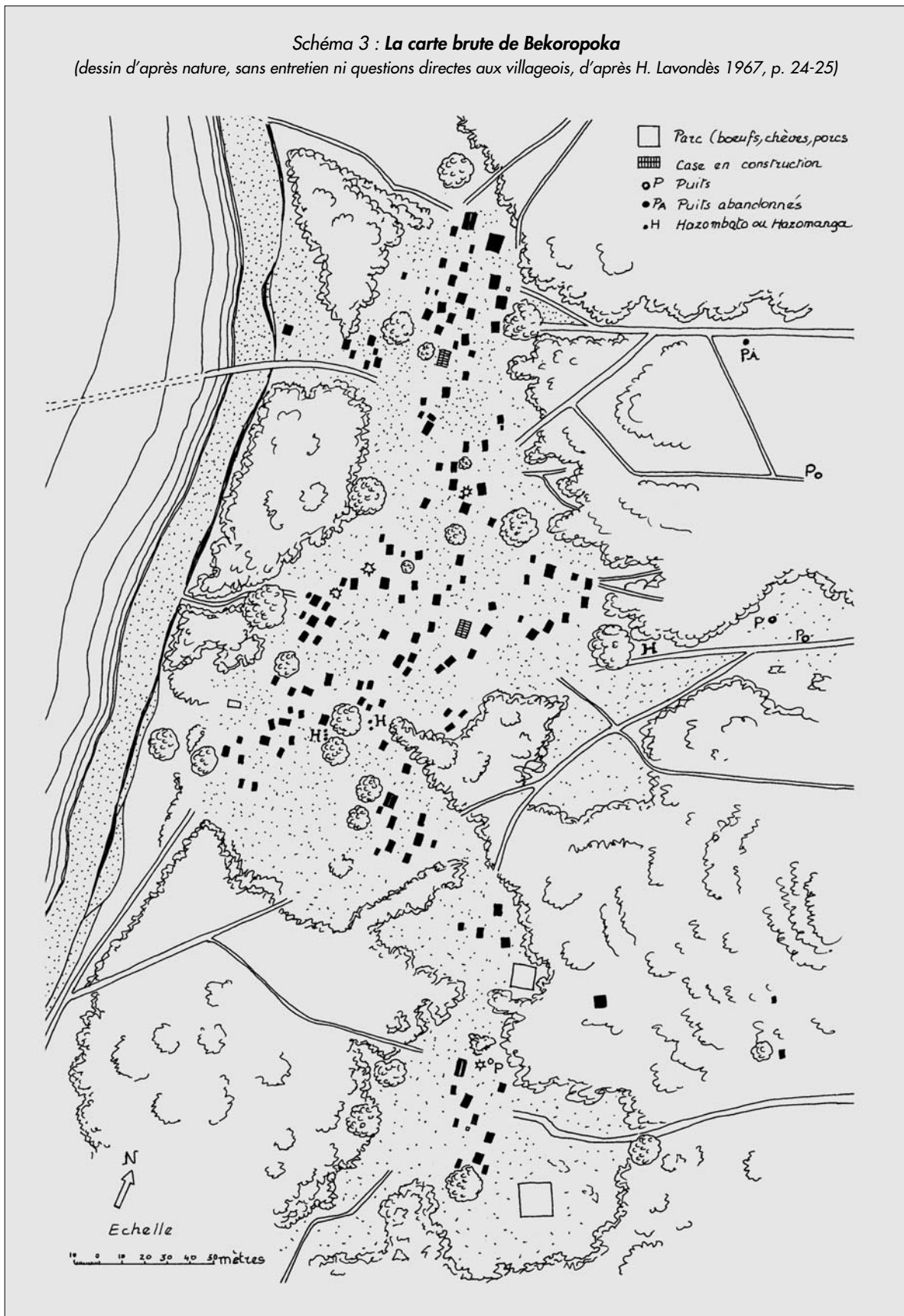
Comme l'indique justement H. Lavondès à propos de Bekoropoka (1967, p. 147), « le facteur principal de la topographie du village est la structure lignagère ». Comme pour les réunions villageoises, les règles sont à la fois strictes et appliquées avec un certain laxisme. Le prestige se lit d'abord sur un axe est-ouest passant par la case du *mpitoka*. Il y a plus de prestige à être placé au nord de cet axe qu'au sud. Sur ce point, les règles sont claires. Sur l'axe est-ouest, on trouve suc-

cessivement, le *mpitoka*, les autres représentants des générations aînées (les frères ou les cousins du *mpitoka*), puis les jeunes chefs de ménage théoriquement (mais c'est souvent très confus) hiérarchisés sur un axe nord-sud en fonction de l'ancienneté de leur lignée. À l'extrême ouest, les *ampela tovo*, jeunes filles célibataires, dans de petites cases édifiées dès leur puberté, un peu à l'écart à l'intérieur de l'espace lignager afin qu'elles puissent recevoir discrètement leurs partenaires d'une nuit. Les groupes de migrants récents devraient logiquement s'installer à l'ouest et au sud-ouest en fonction de leur date d'arrivée.

Les règles sont relativement claires mais leur application est souvent très laxiste. Le grand nombre d'exceptions est désespérant pour l'ethnologue cartésien (s'il en existe). Par contre, il peut être très riche d'enseignements de commenter une par une les circonstances de chaque exception. Par exemple, un lignage conteste sa prétendue infériorité sur l'échelle généalogique des valeurs, ou un individu profite de l'emplacement plus prestigieux de l'un de ses maternels pour s'incruster en un lieu qui ne devrait pas vraiment être le sien ; un migrant refuse sa place au sud-ouest pour s'établir discrètement à proximité de ses alliés locaux plus prestigieux. Ces derniers peuvent être tentés d'accepter cette petite tricherie pour densifier leur espace lignager afin de donner l'image d'un groupe quantitativement important. Mais ils peuvent aussi remettre vigoureusement l'intrus à sa place.

Comme l'indique H. Lavondès, les grands lignages « fonctionnent comme des centres d'agrégation par l'intégration dans leur espace résidentiel de parents en ligne indifférenciée et d'alliés » (1967, p. 149).

En fait, l'habitat villageois se renouvelle rapidement. Les cases en matériau végétal ne durent guère plus de quatre ou cinq ans. Quand un chef de ménage doit en construire une nouvelle, rien ne s'oppose vraiment à ce qu'il change de site pour choisir un voisinage plus prestigieux. En repassant à quelques années d'intervalle dans un même village, on découvre que beaucoup d'emplacements ont changé, au point que certains quartiers sont devenus méconnaissables. « Tous les habitants de Bekoropoka sont reliés par des chaînes ou des réseaux de relations de parenté et d'alliance dont l'enchevêtrement est le principe organisateur » (H. Lavondès 1967, p. 150, souligné par nous).



La démarche générale

◆ On recherche l'est pour localiser la case du *mpitoka hazomanga* du lignage fondateur, centre moral du village, et le groupe de cases appartenant à ce lignage placées plus à l'est que les autres. Il est généralement facile de repérer, à l'ouest de l'espace lignager, les petites cases des *ampela tovo*, les jeunes filles célibataires.

◆ Par rapport à l'axe est-ouest passant par la case du *mpitoka*, on essaie de repérer, par leur localisation, les deux ou trois autres lignages importants du village, en général moins à l'est et plus au nord (le nord vient juste après l'est dans l'échelle du prestige). Normalement, les lignages secondaires devraient se trouver repoussés vers le sud et l'ouest.

◆ On repère les parcs à bœufs.

◆ On recherche tout ce qui constitue l'espace sacré du village :

– le *toñy tanà* (talisman protecteur du village), repérable à l'est de la case du *mpitoka* ;

– les tamariniers servant de lieux de réunion et les tamariniers habités par des esprits. Tous sont remarquables par leur allure majestueuse, leur ombre épaisse, la propreté du sol, leur situation grosso modo à l'est de la case du *mpitoka* ; s'il s'agit d'un tamarinier « habité » par un ou plusieurs esprits, on note la présence de restes d'offrandes (notamment des flacons vides de rhum) ;

– les poteaux cérémoniels, *hazomanga*, toujours à l'est de la case du *mpitoka*. Chez les Sakalava, il n'y a pas de *hazomanga* lignager proprement dit, mais des *hazomboto*, pieux aiguisés dirigeant leur pointe vers le ciel en symboles phalliques qui commémorent la circonscription des hommes du lignage.

La démarche appliquée à la carte brute de Bekoropoka

Les points qui paraissent bien établis

◆ Le lignage fondateur est localisé, comme il se doit, au centre et à l'est du village (lettre A). La case du *mpitoka hazomanga* est probablement celle que nous avons désignée par MpHa. Le tamarinier sacré et les *hazomanga* sont très nettement à l'est-sud-est de cette case (Ta et Ha). Si les cases à l'ouest de MpHa, sur toute la largeur du village, appartiennent effectivement au lignage A (l'hypothèse est plausible, car on ne voit pas

apparaître, à leur orient, d'autres lieux cérémoniels), on voit se dessiner un lignage puissant regroupant pas loin d'une trentaine de cases, dont certaines de taille importante, largement étalées dans l'espace, ce qui constitue un indice d'ancienneté. Le lignage est probablement fortement hiérarchisé en lignées de statuts inégaux car l'étalement sur l'axe est-ouest porte sur plus de cent mètres. Si les statuts étaient voisins, l'étalement se serait sans doute plutôt produit sur un axe nord-sud.

◆ Le lignage B apparaît bien soudé avec une quinzaine de cases bien groupées et quatre ou cinq cases nettement plus grandes (parmi elles, peut-être, une épicerie ou un bâtiment officiel sous contrôle du lignage) plus quelques cases d'*ampela tovo*. Il est aussi stratégiquement bien placé : le plus important chemin conduisant au village débouche droit sur le tamarinier du lignage. La situation relativement prestigieuse au nord semble indiquer que le lignage B était, lors de la fondation de Bekoropoka, proche de A (*mpiziva* ?).

◆ Le lignage D, nettement isolé, en plein sud, est très probablement composé de migrants assez récents, pas encore très insérés dans la société villageoise. E et F sont aussi, sans doute, dans ce cas.

◆ Le lignage G est peut-être composé d'anciens dépendants ou, sinon, de migrants de bas statut. Il est forcément bas sur l'échelle du prestige puisque placé à l'extrême ouest, à quelques mètres à peine au sud de la zone de buissons et de forêts qui servent vraisemblablement de latrines publiques.

Les points incertains

◆ Il est difficile, *a priori*, d'y voir clair pour C (petite dimension, espace très réduit entre le grand lignage A et le lignage G, de basse extraction ; il s'agit peut-être d'un lignage « gendre » de A ?) et pour J, peut-être simple pseudopode lancé par A ou B, voire même lignage bien autonome mais étroitement allié à la fois à A et à B.

La grande dimension du parc à bœufs de F, alors que seules trois cases apparaissent, pose problème. La première explication qui vient à l'esprit est celle de la « résidence secondaire » d'un *mpañarivo*.

Schéma 4 : La carte sociale provisoire de Bekoropoka

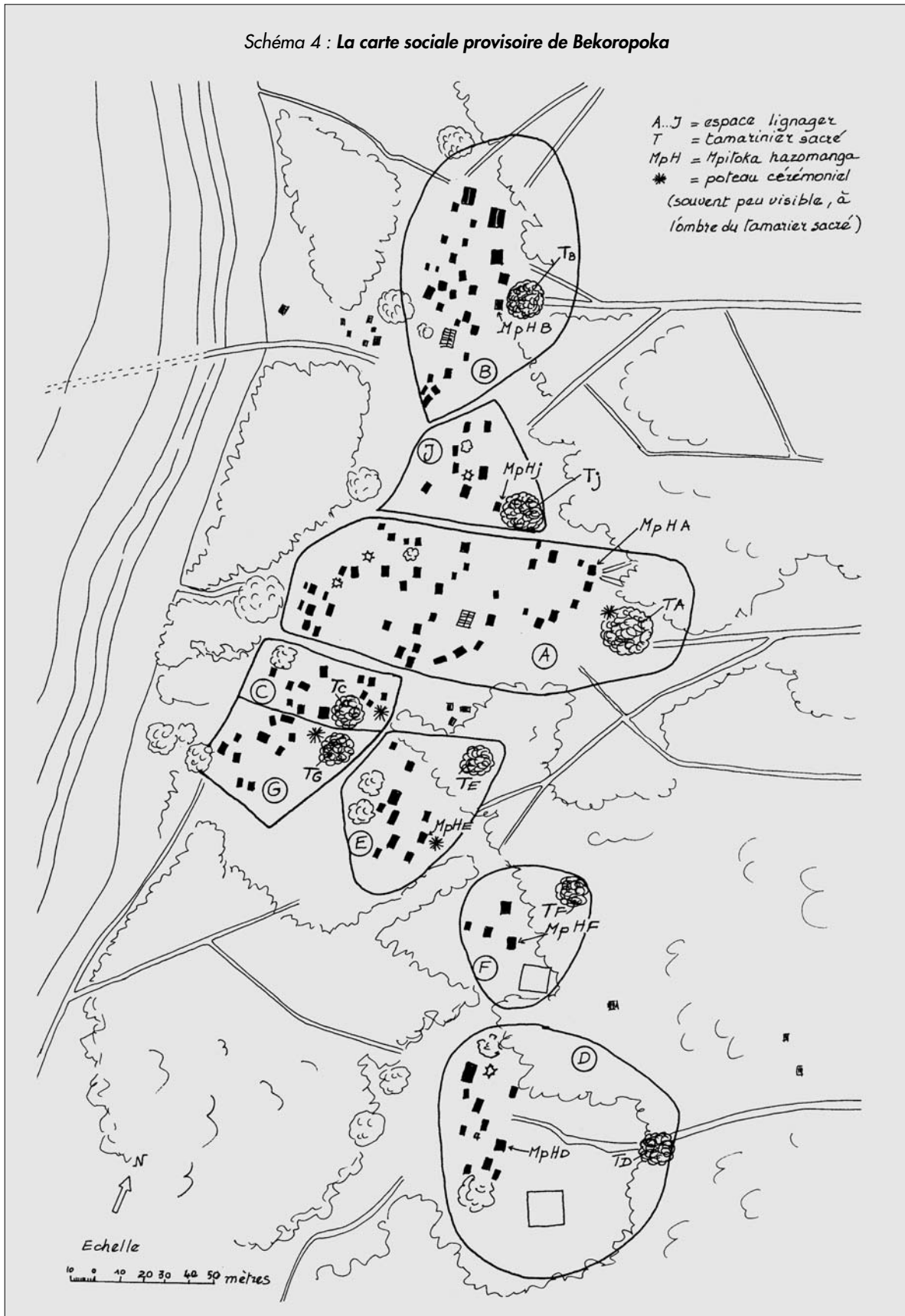
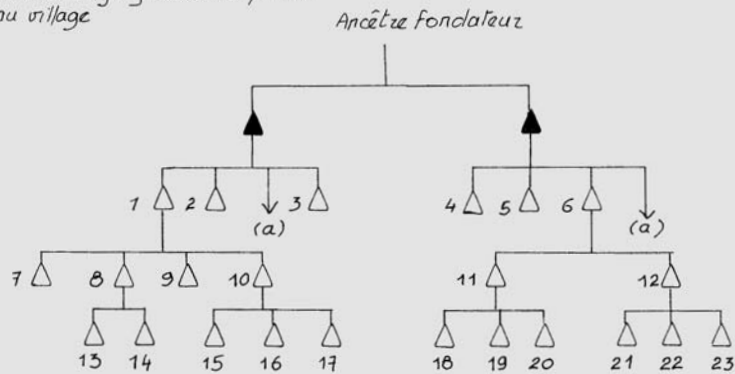


Schéma 5 : La généalogie simplifiée du lignage A et sa transcription sur la carte définitive

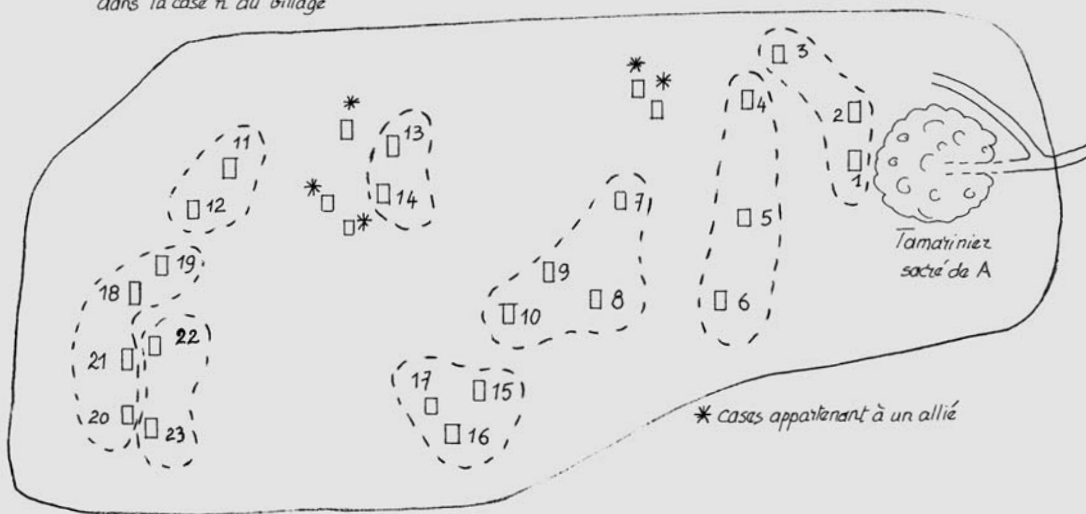
Seules ont été retenues les cases habitées par un chef de ménage adulte, à l'exclusion des cases de jeunes filles célibataires. Les greniers, cuisines isolées et cases ne servant pas à l'habitation ne figurent pas non plus sur ce schéma. On note que les représentants des générations les plus anciennes (1, 2, 3, 4, 5, 6) sont placés à l'est. La proximité de 1 et 2 est fréquente chez les Masikoro, le 2 (*fahatelo*) étant appelé à succéder à 1 pour la charge de *mpitoka hazomanga*. Chez les

Sakalava, la case de 1 serait plus éloignée de 2 et plus nettement placée à l'est. Pour les gens moins bien placés dans la hiérarchie, l'utilisation de l'axe est-ouest n'est pas rigoureuse. Par exemple, 13 et 14, appartenant à une lignée plus ancienne, devraient se trouver plus à droite sur le schéma que 15, 16 et 17. De même, de 18 à 23, tous jeunes chefs de ménage, d'âge voisin, les vraies hiérarchies ne sont pas respectées. On notera la proximité spatiale des fratries (en pointillés).

- Généalogie simplifiée du lignage A (les données présentées ici sont fictives, dans la mesure où il n'y a pas été possible de les vérifier sur le terrain)
- (a) lignée ayant quitté le village
- ▲ homme défunt du lignage
- △ homme de lignage vivant et présent au village



• le n° n de la généalogie vit dans la case n du village



(Extrait du schéma 4 pour le lignage A).

● Les schémas de terroir

Dans la situation idéale (décrite ci-dessous avec les schémas 6 et 7, pages 77-78), on dispose de photographies aériennes qui permettent une cartographie sommaire, mais relativement rapide des parties les plus importantes du terroir. Quand ces photographies n'existent pas, il reste parfois possible (c'est le cas à Morondava et, sous certaines conditions, à Tuléar) de recourir à des ULM qui, pour des sommes raisonnables, permettent d'excellentes photos aériennes. Le programme Gerem (Gestion des espaces ruraux et de l'environnement à Madagascar), issu du partenariat CNRE/IRD, a ainsi pu constituer un remarquable ensemble de photos de villages sur les lieux de ses recherches aux abords de la forêt Mikea à 150-200 kilomètres au nord de Tuléar.

Les schémas 6 et 7 représentent ainsi à peu près ce qu'on peut faire de mieux dans un séjour de plusieurs semaines sur le terrain et certainement pas dans un simple A+ accéléré. Pour un tel résultat, on doit disposer de photos aériennes récentes et travailler sur les hautes terres où l'espace est minutieusement ordonné avec des dessins de parcelles par-

faitement nets. Dans l'Ouest, la situation n'est jamais aussi claire. Les cultures de décrue, en bordure des cours d'eau, apparaissent souvent, vues d'avion, comme un enchevêtrement de broussailles diverses. Les zones déforestées sont plus nettes, mais il est souvent difficile de savoir si le *hatsake* est récent, plus ancien mais encore cultivé, ou abandonné. La végétation luxuriante n'est certainement pas une alliée de photo-interprètes sous-équipés et non spécialisés.

Quand toutes les conditions favorables sont réunies comme dans le cas décrit ci-dessous, la démarche consiste à représenter l'ensemble du terroir, à le découper en un petit nombre de parties à peu près homogènes et à procéder à un premier rapide inventaire foncier avec l'aide d'un petit nombre de personnes-ressource. Dans le schéma 7, une seule personne nous a servi d'excellent informateur puisque les recoupements ultérieurs n'ont pas fait apparaître d'erreur vraiment importante. Le dessin à partir des photos aériennes a mobilisé deux personnes pendant une semaine. L'attribution des parcelles à leur propriétaire a demandé quatre demi-journées plus deux demi-journées pour effectuer les recoupements.

L'approche ethnographique

Elle utilise les méthodes d'observation aussi participantes que possible, chères aux ethnologues et anthropologues. Il s'agit donc d'être présent assez longtemps sur place et de s'y fondre autant qu'il est possible dans les activités villageoises sans se faire trop d'illusions cependant car un *vazaha* ou un Malgache non autochtone venus de la ville ne passent jamais inaperçus, même si on affecte, au bout d'un certain temps, de considérer leur présence comme routinière.

Le recours à l'ethnologie tel qu'on l'entend ici n'a rien de formel. Il n'implique pas une connaissance très approfondie des concepts de la discipline. On peut n'avoir jamais lu Lévi-Strauss et être un bon ethnologue dans cette perspective. Ce qui importe c'est une ouverture d'esprit, une sensibilité, une curiosité qui conduisent à observer les gens avec la volonté de mieux les comprendre. On cherche à aller aussi loin que possible dans la perception des fortes cohérences mentales qui caractérisent l'univers villageois. On cherche aussi à mettre à jour les « institutions » qui

structurent en profondeur la vie villageoise alors que personne n'en parle jamais (clans, lignages, lignées...). L'observation joue ici un rôle plus important dans la recherche que les communications verbales. Elle est inséparable d'une certaine lenteur, même si de bonnes connaissances ethnographiques antérieures font gagner beaucoup de temps aux spécialistes de la région. Pour entretenir ce capital de connaissances et le développer, les informations ethnographiques obtenues sur chaque nouveau terrain devraient pouvoir être « stockées » dans un fonds commun régulièrement actualisé. L'expérience a conduit les équipes A+ à focaliser leur attention sur trois thèmes privilégiés : les généalogies, les conflits et les cérémonies.

● L'approche généalogique

Les généalogies constituent un thème particulièrement riche, nous l'avons vu, et très délicat car comme le dit justement J.-F. Baré, « pour un paysan

Schéma 6 : **Les éléments du terroir d'Ambohidranandriana** (dessinés à partir d'une photographie aérienne au 1/5 000 et d'une reconnaissance sur le terrain par deux équipiers)

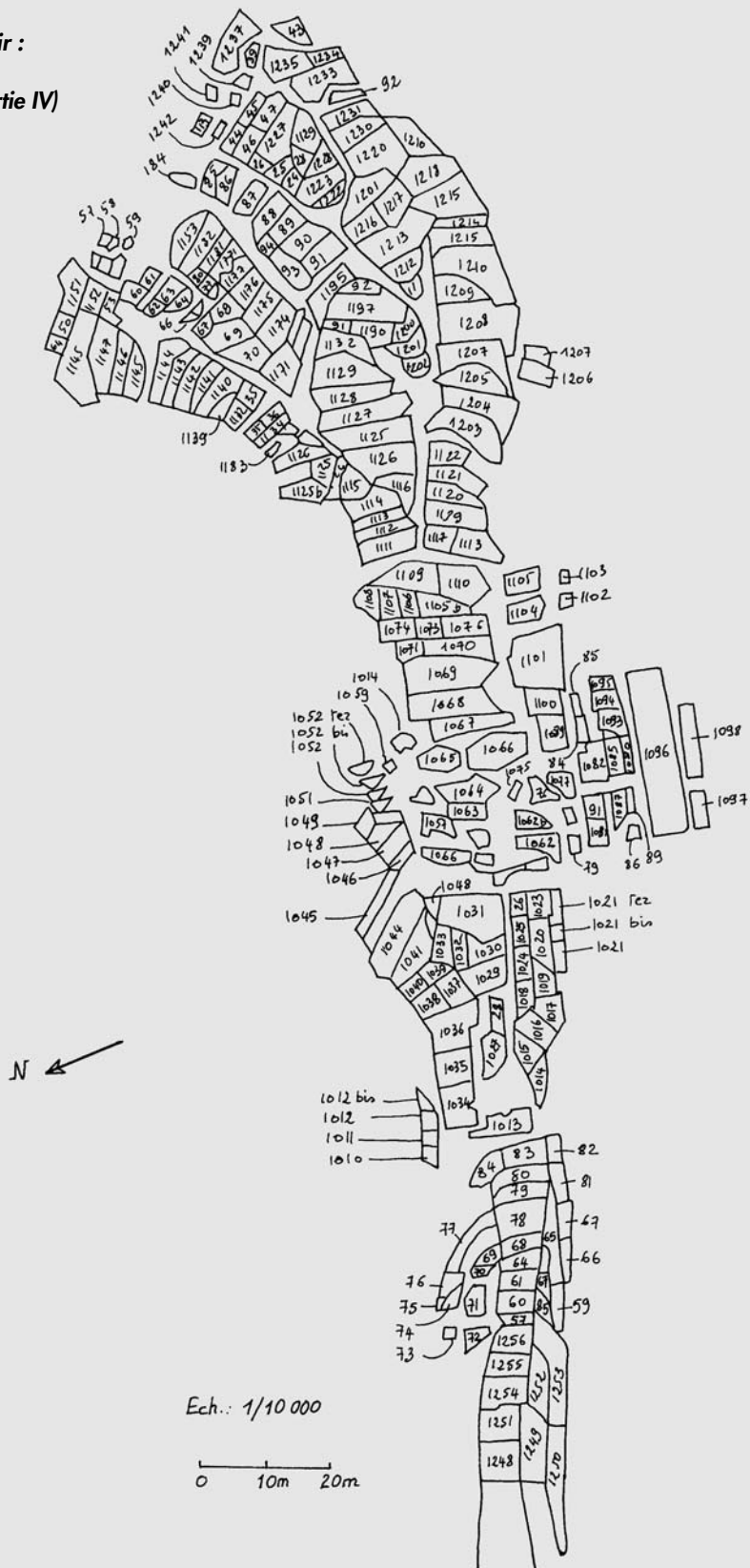
On ne s'intéresse ici qu'à la partie de terroir entourant immédiatement le village :

- I : Plaine rizicole d'Ankeniheny
- II : Pépinières ouest
- III : Pépinières sud
- IV : Pépinières nord
- V : Champs de culture sèche en plusieurs emplacements



Schéma 7 :
Détail d'un élément du terroir :
les pépinières nord
d'Ambohidranandriana (partie IV)

avec les numéros renvoyant
aux noms des propriétaires
de chacune des parcelles



malgache, il n'y a rien de plus intime que sa généalogie » (J.-F. Baré, in Champion B. éd., 1995).

Au sein d'un lignage, seules une ou deux personnes se sentent habilitées à détailler leur généalogie, et aucun interlocuteur n'acceptera de parler d'une autre généalogie que la sienne. L'enquêteur devra, au préalable, expliquer les raisons de cette indiscretion à son interlocuteur, puis aux ancêtres eux-mêmes à travers un petit rituel comportant une brève invocation et une aspersion de rhum. Techniquement, la tâche n'est pas aisée et une certaine expérience est souhaitable car il faut noter vite et bien, parfois sur de grands rouleaux de papier, alors que l'on ne dispose généralement ni de chaise ni de table. Il faut veiller aussi à l'état de fatigue de l'informateur qui est toujours un personnage âgé dont le recours à la mémoire peut être laborieux.

Pour les généalogies complètes, il est difficile d'estimer à l'avance le temps qui sera nécessaire. Cela peut aller relativement vite quand un ou deux lignages dominant avec, pour chacun, un informateur à la mémoire agile et à l'esprit clair. Dans ce cas, deux ou trois séances de deux heures pour chaque informateur peuvent suffire. Mais cela peut être exagérément long si, comme cela arrive parfois, l'on doit, pour chaque lignage, recourir à plusieurs sources afin de dépasser les multiples contradictions qui sont apparues. En fait, on ne procède à de « vraies » généalogies que lorsqu'on dispose d'un délai suffisant. Dans le cas contraire, on procède à une « approche généalogique simplifiée ».

L'approche généalogique simplifiée

Elle est toujours possible, même si le séjour sur le terrain est court. Il s'agit seulement de repérer les liens de parenté ou d'alliance unissant les chefs de maisonnée. Un informateur de qualité moyenne peut parfaitement donner ces informations en quelques dizaines de minutes. Par exemple, l'ensemble des descendants mâles d'un ancêtre fondateur (lignage A) habitent le même quartier, à l'ouest du tamarinier sacré de A⁴¹. Les petits fils de cet ancêtre, aujourd'hui âgés, habitent dans les cases les plus proches du tamarinier. Les cases 1, 2 et 3 sont dirigées par trois frères âgés ayant chacun leur épouse. Les cases 4, 5 et 6 sont également habitées par trois frères, cousins des premiers. Les sœurs mariées habitent ailleurs, dans le quartier de leur époux. Les générations ont successivement construit leur maison, souvent regroupées par

fratries, à l'ouest des précédentes. Quelques familles alliées ont construit leur case dans le quartier (marquées * sur le schéma).. On obtient ainsi une information simple mais essentielle. Reportée sur le plan du village, qui ne sert pas à grand-chose sans cela, elle fait apparaître les structures qui sous-tendent les rapports sociaux locaux en s'inscrivant avec une certaine rigueur dans l'espace villageois. Ces structures constituent la trame qui rendra clair tout le reste : les alliances, les clivages, les détenteurs de l'autorité, les rapports de domination... L'approche généalogique simplifiée, en raison de sa relative simplicité et de son efficacité, devrait sans doute avoir sa place dans toutes les méthodes d'enquête rurale, même les plus rapides. Mais on attend beaucoup plus d'informations de l'approche généalogique complète.

L'approche généalogique complète

Pour chaque personnage évoqué, il faudrait pouvoir connaître :

- ◆ le nom de son père, le nom du clan/lignage et du village d'origine de sa mère ;
- ◆ son village natal ;
- ◆ le tombeau où il sera enterré et, si ce tombeau est récent, l'emplacement de l'ancien tombeau ;
- ◆ les faits les plus marquants qui ont caractérisé sa vie (chef de lignage, possédé, guérisseur, voleur de boeufs connu, *mpañarivo*...) ;
- ◆ le nombre de ses enfants (pour aller vite, on ne relève que les noms des enfants mariés).

Les mariages multiples (polygamie ou unions successives) devraient être signalés, mais la tâche est souvent délicate et peut, à la rigueur, être bâclée si le temps presse. La prise en compte des enfants décédés en bas âge alourdit trop la tâche et constitue une source d'erreurs. On y renonce généralement, ce qui ne permet donc pas d'utiliser vraiment ces données à des fins démographiques. On doit aussi chercher à repérer les fraternités de sang (alliance forte instituée entre deux personnes qui ne sont pas parentes à la naissance) avec, si possible, un bref récit narratif des conditions dans lesquelles est intervenue cette alliance et une rapide biographie de l'allié. Les parentés à plaisanterie⁴², qui ne concernent que des groupes

⁴¹ Cf. les schémas 4 et 5 pages 74-75.

⁴² Ziva : parenté à plaisanterie, forme de parenté fictive unissant deux groupes lignagers ou ethniques qui impliquent, d'une part, une solidarité à toute épreuve, d'autre part une obligation d'insultes et de dérision. Mpiziva : les parents à plaisanterie.

pris dans leur ensemble, doivent absolument être repérées, mais elles n'interviennent pas dans la présentation des schémas généalogiques.

Lorsque le temps ne presse pas trop, il convient de faire les généalogies de tous les lignages présents au village. Dans le cas contraire, on peut se limiter aux deux, trois ou quatre lignages les plus importants par leur rôle dans la fondation du village, par leur prestige et leur richesse, par le nombre de leurs membres.

La double lecture des données généalogiques

On procède généralement en deux temps pour traiter les données généalogiques.

Une lecture directe permet de voir apparaître des phénomènes sur lesquels les villageois ne donnent généralement que des informations floues, voire inexacts. On voit ce qu'est réellement, dans sa dimension concrète, un clan ou un lignage (clan pour les Tandroy, les Mahafale..., lignage pour les Sakalava, les Masikoro...). On voit apparaître les types d'alliance et leur répartition précise dans l'espace, les isolats matrimoniaux⁴³, la durée moyenne des unions matrimoniales (souvent faible dans l'Ouest où l'on se marie en moyenne quatre à cinq fois dans sa vie), les modalités réelles de succession à la fonction de *mpitoka* (souvent différentes des règles explicites), l'aspect parfois héréditaire de la transmission de certaines formes de possession (ce que peu d'informateurs admettent)...

Une seconde lecture porte sur les « anomalies ». Elle consiste à relever avec soin tout ce qui, dans les généalogies recueillies, ne correspond pas au scénario normal. Pourquoi les *mpitoka* ne sont-ils plus recrutés dans cette lignée aînée ? Pourquoi tel migrant récent, pourtant dépourvu de fortes alliances lignagères locales, dispose-t-il d'autant de terres ? Pourquoi l'isolat matrimonial auquel appartenait depuis longtemps ce lignage a-t-il récemment éclaté ? Les interrogations ainsi soulevées portent presque toujours sur des points sensibles qui ne peuvent absolument pas faire l'objet d'un questionnement direct. Les réponses viendront peu à peu, si l'on a beaucoup de patience et de tact, presque toujours par des voies détournées. Elles seront toujours très riches d'enseignements.

La tâche du « généalogiste » de l'équipe est difficile. C'est pourquoi les équipes A+ la confient généralement à un spécialiste qui peut, nous l'avons vu, n'être pas un anthropologue de formation. Une bonne généalogie impose toujours plusieurs visites à l'informateur principal, d'abord pour dresser le tableau qui servira de base à la réflexion, puis pour éclairer, les uns après les autres, les points obscurs, éliminer des contradictions, expliquer une partie des anomalies constatées, esquisser l'approche biographique de quelques personnages clés...

Les approches biographiques comme compléments aux généalogies

Les généalogies font quelquefois apparaître quelques personnages hors du commun, dont certains sont déjà morts, mais d'autres vivent encore, pas toujours au village. Il est toujours utile de se faire raconter de façon détaillée la vie des premiers, notamment pour découvrir, dans la description idéalisée qui apparaît alors souvent, les modèles de comportements humains qui suscitent l'admiration. Pour les personnages vivants, la démarche n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire, comme l'indique J.-F. Baré (1983-1984, p. 66) : la plupart des témoins sont, dans l'Ouest, persuadés qu'ils n'ont rien d'intéressant à raconter. Ils sont beaucoup plus lyriques pour décrire les hauts faits, par exemple, d'un bandit célèbre de la région (N. Gueunier, M. Rakotondraso 1997). Les meilleurs récits sont souvent ceux obtenus auprès d'un personnage qui a réussi (D. Razafimanantsoa 1991) et qui est heureux de montrer à quel point il ne doit sa réussite qu'à ses propres mérites. Tous ces récits de vie sont à recueillir avec souplesse, en laissant le narrateur errer à sa guise sans lui imposer de contrainte.

Les grands moments de l'histoire régionale, nous l'avons dit plus haut, peuvent aussi apparaître sous un éclairage nouveau et inattendu, dans ces esquisses de biographie.

● **L'observation des conflits**

L'histoire des conflits et des crises survenus au cours des dernières années est souvent moins délicate qu'on ne pourrait le craindre. Sur ce point aussi, les meilleures informations proviennent d'entretiens discrets avec un petit nombre de personnes. Dans l'ensemble, les gens parlent plutôt facilement des conflits qui les

⁴³ Un isolat matrimonial est un ensemble social au sein duquel un groupe déterminé recrute exclusivement ses conjoints. L'isolat définit une relation endogamique : endogamie (et isolat) de clan, de lignage, de groupe ethnique, de village...

concernent, trop facilement, même, parfois, car ils prennent l'enquêteur à témoin pour condamner l'injustice qui leur a été faite, et ils espèrent, malgré toutes ses dénégations, que celui-ci interviendra en leur faveur.

Les types de conflits intéressant la recherche

On cherche en premier lieu à faire un inventaire des conflits, des crises, des difficultés qui sont survenus au cours des dernières années. *A priori*, au moins dans une première approche, il convient d'être peu sélectif. Les problèmes peuvent opposer :

- ◆ les membres d'un même lignage (on en entendra peu parler) ;
- ◆ des lignages différents d'un même village ou, surtout, de villages voisins (cas le plus fréquent) ;
- ◆ le village uni confronté à une « agression » de l'extérieur (un colon autrefois, un concessionnaire aujourd'hui, le *Fanjakana* souvent...).

Les thèmes de litiges les plus fréquents dans l'Ouest malgache concernent par ordre d'importance décroissante :

- ◆ les vols de bœufs ;
- ◆ les conflits fonciers souvent liés aux controverses sur le statut de *tompontany* ;
- ◆ les malentendus entre propriétaires et métayers ;
- ◆ les litiges provoqués par les divagations du bétail.

Secondaires, mais souvent révélateurs, les disputes d'enfants, les bagarres d'ivrognes, et même... les adultères. Il est clair que ces conflits n'intéressent pas l'équipe pour le plaisir de reconstituer une chronique quotidienne indiscrète : il s'agit seulement de faire apparaître des clivages dont on aurait pu ne pas soupçonner l'existence par d'autres moyens. Une fois dégagés de leurs aspects anecdotiques et après avoir été soumis à une critique impartiale, les crises et les conflits paraissent souvent provoqués par un nombre limité de contradictions internes sur lesquelles se concentrera, dès lors, l'attention de l'équipe : par exemple, l'affrontement entre deux *mpañarivo* pour la conquête de l'hégémonie locale, ou des conflits d'autorité résultant de contradictions entre rapports de clientèle et rapports de parenté, entre pouvoirs lignager et magique, ou un vieux contentieux lié à une affaire de bœufs volés mal réglée...

Les vols de bœufs constituent un thème omniprésent et difficile sur lequel les villageois donneront peu d'indications fiables. C'est l'un des très rares thèmes sur lesquels les autorités peuvent fournir des informations

utiles. Le président de *fokontany*, un personnage retenu comme négociateur dans un litige, et même... les gendarmes (qui disposent de statistiques relativement précises et des procès verbaux d'interrogatoires de suspects) méritent d'être interrogés. Sur ce thème, toutes les rumeurs sont intéressantes, même si elles sont fausses (voir l'affaire des prétendus massacres perpétrés dans le Haut-Maharivo rapportée ci-dessus).

Les modalités de résolution des conflits

Il est essentiel de suivre d'aussi près que possible (dans le meilleur des cas comme témoin direct) les modalités de résolution de tous les types de conflits. Qui intervient pour rétablir la paix ? Comment ? Les décisions sont-elles respectées ? Existe-t-il une hiérarchie d'arbitres ? Sous quelles formes rebondit un conflit mal réglé ? Même si on n'a pu suivre toute la procédure (les conflits s'étendent généralement sur plusieurs mois, voire plusieurs années), il n'est généralement pas difficile de s'informer sur la façon dont un conflit antérieur a été réglé. Il est parfois possible, en parlant au principal responsable de l'accord, de recueillir ses commentaires sur la genèse de sa décision.

Les conflits graves, impliquant de nombreux acteurs, débouchent généralement sur des assemblées (les *titike*) au cours desquelles on établit un accord solennel dont la réalisation est placée sous le contrôle des ancêtres. L'observation des *titike*, des discours et des invocations qui sont prononcés à cette occasion, constitue un moment fort de l'enquête. Certains *titike* se prolongent pas des *dina*, accords écrits, dont l'application est placée sous le contrôle de l'État.

● L'observation des cérémonies

Les cérémonies lignagères dans l'Ouest et le Sud-Ouest

Chez toutes les populations rurales malgaches, les cérémonies permettent d'établir une communication directe entre ancêtres lignagers et membres vivants du lignage. On rend hommage aux ancêtres en sacrifiant en leur honneur les plus beaux bœufs du troupeau, on leur fait plaisir en leur montrant à quel point leurs descendants ont su constituer un groupe solidaire et prospère. Plus il y a d'invités et plus ces invités repartent satisfaits, plus les ancêtres du lignage se sentent honorés et fiers de leurs descendants. S'ils sont satisfaits de leurs descendants, ils leur donneront une

prospérité méritée. Sinon, ils peuvent leur envoyer le malheur (*loza*) sous diverses formes (maladies des hommes et du bétail, pauvreté comme avertissement ; morts nombreuses, diminution du troupeau, misère... comme sanctions).

Dans le Menabe, les principaux types de cérémonies sont :

- ◆ les cérémonies lignagères liées au cycle de la vie : avant et après la naissance (*isoron'anake*, *isoron'troke*), la circoncision (*savtse*), le mariage, les funérailles et les prolongements des funérailles (*asa lolo*, *manao lakroa*) ;
- ◆ les cérémonies liées aux possessions provoquées par des esprits lignagers (le *bilu*) ;
- ◆ les possessions non lignagères comme le *tromba*, le *vorombe*, les *kokolampo*, le *doany*... ;
- ◆ des cérémonies moins importantes et laissant moins de place à l'ostentation ont pour objet de satisfaire une demande impromptue émanant des ancêtres (*lolo mila hena*), ou de solenniser un accord collectif (les *titiike*) ; quelques rites secondaires sont dédiés à la nature (prémices, récolte du miel, préliminaires pour l'abattage d'un arbre en forêt...).

Les circoncisions et les funérailles se détachent nettement par leur importance. C'est pendant leur déroulement que le jeu de l'ostentation se déploie dans toute son ampleur.

Un sujet d'observation d'une grande richesse

En fait, les cérémonies sont la vitrine où clans et lignages présentent de façon aussi spectaculaire que possible leur richesse, leur puissance, l'étendue de leurs alliances. On y montrera donc, de façon ostentatoire, à quel point le troupeau lignager est beau et important. Les invités seront reçus de la manière la plus somptueuse. On sera fiers de montrer à quel point ils sont nombreux. Les enquêteurs, surtout s'il y a des *vazaha* parmi eux, seront affichés comme des amis prestigieux venus de loin attirés par la renommée des organisateurs. Les invités doivent repartir repus, après avoir bu au-delà de la satiété.

Les sociétés de l'Ouest malgache ne sont pas formalistes. Les rituels varient souvent au sein d'une même petite région, mais ils sont toujours bâtis sur la même trame. Leur déroulement précis pourrait n'intéresser que l'ethnologue. Nous avons nous-mêmes longtemps pensé que nos enquêtes devaient plutôt se concentrer sur ce qui permet de voir dans la cérémonie l'aboutissement d'un phénomène d'accumulation, sur

l'affichage des réseaux de sociabilité (les divers types d'invités, les réseaux d'alliés, de parents et de voisins...) et sur la manière dont le groupe participe à la sévère compétition liée à l'ostentation cérémonielle. On effectue ainsi un premier repérage des hiérarchies sociales. Qui est puissant et l'emporte dans la course locale au prestige ? Quels sont les perdants ? Comment vit-on la domination des grands... ?

Pourtant peu de cérémonies se déroulent de façon vraiment orthodoxe. Souvent apparaissent des anomalies, petites ou grandes, par rapport aux rituels considérés comme normaux. Ces anomalies peuvent être accidentelles (dues par exemple à l'état d'ébriété d'un responsable), mais elles peuvent aussi être soigneusement calculées et porteuses de sens (un groupe d'invités qui aurait dû être entouré d'honneurs est mal reçu et n'obtient pas la part de viande cérémonielle à laquelle il aurait pu s'attendre). L'état d'ébriété peut être moins spontané qu'il ne semble et cacher un plan délibéré pour exprimer un sentiment agressif...

Les problèmes méthodologiques posés par l'observation des cérémonies

● *Le recours aux témoignages indirects*

Pour une équipe travaillant en temps limité, la probabilité est faible de pouvoir observer plus d'une ou deux cérémonies au cours du séjour au village, même si l'enquête a lieu en pleine saison sèche, époque la plus favorable. Il faudra donc souvent recourir à des témoignages *a posteriori* dans des conditions qui risquent fort de n'être pas très satisfaisantes. On pourra cependant bénéficier des acquis de la recherche fondamentale dans la région. On pourra ainsi établir un cadre-type du déroulement, dans la région, de chaque catégorie de cérémonies. C'est sur la base de ce cadre que l'on essaiera de caractériser les éventuelles particularités rituelles du village ou de certains lignages du village. Une grille spécifique (cf. encadré n° 15, page 85) aide à diriger les entretiens, mais, bien entendu, les meilleurs entretiens ne remplacent absolument pas les observations directes.

● *L'observation directe*

Si l'on a la chance d'être présents au village pour une grande circoncision ou des funérailles (hypothèse la plus favorable), les difficultés ne font que commencer. L'observation des cérémonies villageoises est, en effet, particulièrement éprouvante, mais, en général, les résultats récompensent largement les efforts fournis. Les

observations s'étendent sur plusieurs jours au cours desquels on ne peut dormir que quelques heures de temps en temps. Il faudrait aussi être doté d'une certaine ubiquité car il se passe souvent plusieurs choses importantes au même moment en des lieux différents. Enfin, il n'est pas toujours agréable pour l'enquêteur sobre de vivre plusieurs jours dans une ambiance très « alcoolisée » à laquelle on ne peut éviter de participer au moins de manière symbolique⁴⁴. La meilleure solution technique consiste (quand on le peut) à mobiliser toute l'équipe en répartissant équitablement les tâches et les lieux d'observation. Il est alors utile de multiplier les documents objectifs : photographies, films vidéo, enregistrement des chants et des invocations... dont on pourra tirer parti par la suite. En tout état de cause, l'existence d'une cérémonie importante au village allongera les délais de l'enquête. Il faut se résigner à admettre que les jours de fête ne permettront guère de procéder aux autres observations. Par contre, la richesse des informations collectées lors d'une grande cérémonie permet souvent des progrès spectaculaires, notamment sur le thème des structures locales peu apparentes du pouvoir.

- *Les commentaires postérieurs à la cérémonie*

En pratique, on ne peut envisager de recueillir méthodiquement ces commentaires que dans les cas de séjours relativement longs ou lors de passages répétés. Le mieux est d'enquêter dans les jours suivant immédiatement la fête, quand les témoins n'ont pas eu le temps de se ressaisir pour reconstruire une description consensuelle des faits. L'enquêteur chargé de cette délicate mission et l'enquêté doivent tous deux être expérimentés. Une grille spéciale aide éventuellement l'enquêteur, qui peut très bien s'en affranchir au gré de ses intuitions et des pistes qui s'ouvrent à lui. Elle vise à repérer des conflits qui s'étaient jusqu'alors exprimés de façon feutrée et, surtout, les stratégies ambitieuses d'un *mpañarivo* dont l'ostentation de nouveau riche marque la volonté d'une ascension sociale accélérée. Ces stratégies avaient pu rester inaperçues, car les *mpañarivo* procèdent généralement à leur « accumulation primitive » dans la plus grande discrétion avant de faire éclater au grand jour leur nouvelle puissance lors des grandes cérémonies lignagères.

⁴⁴ Pour éviter de boire sans refuser l'offre (ce qui serait gravement impoli), il est possible de prendre quelques gouttes du liquide offert et de se les répandre ostensiblement sur la tête et le corps. C'est là une marque de confiance, car si le breuvage était maléfique, on en supporterait beaucoup plus fort les conséquences de cette manière.

Les procédures d'observation des cérémonies

Sous sa forme actuelle, avant de nouvelles améliorations, on procède en trois étapes. On étudie le scénario-type de la cérémonie déjà connu grâce aux travaux ethnographiques accomplis dans la zone ; on observe ensuite le scénario réel qui se déroule concrètement au village ; on tente de comprendre, enfin, le sens des écarts observés entre le scénario-type et la réalité en s'appuyant sur les commentaires des villageois qui ont assisté à la cérémonie.

- *La référence à un scénario cérémoniel type*

Les résultats de « recherche fondamentale » antérieurs (obtenus notamment dans le cadre de l'Éra, mais toute autre source sérieuse est, bien entendu, utilisée) ont permis d'établir un scénario cérémoniel type spécifique à la région concernée.

Il comporte :

- ◆ un schéma applicable à toutes les cérémonies ;
- ◆ un schéma applicable à chacun des types de cérémonies importantes (à l'occasion de la naissance, de la circoncision, des funérailles, de la possession *bito*, de la possession *tromba*).

Le scénario décrit les diverses phases de la cérémonie : les préparatifs, les moments au cours desquels se déploient les phénomènes ostentatoires, les phases de communication avec les ancêtres lignagers.

- *L'observation directe détaillée*

Chaque cérémonie fait l'objet d'une observation détaillée qui permet de repérer les diverses phases, d'enregistrer les termes vernaculaires utilisés pour désigner les acteurs, les actions en cours, les types d'invocations... On observe avec le plus grand soin les hiérarchies qui sont constamment affichées tout au long des journées de fête : l'ordre (jamais laissé au hasard) dans lequel les participants s'assoient, l'inégale répartition des parts de viande attribuées en fonction de critères qu'on essaiera d'élucider (M. Joma 1988), l'ordre de prise de parole et le temps de parole dans les discours...

On attache un soin tout particulier à évaluer les flux de prestations et de contre-prestations (ces dernières sont désignées sous le terme de *enga* dans l'Ouest et le Sud-Ouest) car la règle du jeu conduit à un petit nombre de situations :

- ◆ si je me sens supérieur à celui qui m'a invité, je lui apporterai un *enga* supérieur à celui qu'il m'avait remis la dernière fois que je l'avais invité ;

◆ si j'admets sa supériorité et, donc, ma dépendance à son égard, je lui remettrai un *enga* inférieur au sien (par exemple une caisse de bière en échange d'un bœuf castré) ;

◆ s'il veut m'imposer sa supériorité et que je n'admets nullement celle-ci, je mettrai un point d'honneur à surenchérir (s'il m'a donné un castré, je lui donnerai un castré plus un veau, il répondra par deux castrés, et ainsi de suite...) ;

◆ si, par contre, pour diverses raisons, je souhaite éliminer cet ancien partenaire de mon réseau de relations, je lui donnerai un *enga* exactement identique au sien (il m'a donné douze bouteilles de bière, je lui en rendrai douze) pour solde de tout compte.

Ces transactions sont scrupuleusement enregistrées par les villageois sur un cahier spécial dont on prend grand soin. Les spectateurs assistent à la remise des *enga* et manifestent bruyamment leur admiration quand le cadeau est somptueux ou leur dérision dans le cas contraire. La remise des *enga* fait l'objet, les jours suivants, de multiples commentaires qui, débarrassés des inévitables bavardages médisants et des fausses rumeurs, donnent de précieuses informations sur les hiérarchies locales du prestige et sur leurs transformations en cours.

● *Les commentaires postérieurs à la cérémonie*

Dans les jours qui suivent la cérémonie, avec l'aide d'un ou plusieurs villageois bien informés, ou simplement en recueillant les commentaires les plus diffusés, on fait l'inventaire des « anomalies » et on tente de découvrir leur signification.

Les différences entre l'observation et le scénario-type ne doivent généralement rien au hasard. La façon dont se déroule une cérémonie en pays sakalava ressemble à un code non verbal connu de tous.

Les variantes sont autant de moyens d'exprimer la réalité dans un langage que les gens avertis comprennent parfaitement : une phase du rituel a été escamotée, l'invocation aux ancêtres n'a pas revêtu la forme habituelle, le sacrificateur a omis le nom d'un ancêtre, le partage de la viande des bœufs sacrifiés ne s'est pas effectué tout à fait dans les règles, des alliés, qui auraient dû figurer parmi les invités de marque, ne sont pas venus, les remerciements des invités n'ont pas été prononcés par la personnalité qui aurait dû le faire... Pourquoi une bagarre a-t-elle éclaté entre tels et tels sous-groupes alors que tous les invités – et pas seulement ceux-là – avaient trop bu ?... L'absence de certains invités est remarquée. La présence trop visible de certains autres qui s'affichent plus qu'ils ne devraient, qui ont apporté des *enga* exagérés, qui parlent trop fort, sont l'indice probable de l'arrivée sur la scène locale d'un nouveau *mpañarivo* dont on entendra beaucoup parler par la suite...

Il peut être intéressant, aussi, de repérer les changements significatifs qui sont intervenus dans les rituels au cours des quinze ou vingt dernières années. En particulier, la façon dont a été résolue la nouvelle pénurie de bœufs (thème de la thèse de F. Delcroix, 1994). Comment se manifestent les changements de l'ostentation dans une société appauvrie ? Il y a quelques années, lors des grandes funérailles, il fallait sacrifier au moins une trentaine de bœufs pour être placé dans la course locale au prestige. On peut aujourd'hui remporter la compétition en sacrifiant une petite dizaine de têtes. On note ainsi l'apparition d'une apparente sagesse dans la « dilapidation » : même si on a plusieurs centaines de bœufs, on n'en sacrifie que le chiffre strictement minimum qui permet d'avoir la première place dans la hiérarchie locale du prestige. Cf. encadré n° 15 page ci-contre.

L'approche diachronique

La diachronie constitue une préoccupation essentielle de A+ qui cherche davantage à savoir comment un phénomène évolue, se transforme, qu'à le décrire de façon statique au moment de l'enquête. L'approche diachronique privilégie les techniques de l'histoire orale en vue de situer les phénomènes observés dans une dynamique de moyenne et, si possible, de longue pé-

riode. Dans ce cas aussi, l'expérience a appris à privilégier quelques thèmes particulièrement riches. Parmi ces derniers figurent l'histoire du peuplement (dont dépendent fortement les hiérarchies sociales et la situation foncière), une lecture plus particulièrement historique des informations fournies par les généalogies et des entretiens libres sur « tout ce qui a bougé ».

Encadré n° 15 : Résumé de la grille d'observation des cérémonies

(F. Delcroix en est l'auteur principal,
voir notamment F. Delcroix 1995, p. 148-219)

Toutes les cérémonies ont une structure commune comportant trois phases : des préparatifs, la « fête » proprement dite où l'ostentation atteint son maximum, un rituel permettant la communication avec les esprits concernés par la cérémonie (les ancêtres défunts du lignage lors des cérémonies lignagères).

Les « préparatifs » se déroulent de la même manière pour toutes les cérémonies

- ◆ Quel événement a permis de lancer la procédure ? Un rêve ? Un ensemble de signes interprétés par l'*ombiasy* (des maladies ou des morts anormalement nombreuses) ? Le décès ou le mariage d'un membre du lignage ? Le début de la grossesse de l'épouse d'un membre du lignage ? ...

- ◆ Quelles requêtes des ancêtres ont été transmises par l'*ombiasy* choisi ? Le jour faste, la couleur de robe des bœufs à sacrifier ? L'*ombiasy* a-t-il décelé la présence de *havo* dans le lignage organisateur ? Quels talismans protecteurs a-t-il préparé pour limiter les risques inhérents à toute cérémonie ?

- ◆ Les réunions des organisateurs pour financer les dépenses et pour savoir comment trouver les bœufs requis ont-elles débouché sur des conclusions connues du public ? Faudra-t-il acheter ou emprunter quelques bœufs ? Quels danseurs et chanteurs animeront la cérémonie ? La sélection des invités (connue grâce aux messagers partant dans toutes les directions, suivis par la curiosité générale) présente-t-elle des anomalies... ?

L'enquête sur les préparatifs est indirecte (il n'y a aucune chance qu'un enquêteur soit invité aux réunions préparatoires, toujours très confidentielles). Par contre, beaucoup d'anomalies peuvent déjà attirer l'attention des commentateurs villageois : des gens considérés comme très pauvres ont réussi à trouver beaucoup de bœufs : que s'est-il passé ? L'origine de tous les bœufs réunis est-elle avouable ? ...

Les différences abondent d'une fête à l'autre

Elles portent sur l'ampleur de l'ostentation : qualité et nombre des danseurs-chanteurs et musiciens, nombre des bœufs qui seront mis à mort (pour le sacrifice ou pour nourrir les invités) ou qui seront, bien vivants, montrés à tous, quantités d'alcool offert. Les commentaires se ramènent à

un petit nombre de modèles : « C'était vraiment bien, mais c'est toujours comme ça avec ce lignage très prestigieux », ou « On ne croyait pas ces gens capables d'une telle cérémonie, sont-ils vraiment devenus riches ? » ou « Cela s'est passé beaucoup moins bien que d'habitude, c'est peut-être parce que... » (énumération des causes pouvant expliquer ce déclin, souvent très intéressantes) ou « Ces gens sont riches mais avarés, leurs ancêtres les puniront de leur avarice » ou « Ces gens sont au bout du rouleau et leur misère constitue la punition de tout ce qu'ils ont fait de mal autrefois (énumération des exactions prêtées au lignage en question, au premier rang desquelles figurent le non-respect des *lilindr*, l'arrogance et l'absence de générosité à l'égard de voisins et alliés...) ».

Les rituels de communications avec les esprits

Dans tous les cas, ils comportent plusieurs phases incontournables, toujours dans le même ordre :

- ◆ un rituel de nettoyage-purification des lieux et des acteurs (on doit s'assurer qu'aucun acteur n'est porteur de *havo*, sous peine de faire avorter la tentative de communication avec les esprits) ;

- ◆ une invocation dite « crue », avant le sacrifice ;

- ◆ le sacrifice d'un ou plusieurs bœufs, moment paroxystique soigneusement mis en scène (cérémonie ordinaire), ou la mise au tombeau (cas des funérailles) ou l'élévation du malade sur l'estrade (*bilo*) ; tout incident est alors lourd de sens (un bœuf, qui attend l'ultime intervention du sacrificateur, se met à mugir horriblement comme s'il refusait le sacrifice, un acteur maniant un couteau sacrificiel se blesse, le *mpitoka* se trompe dans une invocation, un orage éclate au moment décisif, etc.).

- ◆ une invocation « cuite », au cours de laquelle des morceaux à peine cuits sont offerts aux ancêtres ; le *mpitoka* donne alors sa bénédiction ; le repas cérémoniel commence, suivi par le partage de la viande crue que chacun emportera ; ce partage suit des règles très strictes ; toute entorse à ces règles fera l'objet de nombreux commentaires.

Les jours qui suivent la cérémonie vont permettre de recueillir méthodiquement les commentaires et d'esquisser les premières interprétations qui émanent des villageois. Ne pas oublier que les commentaires sur les faits sont souvent plus intéressants que les faits eux-mêmes.

● L'histoire du peuplement

Elle est d'autant plus précieuse qu'elle est généralement très précise, les mémoires sont d'autant plus actives que beaucoup de privilèges actuels dépendent de cette histoire. On recherche donc les traditions de fondation du village, l'ordre chronologique et les modalités d'arrivée des divers groupes lignagers qui sont venus grossir le noyau initial, les conditions d'arrivée des migrants (À qui se sont-ils alliés ? Quand ?), les changements successifs de localisation du village, les difficultés liées à ces déplacements... Ces informations permettent de décrypter l'essentiel de la situation foncière actuelle.

En gros, les lignages fondateurs et leurs alliés immédiats disposent toujours du plus important domaine foncier et des meilleurs pâturages. Les nouveaux arrivants ne peuvent éviter de se soumettre à leur autorité, au moins pendant une ou deux générations après leur installation. Cette donnée de base éclaire la plupart des conflits ultérieurs et détermine des stratégies visant tantôt à maintenir les situations établies, tantôt à les renverser.

On a souvent là les clés de graves problèmes dont les manifestations quotidiennes confuses peuvent obscurcir l'analyse. Le recours aux techniques de la critique historique s'impose alors car les parties en présence n'ont pas la même version des faits, chacune tendant à se présenter comme plus « autochtone » et

plus « fondatrice ». Les recoupements rigoureux sont souvent rendus possibles par les généalogies. Ci-dessous, dans l'encadré n° 16, figure l'esquisse d'une grille pour l'histoire du peuplement, améliorable et adaptable en fonction des caractéristiques locales.

● La lecture « historique » des généalogies

Les informations les plus directement utiles des généalogies concernent l'organisation du lignage et de son réseau d'alliances. Une lecture attentive de ces documents peut renseigner avec une précision inattendue sur des faits anciens que la plupart des villageois ont oubliés. Ainsi, les itinéraires de migration apparaissent clairement grâce aux jalons que constituent les anciens tombeaux, abandonnés aujourd'hui. Le lieu des anciennes sépultures est sans doute la dernière chose qu'on oubliera à propos de ses ancêtres directs, bien après leurs noms. Par ailleurs, on découvre souvent que deux ou trois lignages d'un même village ou d'une même microrégion ont eu à peu près le même itinéraire de migration. On peut y voir la très probable existence d'une ancienne alliance, souvent estompée aujourd'hui, qui donnera des clés précieuses sur les circonstances de la fondation du village.

Quand la généalogie est bien faite, on peut reconstituer la manière dont un lignage a éclaté en se dispersant progressivement dans son espace social

Encadré n° 16 : Grille « Histoire du peuplement »

- ◆ Les premiers occupants de la région, circonstances (éventuellement légendaires ou mythiques) de leur installation.
- ◆ Arrivées successives et conditions d'alliance ou de conflits entre les nouveaux arrivants et les autochtones.
- ◆ Au temps des monarchies, modalités de la pénétration des dynasties conquérantes. Rapports entre les clans importants localement et la monarchie.
- ◆ Traditions de fondation des villages importants du voisinage.
- ◆ Tradition de fondation du village-cible. Quel est le clan/lignage fondateur ? Circonstances de la fondation ?
- ◆ Qui se dit *tompontany* (autochtone) aujourd'hui ? Existence de contestations sur ce point ? Nature des conflits liés à ces contestations.
- ◆ Ordre d'antériorité dans les arrivées. Alliances entre les premiers lignages ayant habité sur place et les nouveaux arrivants (parenté, *ziva*, simple *titike*, etc.). Conditions d'arrivée des immigrants ultérieurs appartenant à d'autres groupes ethniques. Types d'accords passés entre des immigrants et lignages *tompontany* ? État actuel de ces anciennes alliances. Si possible, présentation des conflits qui ont eu lieu, autrefois ou récemment, autour du respect des règles imposées par ces alliances.
- ◆ Déplacements des lignages du village dont les habitants conservent la mémoire (traiter ce type d'information en relation avec les généalogies).
- ◆ Lieux d'origine des migrants qui sont partis du village (temporairement ou définitivement). Nature des liens sociaux maintenus entre les membres d'un même lignage résidant en des lieux différents.

sans rompre, au moins pendant quelques décennies, ses anciens réseaux d'alliance. La juxtaposition de plusieurs informations de ce type dans une petite zone nous a permis de construire l'hypothèse, très vraisemblable, de la toile d'araignée mobile, qui a sans doute caractérisé autrefois les lents déplacements des éleveurs de bœufs du sud vers le nord de la grande île. On changeait de lieu trois à quatre fois dans sa vie en prenant soin de ne pas briser le réseau de fils ténus qui reliaient le groupe à ses alliés. Dans un contexte d'insécurité généralisée, la survie pouvait dépendre de l'aptitude à mobiliser prestement tous ses alliés.

La généalogie enfin terminée, on peut revenir en arrière sans se soucier davantage de la fastidieuse énumération de noms qui est le lot ordinaire du généalogiste. Il devient possible, alors, de s'arrêter sur certains personnages, pour en savoir plus sur chacun d'eux. Dans les limites de la durée qui reste dans la mémoire orale, il s'est passé beaucoup de choses dans la région : formation du grand royaume sakalava du Menabe, apparition durable, à Mahabo, d'un royaume sakalava fantoche soumis au royaume merina, apparitions d'éphémères bandits célèbres et de leurs bandes, conquête coloniale, exploits d'*ombiasy* célèbres... Avec un peu de chance, la route de l'un des personnages mentionnés a pu croiser certains de ces événements sur lesquels on aura alors un éclairage tout à fait inattendu. On a pu ainsi obtenir un remarquable effet de zoom sur les stratégies, autrefois ultra-secrètes, de *mpañarivo* sakalava qui, pour rester impunis, maquillaient habilement leurs raids contre des bœufs royaux sakalava en raids conduits par des pillards bara (E. Fauroux 1991-1992).

● On cherche aussi à savoir tout ce qui « a bougé » depuis vingt, trente ans, ou plus

Dans un premier temps, on souhaite surtout comprendre comment les villageois se représentent ces changements, dans les « mentalités » (« Les jeunes d'aujourd'hui ne respectent plus les anciens »), dans les cérémonies lignagères (« C'est normal que les ancêtres ne nous apportent plus la prospérité puisque nous ne les honorons plus aussi bien qu'autrefois »), dans le climat (« Les premières pluies arrivaient plus tôt autrefois », « Il ne pleut plus autant qu'avant »), dans la riziculture (« Les nouvelles variétés donnent de bien meilleurs rendements »)... Les lieux communs ne man-

quent certes pas dans une conscience verbale villageoise peu documentée et peu cartésienne, mais, mis bout à bout, ils finissent par apporter un éclairage intéressant sur des logiques qui ne sont pas toujours aussi... illogiques qu'il y paraît.

Dans un second temps, on aimerait plus précisément reconstituer l'histoire récente des techniques et des systèmes de production. La tâche est beaucoup plus difficile qu'on pourrait le croire, au moins dans l'Ouest où les Sakalava n'accordent qu'une attention distraite à leur propre agriculture. La plupart des renseignements que nous avons pu recueillir sur l'histoire des techniques productives ou sur les transformations anciennes des systèmes de production se sont avérés très pauvres et souvent erronés. Ils avaient pourtant été recueillis dans d'excellents contextes auprès d'informateurs qui avaient fourni d'excellentes données dans d'autres domaines.

Pour l'histoire économique villageoise, nous avons tendance à penser que les seules sources vraiment fiables sont, quand elles existent, les archives administratives, mais elles sont d'un maniement extrêmement délicat et demandent beaucoup de temps.

● Les archives comme sources de l'histoire villageoise

Sur place, les archives des anciennes sous-préfectures ne sont pas ouvertes au public pour la bonne raison que les fonctionnaires actuels, eux-mêmes, n'en connaissent pas l'existence. À Mahabo, à Belo Tsiribihy et surtout à Manja (grâce aux efforts de L. Rakotomalala), nous avons réussi à nous faire indiquer des hangars mal fermés où « il y avait des papiers », empilés en énormes liasses dans le plus complet désordre. Une partie était détruite par la pluie, une autre mangée par les rats. Divers personnages s'en servaient aussi pour allumer le feu ou pour permettre aux épiciers du voisinage de confectionner leurs emballages... Quelques heures dans la poussière nous ont chaque fois permis d'extirper et de sauver de la destruction des documents épars mais souvent très intéressants que nous avons rendus, après exploitation, à des fonds officiels d'archives. Ces « vols » ne nous ont, bien entendu, procuré aucun remords, car ces documents, condamnés à une inexorable disparition prochaine, ont ainsi été sauvés.

Des documents du même type, mais, cette fois, en séries à peu près continues, existent dans certains

Archives de l'Émat

Des informations très précises qui permettent des comparaisons avec les situations actuelles et éclairent de façon décisive les traditions orales (p. 86-87)

8454/2/105

Renseignements topographiques
sur la région comprise entre la
Morondava et le Mangoky.

Mahabo
20 juillet 1859



103

Région de Mahabo.

Aux environs de Mahabo, plaine unie. Arbres clairsemés et bouquets de bois épais (tamariniers, lataniers, baobabs). Haute brousse dans les clairières. Cette plaine est coupée de quelques ruisseaux:

Les uns, lits de torrents, encaissés, aux berges escarpées, fourreuses, sont pour la plupart à sec pendant la saison sèche. (Antsakabato, dabara);

Les autres sans courant appréciables, aux vallées très peu accusées forment des fondrières et des marécages (Ampandran, Hbanito).

Tous ces ruisseaux ont leurs rives boisées. Entre la rivière Ampandran et le Tsiandava, quelques légères ondulations, couvertes d'un taillis grêle.

Tsiandava.

Plateau très légèrement ondulé, pierreux et dénudé, d'un relief moyen de 500 mètres au dessus de la plaine environnante. Les pentes occidentales sont très raides (250 mètres de différence de niveau en 5 kilom.) Le plateau envoie vers l'ouest de nombreux contreforts aux pentes abruptes, séparés par des ravins boisés.

Morondava.

Rivière de 250 à 300 mètres de large, profondeur 0.70 au gué de Hbananjaka, 0.20 au gué de Soasirana; guéable presque partout (sauf sèche) courant 0.60. Fond de sable

Betschi, altitude 400 mètres; joint en linéaire (contre, 300 mètres). Cette région est couverte de haute brousse et de quelques bouquets de bois.

Région des affluents de droite du Bas-Mbangoky. Série de grands plateaux, séparés par des rivières aux abords boisés, aux berges escarpées. Les vallées secondaires sont étroites; les affluents collecteurs au contraire coulent dans de larges vallées.

Cette région offre de gros villages, ayant dans leurs environs immédiats (rayon de 3 à 5 kilom.) de nombreux villages satellites. Tous ces villages sont riches, ont de belles cultures étendues (manioc, canne à sucre, maïs, patates, grandes rizières, nombreux troupeaux de bœufs); la production doit certainement dépasser de beaucoup la consommation locale.

Ainsi sont Betschi, Maréano; ce dernier village compte plus de 500 cases partant de 3 à 500 habitants.

Les populations de cette région sont de race bara. Cette race s'est infiltrée jusque aux environs du Mandabi; aussi la race Sakavave est-elle moins caractérisée que sur la Esmitina et la M'Cocondava où elle a conservé sans mélange ses allures d'origine.

Dans le voisinage du Mbangoky, les mouvements de terrain qui séparent entre eux les affluents de ce fleuve se relèvent et s'accroissent. Les crêtes pour la plupart boisées, dominent de 150 à 200 mètres le fond des vallées.

La vallée de l'Anadranta, rivière qui tombe dans le Mbangoky, en aval et près de Vonkrovi, est large de 5 à 8 kilomètres et limitée à l'Ouest par une falaise pierreuse, aride, d'un relief de 500 mètres environ.

À Vonkrovi, le Mbangoky, s'étale au sortir d'une région accablée de pluie. Largeur du lit 400 mètres; largeur du courant 250 mètres; profondeur maximum 3 mètres, vitesse du courant 1 mètre. Il existe un gué à 300 mètres en aval du village de Vonkrovi.

Partage des eaux entre le Mbatampaka et le Mbangoky. Au nord du Mbatampaka, crête assez nettement dessinée, mais d'un relief faible (rivière Bonavio; altitude 500m.); altitude maximum relevée 550 mètres. Mbatampaka: près Soalinge, altitude 275. Au sud du Mbatampaka, le relief est mal déterminé et d'un relief insignifiant.

Appellations diverses données par les Salakaves à leurs fusils à pierre (archive de l'Émat)

Un exemple des efforts accomplis par les militaires-ethnologues
pour une meilleure connaissance des termes vernaculaires

Notice

Appellations diverses données par les Sakalaves à leurs fusils à pierre

BekepaKa - (grande cheminée)

Kara - Fusil à crosse massive et dont la monture se prolonge jusqu'à l'embouchure

Sofin'saKa - (ou ouïe de chat) - Fusil dont la batterie est garnie d'une pièce d'acier

Tohirambo - (abréviation de hohin trambo, queue de scorpion) - Fusil dont la monture et la crosse sont très minces, effilées comme une queue de scorpion

Tohy lapy - (ou queue de culatte) - se dit du fusil dont la culatte est très courte

Don Jahy - (ou serpent de l'homme) - Fusil qui ne fait pas feu régulièrement - Un sakalave a aussi facilement raison d'un adversaire armé de ce fusil que d'un serpent, qu'il peut tuer avec sa lance.

BezaKa tany - Appellation grossière désignant le fusil dont la cheminée, trop large, laisse tomber toute la poudre à terre.

DremboPa - (diminutif d'Andriambola) Fusil dont la garniture est en fer blanc

Bezazza - Fusil à grande cheminée.

Sey lava - Fusil dont le canon est très long.

Marafiety - se dit des fusils dont la crosse et la monture sont ornées de nombreux clips

Keliboy - Fusil de très petit calibre.

Celofehy - (feh, attache) Fusil à trois grenadières.

Fofo loka - (Côte couverte) se dit du fusil dont la monture affleure la bouche du canon.

Bezota - Fusil dont toutes les garnitures sont en cuivre comme les ornements.

Noms donnés par les Sakalaves aux armes de modèles récents

Snider - Kely gosika (petit corbeau)

Fusil n° 74 - Sesepohy (qui porte loin) Feu qui ayant un canon très court)

Fusil n° 86 - Pita (dont on tourne la culatte)

Revolver - Kipeleta ou petit fusil surnommé aussi par les Sakalaves: ToiraKofa (qui empêche de s'emparer d'un adversaire dans une lutte corps à corps)



8496-57

BezaKa - 27 Juin 1902
Le Capitaine et le Secteur de Manambolo

H. Rey

centres d'archives officiels. Les trois meilleurs à notre connaissance sont, par ordre d'intérêt croissant :

- ◆ le Centre national des Archives malgaches à Tsaralalana (Antananarivo), mais l'accès aux documents y est entouré de tellement de réserves et de conditions qu'il est souvent impossible ;

- ◆ les Archives de l'état-major de l'Armée de terre (Émat) à Vincennes sont d'une richesse incroyable pour la période qui correspond à la conquête coloniale et à la pacification (à peu près de 1895 à 1914). Toutes les patrouilles, toutes les « reconnaissances », toutes les missions faisaient l'objet d'un rapport écrit détaillant les types de terrains rencontrés, décrivant les villages traversés et leurs terroirs... Ces rapports étaient accompagnés de superbes croquis en couleurs et des commentaires d'officiers supérieurs épris d'ethnologie et d'histoire. La minutie des descriptions et de l'information ethnographique, la qualité du style et de l'orthographe de textes, la graphie en couleur des cartes et des schémas provoquent, chez le lecteur actuel, une admiration d'autant plus incrédule que les auteurs en sont souvent de simples sous-officiers ;

- ◆ les Archives d'Outre-Mer à Aix-en-Provence constituent, de loin, le meilleur fonds concernant Madagascar et l'Ouest malgache, avec des rapports de chefs de canton ou de sous-préfets en séries continues sur vingt, trente ou quarante ans. Les « rapports d'inspection » sont particulièrement bien rédigés, eux-aussi, et richement documentés. Ces fonds sont, dans l'ensemble, bien connus des spécialistes et ont été bien étudiés ;

- ◆ les fonds norvégiens de Stavenger, par contre, sont encore quasiment inconnus malgré quelques brèves reconnaissances (Lupo 1997). Ils semblent très riches, notamment sur l'histoire religieuse de l'Ouest malgache où des missionnaires norvégiens ont assidûment travaillé dès la seconde moitié du XIX^e siècle.

Il est clair qu'une Marp ou une A+ accélérée ne peuvent entreprendre de véritables recherches d'archives. Mais si celles-ci ont déjà été effectuées dans un cadre « fondamental », il est tout à fait possible de les mettre à la disposition d'enquêteurs pressés au même titre que la bibliographie disponible.

comprendre... En Imerina où les traces d'anciennes fortifications sont partout apparentes, la technique est aisée (E. Fauroux 1970). Elle ne l'est pas autant dans l'Ouest où les anciennes sociétés d'éleveurs ont laissé très peu de traces. Les sépultures anciennes peuvent cependant alimenter des récits et, si l'on a commencé à parler des esprits qui sont liés à tel ou tel tombeau *vazimba*, il sera plus facile de parler des autres esprits qui hantent la zone... La visite accompagnée de lieux « chargés » peut être une excellente occasion pour une riche moisson de traditions. C'est le cas, par exemple, du mont Tsiandro dans le Bemaraha, « montagne inspirée » des Baosy qui y établirent leur premier village après avoir échappé aux poursuites de leurs agresseurs merina.

● Les documents archéologiques

Les traces archéologiques peuvent constituer une bonne base pour collecter avec une certaine rigueur les traditions orales, les confronter entre elles, les

Après le terrain

Même sans contrainte de temps (A+ normale), il vient un moment où l'on sait qu'il n'est plus nécessaire de s'éterniser sur les lieux : les principaux objectifs ont été atteints, aucune question importante n'est vraiment en suspens, les entretiens apportent des informations répétitives... Dans le cas de A+ accéléré, c'est le calendrier fixé à l'avance qui décide de la date du départ, mais il nous est arrivé de prolonger volontairement de deux, trois, voire quatre jours, non financés par le commanditaire, quand il paraissait possible, ainsi, d'améliorer sensiblement la qualité des résultats. La fin du « terrain » correspond à un changement de rythme radical dans le travail. On recom-

mence à manger, comme on en a l'habitude, on boit frais, on reprend la vie quotidienne habituelle, mais la tâche devient plus austère, moins pittoresque et moins agréablement solidaire. En fait, on sera plus pressés par le temps et les contraintes objectives, plus stressés au moment de la rédaction que sur le terrain.

Après une brève restitution présentée, tant bien que mal, aux villageois, on rentre en ville pour le traitement de l'information, pour rédiger un texte « final » (mais il sera souvent retouché de multiples fois par la suite) et pour diverses tâches liées à la diffusion des résultats (publication, restitutions, recommandations orales).

La restitution au village

Les règles de courtoisie du début de l'enquête s'imposent encore à la fin. Une bonne solution peut consister à présenter une brève restitution des principaux résultats lors d'une réunion d'adieux. Mais cela est souvent difficile.

D'une part, l'équipe a enregistré les informations sans avoir le temps de les traiter exhaustivement, et il peut être imprudent d'afficher les insuffisances d'une synthèse que l'on présente à un auditoire de connaisseurs. D'autre part, parmi ses objectifs principaux, A+ cherche à décrypter des structures de pouvoir dont il serait absolument incongru de parler ouvertement. On se contente donc, généralement, d'un

discours de remerciement accompagné de la promesse (qu'il faut absolument tenir) de revenir, d'abord pour distribuer les photos prises au cours du séjour, ensuite pour la présentation du rapport final.

Il est possible de profiter de cette ultime séance pour décrire à grands traits ce qu'on a compris des problèmes actuels du village (difficultés principales, modalités de lutte contre ces difficultés, solutions spontanées pour surmonter ces difficultés, perspectives et espoirs...) et d'engager un débat sur ce thème. En fait, l'idéal serait de revenir, après la rédaction du rapport, pour présenter cartes, photos et... une partie du texte. Une équipe sérieuse et responsable doit

être obsédée par l'idée de ne pas « gâcher le terrain ». Il ne faut donc laisser aucun mauvais souvenir, aucun contentieux non résolu. Il ne faut pas non plus distri-

buer inconsidérément des cadeaux de valeur qui seraient présentés comme une norme aux équipes travaillant ultérieurement dans la zone.

Le traitement de l'information

Tout séjour sur un terrain devrait, normalement, se terminer par un texte « capitalisant » tous les acquis. La tâche est plus difficile qu'on ne pourrait le croire, avec des équipiers principalement malgaches capables d'analyser la réalité avec une grande finesse, mais souvent démunis au moment de l'exprimer par écrit. L'immédiat après-terrain est toujours une période difficile : chacun est pressé de retrouver sa famille et son environnement quotidien ; les forces centrifuges exercées sur le groupe sont chaque jour plus fortes. Pourtant, l'expérience prouve que les synthèses qui ne sont pas faites immédiatement ne le seront probablement jamais. Dans ce cas, le responsable principal finira par rédiger seul – ou presque – une rapide synthèse des fiches, mais des informations de valeur seront perdues à jamais. L'expérience A+ a ainsi conduit à édicter des règles qu'il est souhaitable d'appliquer dans toute la mesure du possible.

1. **Les fiches thématiques** sont réparties, dès la phase de terrain, entre les coéquipiers pour faire l'objet de fiches de synthèse dont la rédaction est entamée, si possible, tant que l'équipe est encore sur le terrain.

2. **Les fiches de synthèse** sont confrontées en réunion plénière dans les jours qui suivent immédiatement le retour du terrain, et servent de base à un plan. Ce premier travail de synthèse est fortement aidé par les connaissances déjà acquises sur la région où,

en tout, une centaine de chercheurs (en formation ou confirmés) ont travaillé dans des équipes Éra, laissant de multiples traces écrites, des ouvrages de synthèse, des mémoires, des articles, des notes... mais aussi un important potentiel d'expertise. Il est possible de recourir à celui-ci chaque fois que les personnes compétentes peuvent être rapidement jointes.

Des petits « séminaires » informels sont alors organisés pour tenter de comprendre quelques points restés obscurs. Ils réunissent les membres de l'équipe, les personnes compétentes qui ont été plus particulièrement sollicitées, ainsi que toutes les personnes intéressées. En comparant la situation qui fait problème avec d'autres situations voisines rencontrées par d'autres chercheurs et enquêteurs, des explications intéressantes apparaissent souvent. Il s'agit davantage, d'ailleurs, de nouvelles hypothèses fortement affinées que d'explications définitives. Les nouvelles questions permettront de préciser la problématique pour d'éventuels (et très souhaitables) retours sur le terrain (cf. ci-dessous).

3. **Un texte « semi-définitif »** est établi à la lumière de ces travaux. L'équipe est, seulement alors, autorisée à se séparer.

Toutes ces opérations doivent être rapidement terminées, en trois ou quatre jours si tout va bien, cinq ou six si des problèmes se sont présentés. Jamais davantage sous peine de voir fondre l'ardeur et la motivation de l'équipe.

Les différentes formes de restitution finale

● La rédaction du rapport

Un rédacteur principal unique se charge de la rédaction finale en utilisant les fiches de synthèse et le plan préparé collectivement. La rédaction unique n'est pas indispensable, mais elle est souhaitable

pour obtenir un document final homogène. Comme il est d'usage, le texte doit être rédigé dans un style relativement dépouillé. La rapidité est, ici aussi, une condition nécessaire, au moins pour un premier document qui n'exclut pas des formes ultérieures plus sophistiquées dans des perspectives académiques (mé-

moires ou thèses) ou de publication « fondamentale ». Le texte encore provisoire doit être soumis à l'approbation des autres coéquipiers. Quelques amendements vont forcément s'imposer avant d'en arriver au texte définitif. Entre le début de la rédaction finale et le bouclage du document définitif, il ne doit pas s'écouler beaucoup plus d'une semaine.

Chaque équipier reçoit un exemplaire du texte définitif et doit retrouver ses propres fiches dont il est autorisé, sauf clause particulière (très rare) imposant la confidentialité, à faire usage pour ses propres travaux. Le rôle de chacun dans le travail collectif doit apparaître clairement.

● L'éventuelle publication du rapport

La rapport étant terminé, sa publication pose plusieurs problèmes, qui conduisent à distinguer trois cas de figures :

- ◆ on ne peut divulguer les informations pour des raisons de confidentialité ou de déontologie ;
- ◆ les informations n'ont pas un intérêt suffisant pour justifier une publication séparée ;
- ◆ la publication est possible.

Des publications impossibles pour des raisons déontologiques

Les institutions qui « commandent » une étude souhaitent (c'est tout à fait normal) en contrôler la publication. L'expérience semble prouver que, sauf cas exceptionnels, on peut aisément obtenir du commanditaire l'autorisation de publier à la seule condition d'indiquer clairement le rôle qu'il a joué dans sa conception et son financement. Mais, nous l'avons vu, une règle déontologique incontournable impose qu'aucun enquêté ne puisse être inquiété, de quelque manière que ce soit, en justice ou dans sa vie privée, à la suite d'un travail de recherche. L'application de cette règle pose plus de problèmes.

◆ Le problème le plus simple n'est pas difficile à résoudre. Plusieurs de nos « terrains », dans le Menabe, nous ont mis en contact avec des villages dont l'activité principale était manifestement le vol de bœufs ou le recel de bœufs volés. Bien que nous y ayons été excellemment accueillis et malgré une naïveté que nous avons tenté d'afficher autant qu'il était vraisemblable, de nombreuses anomalies apparaissaient dans le comportement nocturne de certains villageois.

Chaque fois, les autorités villageoises, après nous avoir permis quelques jours de présence à peu près sereine, nous ont suggéré, poliment mais fermement, d'aller faire nos recherches ailleurs : la charrette, les bœufs et les bouviers, aimablement fournis par les notables, nous attendaient au petit matin à la porte de notre case. Il ne fallait pas que nous soyons les témoins d'activités qui allaient se dérouler les jours suivants (peut-être un marché local aux bœufs volés, ou des transactions avec des receleurs). Il nous a suffi de ne pas mentionner le nom de ces villages.

◆ Plus grave, nous sommes arrivés, un jour de 1989, dans un gros village sakalava dont le président du *fokontany* avait été assassiné quelques semaines auparavant dans des conditions sinistres. Nous sommes donc repartis sans nous attarder mais, six ou sept mois après, nos deux équipiers les plus expérimentés sont revenus seuls. En quelques jours, ils ont, bien entendu, appris beaucoup plus de choses sur le meurtre que les inspecteurs de la Police nationale travaillant dans une totale absence de discrétion. Était-il juste de garder secrètes des informations de cette importance pour la justice ? Qu'aurait-il fallu faire, en particulier, si un innocent avait été sur le point d'être condamné ?

◆ Pire encore. Pour la préparation de sa thèse, un collègue ethnologue a suivi quotidiennement les activités d'un *ombiasy* pendant toute une année, recueillant, comme tout professionnel consciencieux, le texte de ses invocations, la composition des remèdes fournis à ses clients. Sur sa lancée, il a même recueilli le texte des imprécations prononcées à l'égard d'une personne dont un client avait demandé la mort. Quelques jours après, en effet, la personne menacée décédait mystérieusement. Notre collègue ne croyait pas que cela irait aussi loin. Dans un tel cas, tous les critères du délit de non-assistance à personne en danger sont réalisés.

Des documents qui ne font pas l'objet d'une véritable publication, mais sont stockés et disponibles pour d'autres chercheurs

Souvent, le rapport final est assez bon, mais son intérêt véritable ne justifie pas une publication autonome. Au mieux, certains des faits rapportés peuvent servir, par exemple, à étayer une analyse régionale plus vaste : ils pourront nourrir quelques paragraphes d'une thèse ou d'un travail de synthèse, mais il ne paraît pas forcément utile de rechercher les fonds nécessaires à une publication présentable. Ce

texte, qui va donc rester en partie inédit, doit être stocké dans un lieu accessible (centre de documentation de l'Éra à Tuléar, Centre régional de développement de Morondava, bibliothèque de Despam à Antananarivo, archives de l'IRD à Tuléar, etc.). Il doit figurer clairement dans des inventaires accessibles à tous les intéressés. En échange, il peut être demandé aux utilisateurs qui auraient un nouveau contact avec le terrain, de faire état de leurs nouvelles observations et de contribuer, ainsi, à actualiser l'information. La technique de la monographie évolutive (cf. ci-dessous) est sur ce point tout à fait précieuse.

En principe, un exemplaire du rapport devrait être remis aux villageois et, si possible, stocké sur place, en un lieu où il est possible de le retrouver aisément, par exemple chez le président du *fokontany* ou à l'école. Dans la pratique, cette exigence, malgré son aspect séduisant, est difficile à réaliser, les analyses de A+, étant susceptibles de provoquer de sévères remous⁴⁵. Nous nous contentons donc généralement de présenter les cartes, les photos, les récits historiques, la description des systèmes de production... et nous omettons de déposer le vrai rapport final.

Des documents publiables et publiés

Dans le scénario idéal, plusieurs monographies ont été réalisées dans une zone déterminée et stockées en un lieu accessible, bien identifié. Quand l'information paraît suffisante, une publication de synthèse permet de diffuser auprès d'un large public les aspects les plus intéressants des informations recueillies. La série *Aombe* de l'Éra CNRE-Orstom de Tuléar⁴⁶ avait cet objectif qui cumule tous les avantages : rapidité de la diffusion, traitement synthétique évitant au lecteur des répétitions trop fastidieuses, accès toujours possible aux documents de base... Beaucoup de facteurs, malheureusement, rendent difficile ce type de réalisation (aspect hétéroclite des informations recueillies, manque de personnel à la fois disponible et capable de rédiger la synthèse, difficultés d'édition, etc.). Ainsi, la série *Aombe* n'a pu dépasser son n° 4.

⁴⁵ G. Heurtebize, travaillant dans l'Androy, à l'extrême-sud de Madagascar, a provoqué une grave crise qui a failli dégénérer en affrontements collectifs en démontrant par ses travaux généalogiques qu'un clan de la région qu'il étudiait usurpait, en fait, son statut noble.

⁴⁶ Les quatre numéros parus portaient sur le couloir d'Antseva n° 1 ; la vallée du Maharivo n° 2 ; le pays mahafale n° 3 ; l'archéologie du Sud-Ouest n° 4.

● Les recommandations orales

En fait, tous les commanditaires ne demandent pas un texte écrit. Beaucoup se contentent de commentaires oraux appropriés ou de notes confidentielles qui ne sont absolument pas publiables. Les avantages d'une communication orale sont évidents. On peut développer en termes simples les points de vue trop « anthropologiques » qui pourraient n'avoir pas été compris, on peut mentionner le nom de personnalités vivantes... Surtout, on peut sentir les réactions des personnes conseillées et, donc, doser l'effort de persuasion.

Dans le cas de l'expertise réalisée à Mahaboboka (où nos suggestions avaient été particulièrement mal accueillies), une rencontre directe avec les responsables aurait sans doute évité que ceux-ci ne voient tout d'abord dans le rapport A+ une inspiration « extrémiste », voire « paranoïaque ». Pourtant, le point de vue que l'Éra s'est lentement forgé au fil des années est catégorique : tout travail de terrain doit laisser des traces écrites utilisables par d'autres chercheurs et intégrables dans une réflexion fondamentale. Ce constat a conduit l'Éra à diverses autocritiques, car, surtout les premières années, on n'a pas toujours su procéder ainsi.

Certaines enquêtes riches d'enseignement n'ont guère laissé de traces ailleurs que dans la mémoire de ceux qui les ont réalisées. De telles erreurs ne sont plus répétées aujourd'hui.

● Les passerelles à double sens entre informations appliquées et recherche fondamentale

La solution retenue dans le cadre de l'Équipe de recherche associée (Éra) CNRE/Orstom, puis dans les cadres informels qui ont succédé à celle-ci, a consisté à essayer de doubler chaque travail de terrain (qu'il s'agisse d'une commande, d'une « session » de formation, d'un programme de recherche régi par une convention) par une publication académique (maîtrise, DEA ou thèse) et/ou par un ensemble de publications à vocation de synthèse.

Des synthèses régionales

L'Éra, avant 1995, avait un ambitieux programme de synthèses régionales qui auraient dû être publiées, au fur et à mesure de leur réalisation, dans la série

Aombe. Pour diverses raisons décrites dans Fauroux 1996, une petite partie seulement de ce programme a pu être réalisée. Le numéro 1 d'*Aombe* peut être considéré comme une première synthèse sur le pays masakoro au nord de Tuléar, le numéro 2 reprend toutes les études antérieures réalisées dans la vallée du Maharivo au cœur du Menabe central, le numéro 3 fait le point sur le pays mahafale au début des années quatre-vingt-dix... Mais la série n'a pas dépassé le numéro 4 qui traitait d'archéologie.

Aujourd'hui, de nouvelles réalisations apparaissent dans des cadres différents, laissant espérer que les anciens projets de synthèses régionales se réaliseront peu à peu : une synthèse masakoro (plusieurs auteurs), une synthèse sakalava (thèse d'anthropologie sociale d'Emmanuel Fauroux sous la direction de Jean-François Baré), une synthèse vezo articulée autour de la remarquable thèse d'histoire de Mansaré Marikandia (Marikandia 1986) et des travaux de Bertrand Réau (ONG Aide et Action), peut-être, à plus longue échéance, une monographie des Tanosy de l'Onilahy (Moussa Charles, Fiaina)...

Notons aussi d'autres travaux réalisés sans intervention de nos équipes : par exemple les très (trop ?) nombreux travaux en cours sur la très médiatisée forêt Mikea (quatre thèses d'anthropologie, J. Yount et B. Tucker, universités de Wisconsin et de Caroline du Nord, deux universités norvégiennes, six DEA ou DESS en géographie, économie ou botanique, diverses maîtrises, ainsi que de multiples travaux ponctuels en réponse à des commandes de divers organismes officiels).

Des synthèses thématiques

La thèse de F. Delcroix (1994, EHESS, Marseille) peut être considérée comme une excellente synthèse du problème posé par les transformations des cérémonies lignagères confrontées à l'appauvrissement généralisé en bœufs. Le travail de Fauroux sur « Les transformations des sociétés rurales de l'Ouest malgache à la fin du XX^e siècle » (Paris I, 2002) synthétise tout ce que l'on sait désormais sur les structures microlocales du pouvoir entre les fleuves Mangoky et Manambolo. La thèse de J.Bl. Ramamonjisoa sur la médecine masakoro (Inalco, Paris) a été réalisée sans intervention directe de l'Éra. Elle est généralisable bien au-delà du seul cercle des Masikoro et rend intelligibles les conceptions vernaculaires de la maladie dans tout l'Ouest et le Sud-Ouest. Une synthèse sur les vols de bœufs pourra s'appuyer sur les thèses de H. Rasamoelina (université de Fianarantsoa) et A. Razafitsiamidy (Inalco, Paris) et sur les travaux en cours de L. Rakotomalala, équipier de base de l'ancienne Éra. Le problème de la déforestation a été traité de façon complète par les travaux simultanés de deux équipes issues du partenariat CNRE/IRD : Gerem et Despam, ce dernier groupe ayant été pendant quelques années le principal héritier direct de l'Éra (Razanaka *et alii* 2001).

Les synthèses régionales et thématiques se présentent ainsi comme base d'un corpus de connaissances constamment réactualisées qui contribuent à la formation des enquêteurs-chercheurs utilisant A+ sur le terrain. Chacun d'entre eux contribuera à son tour à la constitution de ce corpus.

Les variantes de la méthode

Il n'y eut, longtemps, qu'une seule méthode A+ géant le temps de façon assez sereine, usant ainsi de ce privilège que les anthropologues sont souvent les seuls à s'attribuer. Dans la majorité des cas, on se contentait d'un seul séjour sur le terrain choisi, pour une équipe de quatre à six personnes (il y en eut parfois beaucoup plus lors de certaines sessions de formation à la recherche par la recherche⁴⁷). On partait seulement quand les principales questions avaient trouvé des réponses, mais, le plus souvent, on ne restait pas plus d'une vingtaine de jours au même endroit.

C'est un peu sous la contrainte que A+ accélérée est apparue. Il paraissait intéressant de montrer que

l'on pouvait aussi, si on le souhaitait, travailler vite sans trop perdre de la qualité et de l'originalité des informations recueillies. Par tâtonnements successifs, A+ accélérée s'est perfectionnée et est devenue, semble-t-il, assez compétitive, à peine plus chère que la Marp par exemple, pour des informations qualitativement beaucoup plus utilisables pour l'action. Mais les chercheurs, jeunes ou chevronnés, qui l'ont mise en œuvre jusqu'ici, n'ont généralement pu éviter un sentiment de frustration. Au mieux, on commençait à entrevoir ce qui pourrait être vraiment intéressant, mais on n'avait pas le temps matériel d'aller jusqu'au bout.

A+ normale a longtemps correspondu à une session annuelle de formation. On la limitait donc, à peu près, à un seul séjour de trois semaines environ. Il apparut quelquefois (épisode de la découverte du rôle essentiel des *mpañarivo* de Beleo) que deux séjours, voire trois, étaient nécessaires pour répondre aux questions les plus complexes. On a aussi découvert, peu à peu, l'étonnante portée heuristique des retours

⁴⁷ À Marovoay, près de Morondava, l'effectif de stagiaires et d'encadreurs participant à la session de 1989 atteint, pendant quelques jours, 17 personnes. Les choses se passèrent plutôt bien et la fête de départ organisée par l'équipe a laissé un souvenir impérissable aux villageois qui, plus de dix ans après, en reparlent encore avec un large sourire sincèrement amusé. Nous nous sommes cependant toujours efforcés par la suite de ne jamais faire irruption dans un village avec plus de huit personnes.

multiples sur un même terrain (nous y reviendrons) qui fut longtemps réservée à A+ améliorée. Les réflexions qui ont entouré la préparation de cet ouvrage ont conduit les équipes de Tuléar utilisant A+ à considérer désormais comme normale l'ancienne méthode « améliorée » incluant plusieurs séjours effectués à intervalles plus ou moins réguliers pendant autant d'années consécutives qu'il est possible. On a réservé le terme d'A+ courte pour décrire l'an-

cienne méthode « normale », mais, nous allons le voir, celle-ci a subi plusieurs « améliorations » qui se sont avérées nécessaires notamment en ce qui concerne l'espace pris en compte.

Nous présentons ici dans un ordre de complexité croissante, les trois nouvelles modalités de la méthode : la méthode A+ accélérée, la méthode A+ courte (ancienne méthode « normale »), la méthode A+ normale (ancienne méthode « améliorée »).

La méthode accélérée

On souhaitait que la rapidité relative ne nuise pas à la qualité et à l'efficacité. Il n'a donc pas été possible, dans le meilleur des cas, de descendre au-

dessous de sept jours d'enquête pour une équipe de six personnes dont deux très expérimentées (soit une quarantaine de jours-enquêteurs).

Un emploi du temps raccourci

Si tout se passe bien, il est possible d'utiliser un emploi du temps proche de celui-ci, sachant que de multiples variantes peuvent être imposées par les circonstances.

J1 : Arrivée au village avant midi, prise de contact, présentation des documents officiels, organisation de l'hébergement, réunion protocolaire en fin d'après-midi, élaboration de la carte participative sur le lieu de la réunion. Premiers contacts discrets avec les deux ou trois notables les plus importants s'ils ont déjà pu être identifiés grâce à des informations antérieures.

J2 : Toute l'équipe participe au « transect », visite guidée du terroir, avec deux ou trois personnes-ressource. De brèves réunions spontanées peuvent avoir lieu sur le parcours, au hasard des rencontres, pour une première description du système de production (calendriers agricoles, techniques, problèmes d'irrigation, rendements, flux intéressant le village, aléas climatiques habituels, etc.). Le plan du terroir est esquissé selon la méthode de « lecture du paysage social ».

J3 et J4 : *Approche ethnographique*. Une équipe se concentre sur les cérémonies en reconstituant aussi minutieusement que possible celles qui ont eu lieu au

cours des mois précédant l'enquête, avec les incidents qui ont pu les marquer et toutes les anomalies relevées par les témoins. Les deux autres se répartissent les tâches pour une première esquisse de la description des pouvoirs peu apparents : entretiens directs avec les possédés, les *ombiasy*, leurs familles et leurs clients, premières tentatives de repérage du rôle des principaux *mpañarivo* qui devront probablement faire l'objet, ultérieurement, d'une étude complémentaire.

J5 et J6 : *Approche diachronique*. Les tâches sont réparties en trois équipes de deux. La première s'intéresse à l'histoire du peuplement, aux généalogies simplifiées et au plan du village et de ses hameaux (répartition des lignages et des détenteurs de pouvoir). Si le temps est suffisant, elle ébauche une description de la situation foncière. La seconde équipe cherche à évaluer « tout ce qui a bougé » depuis une trentaine d'années et à recueillir les interprétations villageoises de ces changements. La troisième fait l'inventaire des conflits (internes ou externes) qui concernent les villages et essaie de caractériser les types de conflits. Dans la poursuite de cet objectif, elle peut être amenée à se déplacer dans les villages environnants (toujours

accompagnée par le président du *fokontany* ou, au moins, par un *komity* du village).

Le soir de J6, une restitution interne doit permettre de préparer la restitution de J7.

De J2 à J6, il peut être excellent de détacher un équipier ou, mieux, d'en avoir un septième qui travaille comme électron libre pour suivre une piste qui n'avait pas été prévue, ou pour fouiner, un peu au hasard, en fonction de son intuition.

J7 : Une réunion d'adieu doit avoir lieu, réunissant si possible remerciements, paroles d'amitié, invitation à des rencontres ultérieures et restitution partielle.

On annonce qu'un équipier reviendra pour remettre les innombrables photos qu'on n'a pu éviter de prendre (toutes les familles du village au garde-à-vous dans leurs plus beaux atours, l'air farouche) pour être autorisés à faire les « vraies » photos (les riqueuses au travail, les scieurs de long, la mise à mort du bœuf cérémoniel...). Tous les petits problèmes doivent alors être réglés (salaire du cuisinier, petits cadeaux de pharmacie aux malades, commissions à faire en ville, messages à transmettre sur le trajet du retour...). On doit absolument veiller à ne laisser aucun litige non résolu.

Les acquis positifs de la méthode accélérée

Si les équipiers ne sont pas des débutants et s'ils ont déjà une bonne connaissance des sociétés régionales, on peut terminer un A+ accéléré en fournissant des informations réellement intéressantes. Mais la plupart du temps, il faut bien reconnaître qu'on dispose surtout d'une liste de questions qu'il conviendrait

d'approfondir si on avait plus de temps. Les objectifs de A+ étant généralement plus du domaine de la recherche que de celui de l'opération commerciale, nous avons quelquefois surmonté cette difficulté en nous autorisant quelques jours d'enquête supplémentaires non financés par le commanditaire⁴⁸.

Les insuffisances de la méthode accélérée

● Les risques d'« escalade » du raccourcissement

En mettant au point la méthode accélérée, on est allé aussi loin qu'il était raisonnablement possible dans la limitation du nombre de jours-enquêteurs. Il faut voir dans cette limite (une quarantaine de jours-enquêteurs) une extrémité, une ligne rouge qu'il convient de ne dépasser en aucun cas. Au-dessous de ce chiffre, les résultats ne seront pas sérieux. Un utilisateur qui, sous des pressions diverses, voudrait ainsi raccourcir encore les délais ou diminuer le nombre d'enquêteurs, enlèverait à la méthode tout ce qu'elle a d'original et d'efficace.

Bien au contraire, les difficultés que l'on rencontre toujours, sur le terrain, dans la réalité quotidienne, les inévitables retards qu'imposent les circonstances, rarement idéales (surtout à Madagascar où tout est toujours plus compliqué qu'on ne l'avait cru, même si tout

finit toujours par s'arranger avec un minimum de patience) conduiront à avoir besoin de plus de temps. Le chiffre de cinquante à soixante jours-enquêteurs est certainement plus vraisemblable. Il faut souligner, par ailleurs, que les délais raccourcis imposent absolument le recours à des enquêteurs expérimentés qui sauront gérer le temps avec efficacité. Les débutants ralentiraient le fonctionnement de l'équipe et risqueraient d'acquiescer des habitudes de précipitation qui sont aux antipodes des conceptions méthodologiques que l'on souhaite leur inculquer.

⁴⁸ Nous avons souvent choisi la solution suivante : le *vazaha* de l'équipe étant généralement surpayé selon les normes existantes, il reverse dans un pot commun la différence entre son indemnité et celle du Malgache le mieux payé. Cette somme sert de fonds de roulement pour « adoucir les angles », payer un retour en avion à un enquêteur fatigué ou malade, ou, si cela s'avère nécessaire, pour prolonger l'enquête de quelques jours.

● Des structures microlocales du pouvoir à peine esquissées

Avec quarante ou cinquante jours-enquêteurs, on dispose au mieux d'une liste de noms et de fonctions qui correspondent à un premier repérage des personnages clés de la zone.

On sait quels sont les lignages les plus importants et on a une idée, relativement précise, de la situation foncière. On entrevoit les principaux réseaux d'alliance, on peut avoir quelques idées approximatives sur la

composition des réseaux de clientèle, on peut esquisser des hypothèses plausibles sur les dynamiques locales du pouvoir : qui tient les rênes, qui voudrait les tenir, qui les a perdus récemment...

Ces données sont loin d'être inutiles bien entendu, mais on ne dispose que de peu de certitudes, les stratégies prêtées aux acteurs apparaissent encore floues et il n'est pas impossible qu'on ait oublié un acteur essentiel ou deux, dans le contexte de discrétion qui règne toujours dans les villages de l'Ouest malgache.

La méthode A+ courte

Une méthode courte

Dans la modalité courte (par opposition à la méthode « normale » beaucoup plus longue), une équipe de quatre à six enquêteurs travaille dans un seul village pendant vingt à trente jours.

Au strict minimum 80 jours-chercheurs sont nécessaires, au plus 180, la norme se situant entre 110 et 120 jours-chercheurs, ce qui suffit générale-

ment si l'équipe compte au moins deux seniors et si on dispose déjà d'informations précises sur la zone. Mais, s'il ne s'agit pas de « commandes » imposant des obligations contractuelles, on ne cherche pas à terminer à tout prix dans un délai déterminé. On procède alors exactement comme il a été signalé plus haut en distinguant les mêmes phases d'enquête.

Une méthode élargie dans l'espace

Cependant, les utilisateurs de A+ trouvent de plus en plus nécessaire, même dans la modalité courte, de ne pas limiter l'enquête au seul village qui constitue la cible dans son sens le plus strict. On pense, désormais, que cette limite est exagérément réductrice et conduit à se priver d'emblée de plusieurs clés essentielles. On ne s'y résigne donc, faute de mieux, que dans la modalité accélérée. On parle désormais d'une *méthode courte élargie*, même si l'image ainsi évoquée n'est ni très jolie, ni très claire. Nous décrivons ici les axes de cet élargissement qui porte, d'abord, sur les environs immédiats du village-cible, ensuite sur des réseaux de sociabilité qui ne sont pas entièrement repérables au niveau villageois, enfin sur les rapports avec la (les) ville(s) proche(s) qui polarise(nt) le village.

● Les environs immédiats du village étudié

Un équipier en surnombre fait le tour des villages qui sont en rapport suivi avec le village-cible afin d'y rencontrer, plus informellement que lors de la réunion protocolaire, des notables, des personnages officiels (présidents de *fokontany*, maires, instituteurs, etc.) ou semi-officiels (anciens maires, anciens députés, etc.) ou simplement des gens qui savent et qui acceptent de parler (les *mpizaka*⁴⁹ par exemple).

Si l'enquête est bien menée, en donnant l'impression de ne pas chercher ce que, justement, elle cherche, beaucoup de faits opaques jusqu'alors peuvent commencer à s'éclaircir. Tel personnage, plutôt discret au village, apparaît comme doté d'un certain

rayonnement dans toute la région, tel lignage, qui semblait discrètement marginalisé, est alors décrit très précisément comme issu des dépendants du clan fondateur (personne n'aurait osé en parler dans leur voisinage immédiat), tel conflit ancien s'explique par les exactions de tel personnage qui fait encore suffisamment peur au village pour que personne n'ose en faire état...

Il est préférable, quand cela est possible, de rechercher ces informations complémentaires en même temps que l'enquête principale, pour avoir le temps, s'il y a lieu, d'infléchir les questions de toute l'équipe. La plupart du temps, malheureusement, on doit se contenter, au terme de l'étude, de détacher les deux enquêteurs les plus expérimentés pour accomplir en trois ou quatre jours cette besogne délicate.

À ce niveau, il convient de faire flèche de tout bois. L'enquête qui, dans les premiers temps de l'Éra, nous a mis sur la trace de l'importance réelle des *mpañarivo* du Maharivo, ressemblait fort, nous l'avons vu, à une enquête policière. Elle nous a conduit à reconstituer la vie quotidienne et les réseaux de clientèle en plusieurs lieux de deux ou trois personnages qui ne souhaitaient nullement que l'on fasse la lumière sur ces activités dont leurs proches ne soupçonnaient que vaguement l'existence. Malgré ces activités proches de l'espionnage policier, nous avons échappé à toute mauvaise conscience en respectant scrupuleusement la déontologie de la recherche qui exige qu'aucun enquêté ne puisse être inquiété pour des faits révélés par l'enquête. Nous n'avons bien sûr divulgué sur place aucune des informations ainsi acquises et nous n'avons jamais donné aucun nom dans nos diverses publications.

● Les réseaux de sociabilité qui dépassent le niveau microlocal

Nous opposons ici un niveau « micro » (le village et ses dépendances immédiates) à une approche « méso » (plusieurs villages autonomes proches appartenant à une même unité sociale plus vaste qu'il convient, dans chaque cas, de définir). Le niveau « méso » permet de prendre en compte les réseaux de sociabilité qui dépassent le cadre strictement villageois. Trois éléments, peu visibles, méritent cependant une grande attention :

- ◆ les réseaux de parenté et d'alliance dépassant le cadre villageois ;

- ◆ les réseaux de clientèle liés principalement à un riche éleveur de bœufs ;

- ◆ les flux économiques non marchands fonctionnant à l'échelle mésorégionale.

Les réseaux de parenté et d'alliance dépassant le cadre villageois

● Hameaux et campements de bœufs

Un lignage est donc une unité résidentielle, parfois scindée en un village principal et en quelques hameaux dans un rayon de quelques kilomètres. Des « campements de bœufs » (habitats précaires et provisoires qui permettent aux bouviers de garder les troupeaux lignagers dans des pâturages parfois lointains) sont souvent disposés en couronne à beaucoup plus grande distance du village centre. Il est facile d'obtenir une description précisément localisée de ces hameaux et de ces campements. On peut, dans des délais raisonnables, visiter tous les hameaux, mais certainement pas tous les campements (il peut y en avoir un dizaine voire plus dans des lieux éloignés, loin de toute voie carrossable). Il est essentiel, pourtant, d'en visiter au moins un, si possible celui où les habitants sont les plus nombreux. On peut y observer :

- ◆ la vie quotidienne des gardiens de bœufs (ce qui permet d'éliminer définitivement l'idée, totalement mensongère, d'un « élevage contemplatif »), les rapports entre gardiens et propriétaires, les rapports complexes et souvent ambigus entre gardiens surveillant des bœufs dans des pâturages voisins ;

- ◆ un processus d'essaimage villageois en train de se réaliser⁵⁰.

Les rumeurs qui se répandent dans un campement sont très spécialisées et fort intéressantes pour

⁴⁹ Mpizaka : personnages qui ne sont pas forcément bien placés dans les hiérarchies de l'âge et du pouvoir lignager, mais qui se montrent particulièrement aptes à défendre le groupe villageois dans ses conflits avec l'extérieur, ou à trouver des solutions équitables à des problèmes internes difficiles. Ces personnages sont faciles à identifier en effet, à toutes fins utiles, ils se présentent assez spontanément aux *vazaha* en visite et les villageois conseillent de les rencontrer dès que surgit un problème, même petit. Mais l'institution du *mpizaka*, à peu près générale dans les villages *tandroy*, l'est beaucoup moins chez les *Sakalava* où le sage négociateur est rarement différent du *mpitoka* du lignage le plus important.

⁵⁰ Pour le modèle dominant de ces processus, voir L. Rakotomalala, Développement agricole et transformation des territoires pastoraux, in M. Fiéroux, J. Lombard, 1987, p. 61-83.

A+. On y parle sans cesse des voleurs de bœufs qui écumant la région, on décrit leurs réseaux, leurs alliances, leurs stratégies offensives... On parle beaucoup aussi des *mpañarivo* émergents ou de ceux qui, au village ou dans son voisinage, ont déjà émergé. On apprend beaucoup de choses sur l'itinéraire confidentiel de leur ascension sociale. Avec un peu de chance, on peut même y rencontrer l'un de ces *mpañarivo* en train de préparer le moment de son retour, en nouveau riche, sur la scène villageoise. On sait qu'on ne sera pas entendu par des oreilles indiscrettes et on se laisse aller à des confidences qui peuvent être entretenues par une ambiance chaleureuse accompagnée de petites quantités de boissons alcoolisées, fort appréciées dans l'ambiance austère du campement.

● *Alliés et parents résidant hors du village*

La règle favorisant les mariages exogamiques incite les Sakalava à rechercher leurs épouses plutôt hors de leur village. En fait, les enquêtes généalogiques montrent souvent l'existence d'isolats matrimoniaux dont les informateurs ne semblent pas avoir une connaissance claire, car nul n'en fait état. Si le divorce n'a pas été provoqué par le déshonneur du gendre (celui-ci survient, par exemple, si le gendre n'a pas été capable d'offrir un bœuf castré lors des funérailles de son beau-père), il n'entraîne pas la rupture des liens d'alliance entre l'ancien gendre et son ancienne belle-famille.

La prise en compte des unions successives confirme généralement l'idée que les hommes d'un village épousent plutôt les femmes d'un petit nombre d'autres villages et qu'ils délaissent assez systématiquement les femmes de tel ou tel village.

Cette situation peut être riche d'enseignements sur le potentiel associatif villageois. Les liens réguliers d'échanges matrimoniaux entre villages reposent souvent sur une très ancienne alliance à plaisanterie en partie oubliée, mais qui survit sous cette forme. La probabilité d'une bonne entente est alors plus forte que dans la moyenne des cas. Par contre, l'absence persistante de liens matrimoniaux entre deux villages peut faire redouter l'existence d'un problème grave dont personne n'est autorisé à parler. Par exemple si l'un des villages est composé d'anciens dépendants de l'autre village, personne ne mentionnera ce fait, mais, dans une même association, aucun ancien « noble » n'acceptera de se trouver sous l'autorité d'un membre du bureau qui serait un ancien dépendant.

Pour ne pas perdre de temps à détailler les alliances extravillageoises (belles-familles, actuelles ou anciennes, frères de sang, parents à plaisanterie), on peut, si survient une cérémonie, les repérer en une première approximation grossière grâce aux *enga*. Après la cérémonie, il suffit de consulter le cahier des *enga* du lignage organisateur et de demander l'origine géographique (et, si on le peut, la nature de l'alliance) de tous ceux qui ont apporté un *enga*. Cette démarche ne pose généralement pas de problème.

La carte superposant l'origine géographique des épouses (actuelles et anciennes) du lignage, la localisation des parents à plaisanterie, des frères de sang de chacun des membres du lignage, des autres personnes ayant apporté des *enga* lors de la dernière circoncision ou des dernières funérailles constitue un document très riche qui caractérise très complètement l'espace social du village, mais son élaboration précise constitue une tâche délicate et minutieuse que l'on n'a pas toujours la possibilité de mener jusqu'à son terme.

Les réseaux de clientèle contrôlés par un mpañarivo

L'inventaire de ces réseaux est, lui aussi, difficile à établir, puisque ni les « patrons », ni les « clients » ne souhaitent en faire état. Pour les « clients », il y a humiliation à avouer qu'on « dépend » de quelqu'un qui n'est pas un parent. Cette relation rappelle bien malencontreusement les rapports de dépendance des temps précoloniaux. Pour le « patron », il n'y a aucun intérêt à montrer l'étendue de sa puissance autrement que dans le cadre de l'ostentation cérémonielle. Il ne faut susciter ni agressions magiques de la part des jaloux et des envieux, ni stratégies « politiques » de la part de rivaux potentiels.

Nous l'avons dit plus haut, il est difficile d'éviter sur ce thème le recours à des méthodes d'investigation discrètes qui ne sont pas sans rappeler certaines méthodes policières « soft ». Il convient donc d'en user avec beaucoup de prudence et de scrupules. Il peut suffire, en première approximation :

- ◆ de connaître la localisation des diverses résidences du *mpañarivo* (information délicate qui n'est cependant pas au-dessus des forces d'un enquêteur habile disposant d'un peu de temps) ;

- ◆ de trouver, dans chacune de ces résidences, un informateur qui décrit à grands traits le comportement local du *mpañarivo* et qui prévient lorsque

celui-ci entreprend des grands travaux d'entraide (tâche peu difficile) ;

- ◆ d'envoyer un enquêteur sur le lieu de ces travaux et de recueillir, en premier lieu, l'origine géographique approximative de chacune des personnes venues travailler ; si l'enquêteur dispose d'un peu de temps, il peut repérer certains clients et retourner les voir dans les jours qui suivent pour mieux comprendre la nature des liens qui l'unissent au *mpañarivo*.

Les flux économiques non marchands

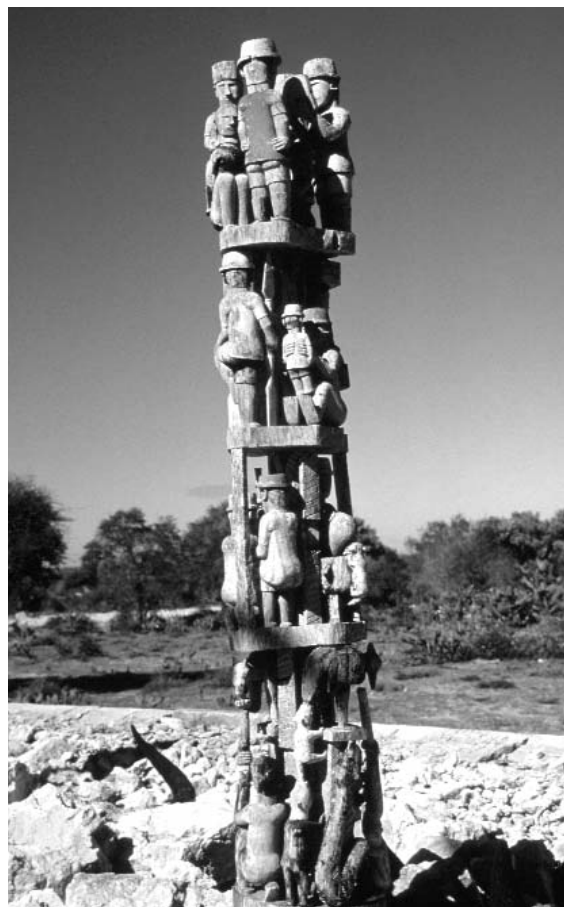
Le Menabe est parcouru par de fins réseaux capillaires d'échanges non marchands qui ne transitent par aucun marché. Des femmes de pêcheurs vezo, sur le littoral, partent à pied vers les zones rizicoles voisines et troquent leur poisson, séché ou fumé, contre du paddy. Des femmes de riziculteurs obtiennent du miel dans la région de Mahabo ou des crabes de mangroves. Des chasseurs-cueilleurs mikea de la zone de Salara avaratra apportent du sel qu'ils ont extrait d'un gisement dont ils connaissent l'emplacement secret et le troquent contre des produits de première nécessité ... Les enquêtes villageoises oublient souvent ces flux qui n'impliquent pas de circulation monétaire, et – c'est vrai – n'ont pas une grande importance quantitative. Ces flux sous-tendent pourtant des rapports sociaux positifs, qui contribuent à construire une réelle cohésion sociale, même en l'absence de liens d'alliance formels.

● Le village et la ville

Les villageois en ville

Il est intéressant de savoir ce que les villageois vont faire à la ville et comment ils le font. En fait, ils y vont, semble-t-il :

- ◆ pour vendre des produits au marché et y acheter des biens matériels qu'on ne trouve pas chez les commerçants du bourg le plus proche ;
- ◆ pour répondre à des convocations du Tribunal à propos, le plus souvent, d'affaires de vols de bœufs qui se terminent parfois par des incarcérations ;
- ◆ pour solliciter une aide, ou des conseils, ou des arbitrages de parents ou d'alliés exerçant une profession régulière (tireurs de pousse-pousse à Tuléar, gardiens de maisons à Morondava, dockers, femmes de ménage) ou même, très exceptionnellement, exerçant une fonction publique.



Aloalo, emblème funéraire du Sud-Ouest

Si, comme ce fut souvent le cas pour les équipes Éra, la ville qui exerce une fonction polarisante sur le village étudié est aussi le lieu de résidence permanent de l'équipe, on a là un excellent outil pour :

- ◆ maintenir des liens avec le village après en être parti (et, notamment, être prévenu du calendrier des principales cérémonies) ;
- ◆ obtenir un éclairage original sur des faits énigmatiques observés au village au cours de l'étude ;
- ◆ observer les formes de domination souvent exercées par les membres citadins du lignage sur leurs parents encore ruraux.

Une stratégie Éra très simple a souvent consisté à :

- ◆ laisser au moment du départ les adresses de plusieurs équipiers aux villageois qui le souhaitent, en leur recommandant de se servir de ces adresses en cas de besoin ;

- ◆ bien accueillir les villageois effectivement rencontrés, en les aidant dans leurs démarches, en les accompagnant chez leurs parents, éventuellement en les hébergeant un jour ou deux : la rumeur villageoise deviendra alors très favorable à l'équipe d'enquête ;

♦ maintenir des relations suivies avec les parents ou alliés rencontrés et recevoir ainsi leurs versions de divers faits encore mal expliqués.

L'emprise des citadins sur le monde villageois

Diverses recherches en ville peuvent être utiles pour comprendre des situations sur lesquelles on a peu d'indications au village.

Par exemple, le Service des Domaines peut fournir de précieuses informations sur les concessions existant au village.

Le nom des propriétaires successifs, vivant pour la plupart en ville, permet d'utiles enquêtes complémentaires.

Les représentants politiques de l'unité administrative à laquelle appartient le village peuvent aussi être utilement enquêtés, après la fin du séjour.

Acquis et insuffisances de la modalité courte-élargie

Par rapport à des objectifs classiques (transformation des systèmes de production, gestion de l'environnement...), la méthode courte donne des résultats tout à fait satisfaisants. Mais si l'on cherche à caractériser les structures locales du pouvoir, les acquis sont généralement importants mais restent insuffisants.

Un séjour d'une centaine de jours-chercheurs apporte un ensemble d'informations de premier ordre. Après avoir repéré les chefs lignagers importants, on a pu avoir plusieurs entretiens avec eux. On a identifié les principaux possédés et, avec un peu de chance, on a pu assister à une cérémonie de *tromba*. Au besoin, on peut d'ailleurs provoquer cette cérémonie si l'un des équipiers demande une consultation. Pour les séances de possession *tromba*, par exemple, il est tout à fait normal d'inviter les étrangers non importuns présents au village. Après, nul ne s'offusquera des interrogations de l'enquêteur, car les cérémonies de *tromba* se présentent souvent comme de véritables *happening*, au cours desquels n'importe quoi peut arriver : irruption inopinée d'un esprit inconnu qui insulte tout le monde ou qui s'en prend violemment aux enfants présents, télescopage entre deux esprits, le second tentant de s'imposer alors que le premier n'est pas encore parti, malaise de la possédée qui s'effondre et doit être ranimée, crise violente d'un membre de l'assistance brusquement pénétré par un esprit non identifié... Peu d'informateurs, d'ailleurs, sont capables de bien comprendre ce qui se passe.

Le *saha* (personnage proche de la possédée qui interprète ses paroles, souvent peu intelligibles, avant de les annoncer au public) peut être d'autant plus précieux qu'on a souvent l'impression qu'il manipule

sciemment l'opinion publique villageoise. Gagner sa confiance est essentiel. Il ne faut pas avoir de regrets si cette tâche délicate demande plusieurs jours.

Les *ombiasy* (les devins-guérisseurs) peuvent davantage rester inaperçus, surtout si leur renommée repose sur des activités peu avouables (le soutien à de grands voleurs de bœufs par exemple). En tout état de cause, une consultation ou une interview, demandée à l'*ombiasy*, apportera assez peu d'informations, la déontologie de la profession mettant le secret au premier rang des devoirs. Il existe cependant des exceptions. Un *ombiasy* très célèbre (à Bemanonga près de Morondava), souhaitant peut-être renforcer encore sa notoriété, nous a fourni, alors que nous l'avions à peine sollicité, des informations, exactes et utiles, sur les « filières » de formation des jeunes *ombiasy*. On peut aussi consulter un devin-guérisseur, et, selon son humeur et sa sympathie pour l'équipe, il pourra s'épancher et expliquer certains des mécanismes de son action ou ne rien dire du tout.

Quand un *ombiasy* est fameux, les villageois aiment bien rapporter (parfois en les exagérant) ses exploits et ses guérisons miraculeuses. On peut en retirer des informations utilisables. On ne saura rien par contre, quelle que soit la qualité de l'enquêteur, sur l'activité des *mpamosavy* (sorciers) qui sont très redoutés, sans que l'on sache toujours clairement de qui il s'agit (les sorcier pris en flagrant délit sont immédiatement mis à mort), ni l'étendue de leurs pouvoirs. Si on en parlait, on s'exposerait à leurs redoutables représailles.

Les responsables du culte dans certains lieux sacrés (gardien d'une source sacrée, *tompondrano*...) ne font généralement aucune difficulté pour raconter

ce qu'ils savent sur leur activité qui leur vaut en général un prestige limité et peu de véritables revenus. Ils décrivent ainsi complaisamment les croyances relatives aux esprits qui hantent ces lieux.

Il faut de la chance pour que survienne, au cours du séjour, une cérémonie importante. L'observation d'un tel événement, si elle est menée selon les règles, permet d'accéder, nous l'avons vu, à des informations fines dont l'interprétation sera peut-être décisive pour la suite de l'étude (identification des grands lignages et des fortes personnalités qui les animent, repérage des *mpañarivo* émergents qui ne vont pas tarder à défrayer la chronique...).

Pendant le séjour au village, cependant, la source principale d'information sur les structures du pouvoir, nous l'avons vu, est souvent constituée par l'histoire des conflits dont l'analyse finit généralement par révéler des clivages fondamentaux.

Toutefois, la plupart du temps, ces acquis sont insuffisants. En particulier, les pouvoirs du *mpañarivo* et même leur importance réelle sont constamment occultés. Les *mpañarivo* recherchent la discrétion, no-

tamment pour ne pas éveiller la jalousie qui pourrait inciter leurs rivaux à déclencher des entreprises magiques. Les clients-dépendants du *mpañarivo* ne savent souvent pas grand-chose de leur « patron ». Le rapport qu'ils ont avec lui est très personnalisé et ils ne connaissent guère les autres clients-dépendants. Ils ne savent pas trop dans quels autres villages le *mpañarivo* exerce sa domination. Les clients d'un même *mpañarivo* se considèrent plutôt comme des rivaux dans l'accès aux faveurs du patron, absolument pas comme des « camarades » subissant la même « exploitation de classe ». Quand elles existent, les relations horizontales entre dépendants sont franchement hostiles et marquées du sceau de la rivalité. Pour bien apprécier la portée du rôle de ce personnage clé, il faudra de multiples recoupements effectués à une échelle mésorégionale que ne permet nullement un séjour d'une vingtaine de jours. Il est clair qu'il y faudra du temps, surtout si les enquêteurs sont nouveaux dans la région. Par contre, si l'équipe est déjà venue, elle connaît déjà les personnalités les plus importantes. Il suffira alors d'affiner ce qu'on sait déjà.

La méthode A+ normale (retours multiples sur le terrain)

Jusqu'à une date très récente, les utilisateurs de A+ considéraient comme « améliorée » la variante de la méthode impliquant de multiples retours sur le terrain. Ils pensent aujourd'hui qu'il convient d'en faire la méthode normale puisque, de toute évidence, elle est beaucoup plus performante que les méthodes « accélérées » et « courtes ». On a, aujourd'hui, cessé de croire qu'un seul séjour, même particulièrement réussi, permettrait d'atteindre complètement l'objectif relativement sophistiqué que constitue la connaissance des structures microlocales du pouvoir. Dans A+ normal, il convient donc d'ajouter aux 110 à 120 jours-

chercheurs de la méthode courte, une vingtaine de jours-chercheurs par an, aussi longtemps qu'il est possible d'effectuer de nouvelles missions. Il est clair que la durée nécessaire à des retours peut varier très fortement d'un cas à un autre, en fonction, notamment, des qualités de l'enquête initiale, mais aussi des disponibilités en temps et en personnel d'enquête.

Les modalités de l'allongement du temps de l'enquête peuvent varier. Au pire, un contact permanent est maintenu avec un villageois. Au mieux, une équipe A+ allégée pourra revenir sur place un petit nombre de jours par an pendant plusieurs années consécutives.

La technique du contact minimum

Si l'on n'est pas sûr de pouvoir revenir sur place (notamment quand l'accès est particulièrement difficile, comme c'est le cas dans le Bemaraha où certains villages se trouvent à plusieurs dizaines de kilomètres de la première route carrossable), on peut se contenter, à la rigueur, de maintenir une relation semi-permanente avec un informateur local privilégié que l'on rencontre de temps en temps lorsqu'il vient en ville.

Une meilleure solution consiste, lors du premier séjour, à former sommairement un villageois aux techniques A+ (la problématique, les techniques d'observation, les entretiens sans questionnaire, la rédaction de fiches, la rédaction d'une chronique quotidienne, etc.). Ce peut être, par exemple, un villageois avec lequel se sont créées des relations privilégiées ou l'agent d'un projet

à condition qu'il soit parfaitement bien intégré. On le charge d'effectuer des observations au jour le jour, et de tenir une sorte de chronique quotidienne du village, avec l'aide de la « grille du changement ». Un contact aussi permanent que possible est maintenu avec lui, surtout s'il vient en ville de temps en temps. Dans l'autre sens, il suffira qu'un équipier revienne régulièrement au village, tous les six mois par exemple, pour faire le point et actualiser les informations initiales. Son attention sera ainsi attirée d'emblée sur quelques faits marquants. Des pistes d'explication lui seront déjà proposées...

Ce système est facile à mettre en œuvre, mais il repose trop sur la qualité spontanée d'un enquêteur dont les motivations et les qualifications professionnelles peuvent être insuffisantes.

Les retours réguliers

Pour un retour intervenant après un premier séjour comportant une centaine de jours-enquêteurs, il n'est plus nécessaire de mettre en route une équipe lourde avec support logistique important. Deux enquêteurs expérimentés pendant quatre ou cinq jours peuvent suffire, s'ils ont effectivement participé à la première étude. Ils disposent d'une « grille du changement » (cf. en annexe), observent ce qui a pu changer depuis leur dernier séjour, se font expliquer tout ce qui fait problème. Les avantages de ces retours sont considérables.

Quand l'équipe a laissé un bon souvenir, les séjours suivants sont toujours beaucoup plus faciles. La confiance est d'emblée plus grande que lors du premier contact, surtout si des rencontres ont eu lieu depuis le dernier séjour (retour pour apporter les photos, aide à des villageois venus en ville, etc.). De plus, on sait à qui adresser les questions sensibles et qui est compétent pour quoi.

Mais ce qui rend presque magique ce retour sur un terrain déjà connu, c'est qu'on peut immédiatement

(ou presque) lire le résultat de stratégies dont, bien sûr, personne n'avait parlé, car nul, à Madagascar ou ailleurs, n'explique ses stratégies auprès d'enquêteurs étrangers, même s'ils sont sympathiques. Par contre, dix ou quinze mois après, les choses ont bougé, les pâturages ont changé d'usage, des rizières pourtant bien placées ont été abandonnées, des migrants qui semblaient bien installés sont partis sans espoir de retour, les bœufs d'un *mpañarivo* rival ont été volés, certains personnages clés sont morts subitement, le décès d'un *mpitoka hazomanga* a provoqué une crise ; celle-ci permet, *a posteriori*, de découvrir un grave clivage interne inaperçu qui divisait secrètement un lignage important ; des comportements, peu intelligibles jusqu'alors, deviennent soudain clairs...

C'est un second retour à Tsiandro qui nous a définitivement persuadés de l'intérêt des retours multiples, alors que le premier séjour avait laissé subsister de lourdes zones d'ombre (cf. encadré n° 17 ci-dessous).

Encadré n° 17 : Les stratégies opaques des Tompontany de Tsiandro

Lors de la première visite A+ à Tsiandro, près du mont Tsiandro, point culminant du plateau de Bemaraha, nous avons été frappés de constater que les autochtones sakalava semblaient avoir choisi d'abandonner progressivement mais radicalement leur village. Leurs cases désertées, à la toiture effondrée, offraient un triste spectacle. Les villageois demeurés sur place affirmaient qu'un mauvais présage était à l'origine de ces départs. Quelques temps auparavant, en effet, un sanglier, traqué par des chasseurs dans la forêt voisine, aurait fui en traversant le village dans toute sa longueur, ce qui est tout à fait inhabituel et s'expliquerait, dit-on, par le fait que les bêtes sauvages voient l'avenir. Le sanglier aurait ainsi déjà « vu » la prochaine disparition du village. Les agents du projet Bemaraha confirmaient la gravité de la situation en parlant de l'« inéluctable déclin de Tsiandro » qui incitait d'ailleurs le projet à se retirer progressivement.

Lors d'un retour, seize mois après, nous avons eu l'idée de rechercher méthodiquement où s'étaient installés les villageois qui étaient partis. Nous avons pu, ainsi, éclairer le phénomène de façon entièrement nou-

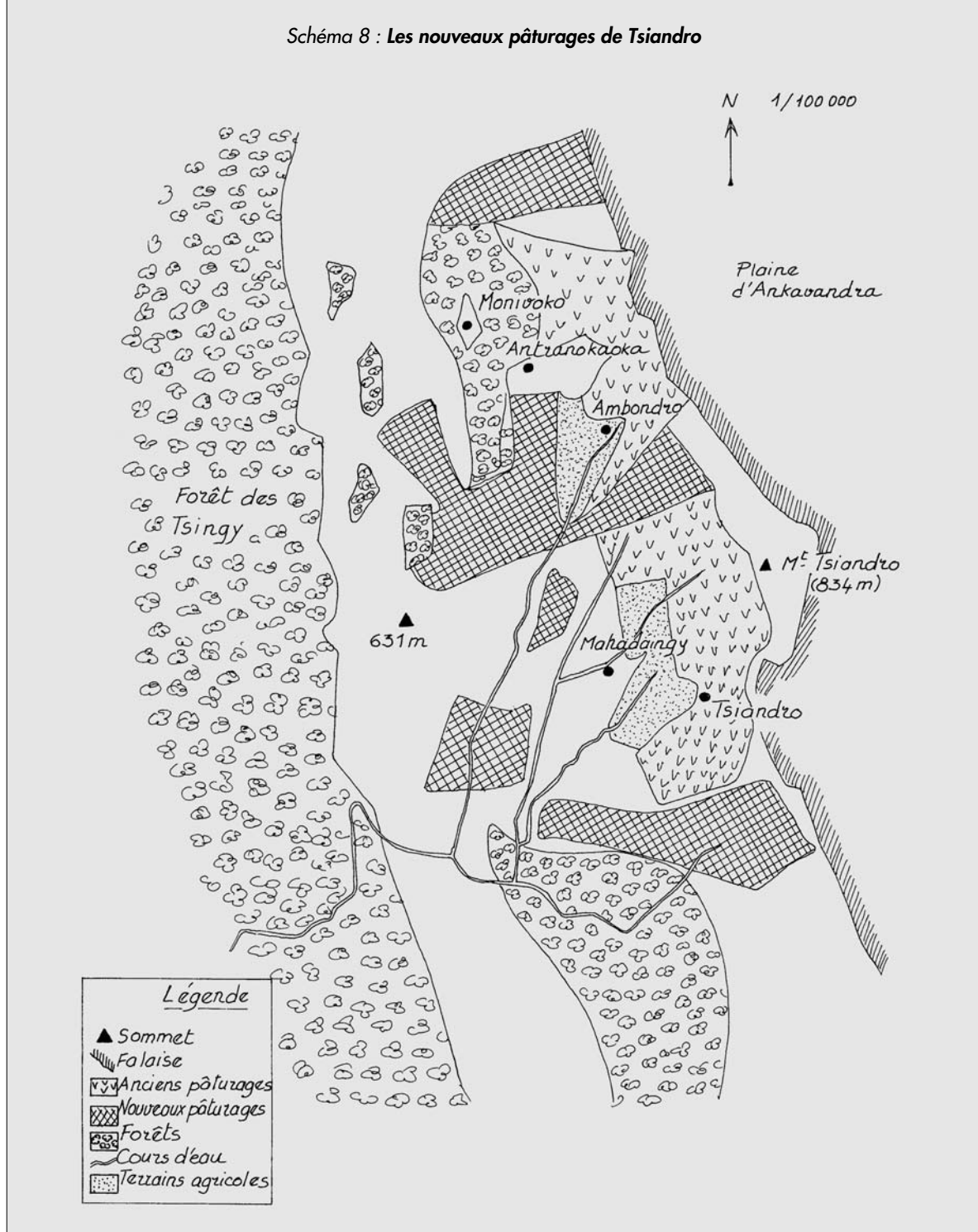
velle. En fait, les autochtones sakalava n'étaient pas vraiment partis. Se sentant menacés par l'expansion constante des pâturages et des rizières des migrants merina et vankankaratra, installés depuis plusieurs décennies au village et animés de stratégies fortement expansionnistes, ils avaient développé à leur tour une stratégie d'encerclement de ces migrants en créant de nouveaux pâturages, en couronne lointaine (une dizaine de kilomètres) autour de Tsiandro.

Le pseudo-déclin du village masquait, au contraire, une volonté affirmée de reprendre les rênes du pouvoir local et de développer leur élevage bovin dans des conditions qui justifiaient plus que jamais l'aide technique du projet. L'enquête la plus fine, lors du premier séjour, n'aurait certainement pas permis de faire avouer aux acteurs qu'ils envisageaient une telle tactique. Par contre, les faits étant accomplis, il devenait possible d'en parler. Nous avons ainsi appris que cette discrète stratégie d'encerclement de rivaux dans l'accès à la terre ou à des pâturages était fréquente voire banale non seulement dans le Bemaraha mais dans tout l'Ouest et le Sud-Ouest.../...

.../... malgache. De fait, nous avons dès lors relevé maints exemples du même phénomène, signalé par d'autres auteurs dans des zones très différentes, comme la partie de la forêt mikaëa proche du village d'Ampasikibo

au nord de Tuléar (Flavien Rebara 1998 ; Chantal Blanc-Pamard 1999 ; Sylvain Fauroux 1999), ou dans les zones déforestées au sud de Mahabo aux abords du village d'Andovihana (C. Guissard, Kily Be, G. Romain).

Schéma 8 : Les nouveaux pâturages de Tsiandro



Les monographies évolutives

Les informations obtenues lors de chaque nouveau séjour doivent permettre d'actualiser, voire même, s'il y a lieu, de présenter de façon nouvelle les données qui avaient été synthétisées et publiées dans la monographie initiale. Jusqu'à présent, seule la monographie de Tsiandro (Fauroux, Randriamidona, 1997) a été présentée de cette manière : trois textes

ont été successivement rédigés dans l'attente d'un quatrième qui interviendra, si l'avenir le permet, après un nouveau retour sur le terrain. Si tout se passe comme le souhaitent les acteurs utilisant A+ dans l'Ouest et le Sud-Ouest malgaches, la monographie évolutive, en constant processus d'actualisation, devrait devenir la norme.

Conclusion

Au fil d'un temps que l'on peut commencer à considérer comme long, les sessions de formation à la recherche par la recherche organisées à Tuléar et l'évolution spontanée de la méthode A+ ont conduit à privilégier deux axes : la formation proprement dite et la collaboration avec le développement.

● La formation proprement dite

La formation à la recherche par la recherche, qui était le principal objectif initial, est progressivement devenue une formation à la recherche et au développement, par la recherche.

Vers 1985, l'Éra était mandatée pour former des chercheurs. Mais de quels chercheurs pouvait-il s'agir dans un pays en proie aux dures réalités de l'ajustement structurel qui interdisait le recrutement de fonctionnaires, d'enseignants universitaires, de chercheurs titulaires... ? Parmi les rares thésards malgaches, beaucoup préféraient alors rester en France, occupés à des tâches médiocres qui, au moins, leur permettaient à peu près de vivre, tandis que d'autres, rentrés au pays, travaillaient comme chauffeurs de taxi à Antananarivo, à Toamasina ou à Tuléar...

Par contre, la fin des années quatre-vingt et le début des années quatre-vingt-dix ont marqué le retour à Madagascar des ONG, des institutions étrangères de coopération, des « projets » les plus divers... L'Ouest et le Sud-Ouest, plus « sous-développés » que le reste du pays, ont particulièrement bénéficié de cet afflux. Ainsi – et ce fut une « divine surprise » – nos jeunes

« chercheurs en formation » ont trouvé facilement des emplois intéressants et ont été appréciés par leurs nouveaux employeurs. Le bouche à oreille fonctionnant bien dans le milieu très restreint du développement régional, l'Éra, à partir de 1994-1995, ne parvenait plus à former assez de gens pour satisfaire la demande, et des stagiaires furent recrutés alors que leur cycle de formation n'était pas achevé.

Il paraît clair, aujourd'hui, que l'expérience doit être poursuivie, rationalisée, améliorée en tirant les leçons du passé. L'implantation de cette formation à Tuléar devait beaucoup au hasard. Ce hasard fut certainement heureux, car l'Ouest et le Sud-Ouest ont été le cadre d'innombrables « erreurs » dont il est loisible, aujourd'hui, d'observer les conséquences. On peut donc déjà montrer, sur le vif, ce qu'il ne faut pas faire en matière de développement. On peut réfléchir sur ces erreurs en dialoguant avec les gens qui auraient dû en être les bénéficiaires, dont on a complètement oublié, à l'époque, de prendre l'avis pourtant plein de bon sens. On peut aussi rencontrer d'anciens techniciens qui ont bien compris que *l'ampleur du décalage entre offre et demande de développement se trouve à l'origine de la plupart des ratages.*

● La collaboration avec le développement

La réflexion sur les transformations en cours et sur les dynamiques sociales, sans renoncer à une problématique de type « fondamental », s'est constamment rapprochée d'une problématique « appliquée ».

Cette évolution s'est effectuée notamment sous la pression de deux constats :

- ◆ les faits ont abondamment démontré, d'abord, que les opérations de développement peuvent constituer un remarquable laboratoire d'expérimentation sociale, susceptible d'enrichir profondément la réflexion fondamentale. La déontologie ne permettant pas d'expérimenter en vraie grandeur, les « opérations » offrent des possibilités inespérées de mieux comprendre ce qui se passe réellement quand on agit sur telle ou telle variable ;

- ◆ les faits ont montré, ensuite, que la recherche, même fondamentale, pouvait parfaitement fournir aux agents de développement des enseignements directement utilisables. Ces constats ont poussé, de façon empirique (et souvent maladroite), à multiplier les interfaces entre la recherche et les actions de développement.

Dans un premier temps, le rôle de l'Éra confrontée à une « opération » s'est limité à la réalisation d'un diagnostic d'échec *a posteriori*, effectué tantôt à la demande d'un maître d'œuvre souhaitant comprendre ce qui s'était passé, tantôt à l'initiative de l'Éra sans aucun mandat. Ces interventions *a posteriori* (Sodemo Morondava, Fikrifama Beleo, BIT Mahaboboka...) ont montré que les promoteurs des projets avaient ignoré jusqu'à l'existence d'un petit nombre de personnages qui ne figurent sur aucun organigramme officiel, et sont même inconnus des ouvrages classiques d'anthropologie qui privilégient les relations de parenté. Malgré leur discrétion, voire leur clandestinité, ces personnages (les grands *mpañarivo* sakalava dans le Menabe) s'avéraient capables de mobiliser avec efficacité leurs réseaux de clientèle pour nuire au fonctionnement d'un projet qui portait atteinte à leurs privilèges. Ils imposaient d'autant plus facilement leurs stratégies que nul ne les avait prises en compte.

L'Éra a donc pensé, à un certain moment, que son ambition pouvait se limiter à cette action spécifique : le repérage *a priori* de ces personnages et de leurs probables stratégies selon les méthodes empiriquement mises au point avec A+. Pour le reste (description des systèmes de production en présence, de leur logique de fonctionnement, des contraintes liées aux interactions entre ces logiques, etc.), l'Éra ne se sentait pas beaucoup mieux armée qu'avec les méthodes classiques d'approche rurale plus ou moins rapide.

L'expérience forgée par de multiples retours sur le terrain a conduit à dépasser cette attitude.

- ◆ Il est apparu, d'abord, à l'évidence que les situations locales étaient toujours plus complexes qu'on ne pouvait le penser en première analyse, avec des acteurs qui, certes, se ressemblaient souvent, mais qui, d'un lieu à l'autre, ne disposaient pas des mêmes atouts. La prévision envisagée un instant s'avérait, évidemment, bien au-dessus de nos moyens réels si nous devons nous contenter des informations initiales. Par contre, chaque fois qu'il nous fut donné d'effectuer un suivi dans le temps, même avec des retours très espacés (comme ce fut le cas à Mahaboboka et à Tsiandro), nous avons pu corriger, sans nul recours à l'imagination, les malencontreuses simplifications initiales et nous avons vu apparaître, au moins dans leurs aspects essentiels, les vraies stratégies à court et moyen termes, inavouées et indécélables *a priori*...

On pourrait alors se demander à quoi sert un tel suivi, forcément coûteux, s'il ne permet pas d'anticiper avec certitude les réactions des décideurs locaux. La réponse est simple. Ce suivi ne permet certes que des hypothèses sur les attitudes prévisibles du partenaire, mais c'est déjà là un atout essentiel qui pourra être utilisé très efficacement dans les processus de négociation qui s'imposent de toute évidence, si l'on veut n'avoir pas à considérer les divers pouvoirs locaux comme des adversaires définitivement invisibles et insoupçonnés.

- ◆ À la recherche de moyens d'enquêtes n'utilisant « ni questions ni questionnaires », les équipes Éra ont effectué des progrès dont nous avons ici esquissé les grandes lignes. Les enquêteurs A+ ont ainsi fini par se persuader que leur méthode discrète d'observation était certes sensiblement plus lente que les méthodes classiques, mais qu'elle apportait des informations plus fiables et plus complètes. Avec le temps, il est même apparu que la différence d'efficacité devenait spectaculaire grâce aux retours réguliers sur le même terrain.

Ces deux axes de réflexion convergent pour souligner l'intérêt d'une approche anthropologique appuyée sur des enquêtes de type A+ associées à un suivi-évaluation se prolongeant bien au-delà du diagnostic initial dont l'utilité demeure évidente. On tend ainsi à cumuler plusieurs types d'avantages. Après avoir repéré les acteurs locaux réellement importants, même s'ils sont peu apparents, on découvre peu à peu leurs vraies stratégies. On se sert de cette découverte pour négocier avec eux dans le sens le plus favorable au succès de l'opération. En même temps, on enrichit le

fonds des connaissances « fondamentales » dont on disposait, puisque, nous l'avons vu, les meilleures observations sont toujours celles que l'on peut affiner par des retours successifs.

En fait, la situation décrite n'est pas sans risques pour le chercheur qui se hasarde ainsi à sortir de la tour d'ivoire dans laquelle il se sentait si bien, d'où il pouvait critiquer de façon assez plausible le mauvais usage qui avait pu être fait de ses enseignements. Même s'il n'intervient qu'à titre consultatif, il devra, dans cette optique, prendre sa part des éventuels échecs et, lui-aussi, devra se remettre en cause jusqu'à ce que son analyse soit devenue véritablement opérationnelle.

C'est une opération de ce genre que s'apprête à tenter, en ce moment, un programme CNRE/IRD qui se propose non seulement de suivre pas à pas la mise en place du programme Gelose⁵¹, mais encore, si on accepte ses avis, de contribuer à l'élaboration des stratégies à utiliser avec les principaux types d'acteurs locaux^{52 53}. Dans le cas de Gelose, les premiers apports A+ ont surtout consisté à tenter de faire comprendre aux responsables qu'il ne suffisait pas de privilégier l'une des communautés bénéficiaires, considérée comme plus anciennement implantée. D'autres droits bien réels, longuement constitués depuis des décennies, méritent absolument d'être aussi pris en considération sous peine, comme ce fut le cas dans l'aire protégée d'Ankarafantsika⁵⁴, de susciter des réactions de révolte aux résultats désastreux.

Ces réflexions convergent vers la nécessité de mettre en place une structure permanente qui pourrait permettre de stocker, d'analyser, de discuter et, éventuellement, de publier les données accumulées, année après année, sur une région déterminée. Une structure provisoire avait été esquissée en 1994 avec la création des « unités d'observation permanente » (UOP). L'expérience avait été un succès partiel sur le plan des résultats, particulièrement prometteurs (Fauroux 1998) mais elle avait tourné court faute de financement et hors de toute institutionnalisation pérenne. Cet observatoire pourrait être lié à l'Université dont la permanence est assurée. Il reposerait, comme les UOP de 1994, sur le très beau réseau d'agents du développement et de fonctionnaires autrefois formés par l'Éra.

Sa structure pourrait reposer sur :

- ◆ une structure de recherche, si possible rattachée à l'Université, dotée d'une cellule pouvant intervenir directement dans des actions de développement ;

- ◆ une structure d'enseignement permettant de former des étudiants avancés (niveau DEA) à la recherche de terrain et au développement ;

- ◆ un réseau unissant tous les agents de développement ayant bénéficié de la formation de type A+ ainsi que tous ceux, de toutes origines, qui souhaiteraient se joindre à ce réseau ;

- ◆ un lieu de stockage et, éventuellement, de publication rapide de l'information (sur l'exemple réalisé entre 1987 et 1991 par la série Aombe).

⁵¹ Après l'échec des politiques répressives et des PCDI (programmes communautaires de développement intégré), le programme Gelose (gestion locale sécurisée) se propose de confier aux villageois eux-mêmes la protection des ressources naturelles renouvelables situées sur le territoire qu'elles contrôlent. Des contrats sont établis entre l'État et les communautés auxquelles ce droit est reconnu. La mise en place du programme n'est entrée dans sa phase de réalisation que depuis un petit nombre d'années.

⁵² Ce programme de recherche porte le nom de Sologepa (sociétés locales et gestion patrimoniale). Il est financé, à un niveau très modeste, par l'IRD français et le CNRE malgache.

⁵³ Cette réflexion, actualisée par des travaux de terrain et enrichie par des débats entre chercheurs et professionnels du développement, pourrait être publiée dans une revue à périodicité régulière, semestrielle ou annuelle, par exemple : Les Cahiers du développement régional (Sud-Ouest de Madagascar). La conjoncture politique actuelle à Madagascar qui est marquée par la mise en œuvre de la régionalisation pourrait être favorable à la création d'une telle revue.

⁵⁴ Ankarafantsika : les gens expulsés des abords d'une forêt que l'on souhaitait protéger l'ont été de façon tellement inacceptable que certains d'entre eux ont entrepris, quelque temps après, pour se venger, d'incendier délibérément et méthodiquement cette forêt.

Annexes

Annexe 1. Les grilles de A+

Annexe 2. Les structures microlocales du pouvoir dans les villages de l'Ouest malgache

Annexe 3. Bibliographie

Annexe 4. Glossaire des termes vernaculaires utilisés dans le texte

Annexe 1

Les grilles de A+

Il convient de souligner énergiquement que ces grilles ne constituent que des suggestions largement imparfaites. Les équipes A+ s'en inspirent, certes, avant d'aller sur le terrain, mais elles consacrent toujours un jour ou deux à les réélaborer en fonction des impératifs de la nouvelle étude et des thèmes que l'on a choisi de privilégier.

Nous ne présentons ici que deux grilles. L'une sert dans tous les cas. L'autre est plutôt destinée à per-

cevoir le changement, soit pour aborder certains aspects de l'« approche diachronique », soit pour faciliter le travail dans les « retours » qui caractérisent désormais la méthode « normale ».

Parmi les grilles spécialisées, on a inclus dans le texte de l'ouvrage l'« histoire du peuplement » ainsi qu'un résumé de la grille d'« observation des cérémonies ». La grille sur « les vols de bœufs » est en cours de réaménagement.

Annexe 1a : Grille générale d'enquête A+ (village, bourg, petite région, etc.)

On suppose ici résolus les problèmes liés à la pénétration dans l'unité sociale étudiée : l'équipe d'enquête est bien acceptée et n'a d'autre problème que de savoir quelles questions elle doit poser. Trois principaux types d'approche seront utilisés :

- ◆ approche descriptive utilisant principalement les techniques de la géographie humaine ;
- ◆ approche ethnographique avec des techniques utilisant largement l'observation participante ;
- ◆ approche diachronique utilisant principalement les techniques de l'histoire orale.

L'approche descriptive doit donner lieu à un certain nombre de fiches, de cartes et de schémas. Elle doit normalement précéder les deux autres dans le temps. Ces dernières peuvent être effectuées simultanément ou l'une après l'autre, dans un ordre qui importe peu. On doit bien comprendre qu'il ne suffit pas de décrire ce

qui existe, mais de montrer ce qui se transforme et dans quelle direction cela se transforme. On cherche à faire apparaître les dynamiques spontanées (transformations qui résultent des interactions entre les agents locaux) et les dynamiques induites (transformations qui résultent de la réaction à une action extérieure).

Dans les conditions optimales, la grille doit être remplie par une petite équipe pluridisciplinaire (idéalement composée de quatre à six personnes) comportant au moins un géographe (pour la cartographie des terroirs et de l'habitat) et un anthropologue de formation. Mais il est souhaitable que tous les thèmes de la grille soient traités par tous les coéquipiers sans tenir compte des spécialisations disciplinaires, avec échange quotidien des résultats et mise au point collective des programmes à réaliser les jours suivants pour combler les lacunes.

La grille peut être remplie par un chercheur isolé. Mais il est vivement recommandé de constituer, au moins, une équipe de deux personnes : un enquêteur questionne, l'autre note. Ou un second enquêteur, en retrait, attend que le rythme du premier faiblisse pour le relayer. Les réponses à la grille se présentent sous la forme de fiches thématiques d'observation.

Pour les fiches, la forme est libre, la rédaction provisoire sans contrainte de style (en malgache ou en français, en style télégraphique, etc.). Seule règle importante : tout noter au jour le jour, ne pas compter sur la mémoire. Une fiche par thème.

Objectif : à la fin du séjour sur le terrain, regrouper les fiches par thèmes et sous-thèmes en vue d'établir des fiches thématiques de synthèse. Limiter l'usage du magnétophone à un petit nombre de cas (recueil de contes, de traditions historiques incluant un grand nombre de noms propres, histoires de vie, etc.). Préférer la prise de notes. Si celle-ci n'est pas possible, transcrire en équipe, de mémoire, immédiatement après l'entretien. Ne jamais attendre plus de quelques heures pour effectuer cette transcription différée.

● L'approche descriptive

À ce niveau, on ne cherche pas à comprendre les mécanismes qui régissent les phénomènes, mais à en décrire la morphologie avec précision et, si possible, avec des données quantifiées. Résultats souhaités : cartes provisoires et schémas commentés, données quantitatives, fiches descriptives.

Le cadre général

● *Données générales (au moins partiellement quantifiables)*

– Données climatiques (en particulier : pluviométrie et températures moyennes), les saisons ; souligner les éventuelles variations dans le climat : signes objectifs étayant une éventuelle aggravation de la sécheresse (source qui s'est tarie, lac dont le niveau a baissé, etc.).

– Données démographiques (cahiers *fokontany* et *firaisana*).

– Autres statistiques disponibles (*faritany*, *firaisana*, *fokontany*, administrations diverses, archives des écoles, des paroisses, des postes de santé, des dispensaires, des établissements de santé, statistiques de production, etc.). Faire preuve d'imagination dans la recherche de ce type de données. Des évaluations apparemment approximatives peuvent avoir un réel

intérêt (nombre de charrettes de tel produit agricole vendues à des collecteurs par le village à chaque récolte, estimations de rendements, etc.) à condition d'être soigneusement recoupées. Mercuriales de marché (au besoin s'entendre avec quelqu'un pour qu'il recueille les prix des produits pendant une longue période, si possible au cours d'une année).

● *L'unité dans sa microrégion*

– Définir les limites de la microrégion ; on s'intéresse d'abord exclusivement à l'unité géographique homogène dans laquelle se trouve prise l'unité étudiée. On s'intéressera ensuite à l'unité sociologique.

– La microrégion : relief, sols, végétation, caractéristiques et originalités de la microrégion. Rôle de l'unité sociale étudiée dans la microrégion.

– Les voies de communication reliant l'unité à la microrégion et à l'extérieur : liaisons avec les centres urbains régionaux, lignes de taxis-brousse, réseaux de collecteurs, etc.

L'unité proprement dite

Structure générale du paysage dans lequel s'inscrit le village

● *Le village ou le quartier*

– L'habitat : types de cases, nombre et caractéristiques pour chacun des types, répartition par groupes ethniques ou par groupes lignagers, structuration de quartiers, etc.

– Les bâtiments officiels et leur histoire sommaire (date et conditions de cette création, anecdotes diverses) : école, dispensaire, poste de santé, bureaux du *fokontany*, etc.

– Les parcs à bœufs, localisation, qui l'a fait construire ? Pour quel troupeau ? Détails sur le *toñy* (le talisman protecteur généralement enfoui à l'entrée), dimensions. Les parcs à chèvres ou à moutons. Les porcs. Les volailles.

– Les lieux sacrés, les *kily* ou autres arbres sacrés (*maroseraña*, *fihamy*...), les espaces cérémoniels lignagers, les *hazomanga*, les *talam-bilo*, les *toñy*, les lieux *faly*, etc. Dans chaque cas, accumuler les détails : comment le lieu est devenu sacré, quels en sont les interdits, que se passe-t-il pour ceux qui ne respecteraient pas ces interdits ?

– Relevé systématique des toponymes pour aboutir à un petit répertoire : sens du toponyme, proposition d'explication si ce sens n'est pas connu (autre dialecte), lien entre l'utilisation actuelle du lieu et le sens

du nom, interprétation éventuelle du changement intervenu dans l'usage du lieu...

– Présentation des résultats : multiples cartes provisoires (qui deviendront éventuellement définitives grâce à l'utilisation de photographies aériennes), les schémas, en multipliant les indications (distances approximatives, grands points de repère, etc.) qui permettront de passer au schéma ou à la carte définitive. Si possible : croquis, esquisses, dessins sommaires, photographies, etc.

● *Le terroir*

Décrire et cartographier de façon sommaire (simples schémas à l'échelle). Relever systématiquement tous les termes vernaculaires utilisés, ainsi que les définitions qu'en donnent les villageois eux-mêmes. Relever les éventuelles variations de sens d'un lieu à l'autre, d'un dialecte à l'autre. Apporter un soin tout particulier aux typologies spontanées (types de sols, types de pâturages, types de produits forestiers, etc.).

Le terroir cultivé :

– Le secteur irrigué, description du réseau d'irrigation, des prises d'eau amont, des points faibles du réseau ; modes de contrôle de l'eau, appropriation villageoise, lignagère ou personnalisée des canaux ; histoire sommaire des canaux ; problèmes posés par leur entretien ; conflits liés à l'eau et à sa répartition (voir *infra*). Quels dommages le réseau a-t-il subis au cours des dernières saisons des pluies ? Comment a-t-on réparé ces dommages ? Des parcelles de ce secteur ont-elles été vendues récemment ?

– Les *baiboho* et les cultures de décrue (y compris, s'il y a lieu, la riziculture de décrue) : leur situation, leurs variations d'une année à l'autre en fonction des crues, les modes d'appropriation ; les cultures pratiquées... Vente de parcelles dans ces zones ?

– Les cultures sur brûlis forestiers : localisation, autorisations nécessaires, nature des droits fonciers détenus sur les zones de brûlis forestiers. Les informations sur ces points sont généralement très pauvres, car tous les utilisateurs sont largement clandestins. La meilleure solution consiste à visiter les *hatsake* accompagné d'un bon informateur. Prévoir plusieurs heures de marche sur plusieurs jours.

– Les autres cultures.

Pour toutes les terres cultivées :

Modes d'appropriation (secteurs immatriculés, secteurs appartenant à des groupes claniques ou lignagers, appropriations individuelles, secteurs où simples droits d'usage temporaires liés à la mise en valeur, etc.).

Décrire les changements de lieux : nouveaux terroirs, anciens terroirs abandonnés, cause de ces abandons, perspectives pour aménagements ultérieurs, etc. Si le changement de terroir est récent, accumuler le maximum de détails sur la façon dont s'est opérée la répartition des nouvelles terres. Les différenciations foncières qui existaient dans l'ancien terroir se sont-elles reproduites à l'identique dans le nouveau terroir ?

Les espaces pastoraux :

– Pour les chèvres, les moutons, les porcs : lieux et modes de gardiennage, essai de quantification.

– Pour les boeufs : pâturages communs à l'ensemble de l'unité, pâturages lignagers, principaux itinéraires de transhumance, localisation et appropriation des points d'eau, etc. Les troupeaux lignagers locaux : importance quantitative (ne pas compter sur les informations directement fournies par les propriétaires, recourir plutôt aux témoignages des voisins, même s'ils sont très approximatifs ; divers moyens de recoupement devront être imaginés par la suite), marques d'oreille, parcs, répartition des bêtes entre plusieurs parcs ou pâturages...

Les lieux où les habitants de l'unité sociale se rendent avec une certaine régularité pour collecter des produits divers (forêt) ou pour chasser et pêcher (lacs, étangs, etc.) :

Existe-t-il des lieux réservés à certains groupes, ou interdits à certains ? Décrire les animaux mythiques ou semi-mythiques et les êtres/esprits qui peuplent éventuellement les forêts utilisées.

Il est nécessaire de visiter effectivement toutes les principales composantes du terroir, en compagnie d'un ou plusieurs guides bien informés. Faire raconter les histoires liées à chaque lieu (Qui a procédé aux premiers aménagements ? Quels lieux ont une signification particulière : magiques, hantés ou dangereux dans certaines circonstances ?). Multiplier les schémas, les croquis.

Les systèmes de production

Dans le point précédent, on a décrit les lieux où s'opèrent les processus de production. On cherche maintenant à décrire comment on produit (« les procédés de production ») et les techniques utilisées à cette occasion. On l'a vu ci-dessus, il est possible de « dégrossir » sensiblement le sujet lors de réunions participatives informelles tenues dans les tout premiers jours de l'étude, par exemple à la fin de la séance

d'élaboration de la carte participative. L'observation directe et plusieurs entretiens avec des personnes-ressources permettront de compléter ces données toujours assez aisées à établir et, le plus souvent, peu mystérieuses.

Recueillir les termes vernaculaires, les définitions données par les villageois, les éventuelles variations de sens selon les dialectes, les typologies locales (de sols, de rizières, de champs). On se fait « expliquer » les divers processus, on enregistre tous les commentaires entourant les faits eux-mêmes.

● *L'agriculture*

– La riziculture irriguée : les techniques culturales, le piétinage, les périodes (*vary asara, vary afaosa...*), les calendriers de travaux, la main-d'œuvre utilisée pour chacune des phases (entraide familiale ou lignagère, salariés, etc.) ; éventuellement, la riziculture de décrue ou de *tavy*.

- Les cultures de *baiboho*, les cultures sèches : idem.
- Les cultures sur brûlis forestiers : idem.

Dans tous les cas :

– tenter de mesurer la différenciation entre les diverses personnes composant l'unité sociale étudiée : surfaces (approximatives) cultivées par lignage et par famille ;

– apprécier la part de l'autoconsommation et celle de la commercialisation ;

– souligner les changements : nouvelles techniques, innovations mises en œuvre dans la zone, conditions d'apparition de cette innovation, difficultés apparues à l'occasion de sa mise en œuvre ; description des techniques anciennes, etc.

Surtout :

– caractériser les éventuelles originalités de la zone (calendriers agricoles, utilisation du sol, etc.).

● *L'élevage bovin*

– Les techniques pastorales : troupeaux bien gardés, en élevage extensif, en semi-liberté, en totale liberté.

– Les modes de gardiennage : qui garde, avec quel type de rémunération.

– La différenciation des troupeaux entre villageois : qui sont les *mpañarivo*, qui sont les moyens propriétaires, qui est pauvre en bœufs, qui n'a pas de bœufs ?

● *Les autres élevages : chèvres et moutons, porcins, volailles et autres*

Importance quantitative, quelle proportion des habitants s'y livre, commercialisation éventuelle, modalités de cette commercialisation, autres utilisations.

● *Les activités de cueillette et de pêche*

Cueillette de tubercules et de fruits sauvages. Dans quelles conditions ? Qui ? Où ? Collecte du miel. Ramassage des hérissons. Chasse et piégeage de gibier... Pêche en rivière... Rites à respecter...

● *L'artisanat*

Quel artisanat ? Pour quel usage ? Quelles matières premières ? Quelle commercialisation ?

● *Les marchés*

– Les marchés locaux, leur fréquence, les caractéristiques (nature des produits vendus, d'où viennent les vendeurs, importance des ventes, variations saisonnières de celles-ci, etc.), répartition des marchés hebdomadaires de la région où ont coutume de se rendre les habitants de l'unité. Si possible, éléments pour une mercuriale (voir ci-dessus).

– Les circuits de troc entre villages, taux d'échange les plus fréquents, etc.

– Les marchés parallèles (*mpanao kinanga*, marché noir), commercialisation de bœufs volés.

– Les intermédiaires locaux et extérieurs : apprécier leur rôle, y compris dans le prêt (usurairer ou non).

● **L'approche ethnographique**

Ses techniques reposent principalement sur l'observation participante. Elle peut être facilitée si l'un des équipiers est originaire de l'unité sociale étudiée ou s'il y a des alliés (ne pas oublier, par contre, les inconvénients de cette situation et en tenir compte constamment dans la stratégie de pénétration).

On privilégie trois thèmes : l'approche généalogique et biographique, l'approche par l'organisation cérémonielle et la caractérisation des structures microlocales du pouvoir qui constitue, en fait, l'objectif ultime de la plupart des équipes A+.

L'approche généalogique et biographique

● *L'approche généalogique*

Le choix de l'informateur est essentiel. Ce n'est pas forcément le *mpitoka hazomanga* du lignage

concerné, mais c'est au moins un homme âgé. Les petits « cadeaux » qu'il demande avant de commencer sont légitimes : le rhum pour une brève invocation aux ancêtres lignagers, du tabac à chiquer pour rendre plus agréables des séances de travail qui vont être longues.

Les généalogies permettent de tracer une image précise de l'état actuel des structures lignagères et claniques, des alliances entre lignages, des éventuels isolats matrimoniaux. Elles donnent des indications précises sur la dimension des unités cérémonielles, sur la localisation des tombeaux lignagers et sur les conditions de leur essaimage, sur l'origine géographique des clans et lignages actuellement en place, sur l'histoire de leurs migrations.

Si la tâche n'est pas trop lourde, il convient de faire la généalogie de toutes les unités lignagères présentes. À défaut, retenir au moins les deux, trois ou quatre lignages les plus importants (par leur rôle dans la fondation du village, par leur richesse et leur prestige, par leur dimension...).

Dans les générations antérieures, indiquer le lieu de naissance et le lieu d'inhumation. Noter le lignage et le village d'origine pour les conjoints. Repérer tous les personnages qui sortent du commun : *mpitoka hazomanga*, *ombiasy*, *bilo*, *tromba* (dans ce cas : possédés par quel esprit ?), tous ceux qui ont accompli des choses sortant de l'ordinaire (activité politique, voyages lointains, études de haut niveau, anciens combattants, grand *malaso*, etc.).

Après une première série de séances de travail, la mise au propre fait généralement apparaître des contradictions ou des obscurités. Une nouvelle série de séances, beaucoup plus brèves, est donc à prévoir. Son intérêt est souvent considérable. Les informations recueillies pourront être partiellement recoupées, ici et là, avec d'autres informateurs.

● *Approche biographique (histoires de vie)*

Pour chacun des personnages remarquables rencontrés au cours de l'approche généalogique, rédiger une notice biographique qu'on étoffera, ultérieurement, au hasard des informations.

Procéder à un certain nombre d'histoires de vie. Les biographies peuvent concerner :

– des personnages à destin exceptionnel (un maquignon enrichi, un *mpañarivo* puissant, un homme politique, un ancien *malaso*, etc.) ;

– des personnages assez ordinaires, qui ont vécu directement des événements importants (l'histoire co-

loniale, l'histoire des booms agricoles, les changements de forme du pouvoir local, les déplacements d'un village, etc.).

Les récits n'ont pas à être structurés selon un modèle préétabli. Il est bien préférable de laisser le conteur vagabonder librement. Par contre, de multiples recoupements s'imposent pour ébaucher une critique historique sans laquelle l'information reste ce qu'elle est : un récit mythique en cours d'élaboration.

L'approche par l'organisation cérémonielle

Voir la grille spécifique pour la description et l'analyse des cérémonies dans le texte.

Les structures microlocales du pouvoir

Sur ce thème, il est souvent à peu près impossible de poser des questions directes, sous peine d'éveiller une grave méfiance et de compromettre tous les autres aspects de l'enquête. Il convient à chacun d'imaginer des stratégies pour trouver les réponses.

● *Le pouvoir lignager*

Comment on devient *mpitoka hazomanga* ? Conflits au sein du lignage pour la conquête de cette responsabilité, conflits entre *mpitoka* pour la prééminence locale, formes de ces conflits, etc. Formes du pouvoir du *mpitoka hazomanga*.

● *Le pouvoir magique*

Les *ombiasy*. Leur rôle, leur implantation, leurs spécialités. Rivalités éventuelles entre *ombiasy* locaux. Comment se répartissent les clients des *ombiasy* ? A-t-on entendu parler de méfaits accomplis par des sorciers dans la région ?

● *Le pouvoir officiel*

Les agents locaux du pouvoir central, les agents du *fanjakana*, les notables reconnus, les VIP (*vondrombahoaka instinjaram-pahafana* = « assemblées populaires et représentants locaux du peuple ») et anciens élus.

● *Les structures invisibles du pouvoir : les mpañarivo*

Y en a-t-il dans l'unité sociale étudiée ? Tenter de repérer les grands *mpañarivo* qui vivent à l'extérieur de l'unité étudiée mais y ont des dépendants. Les *mpañarivo* repérés ont-ils constitué des réseaux de clientèle ou des réseaux de dépendants par le crédit et l'usure ? A-t-on une idée de rivalités qui existeraient entre plusieurs *mpañarivo* ? Comment s'expri-

ment ces rivalités ? Les *mpañarivo* ont-ils une influence sur les décisions prises par les villageois qui dépendent d'eux ? Que pense-t-on des *mpañarivo* locaux : reconnaissance pour leur générosité ou crainte des conséquences qu'il faudrait envisager si on leur déplaisait ? Tenter (mais c'est très difficile si on ne dispose pas d'assez de temps) une description morphologique du/des réseaux de clientèle correspondant à chaque *mpañarivo* important repéré dans la zone.

- **Le pouvoir marchand**

Les grands collecteurs opérant dans la zone. Emprise des *karana*. Façon dont ils fonctionnent localement (alliances *fatidrà*, *titike*, prêts usuraires ou aides paternalistes), existence de réseaux de sous-collecteurs qu'ils contrôlent, modalités de ces contrôles.

- **Divers**

Associations liées à la production : usagers de l'eau, producteurs de coton, coopératives de pêche, etc. Dans tous les cas où fonctionne une association ou un groupement, en faire l'historique et décrire à grands traits son mode de fonctionnement et ses éventuelles difficultés actuelles. Qui la dirige ? Qui s'oppose à cette direction ? Le fonctionnement des AUE (associations d'usagers de l'eau) est toujours extrêmement intéressant à suivre avec la plus grande précision. Si l'une d'elles vit des moments importants au cours de l'enquête (assemblée générale, règlement d'un conflit, etc.), il est essentiel de concentrer les efforts de l'équipe sur ce thème.

Autres associations locales : associations de solidarité en cas de décès, associations à but confessionnel ou politique, associations de jeunes, associations sportives, etc. Qui les dirige ? Que font-elles ? Se consacrent-elles uniquement à leur objectif officiel ?

Le but ultime de l'analyse en termes de pouvoir consiste à identifier les grandes catégories d'acteurs à repérer les grands axes de leurs stratégies et les modes d'élaboration des décisions au sein de chaque catégorie, à tenter de comprendre comment ces stratégies interfèrent.

- **L'approche diachronique**

On cherche, ici, à savoir comment les choses évoluent, se transforment, dans tous les domaines envisagés. C'est l'histoire des phénomènes étudiés. Mais, parmi ces phénomènes, on privilégie trois

thèmes : l'histoire du peuplement, l'histoire des crises, l'histoire de la production.

L'histoire du peuplement

Comment la région, la microrégion et l'unité sociale ont-elles été peuplées ?

Au temps des monarchies, comment s'est passée, dans la microrégion, la pénétration des dynasties conquérantes. Quels clans ont d'abord pris possession de la région ?

Traditions de fondations du village et, si possible, des villages importants du voisinage. Quel est le clan/lignage fondateur ? Circonstances de la fondation ?

Qui se dit *tompontany* aujourd'hui ? Existe-t-il des contestations sur ce point ?

Ordre d'antériorité dans les arrivées. Alliances entre les premiers lignages qui ont habité sur place (parenté, *ziva*, simple *titike*). Conditions dans lesquelles sont arrivés, ultérieurement, les immigrants. Accords passés entre immigrants et lignages *tompontany* ? État actuel de ces anciennes alliances.

Histoire des déplacements anciens des lignages du village (voir les généalogies).

Tenter de s'informer sur les lieux de destination des migrants du village (temporaires ou définitifs). Liens sociaux maintenus entre membres d'un même lignage vivant en divers endroits.

L'histoire des « crises »

On cherche à faire l'inventaire de tous les conflits, crises, problèmes dont les gens ont le souvenir. Ces problèmes peuvent avoir opposé entre eux les habitants de l'unité sociale ou avoir opposé ceux-ci à l'extérieur. Il peut s'agir de conflits fonciers, de conflits opposant des métayers à leur employeur, de luttes pour l'accès à certains postes de responsabilité (président de *fokontany*, *mpitoka hazomanga*, etc.), de contentieux interlignagers ou interethniques... On peut essayer de faire apparaître l'existence de conflits qui n'ont pas vraiment éclaté, mais qui, sous des formes diverses, s'expriment par des tensions entre groupes locaux.

Dans chaque cas répertorié, faire l'historique du problème : faire le point actuel de la situation.

Une place à part est à faire aux vols de bœufs et à leur évolution. Si les vols de bœufs sont importants dans la zone, recourir à une grille spéciale et à une méthodologie d'enquête spécifique. Sinon, faire un recensement des vols subis depuis un petit nombre d'années :

date approximative, nombre de bœufs volés, circonstances, conditions dans lesquelles s'est engagée la poursuite, nombre de bêtes récupérées, voleurs rejoints, voleurs ou délateurs soupçonnés, contentieux opposant volés et voleurs supposés, mode de règlement du conflit, interventions éventuelles des gendarmes dans les transactions, etc. Nombre d'habitants incarcérés pour vols de bœufs. Évolution récente des vols de bœufs : aggravation ou apaisement, *titiike*... ? Que pensent les villageois des diverses *dina* (type *dinan'ny mpiary*) ?

L'histoire de la production

Recueillir tous les témoignages concernant les transformations des activités productives de la zone : nouvelles techniques, innovations spontanées, mises en œuvre d'innovations apportées par des agents de développement.

Difficultés rencontrées par l'élevage. Inventaire des solutions utilisées dans l'unité pour faire face à des difficultés.

Annexe 1b : Grille d'observation du changement

Il s'agit de noter avec la plus grande précision tous les changements de rythme, toutes les variations significatives subies par tous les phénomènes concernant — au sens le plus large — la vie économique et sociale de la zone étudiée. Les phénomènes naturels font partie du champ de l'étude. En un mot, on cherche à décrire tout ce qui bouge et a bougé.

Le changement peut être réel (par exemple, variations d'ordre climatique mesurables par des chiffres de température moyenne) ou seulement perçu (les habitants de la zone croient percevoir son existence alors que la réalité du phénomène n'est pas prouvée par les chiffres). Exemple : l'idée de sécheresse, souvent très forte dans la conscience spontanée des gens, n'apparaît pas aussi nette dans les statistiques.

La période prise en considération correspond aux douze mois qui précèdent l'enquête. Cette coupure dans le temps ne doit pas être conçue de façon rigoureuse. L'observateur doit surtout être sensible aux tendances, même si elles concernent des périodes de plus longue durée. La confirmation d'une tendance esquissée au cours d'une période antérieure fait partie des observations à retenir.

Au cours de la période de douze mois qui vient de s'écouler, on observera plus particulièrement les phénomènes suivants :

● Les changements dans le cadre général de l'unité étudiée

- ◆ *Les particularités d'ordre climatique* : dépressions tropicales, pluies ou sécheresses anormales, ap-

parition ou prolongement éventuel d'une tendance de longue durée marquée par la régression ou l'extension des mares, l'enfoncement de la nappe phréatique, etc.

- ◆ *Les éventuelles « anomalies » démographiques récentes* : a-t-on constaté un changement dans le rythme normal des naissances et des décès, des variations significatives dans les flux migratoires ? Rythme des arrivées et des départs (par exemple, dans la région de Morondava, caractériser les fluctuations des mouvements de population liées à la rupture du système hydro-agricole de Dabarà après le cyclone Cynthia). Donner le maximum de précisions (surtout : origine, destination).

- ◆ *Les grands changements au niveau de l'habitat et de l'occupation de l'espace* : apparition ou développement significatif de nouveaux villages ou « campements de bœufs ». Inversement : abandon de villages. Causes du phénomène (insécurité, émigration, etc.). Origine ethnique et, si possible, lignagère précises des acteurs de ces changements.

Transformations de l'habitat : nouveaux types de cases, augmentation significative du nombre de cases en dur ou couvertes de tôles. Ou, au contraire, multiplication des cases provisoires, par exemple dans le cadre de regroupements de villages.

Construction (ou dégradation, ou abandon) d'édifices publics (école, dispensaire, etc.). Augmentation ou diminution du nombre des fonctionnaires. Changements dans leur comportement d'ensemble.

- ◆ *Les voies de communication* : description précise de tous les changements significatifs survenus dans ce domaine : amélioration, dégradation, varia-

tions dans les coûts du transport. Existe-t-il des modalités d'entraide pour l'entretien ou la création de chemins ou de routes ? Si oui, quelles sont les autorités qui prennent les décisions ?

● Les changements dans les activités productives de la zone

Recueillir tous les témoignages concernant les transformations des activités productives de la zone : nouvelles techniques, innovations spontanées, mises en œuvre d'innovations apportées par des agents extérieurs (opérations de développement, vulgarisateurs, etc.), nouveaux terroirs, nouveaux itinéraires de transhumance, nouvelles formes d'occupation de l'espace.

L'agriculture

◆ *Le secteur irrigué.* Problèmes rencontrés par le réseau d'irrigation lors de la dernière saison des pluies. Solutions trouvées. Éventuellement : nouvelle cartographie (schématisée) du terroir rizicole. Problèmes posés dans la zone par la gestion de l'eau. Conflits liés à l'eau et à sa gestion. Projets (barrages, nouveaux canaux, etc.). Sort subi par ces projets.

◆ *Cultures de décrue (y compris, s'il y a lieu, la riziculture de décrue).* Situation, variations par rapport aux années précédentes, modes d'appropriation ; nouvelles cultures pratiquées ; explication des changements (variations des cours, adaptation aux conditions climatiques, etc.).

◆ *Cultures sur brûlis forestiers.* Nouvelles localisations, conditions d'obtention des autorisations, nouvelles formes d'utilisation des brûlis anciens, nouvelles stratégies des divers acteurs, etc.

◆ *Autres cultures.* Apparition de nouvelles cultures (maraîchères notamment) ; détails sur les circonstances de cette apparition (qui en a eu l'initiative, pourquoi ; problèmes liés à la mise en œuvre des nouvelles cultures, débouchés nouveaux).

Globalement :

- cartographie sommaire des changements intervenus dans le terroir ;
- des anomalies significatives sont-elles apparues dans les calendriers de travaux ? dans les formes de mobilisation de la main-d'œuvre ?
- importance des récoltes par produits/comparaison avec les récoltes précédentes ; changements

dans les flux de commercialisation et dans les prix locaux (producteur et consommateur) ;

- apparition de nouvelles stratégies productives en relation avec ces changements.

L'élevage

◆ *Les bœufs.* Changements significatifs d'ordre quantitatif (nombre de bœufs, de parcs, de lieux de pâturage, etc.). Changements dans les localisations : ouvertures de nouveaux pâturages, variations dans les itinéraires de transhumance, mise en service de nouveaux points d'eau ou, au contraire, assèchement d'un nombre significatif de points d'eau. Changements dans les techniques de gardiennage.

Apparition de nouvelles stratégies chez les éleveurs. Les *mpañarivo* de la zone : changements parmi eux, dans leur importance respective, dans leurs stratégies apparentes... Changements dans les rythmes de commercialisation sur les marchés de la région et dans les flux qui concernent la région.

Problèmes liés à l'insécurité (variations dans le nombre de vols, dans la nature des vols, dans leurs caractéristiques, dans les formes de répression, etc.), aux épizooties...

◆ *Les petits élevages.* Chèvres, moutons, porcs, volailles, etc. Éventuels changements significatifs d'ordre quantitatif. Apparition éventuelle de nouveaux types d'élevage.

◆ *Changements* dans le rythme de la cueillette en forêt. Changements dans le recours aux diverses catégories de pêche (en mer, dans la mangrove, dans les lacs, les cours d'eau, etc.). Changements intervenus dans les autres activités.

◆ *Les marchés.* Inventaire des variations de toute nature concernant :

- les marchés locaux, fréquences, caractéristiques (nature des produits vendus, d'où viennent les vendeurs, importance des ventes, changements dans le rythme des variations saisonnières, etc.). Éléments pour une mercuriale ;
- les circuits de troc entre villages (poissons séchés contre riz, sel contre manioc, etc.), variations dans les circuits d'échange et dans les taux, etc. ;
- apparition ou disparition de marchés parallèles : circuits des marchés informels, circuits de commercialisation de bœufs volés ;
- intermédiaires locaux et extérieurs, apprécier les éventuelles modifications de leur rôle, y compris dans le prêt (usuraire ou non).

● Les changements intervenus dans la vie sociale

Crises et conflits

On cherche à faire l'inventaire des conflits, des crises, des problèmes importants survenus au cours de la période retenue dans la zone concernée. Ces problèmes peuvent avoir opposé les habitants de l'unité sociale et l'extérieur ou les habitants entre eux. Il peut s'agir de conflits fonciers, de conflits opposant des métayers à leur employeur, de luttes pour l'accès à certains postes de responsabilité, de contentieux interlignagers ou interethniques, etc.

Place à part à faire aux vols de bœufs et à leur évolution récente : aggravation ou apaisement, mise en place effective de *dina* ou de *titike*, etc. ?

Les cérémonies lignagères

Ont-elles revêtu des formes particulières au cours de la période, en contraste avec ce qui se faisait habituellement ? Y a-t-il eu des changements dans leur fréquence, leurs modalités, l'importance de l'ostentation, le coût moyen. Comment ont fait ceux qui n'ont pas assez de bœufs pour faire face à leurs devoirs ? Y a-t-il eu évolution récente dans la christianisation et dans l'impact de cette christianisation sur les cérémonies ?

Les phénomènes de possession

(bilo, vorombe, kokolampo, tromba, doany, etc.)

Changements éventuels dans l'importance locale respective de chacune des modalités, dans la fréquence et dans l'ampleur des cérémonies ; nombre de personnes invitées, modalités de recrutement de la clientèle, coût, qui finance ? Qui avance la somme ? À quelles conditions ? Évolution apparente du rôle social joué par les possédés. Autres formes de cérémonies non lignagères.

● Le pouvoir local

Le pouvoir lignager

Y a-t-il eu, au cours de la période, des problèmes de succession à la tête de certains lignages, des conflits au sein de lignages ? Cause de ces conflits. Évolution du problème. Description des conflits inter-

lignagers et des conflits interethniques qui ont pu intervenir au cours de la période. Évolution éventuelle du rôle des *ombiasy*, de leur implantation, des rivalités entre *ombiasy*, etc.

Le pouvoir officiel

Changements intervenus à propos des agents locaux du pouvoir central, les agents du *fanjakana*, les notables reconnus, les VIP et les anciens élus. Nouvelles nominations. Innovations diverses.

Les structures invisibles du pouvoir : les mpañarivo

Toutes les nouveautés sur ce point sont intéressantes. Certains ont-ils entamé les spirales négatives (leurs bœufs sont volés, leur alliance n'est plus recherchée, leurs *ombiasy* ont perdu leur prestige, etc.) qui conduisent généralement à leur disparition prochaine en tant que *mpañarivo* ? De nouveaux *mpañarivo* sont-ils apparus ? Leurs stratégies d'expansion sont-elles repérables ? Description des éventuelles transformations intervenues dans les réseaux de clientèle correspondant aux *mpañarivo* les plus importants.

Le pouvoir marchand

Arrivée de nouveaux collecteurs ou de nouveaux commerçants dans la zone, modalités de leur installation, alliances éventuelles (de type *titike*) avec la population, etc.

Annexe 2

Les structures microlocales du pouvoir dans les villages de l'Ouest malgache

Ce texte a été initialement présenté aux Journées de Vétérinaires sans frontières à Antananarivo, le 8 décembre 1999. On en donne ici de larges extraits pour compléter le résumé figurant dans l'encadré n° 5 : « Les structures locales du pouvoir dans l'Ouest malgache » (cf. page 28). Il est, en effet nécessaire d'avoir une idée relativement précise de ces « structures » pour comprendre les grands traits des stratégies d'enquêtes mises en place par A+.

Il convient tout d'abord de gommer l'idée particulièrement fautive d'une société rurale qui serait une structure simple, peu organisée, au sein de laquelle tous les éléments humains sont à peu près interchangeables (« Un *mpamboly* équivaut toujours à un autre *mpamboly* »). La société malgache rurale est minutieusement hiérarchisée sur plusieurs échelles de valeur : l'appartenance clanique et lignagère, l'âge, la séniorité, l'ancienneté de l'implantation en un lieu, la nature de l'alliance avec les lignages prestigieux. Mais elle a aussi suscité, au cours des siècles, des structures locales de pouvoir particulièrement complexes.

Ces structures enchevêtrées s'expriment dans la quotidienneté par des interactions, des stratégies qui sont à l'origine de tensions et de rivalités dont il semble d'abord difficile de définir les traits dominants à un niveau plus macro. En effet, en première analyse, chaque microsituation apparaît comme la résultante d'une histoire locale spécifique dans laquelle les ca-

ractéristiques des personnalités des principaux acteurs semblent jouer un grand rôle (...). Ces situations microlocales, apparemment très particulières, se ramènent, en fait, à un petit nombre de types qui se caractérisent par une modalité spécifique d'élaboration de ses décisions.

Les conséquences pratiques de ces remarques, pourtant assez évidentes pour tous ceux qui connaissent le monde rural malgache, sont considérables. Elles suggèrent, en effet, que les approches dites participatives, particulièrement à la mode depuis quelques années (elles constituent d'ailleurs, effectivement, un progrès manifeste dans la manière d'associer les « bénéficiaires » à leur propre destin), seront souvent vides de vrai sens et donc dépourvues des effets positifs entrevus. Dans cette perspective, la démarche correcte serait d'identifier le petit nombre des vrais dépositaires du pouvoir local puis d'évaluer l'intérêt (ou l'hostilité) que l'intervention va susciter chez eux.

Les éventuelles assemblées participatives n'auront de sens et d'intérêt, ultérieurement, que si ces dépositaires ont donné un véritable assentiment ou, mieux encore, s'ils ont contribué à échafauder des contre-propositions.

Les types de pouvoir locaux

● Les pouvoirs reposant sur une fonction de médiation entre les membres du groupe et diverses forces « surnaturelles »

Le pouvoir lignager

Chez les Sakalava, il est détenu par le *mpitoka hazomanga*, en principe l'aîné de la lignée aînée. Ses frères plus jeunes lui succèdent tant que la génération aînée n'est pas épuisée. Le fils de l'aîné succédera ensuite au plus jeune de ses oncles et ainsi de suite... Il est le médiateur entre les ancêtres lignagers défunts et les membres vivants du lignage. Sa fonction est essentielle, car la prospérité, la bonne santé, le bonheur... des vivants dépendent du degré de satisfaction des ancêtres qui dépend lui-même de la qualité des prestations cérémonielles que leur offrent les vivants.

Il est en premier lieu, le *mpisoro*, c'est-à-dire le responsable des cérémonies lignagères. À ce titre, c'est lui qui prononce les invocations importantes. Il doit, ainsi, pouvoir prononcer sans se tromper et sans reprendre son souffle malgré l'alcool inévitablement absorbé, le nom de tous les *mpitoka* qui l'ont précédé et dont on a gardé la mémoire. Il lui incombe aussi de gérer son groupe pour y maintenir la paix, la bonne entente, le respect des anciens et des valeurs traditionnelles (les *lilindraza*). Il surveille discrètement les mariages des jeunes de son lignage pour éviter les mésalliances mais aussi, quand cela est possible, pour concrétiser d'habiles stratégies foncières ou pour accéder à de nouveaux pâturages.

C'est lui qui choisit l'*ombiasy*, devin-guérisseur, intervenant dans son lignage, quand il n'exerce pas lui-même cette fonction décisive. Si l'*ombiasy* est compétent, il saura interpréter les signes (rêves, maladies, incidents divers) qui permettent de connaître le degré de satisfaction des ancêtres et donc les attitudes qu'il convient de suivre pour maximiser la qualité du rapport ancêtres-vivants.

C'est lui aussi qui, très discrètement, doit contrôler la gestion du troupeau lignager pour éviter, par exemple, qu'un de ses « sujets » ne vende prématurément une bête de grande qualité qui sera remarquablement utile lors d'une prochaine cérémonie.

Pour s'imposer, le *mpitoka* n'a généralement pas à intervenir violemment, ni même le plus souvent à ex-

primer son point de vue. Chacun sait ce qu'il souhaite, comme tout ancien sage et expérimenté. Très peu de membres du lignage oseraient adopter une attitude ou prononcer une parole qui iraient contre la volonté même non exprimée de leur *mpitoka*. Ce serait encourir des sanctions d'abord diffuses (le *havo*) ou, en cas de récidive, des sanctions plus graves pouvant aller jusqu'à la plus terrible, l'exclusion du groupe.

L'union et la solidarité sont fortes au sein d'un même lignage, pourtant ces sentiments s'accompagnent aussi d'inégalités : les lignées sont précisément hiérarchisées en fonction de la séniorité, les lignées aînées l'emportant sur les lignées cadettes. Au sein de chaque lignée, les aînés bénéficient d'une préséance sur les cadets, les hommes sur les femmes. Aux deux extrêmes, on trouve le très vieux *mpitoka*, aîné de la lignée aînée et la petite fille dernière née de la lignée cadette.

Les pouvoirs liés à l'autochtonie : les notions de *tompo* (*tompontany*, *tompontanà*, *tompondrano*, *tompon'ala*)

La nature non anthropisée était considérée, dans le Madagascar précolonial, comme appartenant aux esprits et gérée par eux. Ces esprits étaient — et sont encore — à la fois dangereux et conciliants. Ils acceptent volontiers de s'effacer devant l'irruption des humains à condition que ceux-ci respectent certaines règles. Une sorte de contrat est ainsi conclu lors d'une cérémonie fondatrice organisée par le groupe nouveau venu. Elle est marquée par une série d'invocations effectuées sous la direction de l'*ombiasy* du groupe. Le lignage qui a pris l'initiative de la cérémonie et offert ses bœufs en sacrifice est, dès lors, considéré comme *tompo* (« maître ») du lieu, autochtone. Il peut s'agir d'un territoire géographique (*tany*), d'un village (*tanà*), d'une forêt (*ala*), de l'eau d'un lac (*rano*). Un *toñy*, talisman protecteur fabriqué à cette occasion, est enfoui dans le sol à l'est de la case du *mpitoka* du groupe pour commémorer l'acte de fondation.

Le *tompo* a un certain nombre de devoirs : respecter les interdits imposés lors de la cérémonie initiale et les faire respecter par les nouveaux arrivants, faire en sorte que la paix règne et que le milieu naturel soit

utilisé avec modération, etc. S'il ne s'acquittait pas bien de ces obligations, les esprits pourraient lui enlever son statut. Cela se note par l'arrivée de malheurs (*loza*), anormalement nombreux ou graves : maladies des hommes et du bétail, morts soudaines, femmes stériles, catastrophes naturelles, etc. Les anciens *tompo* doivent alors rechercher une nouvelle installation pour maintenir la prospérité du groupe.

Mais, surtout, le *tompo* a des droits qui structurent fortement le monde rural et constituent un enjeu très actuel. C'est lui qui choisit d'autoriser ou de repousser les nouveaux arrivants, qui leur impose les règles du jeu « magiques » (le respect des interdits), sociales (établir une alliance matrimoniale ou de parenté fictive⁵⁵ avec les *tompo*) et économiques (accès à la terre pour les immigrants mais dans le respect d'une certaine dépendance à l'égard des hôtes). Ces droits, bien gérés, ont souvent permis aux groupes autochtones de s'enrichir, relativement, en imposant durablement aux nouveaux arrivants un statut proche du métayage, ce qui leur a permis de conserver durablement leur prééminence.

Dans la société sakalava ancienne, le problème de ce que l'on a appelé plus tard les rapports inter-ethniques ne se posait sans doute pas en tant que tel. Les immigrants (il y en a toujours eu dans le Menabe) se présentaient comme membres d'un lignage qui demandait une alliance, presque toujours accordée. Ils faisaient parfois état, pour cela, de leurs compétences techniques (la maîtrise de la riziculture irriguée, par exemple, était appréciée), mais il importait peu qu'il s'agisse de Betsileo, d'Antaisaka ou de Bara. Même le fait d'appartenir à l'ethnie des « ennemis héréditaires », les Merina, ne semble pas avoir constitué un obstacle rédhibitoire, et les soldats de l'armée de conquête ont souvent pu s'installer sur place, s'intégrer dans un lignage sakalava ou fonder un lignage sur le modèle sakalava⁵⁶.

Les pouvoirs liés au contrôle de certaines forces de la surnature : ombiasy, possédés et autres médiateurs

● *Les ombiasy*

Alors que le *mpitoka* est un médiateur spécialisé entre les ancêtres lignagers et les membres vivants du lignage, l'*ombiasy*, le devin-guérisseur, a reçu « de la Nature » un don exceptionnel qu'il a su développer avec plus ou moins de talent et qui lui permet d'intervenir dans le domaine très complexe des forces sur-

naturelles non lignagères. Aucun *ombiasy* n'est capable de les contrôler toutes, mais tous en contrôlent au moins quelques-unes. Contrôler, cela signifie, d'abord, que l'on est capable d'interpréter les signes par lesquels ces forces se manifestent. La maladie est le principal de ces signes, mais les messages transmis par le *sikily*⁵⁷ donnent souvent les clés, par exemple en permettant de découvrir quelle rupture d'interdit est à l'origine de la maladie. Cela signifie ensuite que l'on est capable de dire au « patient » ce qu'il convient de faire pour surmonter ce qu'il y a de pénible dans la situation : boire telle tisane, adopter tels interdits notamment alimentaires, élaborer telle stratégie de défense magique contre tel agresseur, etc. Choisir un bon *ombiasy* est particulièrement important. Chacun sait que tous les grands *mpañarivo* sont secondés par de grands *ombiasy* ou sont *ombiasy* eux-mêmes.

Les grands *mpañarivo* sont considérés comme quasiment invulnérables tant qu'ils sont protégés par tel ou tel *ombiasy* célèbre. Les rumeurs se propagent et nul n'ose alors s'attaquer à leurs bœufs tant est redoutée la menace magique pesant sur les voleurs de bœufs bien protégés. Les *ombiasy*, même les plus puissants, ne sont pas toujours riches, mais leur pouvoir est considérable à l'échelle locale. Ils pèsent lourd dans la diffusion des rumeurs. Ce sont des conseillers très écoutés ; ils sont, surtout, extrêmement bien informés car, sur le même vol de bœufs, ils peuvent avoir été consultés à la fois par le voleur et par le volé. Très bons connaisseurs de leur propre société, ils ont une influence d'autant plus grande qu'elle est à peu près invisible.

● *Les possédés*

Leur situation est très différente. Les nuances entre les possessions de type *bilo* et de type *tromba* sont complexes et les terminologies changent d'une région à l'autre au sein même des pays sakalava, maisikoro, bara... Pour simplifier, on se référera ici, seulement, aux possédés *tromba* sakalava. Dans des

⁵⁵ Parenté fictive : fraternité de sang (*fatidrà*) entre deux personnes qui ne sont pas parentes, ou parenté à plaisanterie (*ziva*) entre deux clans/lignages ou deux groupes ethniques. La fraternité de sang peut s'acquérir par une cérémonie spéciale, la parenté à plaisanterie est acquise à la naissance.

⁵⁶ Sur la prétendue xénophobie antimerina des Sakalava, voir la thèse de Philibert Randriamidona (*Inalco*, Paris) actuellement en voie d'achèvement sur « les relations Merina-Sakalava au cours de l'histoire ».

⁵⁷ *Sikily* : méthode de divination par la lecture de figures formées en jetant des graines sur le sol. L'auteur de cette divination est le *mpisikily*.

circonstances qui peuvent être très diverses (souvent lors d'une cérémonie dont l'acteur principal est un possédé déjà reconnu), un assistant (presque toujours une femme), souvent doté de certaines caractéristiques de comportement⁵⁸, entre en transe et commence à exprimer des propos inintelligibles. Si le phénomène devient récurrent, diverses procédures permettent de déterminer quel esprit se manifeste ainsi, et quelles sont ses intentions. Certaines étapes sont alors imposées par les possédés reconnus de la région parfois regroupés en véritables « confréries »⁵⁹.

La plupart des esprits, parlant par la bouche de la possédée, dictent des conseils thérapeutiques aux malades qui viennent les consulter. Mais leur discours peut avoir un contenu politique. C'est le cas du message selon lequel « il faudrait que les Sakalava cessent de laisser les migrants faire n'importe quoi », très fréquent à certains moments chez les possédés de la région de Mahabo.

Il peut aussi n'avoir aucune ambition claire (l'esprit repart après avoir vaguement salué l'assistance), ou même aucun contenu intelligible (certains esprits de la forêt s'expriment par d'inquiétants borborygmes qu'aucun *saha*⁶⁰ n'est capable de traduire).

Un peu comme les *ombiasy*, certains possédés sont d'excellents thérapeutes, d'autres non. Parmi ces derniers, certains peuvent manifester à la longue des signes que l'on décrirait, en Europe, comme relevant de la psychiatrie. Ils sont possédés par 6, 7... 15 esprits qui tous ont des exigences différentes, souvent contradictoires. Les conseils donnés sont confus ou impossibles à réaliser, les « clients », déçus, ne viennent plus, l'état du possédé empire...

Si un *toby* (« camp ») *fifohazana*⁶¹ existe dans les parages, son lignage essaiera alors de le faire « exorciser » pour le ramener à un état plus compatible avec une vie sociale normale. Les bons thérapeutes, par contre, élargissent sans cesse le cercle de leur clientèle, peuvent exceller particulièrement dans une spécialité qui attire des malades venus, alors, de très loin. Dans ce cas, le possédé peut avoir un prestige et détenir un pouvoir comparable à celui de l'*ombiasy*. On peut l'associer à la prise de décisions importantes, ce qui est d'autant plus surprenant que le possédé a souvent une personnalité apparemment médiocre qui, normalement, aurait dû l'écarter de toute fonction respectable (vieille femme sans enfant, vieille célibataire endurcie, femme mûre au comportement bizarre que l'on aurait plutôt tendance à marginaliser, etc.).

● Médiateurs divers

D'autres personnages tirent pouvoir et influence du fait qu'ils assurent la médiation avec diverses forces que la plupart des gens redoutent. On peut citer les gardiens des *jiny*, qui sont soit des reliques royales (qu'un lignage anciennement dépendant est chargé de garder depuis des siècles), soit des reliques lignagères. De même pour les gardiens de certains lieux sacrés (source, cascade, grotte, etc.) où résident des esprits qui peuvent intervenir, eux aussi, pour guérir, si certaines conditions sont remplies.

On ne saurait être le gardien de ces forces sans le mériter. Leur détention illégitime conduirait, pense-t-on, le coupable à une mort atroce. Plus généralement, dans l'Ouest, on trouve souvent des *tompo*, « maîtres » de lieux particuliers comme une forêt (*tompon'ala*), un lac aux eaux profondes (*tompondrano*), etc. On ne peut, en principe, exploiter une partie de ces forêts ou de ces lacs, ou demander la protection de ces *jiny* qu'avec l'assentiment et la médiation du gardien, du *tompo*... Les *tompondrano*, presque toujours d'origine sakalava vazimba, furent longtemps bien organisés dans les lacs du Tsiribihy et dans les lacs du Manambolo, au pied des Tsingy du Bemaraha⁶². Au moment de l'année où, après les pluies, l'eau redevenait claire, ils dirigeaient les grandes cérémonies (*loandrano*) qui autorisaient les utilisateurs des ressources lacustres à reprendre l'exploitation. Le *tompondrano* pouvait aussi, à son gré, filtrer les nouvelles arrivées, récuser les migrants en surnombre, jouer un rôle dans la répartition des postes de pêche, arbitrer les conflits de voisinage entre pêcheurs, etc.

⁵⁸ Les personnes prédisposées à devenir possédées ont souvent un comportement particulier, un peu « anormal ». Il leur arrive d'être bizarrement silencieuses, comme absentes ; elles font des rêves étranges, etc.

⁵⁹ Voir les travaux de Jacques Lombard et Michèle Fiéloux sur les confréries de possédés de Tuléar. Voir en particulier le court métrage *Le Prince charmant* (IRD, Antananarivo).

⁶⁰ *Saha* : intercesseur chargé d'écouter les paroles (souvent peu intelligibles) prononcées par la personne possédée et d'en donner le sens aux assistants.

⁶¹ *Fifohazana* (mouvement du réveil) : dérive malgachisante de la religion luthérienne, aux accents très intégristes qui prône une extrême rigueur dans l'engagement religieux.

⁶² Les *Tsingy* correspondent à la partie karstique du plateau de Bemaraha. Le relief est extrêmement tourmenté, de profonds canyons s'enfonçant entre de hautes aiguilles rocheuses (*tsingy en malgache*).

● Les pouvoirs reposant sur l'aptitude à créer des forces sociales centripètes en sa faveur

Il peut s'agir de rois ou de chefs (*mpanjaka*) qui, au temps des royaumes, attiraient leurs sujets en fonction de leur capacité à accumuler des bœufs et à sécuriser leurs sujets. Ou de grands propriétaires de bœufs, les *mpañarivo*, qui construisent de solides rapports de clientèle en donnant ou prêtant des bœufs à ceux qui n'en ont pas (...).

Chefferies et royaumes : les princes et mpanjaka d'antan

La société sakalava ancienne s'est développée entre les débuts du XVII^e siècle et la fin de la première moitié du XIX^e sur d'immenses espaces presque vides. Les lignages étaient de faible dimension et mobiles, car, pour les besoins du troupeau, les groupes se segmentaient assez vite.

Dans une société peu policée où l'homme inconnu représentait toujours un danger potentiel et où les bandes de voleurs de bœufs rôdaient continuellement, il était important de multiplier les alliances faciles à mobiliser en cas de danger. Les groupes d'alliés se formaient ainsi et prenaient de l'importance en fonction de leur aptitude à accumuler des bœufs et... à les garder. Si les succès se confirmaient, ils formaient de petites unités politiques, des chefferies.

Certaines chefferies, grâce à un destin durablement favorable, se transformèrent en principautés, voire même en un puissant royaume comme ce fut le cas pour le clan Maroseraña devenu une dynastie fameuse quand il parvint à fonder le très grand royaume sakalava du Menabe. Ces structures politiques étaient fragiles, labiles, suscitant de puissantes forces centripètes quand les conjonctures favorables permettaient d'initier des cercles vertueux (« Plus on est nombreux plus on est victorieux, plus on est victorieux plus on est nombreux »). Mais les tendances s'inversaient vite, parfois dès les premiers revers. Ces types de pouvoirs ont très rarement réussi à durer uniquement sur la base du rapport de forces issu de guerres victorieuses.

La plupart des *mpanjaka* actuels (ceux, par exemple, qui sont encore opérationnels dans le Nord-Ouest) ne doivent leur pouvoir (d'ailleurs très diminué) qu'à leur détention des *jiny* de leurs ancêtres qui leur permettent de continuer à assurer une fonction de

médiation entre les vivants et les forces respectées contenues dans ces *jiny*. Leur « pouvoir exécutif » est absolument nul.

Les réseaux de clientèle : mpañarivo et grands propriétaires fonciers

● Les *mpañarivo*

Dans une « logique traditionnelle » (mais a-t-elle jamais existé ?), le *mpitoka* devrait être le plus riche de son lignage et disposer d'une fonction redistributrice lui permettant d'atténuer les écarts de revenu au sein de ses « sujets », par exemple en prélevant plus de bœufs chez les ménages les plus riches lors des cérémonies lignagères.

En fait, les choses ne se passent pas (ou plus ?) comme elles devraient. Il arrive assez souvent qu'un adulte jeune ou déjà arrivé à maturité (de trente à quarante ans) envisage des stratégies économiques individuelles hors lignage. Le scénario le plus courant en pays sakalava consiste, pour un homme ambitieux et actif, à disparaître quelques années en forêt, avec la bénédiction de son *mpitoka* pour, soi-disant, y prendre soin de son troupeau ou, s'il n'en a pas, pour « constituer un troupeau ». S'il est habile (ce qui sous-entend, souvent, qu'il sait bénéficier du produit de vols de bœufs), il peut revenir, au bout de quelques années, à la tête de plusieurs dizaines de têtes, voire de plusieurs centaines. Il est devenu un *mpañarivo*, un « riche », pourrait-on dire, car la connotation du terme est nettement péjorative⁶³. Revenu au bercail, il va subir des pressions de son *mpitoka* et de son entourage pour contribuer largement aux prochains sacrifices cérémoniels lignagers. Il en retirera deux avantages, l'un est indirect (l'image de son lignage va s'améliorer), l'autre est direct (son prestige personnel va augmenter au sein de son lignage, de sorte que si sa position généalogique n'est pas trop défavorable, il deviendra peut-être *mpitoka* à son tour, le moment venu). Mais, souvent, il fera un choix plus habile.

En dissimulant à son *mpitoka* l'ampleur réelle de son troupeau, il contribuera moins qu'il ne devrait aux hécatombes cérémonielles lignagères, gardant ses bœufs pour déployer sa générosité à l'égard de non-parents trop pauvres pour organiser leurs propres

⁶³ Mpañarivo : les propriétaires de gros troupeaux de bœufs (littéralement « qui en a mille », les bœufs étant sous-entendus) ; la connotation péjorative est assez bien rendue par le français « richards ».

cérémonies. Ces derniers, recevant, au moment où ils en ont le plus besoin, une tête ou deux contre la vague promesse d'un remboursement ultérieur, seront éperdus de reconnaissance. Dès lors, ils ne manqueront pas de répondre favorablement à toutes les demandes du *mpañarivo*, travaillant pour lui contre une rémunération symbolique (un repas copieux), l'aidant spontanément à défendre ses bœufs contre les *malaso*⁶⁴ qui rôdent autour de ses pâturages, recherchant son alliance par tous les moyens, etc. Ainsi, dans les zones où l'élevage domine, des réseaux de clientèle s'édifient et structurent l'espace social rural de manière solide et discrète.

● *Les grands propriétaires fonciers*

Dans les zones à dominante agricole, et surtout dans les terroirs rizicoles, un scénario assez comparable se déroule souvent, mais, cette fois, le moteur n'est plus la générosité apparemment désintéressée. Les « prêtres » de bœufs sont gagés sur la terre. Ainsi, le « riche »⁶⁵ propriétaire foncier arrondit doucement son domaine car les emprunteurs ne peuvent généralement pas rembourser. Ils se retrouvent donc, peu à peu, métayers sur leurs propres terres et « clients » de leur « patron » (...).

● *Les pouvoirs liés au fanjakana*

La notion de fanjakana

Le *fanjakana*, c'est le pouvoir politique, l'autorité de l'État, l'État lui-même, l'administration en tant qu'institution dans son sens le plus large, mais aussi les agents de ce pouvoir, de cet État, de cette administration. C'est un terme fort dont le contenu péjoratif s'est lentement forgé au cours du temps. Aussi loin que l'on remonte, l'histoire rurale de l'Ouest et du Sud-Ouest a été marquée par une dissymétrie absolue des rapports entre les États qui se sont succédé et des administrés autorisés seulement à obéir et toujours traités au mieux avec condescendance, au pire avec un mépris ostensible. Ce fut ainsi au temps des monarchies sa-

kalava, quand les souverains avaient droit de vie et de mort sur leurs sujets, puis, après 1830, sous le *fanjakana* merina quand les fonctionnaires venus des hautes terres n'étaient rémunérés que par le produit des corvées et des prélèvements obligatoires qu'ils imposaient. Ce fut ainsi à l'époque coloniale. Les agents français de l'administration pensaient qu'ils étaient porteurs d'une culture et d'un système infiniment supérieurs à ceux de leurs administrés ruraux et ils croyaient à une inéluctable et prochaine modernisation. Le *fanjakana* malgache, après l'indépendance et avant 1975, n'a pas introduit de rupture dans cette façon de voir. Le personnel administratif a été malgachisé, c'est-à-dire « merinisé », ce qui, pour beaucoup, a été perçu comme une régression par rapport au temps des *vazaha* somme toute assez débonnaires et, en tous cas, plus efficaces dans leur gestion.

Par ailleurs, les agents du *fanjakana* affectés en milieu rural sont souvent d'un niveau inférieur ou ont fait l'objet de sanctions disciplinaires, sinon ils seraient en ville. Leurs conditions de travail sont généralement exécrables. Ils n'ont pas de véhicule ou, s'ils en ont, aucun budget ne leur a été alloué pour le carburant et la maintenance. Leur salaire est dérisoire et suscite le mépris des éleveurs aisés (un seul bœuf castré vaut à peu près trois mois de salaire d'un instituteur). Ils ne peuvent éviter une corruption de bas de gamme qui leur permet à peine de survivre plutôt bien que mal. Les agents, en tournée régulière ou en mission, pensent qu'ils seront mieux écoutés s'ils se montrent hautains et arrogants. Ils montrent bien qu'ils ne sont que de passage, écoutent distraitement les éventuelles récriminations et repartent au plus vite, non sans avoir bénéficié de quelques menus cadeaux...

Une relation dissymétrique dépourvue de confiance

Dans ces conditions, tout ce qui vient du *fanjakana* est fortement péjoré et suggère un type de rapports dont la confiance mutuelle est exclue. On obéit au *fanjakana* (ou on fait semblant de lui obéir), mais on n'entretient avec lui aucun dialogue sincère. On le craint (ou on fait semblant de le craindre en multipliant des marques théâtrales de respect) et on en est ostensiblement méprisé. L'agent du *fanjakana* n'adopte aucune des règles de la courtoisie locale. Il accepte la chaise qu'on lui tend pendant qu'anciens et notables restent assis sur des nattes. Le ton de son discours est celui de l'injonction agacée que l'on adresse à des

⁶⁴ Malaso : bandits de grands chemins surtout voleurs de bœufs ; ils lissent la semelle de leur chaussure de façon à laisser moins de traces, d'où le nom qui les désigne dans le Sud-Ouest depuis une dizaine d'années.

⁶⁵ Cette notion de richesse est, bien entendu, très relative : dans certaines zones aménagées du Menabe, on est considéré comme « riche », voire très riche, avec une douzaine d'hectares de bonnes rizières.

gens peu capables de comprendre quoi que ce soit. Pour hâter la fin de l'épreuve, ces derniers entrent dans le jeu en adoptant, un bref instant, la même attitude vide et passive qu'ils avaient sans doute autrefois à l'école quand le maître les grondait.

On retrouve cet aspect dans le terme, souvent très péjoratif de *raham-panjakana* (« c'est une affaire de l'administration ») qui évoque l'idée d'une tâche imposée n'impliquant qu'une adhésion formelle dépourvue de toute spontanéité et pour laquelle les villageois ne se sentent absolument pas concernés. Il n'est pas exclu, même, qu'ils éprouvent une secrète satisfaction à voir l'« affaire » sombrer comme toutes les autres.

Les représentants locaux de l'exécutif

Il convient d'exclure de cette relation aux caractéristiques très négatives les « autorités locales », c'est-à-dire, depuis les réformes des années soixante-dix, le président de *fokontany* et ses *komity*. Avant 1975, ces personnages étaient des fantoches. Très inconfortablement placés entre le bois et l'écorce, ils

servaient de courroie de transmission entre l'administration et les villageois et, généralement, parvenaient à se faire également mépriser par les deux parties. Aujourd'hui, les présidents du *fokontany* sont, en principe, désignés par le sous-préfet sur une liste de trois noms fournie par les électeurs villageois.

Les manipulations sont fréquentes (les trois noms sont « suggérés » par le sous-préfet, ou celui-ci en retient un quatrième...). Pourtant, le président du *fokontany* est presque toujours un personnage alphabétisé, intelligent, positif, représentatif d'un certain dynamisme rural. Il a un peu voyagé, il parle un peu français, il négocie d'égal à égal avec les collecteurs venus au village, il a parfois d'excellentes idées pour améliorer un peu la situation matérielle de son village. C'est presque toujours un personnage à prendre en considération. Pour des raisons protocolaires incontournables, on ne peut, d'ailleurs, éviter de le rencontrer lors d'une première visite dans sa circonscription. Il importe cependant, avant de lui accorder une confiance sans réserve, de savoir quels sont ses rapports avec les vraies autorités locales.

Tensions et rivalités entre les différents détenteurs du pouvoir local

● Les rivalités et les tensions impliquant le lignage en tant que tel

Les rivalités intra-lignagères

● Les rivalités pour succéder à la charge de *mpitoka*

L'accès aux charges lignagères importantes est en principe fixé par la généalogie et ne devrait donc donner lieu à aucun litige. Dans la réalité, les choses ne sont pas aussi simples. La fonction de *mpitoka hazomanga* suppose un certain nombre de qualités dont ne dispose pas forcément la personne désignée par la généalogie : intelligence encore vive malgré l'âge, bonne connaissance des *lilindraza*⁶⁶, sens de l'autorité et de la diplomatie discrète, mais aussi mémoire excellente et claire (car lors des invocations, il faut réciter dans l'ordre correct, sans hésitations, le nom de tous les *mpitoka* précédents) et... bonne résistance à l'alcool, indispensable lors des grandes céré-

monies. Si le candidat normal n'a pas toutes ces qualités, on essaiera de l'évincer avec ou sans son accord. Aujourd'hui, c'est le plus souvent avec son accord. Beaucoup de futurs *mpitoka*, en effet, ne se sentent pas à la hauteur de leur fonction devenue très délicate dans un contexte de crise économique et sociale. Or, dans la société sakalava, si on n'exerce pas correctement une fonction sensible, on risque d'être directement puni par les ancêtres mécontents : la maladie constitue un premier avertissement, la mort est donnée ensuite si l'avertissement n'a pas été entendu. De fait, on note souvent, dans les lignages les plus démunis, que le *mpitoka* est malade, s'alimente mal, maigrit, est soucieux, a cessé de rire... On dirait ailleurs qu'« il fait une dépression ».

La charge est donc parfois refusée quand le candidat ne se sent pas à la hauteur. Cela peut poser des problèmes délicats, car il n'est pas toujours facile de trouver un substitut. Cela conduit parfois à des solutions insolites : une femme âgée peut, par exemple, être désignée, en attendant mieux... À l'inverse, la

⁶⁶ *Lilindraza* : les traditions et les règles propres à chaque clan.

charge peut être enviée par exemple quand existent des conflits fonciers à l'intérieur du lignage car l'arbitrage du *mpitoka* récemment intronisé pèsera d'un grand poids dans les décisions qui seront prises.

● *Mpañarivo versus mpitoka*

L'opposition entre le « jeune » *mpañarivo*, ambitieux et riche, et le vieux *mpitoka* de son lignage, appauvri et quelque peu dépassé par les événements, est un classique des scènes villageoises dans toutes les zones où l'élevage domine.

Revenu dans son village après une longue absence au cours de laquelle il est parvenu à accumuler des bœufs dans des conditions souvent un peu mystérieuses, le *mpañarivo*, nous l'avons vu, se heurte d'emblée à son *mpitoka* qui lui demande de contribuer beaucoup plus largement que les autres aux prochains sacrifices cérémoniels. Le *mpañarivo* astucieux saura ruser avec cette exigence, l'acceptant partiellement (il ne faut en aucun cas entrer en conflit ouvert avec son chef lignager), mais conservant plus ou moins secrètement une partie de son troupeau pour manifester une générosité intéressée à ses clients actuels et futurs. Pour éviter les conflits, le *mpañarivo* finira probablement par demander la bénédiction de son *mpitoka* pour fonder un nouveau segment lignager. Il appuiera sa demande sur un prétexte acceptable, la découverte d'un nouveau pâturage, trop éloigné du village d'origine par exemple. Dans la plupart des cas, il obtiendra effectivement cette bénédiction, car le vieux chef sait bien que la situation deviendrait de plus en plus difficile à gérer.

● *Mpitoka versus les jeunes du lignage*

Beaucoup d'observateurs pensent qu'un véritable conflit de générations apparaît dans l'Ouest et le Sud-Ouest depuis quelques années. Il ne faut sans doute pas exagérer l'aspect récent du phénomène. Nous l'avons nous-mêmes autrefois déjà observé dans la vallée du Maharivo, retrouvant, vingt-cinq ans après, certains des jeunes « voyous » de 1972-1973 dans une position de notables défenseurs de la tradition. La nouveauté réside sans doute dans l'ampleur du phénomène qui touche quasiment tous les lignages pauvres devenus incapables d'assurer le cycle cérémoniel de leurs enfants. La situation extrême (qui n'est pas rare) est celle du jeune garçon qui doit se salarier plusieurs années comme bouvier pour acquérir les bœufs nécessaires à la cérémonie de sa propre circoncision. Celle-ci est alors effectuée à un âge avancé, quinze

ou seize ans, parfois plus. Les jeunes hommes dans cette situation finissent par n'avoir plus de respect à l'égard de « leurs » anciens qui n'ont pas su s'occuper d'eux quand il fallait le faire. On voit actuellement, au sud de la Kabatomena, des petits groupes de jeunes qui partent dans une forêt dont ils ne connaissent pas les *tompon'ala*, sans en dire un mot à leur *mpitoka*, pour y cultiver quelques hectares de maïs sur brûlis forestiers. L'argent qu'ils ramènent, après en avoir dépensé librement la plus grande part, est bien accueilli dans le groupe et le *mpitoka* préfère généralement fermer les yeux sans chercher à en connaître l'origine.

● *Mpitoka versus médiateurs sumaturels*

La plupart du temps, le *mpitoka* s'entend bien avec l'*ombiasy* de son lignage. Il arrive d'ailleurs que les deux fonctions soient occupées par la même personne. Cependant, le *mpitoka* peut très bien aller chercher ailleurs, s'il n'y a pas d'*ombiasy* confirmé dans son groupe ou si le besoin se fait sentir d'une intervention spécialisée.

Le problème des possédés se pose en d'autres termes. Normalement, il y a peu — ou pas du tout — d'interaction entre le *mpitoka* et les possédés de son groupe ou de son village. Au mieux, leurs activités sont juxtaposées avec un minimum d'interférences.

Le *mpitoka*, normalement, est plutôt satisfait d'avoir une ou plusieurs possédées prestigieuses dans son groupe et tend plutôt à favoriser leurs activités. Pourtant, même si personne n'aborde jamais explicitement ce thème, les possédés *tromba* semblent bien constituer, de fait, une alternative au pouvoir cérémoniel du *mpitoka*. Les cycles cérémoniels lignagers ont, dans la société « traditionnelle », une fonction sécurisante. Si les cérémonies sont correctement accomplies, tout se passe bien, la vie suit son cours, les ancêtres sont satisfaits, on échappe au malheur et aux diverses calamités qui frappent ceux qui n'accomplissent pas leurs devoirs. Dans le cas contraire, qui tend aujourd'hui à devenir le cas général, il y a tout lieu d'être inquiet : les bœufs offerts en sacrifice ne sont pas assez nombreux et manquent d'allure. On peut craindre l'imminence du malheur. Tout se passe comme si l'angoisse née de cette situation provoquait divers dégâts psychologiques qui débouchent parfois (surtout chez des femmes fragilisées par une mauvaise insertion sociale, par exemple lorsqu'elles n'ont pas eu d'enfants) sur un ensemble de symptômes qu'on décrit, à Madagascar, par le terme de possession.

Si ces symptômes sont récurrents, il existe des procédures qui permettent de savoir, d'abord, s'il s'agit vraiment d'un esprit identifiable et gérable (certains esprits innommés, nous l'avons vu, s'expriment par des borborygmes qui ne permettent aucun dialogue), ensuite si, comme c'est généralement le cas, il a des pouvoirs thérapeutiques.

On cherche alors à savoir quelles conditions il met pour exercer ses bienfaits en s'incarnant dans la possédée. C'est sans doute ce point qui est décisif, car les exigences des esprits sont relativement minimales. Quelques cigarettes, un verre de rhum, une bouteille de bière ou de limonade suffisent pour que l'esprit accepte de donner au client de la possédée des conseils thérapeutiques qui vont le rassurer, alors que le coût des grands cycles cérémoniels lignagers est devenu exorbitant. Il est devenu difficile de réussir une cérémonie en dépensant moins d'une dizaine de millions de francs malgaches, alors qu'une séance de *tromba* peut ne coûter que 10 000 ou 20 000 francs malgaches. Une comparaison effectuée dans la vallée du Maharivo montre que, entre 1973 et 1989, le nombre de possédés avait été presque multiplié par dix.

Les rivalités interlignagères

● *La course à l'ostentation cérémonielle et au prestige*

Nul n'en parle jamais de façon explicite, mais la course à l'ostentation cérémonielle constitue en pays d'élevage bovin un enjeu essentiel, quasiment obsessionnel. La règle du jeu peut se résumer de la façon suivante. Si un lignage est capable d'organiser les plus belles cérémonies en sacrifiant le plus grand nombre de bœufs, il va accumuler un prestige qui va rejaillir sur tous ses membres et leur donner le sentiment d'une réussite sociale qui, dans ces cultures, coïncide avec la réussite tout court. On est un homme accompli, respecté de tous, si on a largement contribué au succès cérémoniel de son lignage.

Ce succès a deux ordres de retombées positives. En premier lieu, les ancêtres lignagers vont exprimer leur satisfaction en mettant leurs généreux descendants à l'abri du besoin et du malheur. En second lieu, grâce au prestige ainsi acquis, les enfants du groupe vont trouver aisément des conjoints. Certains « gendres » migrants pauvres iront même jusqu'à accepter une résidence uxori-locale. Ainsi, les champs lignagers bénéficient toujours d'une main-d'œuvre abondante ; des « amis », « dépendants » et « protégés », sont toujours prêts à intervenir pour

protéger les bœufs du groupe, voire pour participer à des raids lancés contre les bœufs d'autrui... Grâce à ces retombées, la porte est ouverte à la prospérité.

Mais la compétition est impitoyable et ne profite qu'aux deux ou trois groupes vainqueurs qui ont, certes, sacrifié beaucoup de bœufs, mais qui, à moyen terme, vont largement récupérer leur mise. Les dépenses cérémonielles ne constituent, pour eux, qu'un détour de production dont la rentabilité apparaîtra très vite. Par contre, ceux qui n'ont pas réussi à être assez prestigieux ont sacrifié une partie importante de leur capital-troupeau sans avoir suscité les forces centripètes qui ne se dirigent que vers les meilleurs. Ils ont tout perdu.

Ainsi, le potentiel associatif est faible dans les zones d'élevage dominant. La jalousie entre éleveurs est grande et quasiment générale, suscitant parfois, notamment en période d'insécurité, des comportements paranoïaques. Chacun perçoit le succès du lignage rival comme une atteinte directe à la bonne marche de sa propre exploitation. Ce succès est d'ailleurs, en général, soigneusement dissimulé pour que les rivaux ne songent pas à déclencher des stratégies agressives par magie ou par vol. Quand les vols se multiplient, tout le monde se met à soupçonner tout le monde, car les vols commis par des *malaso* venus de loin (c'est le cas général pour les vols importants) s'appuient toujours sur des informations précises fournies par un voisin haineux. L'atmosphère ne tarde pas à devenir irrespirable. Les *ombiasy* jouent alors un rôle important, calmant le jeu si cela les avantage, ou favorisant certains de leurs clients en diffusant à leur gré une partie des informations dont ils disposent.

Dans une situation de ce type, il est difficile d'envisager le bon fonctionnement d'une association d'éleveurs qui va réunir dans une même entité des gens qui se redoutent mutuellement, alors même que la culture locale ne permet guère de porter les ressentiments sur la place publique. L'animateur pourra croire à une ambiance tranquille et feutrée sans entrevoir un seul instant les terribles rivalités sous-jacentes.

● *Les tensions interlignages liées au contrôle des facteurs de production*

— *Les tensions foncières*⁶⁷

Dans la société sakalava ancienne, l'accès à tout espace utilisable (terrain, forêt, lac) passait, nous

⁶⁷ Ce thème a été traité plus en détail dans E. Fauroux, « Dynamiques migratoires, tensions foncières et déforestation dans l'Ouest malgache », in S. Razanaka et alii (2001), p. 91-106.

l'avons vu, par la notion d'autochtonie et s'exprimait, au mieux, par la disposition d'un droit d'usage toujours révocable dès que cessaient l'usage ou l'affiliation au groupe « maître ». Au fur et à mesure que les terres se raréfient, principalement sous la pression migratoire, et que les terroirs devinrent permanents et partiellement aménagés (canaux d'irrigation, petits barrages en dur), la situation s'est compliquée.

En situation de rareté de terres, les droits d'usage temporaires tendent à se cristalliser en droits d'usage permanents qui deviennent très peu différents des droits de propriété à l'europpéenne (« *jus utendi et abutendi* », « le droit d'user et d'abuser »). De son côté, le droit foncier issu de la colonisation ne reconnaît pas les droits collectifs. Plusieurs types de modalités nouvelles sont ainsi venues nuancer l'application de la règle du droit d'usage révocable.

En cas d'aménagements durables, les terres concernées sont à la disposition de celui qui a réalisé ou financé ces aménagements. Le droit d'usage est alors personnalisé, mais il reste un droit d'usage. Si le barrage est emporté par une crue, si les canaux ne sont pas entretenus, les droits d'usage collectifs reprennent le dessus. L'aménageur ne peut en aucun cas aliéner ces terres sans l'accord de son groupe.

Le droit foncier « à l'europpéenne » tolère les droits d'usage collectifs, et seulement s'ils ne sont pas contestés. Des procédures d'immatriculation permettent de le transformer en un droit permanent personnalisé, même si ces procédures sont totalement répréhensibles au regard des règles coutumières.

Les droits traditionnels eux-mêmes peuvent entrer en contradiction. Par exemple, alors que, pour un Sakalava, la terre prêtée à un migrant reste toujours une terre prêtée même cinquante ans plus tard, le migrant antesaka, lui, pense qu'il y a eu transfert de propriété si le prêt remonte à plus d'une dizaine d'années.

Mais, en tout état de cause, les règles n'ont qu'une importance relative, car les contentieux ne sont généralement pas réglés par un arbitre (une réunion de notables ou un juge) qui apprécierait la part d'équité contenue dans les points de vue exprimés par les parties en litige. Ce sont les rapports de forces qui décident, en vertu d'un principe non écrit et jamais exprimé clairement, mais qui est largement appliqué : « *La part d'équité contenue dans le point de vue du plus fort l'emporte sur la part d'équité contenue dans le point de vue du plus faible* ». Ainsi, l'observateur qui croit encore à l'existence d'une équité absolue est

surpris de constater que, à quelques kilomètres de distance, le même type de problème a reçu des solutions contradictoires. La « force » repose sur le potentiel de corruption, si l'affaire vient en justice, ou sur le poids social du lignage dans le cas contraire.

— Les pâturages

Assez curieusement, les conflits autour de l'utilisation des pâturages paraissent moins sévères que les conflits fonciers, si l'on excepte l'éternel problème des limites d'ailleurs souvent bien résolu par un *titi*ke définissant une limite naturelle aisément repérable. Des procédures « traditionnelles » permettent d'expulser discrètement le bœuf qui s'est égaré sur un pâturage voisin, en lui refusant l'accès aux points d'eau (les points d'eau ne sont généralement pas en accès libre, le bœuf, après s'y être présenté, doit attendre que le bouvier puise de l'eau pour lui et remplisse son abreuvoir).

Par ailleurs, les règles d'appropriation des pâturages sont admises par tous et ne souffrent guère de discussion puisqu'un seul type de règle s'applique partout : le *tompo* est le maître absolu, son droit est souvent matérialisé par un *toñy* (talisman) qui rend le pâturage dangereux aux utilisateurs illégitimes. Est illégitime tout utilisateur qui n'a pas établi une alliance avec le *tompo* ou n'a pas, au moins, son accord explicite.

Le droit du *tompo* dure aussi longtemps qu'il utilise, même très modérément (ne serait-ce qu'une seule bête de temps en temps), son droit d'usage. Les sanctions pour d'éventuels contrevenants seraient d'ailleurs immédiates : ses bœufs ne seraient plus en sécurité dès qu'un consensus des possesseurs de troupeaux de la zone serait dirigé contre lui. Les conflits peuvent naître, par contre, lorsque existent, à proximité de pâturages clairement appropriés, des zones forestières sur lesquelles n'ont émergé que des droits d'usage assez confus. La situation n'est pas rare, car les éleveurs aiment le voisinage forestier qui permet aux bœufs de s'ensauvager : quand cela peut être utile.

Les ancêtres aiment les bœufs *koko* qui ont vécu au contact du monde sauvage de la forêt, imprégné par la présence des mêmes esprits qu'autrefois. C'est le *donake*⁶⁸ qui permet, par sa fumée « magique », de récupérer ces bœufs sauvages. Le partage entre

⁶⁸ Donake : sur cette technique de capture des bœufs sauvages par une « fumée magique », voir Ph. Randriamidona, 1996, Le Donake, techniques traditionnelles de domptage des zébus sauvages dans le Menabe, Paris, Inalco, mémoire DEA, 77 p.

propriétaires voisins des bœufs ainsi récupérés obéit à des règles précises, mais des litiges surgissent car, en l'absence de marques d'oreilles, l'identification est difficile. Comme pour les problèmes fonciers, ce sont les rapports de forces qui président au règlement des contestations. Là encore, le plus riche, et celui dont les alliances sont les plus fortes, récupérera toujours plus de bœufs *donake* que son modeste voisin.

— *L'eau et la forêt*

En droit sakalava, l'eau qui court (cascade, rivière, fleuve), un peu comme la forêt, est aussi le refuge d'esprits et de créatures mythiques ou semi-mythiques, comme les fameuses *zazavavindrano* (à peu près les « sirènes » des mythologies européennes). Elle non plus n'est pas appropriable, mais, en invoquant respectueusement les esprits tutélaires et après une ofrande, on peut généralement l'utiliser avec discrétion, par exemple en construisant une dérivation pour un canal d'irrigation. Par contre, l'eau stagnante, sous forme de mare permanente ou de lac, ou encore de trou d'eau creusé et aménagé en abreuvoir pour le bétail, peut être appropriée par le *tompo* héréditaire, symbole de la propriété collective de son lignage (*tompondrano* pour les lacs du Manambolo, par exemple) ou par l'aménageur qui peut apparaître comme un propriétaire individualisé s'il est seul responsable des aménagements.

La gestion de l'eau d'irrigation suscite, semble-t-il, d'incessants problèmes et parvient, à elle seule, à empoisonner l'atmosphère d'une petite région. C'est au point que, souvent, chaque lignage préfère creuser son propre canal, ce qui donne le spectacle étrange de quatre ou cinq petits canaux précaires s'allongeant côte à côte sur plusieurs kilomètres. S'il existe un gros canal commun, comme c'est le cas dans les zones bien aménagées, les « associations d'usagers de l'eau » sont déchirées par d'insolubles conflits. Cette situation, très fréquente, est cependant encore préférable à l'absence totale d'organisation qui suscite des situations proches de l'anarchie : les gens de l'amont accaparent l'eau sans vergogne, les gens de l'aval organisent de temps en temps des raids punitifs sur l'amont, les prises pirates apparaissent d'un jour à l'autre... Dans ce contexte très tendu, les conflits interlignagers peuvent atteindre leur paroxysme.

● *Les résurgences actuelles de vieux contentieux interlignagers*

Le problème le plus délicat pour une intervention en milieu villageois (création d'associations ou appui

sur des associations existantes) réside sans doute dans l'histoire des contentieux interlignagers et dans de vieux problèmes dont personne n'ose parler explicitement mais auxquels tous pensent. Tout le monde sait, dans un village (sauf les opérateurs *vazaha*), que les membres de deux lignages rivaux n'accepteront jamais de participer à la même association, car leur méfiance mutuelle paralyserait toute velléité d'action commune. Par ailleurs, si des lignages dépendants peuvent cohabiter en toute sérénité avec le lignage de leurs anciens maîtres (situation finalement assez fréquente), la situation pourra devenir silencieusement explosive si un membre du groupe dépendant figure dans le bureau de l'association, ce qui va l'amener à donner des ordres à des gens qui se considèrent comme ses supérieurs et feront tout pour le « remettre à sa place ».

● **Les rivalités autour de la notion d'autochtonie**

Les mécanismes permettant la pérennisation du statut de tompo

L'immigrant récent est supposé ne pas pouvoir se passer de la médiation du *tompo*, dont les conseils et la surveillance éviteront la rupture d'un interdit et les malheurs qui ne manqueraient pas d'en résulter. Mais, plus efficacement que cette référence au surnaturel, des mécanismes économiques maintiennent le nouveau-venu dans la dépendance de son lignage d'accueil. Les rapports qui s'instaurent entre l'autochtone et ses nouveaux alliés sont profondément dissymétriques : l'autochtone donne sa protection, il légitime la présence du migrant, mais, en même temps, il l'« exploite » à la manière discrètement paternaliste qui caractérise dans l'Ouest les rapports de métayage et de clientèle. En clair, le métayer-dépendant client accepte l'autorité morale du chef du lignage qui le « protège ». Il accepte aussi de fournir diverses prestations en travail, gratuitement ou presque, sur les champs de son patron. Il contribue à la surveillance de ses troupeaux, ou participe à des entreprises inavouables contre les bœufs de ses rivaux. Il fournira aussi des prestations en produit (quelques charrettes du maïs issu des brûlis forestiers plus ou moins clairement autorisés par le patron).

La dépendance peut aussi être morale. C'est le cas du *jalo* qui, à la risée générale, accepte de

vivre chez sa femme *tompontanà*. Une gestion intelligente de cette dissymétrie doit normalement permettre au groupe *tompo* de prolonger à l'infini sa domination : son potentiel d'accumulation est renforcé par les prélèvements qu'il effectue sur les revenus de ses dépendants, alors que ces derniers sont inexorablement et durablement amputés.

Sur longue période, l'issue de ce rapport est cependant incertaine. Plusieurs exemples montrent que certains migrants ou certains *jaloko*, travailleurs, obstinés, capables de se priver, finissent par s'enrichir relativement malgré leur dépendance. Ils arrivent même parfois à inverser le rapport de domination comme ce fut le cas, exemple souvent cité, d'anciens métayers *betsileo* de Marovoay Morondava qui ont aujourd'hui comme métayers quelques-uns de leurs anciens « patrons » *sakalava*.

Les modalités de contestation du statut de *tompo*

Dans l'ensemble de la région, sur longue période, on voit se dessiner deux techniques de contestation des droits du *tompo* : la première est fondée sur l'ancienneté de la présence, la seconde nie purement et simplement la portée surnaturelle de la notion.

● *Le migrant ancien peut être considéré à son tour comme un *tompo**

Dans une société *sakalava* à l'ancienne, fonctionnant harmonieusement, il était difficile de contester leur statut à des autochtones en place depuis longtemps sous la protection des *toñy* fondateurs. Les nouveaux arrivants pouvaient chercher une terre sans maître (ce qui, depuis déjà longtemps, n'est pas facile) ou, comme nous l'avons vu, s'allier à des *tompo*. Les problèmes ont commencé à se poser bien plus tard, avec les deuxième ou troisième générations d'immigrants. Ils sont nés sur place, leurs parents et, parfois même, leurs grands-parents aussi ; ils comprennent mal de quel droit des gens se prétendent plus autochtones qu'eux et se permettent de réglementer chichement leur accès aux ressources naturelles.

L'exemple le plus spectaculaire de ce problème est donné par les grands lacs proches du Manambolo où des pêcheurs en eau douce *antesaka*, très anciennement implantés, refusent désormais les interdits édictés par les *tompondrano* *sakalava* *vazimba* dont certains sont sur place depuis moins longtemps qu'eux. Dans ce cas, les conflits passent par une reprise en main des anciennes cérémonies de *loandrano* pour l'ouverture annuelle de la pêche. Ces cérémo-

nies, tombées en désuétude, ont été ranimées soit par d'anciens *tompondrano* *vazimba* désireux de démontrer la pérennité de leurs anciens droits, soit, de façon plus anormale, par des migrants qui ont racheté le droit d'être *tompondrano* dans des conditions obscures, mais qui font la preuve de leur légitimité en organisant la cérémonie sans encourir de représailles surnaturelles.

● *On peut parfois braver sans grandes conséquences les interdits liés à la notion de *tompo**

De même, une « bonne » (au sens d'efficace) façon de contester l'importance de la notion d'autochtonie consiste, par exemple pour certains migrants *tandroy*, à pénétrer dans une forêt sans l'accord d'aucun *tompo*, d'y défricher quelques dizaines d'hectares en ne respectant aucun interdit et de repartir quelques années plus tard avec un beau troupeau. Ils ont été soutenus dans ces attitudes extrêmes soit par une forte motivation justifiant tous les risques (la lutte pour la survie à l'époque du *kéré*) soit par la possession de talismans spéciaux susceptibles de détourner le *havoà* encouru. Les *tompontany* ripostent en propageant des rumeurs (beaucoup de pêcheurs illégitimes se seraient mystérieusement noyés dans les lacs du Manambolo après avoir bravé certaines interdictions) ou, peut-être, en se livrant à des actes agressifs concrets qui donnent l'apparence de la réalité aux « châtiments » surnaturels.

Le problème des relations interethniques

Ces relations furent longtemps exceptionnellement bonnes dans le Menabe. Pour la société lignagère *sakalava*, résolument exogame, l'arrivée pacifique de nouveaux groupes ou de nouveaux individus était toujours souhaitée, car elle élargissait les perspectives d'alliances, notamment matrimoniales, et elle apportait souvent la maîtrise de nouvelles techniques. Les riziculteurs *betsileo* furent longtemps très bien accueillis dans une société *sakalava* spécialisée jusqu'à la monomanie dans l'élevage bovin.

● *L'apparition récente de tensions interethniques*

La concurrence récente entre systèmes de production fragilisés a mis un terme à l'ancienne sérénité de ces relations. Les premières difficultés apparurent autour de problèmes fonciers souvent suscités par des *Korao* (nom local des *Tesaka*) qui, avec le temps, se sentirent propriétaires définitifs de terres

qui leur avaient seulement été prêtées par les Sakalava. Elles s'aggravèrent à chaque période d'insécurité, quand la paranoïa ambiante conduisait à soupçonner tout le monde de mauvaises intentions, mais surtout « les autres » c'est-à-dire les migrants.

L'attitude dominante des Tandroy, souvent retirés loin des villages sur des fronts forestiers pionniers et, parfois, effectivement mêlés à des activités illicites, a largement contribué à noircir l'image des migrants. Dans le Menabe, autrefois à l'abri de toute xénophobie, on voit aujourd'hui apparaître des stéréotypes ethniques péjorés qui contribuent à tendre l'atmosphère. Les Korao passent pour de mauvais voisins, qui ne respectent ni la parole donnée ni les interdits (ils élèvent des cochons et répandent le sang de ces bêtes impures de façon tout à fait inconsiderée). Les Betsileo sont respectueux des règles, mais leurs succès et leur relative richesse éveillent la jalousie. Tandroy et Mahafale sont redoutés car, facilement agressifs, ils manient la fronde avec habileté ; leur voisinage incite à redoubler de vigilance dans le gardiennage des troupeaux.

- *L'apparition d'esquisses de stratégies « antimigrants »*

Plusieurs techniques permettent aux Sakalava de limiter l'ambition des migrants.

Les Betsileo, qui réussissent trop bien en manquant de générosité ou en manifestant de l'arrogance, sont systématiquement dépouillés de leurs bœufs.

Les Korao, grâce à leur habileté à porter les litiges devant les tribunaux, ont réalisé d'importantes avancées foncières car, tant que l'espace restait ouvert vers le nord, les Sakalava avaient plus tendance à émigrer doucement vers les pâturages du Bemaraha qu'à s'obstiner sur place pour défendre des droits fonciers auxquels ils ne tenaient pas outre-mesure. Les choses ont changé sur ce point et les conflits pour la terre et l'eau tendent désormais à s'enkyster. L'influence cumulée de ces conflits arrive même à créer des situations de grande tension qui annihilent le potentiel associatif local.

Tandroy et Mahafale ne sont généralement pas attaqués de front, mais plusieurs auteurs (Blanc-Pamard, Rebara, Réau, Taillade, Fauroux et Randriamidona⁶⁹) ont décrit comment des stratégies de « barrage direct », d'« encercllement » ou de « course de vitesse » dans les défrichements permettent parfois aux autochtones de limiter les avancées de migrants, trop rapides et trop profondes, par exemple dans la forêt mikea ou dans les pâturages du Bemaraha.

- *La promotion de la « sakalavité »*

On assiste depuis quelques années au réveil des valeurs sakalava qui s'accompagnent d'un mouvement aux relents presque xénophobes.

Une première forme de ce mouvement s'appuie sur les valeurs monarchiques : les esprits de souverains ayant autrefois régné dans le Menabe se manifestent autour des tombeaux royaux à Maneva et Ilaza, près de Mahabo. En s'exprimant par la bouche de notables saisis par les trances alors qu'ils visitaient respectueusement ces tombeaux, ils enjoignent à leurs descendants de se ressaisir et de recommencer à contrôler leur propre pays. Une seconde forme concerne des associations à caractère politique, comme « Menabetsy mivaky » où se regroupent notables de Morondava et originaires de la région. Une troisième forme, la plus intéressante ici, est apparue après le cyclone Cynthia de 1991. Les énormes dégâts furent interprétés par les Sakalava comme ayant de toute évidence été provoqués par les graves manquements aux interdits causés par les migrants korao qui n'hésitent pas à verser dans le Morondava le sang impur des porcs qu'il élèvent. Lors de plusieurs cérémonies auxquelles participèrent les pouvoirs publics, à Mahabo en 1991 et 1992, de nouveaux accords furent passés entre autochtones et migrants. Ces derniers ont dû s'engager à mieux respecter les interdits et, de façon générale, à montrer moins d'arrogance et plus de respect pour les règles du jeu autochtones.

- **Les luttes pour l'hégémonie entre mpañarivo**

Les « guerres intestines » qui opposent les *mpañarivo* entre eux et, surtout, les *mpañarivo* déjà en place à leurs jeunes rivaux ambitieux, occupent une place

⁶⁹ Ch. Blanc-Pamard (1998), À l'Ouest d'Analabo, CNRS/Gerem, 90 pages. F. Rebara (1998), Dynamiques agraires en situation d'agriculture pionnière dans le Sud-Ouest de Madagascar. Exemple des villages en bordure de la forêt des Mikea, Université d'Antananarivo, UER géographie, mémoire DEA, 145 pages. B. Réau (1996), Dégradation de l'environnement forestier et réactions paysannes. Les migrants tandroy dans l'Ouest malgache, Université de Bordeaux III, thèse doctorat géographie, 320 pages. J.-J. Taillade (1996), Les dynamiques de la gestion de l'espace et des ressources naturelles sur les interfluvies de l'Ouest malgache. Le cas des éleveurs sakalava du Menabe, Université de Montpellier, thèse doctorat géographie, 345 pages. E. Fauroux et Randriamidona (1997), Monographie du village de Tsiandro (Bemaraha), rédaction provisoire, Antananarivo, CNRE/Orstom, 35 pages.

dominante dans les chroniques villageoises quotidiennes qui s'alimentent des faits divers locaux. Ces rivalités sont souvent impitoyables (« Il n'y a pas place pour deux taureaux dans un même parc », dit très explicitement un proverbe masikoro). Sauf dans le cas — assez rare — de trêves localisées établissant une alliance temporaire pour éliminer un rival commun, les luttes sont dures et font intervenir tout l'arsenal dont disposent les parties en cause : actions ma-

giques, propagation de rumeurs, raids contre les bœufs du rival grâce à des complicités parmi les *malaso*, et, plus pacifiquement, stratégies d'alliance, matrimoniale ou par fraternité de sang... Les *mpañarivo* ont bien rarement des attitudes positives à l'égard de projets qui, généralement fondés sur un idéal de justice sociale, cherchent, sans toujours en avoir une conscience claire, à porter atteinte aux privilèges des *mpañarivo* les plus puissants.

Les dynamiques sociales issues de l'interaction des différents pouvoirs microlocaux

● La diversité des situations locales

Situation où domine le pouvoir lignager

A1. Un lignage autochtone domine nettement. Il est fortement structuré sur le modèle pyramidal. L'autorité est détenue par un seul homme entouré d'un petit nombre de conseillers. Cette domination peut être ancienne, voire multiséculaire (cas des Kabijo des Tsingy du Bemaraha), ou récente (*mpañarivo* émergent dont les stratégies ont récemment triomphé).

A2. Deux ou trois lignages autochtones dominants sont étroitement alliés. L'autorité est détenue par les deux ou trois chefs lignagers. Des tensions peuvent exister entre eux, mais leurs situations généalogiques respectives suffisent généralement à établir les prééminences. Quelques notables peuvent émettre des avis qui sont parfois écoutés. Cette situation, sans doute la plus fréquente autrefois, reste importante aujourd'hui.

A3. Deux ou trois lignages autochtones dominent, mais leur alliance est en train d'éclater car les tensions internes se sont transformées en conflits ouverts, les chefs lignagers ayant fini par adopter des stratégies contradictoires. Toute intervention extérieure court le risque d'être fortement biaisée car elle sera repensée et réutilisée dans le cadre de ces conflits internes dont la solution est devenue urgente.

A4. L'ancienne domination locale d'un, deux ou trois groupes lignagers est sérieusement contestée soit par une force non lignagère (un *mpañarivo* émergent), soit par un groupe de migrants qui a réussi à inverser le rapport de dépendance.

Trois sous-situations peuvent se présenter ainsi :

- ◆ le renversement a déjà eu lieu (par exemple grâce à d'habiles stratégies foncières comme celles des Betsileo de Marovoay Morondava) ;

- ◆ le renversement est en cours et la situation n'est pas stabilisée ;

- ◆ la tentative de renversement a été contrée (par exemple grâce à une habile stratégie de reconquête des pâturages par les lignages autochtones comme à Tsiandro) ou grâce à d'habiles stratégies foncières (comme celles des autochtones masikoro de la forêt mikea qui brûlent la forêt pour fermer toute possibilité d'extension aux migrants).

A5. Un ou plusieurs lignages de migrants ont réussi à s'affranchir de toute dépendance à l'égard des lignages autochtones qui leur avaient autrefois baillé la terre. Ils se sentent entièrement maîtres sur leur terroir. On se retrouve dans une situation proche de A2 avec des nuances selon les stratégies propres à chaque groupe ethnique (les Betsileo cherchent plutôt à arrondir leur domaine foncier, les Korao à s'affranchir des contrôles autochtones, les Tandroy à s'éloigner des lieux habités pour agir à leur guise, etc.).

Situation où dominant de gros mpañarivo

B1. Dans la situation la plus fréquente, deux ou trois *mpañarivo*, placés à des moments différents de leurs trajectoires d'ascension sociale, contrôlent la microrégion, mais cherchent à s'éliminer mutuellement. S'ils ne sont pas encore *mpitoka*, ils sont aussi en lutte pour créer leur propre segment de lignage. Toutes les interventions externes seront d'abord reconsidérées dans ce contexte de rivalités qui attendent des solutions urgentes.

B2. Plusieurs *mpañarivo* ont décidé de faire une trêve dans leurs luttes mutuelles et contrôlent tout ce qui se passe dans la microrégion, aux dépens des *mpañarivo* qui ont été exclus de l'accord. Les pouvoirs lignagers peuvent ne pas faire le poids face à ce groupe de pouvoir, difficile à identifier, aux stratégies parfois obscures. C'est sans doute l'une des situations les moins favorables à une intervention.

B3. La situation s'est stabilisée autour d'un *mpañarivo* nettement dominant. Elle a le mérite d'être claire (en général, ce personnage monopolise aussi le pouvoir lignager), mais elle est souvent précaire et peut rapidement laisser la place à une situation proche de l'anomie, surtout si le *mpañarivo*, arrogant et trop sûr de lui, a renoncé à la générosité intéressée à laquelle il devait son succès.

***Situation où dominant
de grands propriétaires fonciers
(cette situation est surtout fréquente
dans les grands terroirs rizicoles aménagés)***

C1. Les propriétaires fonciers ne sont que des prête-noms de la bourgeoisie urbaine (ancien terroir de la Sodemo, notamment dans le delta Morondava-Kabatomena). Il s'agit le plus souvent de migrants récents. Il n'y a aucune vraie cristallisation du pouvoir.

C2. En prêtant des bœufs gagés sur la terre à leurs voisins pauvres, des petits propriétaires (souvent *bet-sileo*) ont réussi à arrondir leur patrimoine et cherchent à donner une certaine stabilité à leur nouveau pouvoir économique (prêts usuraires, interventions dans la sphère politique, animation des paroisses et des groupements religieux, etc.). Ils peuvent avoir de bonnes raisons de s'intéresser positivement à un projet concernant leur zone, ce qui n'implique pas que leurs nouveaux dépendants partageront ce sentiment.

***Situation de type anomique.
Deux cas extrêmes paraissent entrer
dans cette catégorie***

D1. Les groupes isolés en forêt. Il peut s'agir de chasseurs-cueilleurs dont les Mikea constituent l'idéal type, mais les études récentes ont montré qu'ils étaient au moins autant agropasteurs que chasseurs-cueilleurs et qu'ils constituent plutôt un sous-ensemble des sociétés villageoises voisines, *vezo* et, surtout, *masikoro*. Il peut aussi s'agir de petits groupes (quatre ou cinq personnes) d'essarteurs *tandroy* installés sur un front pion-

nier, hors de tout contrôle, partiellement occupés à des tâches clandestines.

D2. Les groupes autochtones ont perdu tout contrôle de la situation, les migrants anciens luttent contre eux pour montrer qu'ils sont aussi autochtones qu'eux sinon plus, mais aucun équilibre n'a été atteint. Des groupes de jeunes prédateurs profitent de l'anarchie dominante pour piller impunément les ressources naturelles (lacs au pied des Tsingy du Bemaraha, certaines forêts des Tsingy, etc.). La loi du plus fort règne. Les actes de violence sont fréquents.

● **Quelques régularités dans la diversité**

Malgré l'inévitable schématisation que ne peut éviter cette description, on voit à quel point les situations concrètes sont diversifiées et complexes avec une douzaine de types principaux eux-mêmes susceptibles de variantes. Mais quatre cas sur douze sont très fréquents : A2 (dans les zones enclavées peu touchées par les courants migratoires), A4 et B1 (en zone d'élevage), C2 (en zone de riziculture aménagée).

Par ailleurs, les travaux poursuivis dans le cadre de l'Éra CNRE/Orstom (devenu IRD) ont montré qu'au fond il n'y a, depuis toujours dans l'Ouest et le Sud-Ouest, qu'un type dominant de modalité d'exercice du pouvoir, même si ses détenteurs sont divers. Il s'agit du type de rapport dissymétrique qui caractérise les rapports de clientèle.

Le pouvoir naît de l'aptitude de certains (individus ou groupes) à disposer d'un surplus de richesse (en bœufs, en produits agricoles, etc.) ou à monopoliser certaines forces (les représentations magiques), et à gérer ce surplus de façon à créer des forces centripètes à leur profit. Nous avons démontré ailleurs que les pouvoirs autrefois détenus par les *mpanjaka* (princes et rois), ceux du *mpitoka* lignager et ceux du *mpañarivo* ou du grand propriétaire foncier reposent sur la même logique : la création de cercles « vertueux » à partir d'un surplus habilement géré par un recours intelligent à une « générosité intéressée ». Cette situation s'exprime, dans la réalité concrète, par un petit nombre de stratégies possibles qui sont, finalement, assez prévisibles. Il n'est sans doute pas très difficile, ainsi, d'apprécier, au moins à grands traits, la façon dont les décideurs locaux envisagent l'impact d'un projet. Ce sont les patientes négociations initiales à ce niveau qui, selon nous, pourraient avoir plus tard

un impact décisif sur l'accueil fait au projet, loin de toute les langues de bois utilisées dans les assemblées participatives. D'autres travaux⁷⁰, en effet, ont largement démontré que les situations « participatives » sont, en fait, aux antipodes du paradigme démocratique auquel on se réfère généralement quand on

envisage de modifier la réalité sociale villageoise. Le piège est d'autant plus sérieux que la plupart des « projets » sont porteurs d'une idéologie généreuse et redistributrice qui va presque toujours à l'encontre des intérêts les plus immédiats des quelques vrais (et discrets) décideurs. Les opérateurs du développement se heurtent alors à un mur d'apparente incohérence qui les conduit aux mêmes attitudes méprisantes qu'adoptait autrefois l'administration coloniale, incapable de mettre en œuvre des mesures dont l'intérêt pour la collectivité était évident.

⁷⁰ E. Fauroux (1999), « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, n° 10, p. 41-58.

Annexe 3

Bibliographie

ALTHABE G.

1967, « Une monographie de communauté villageoise à Madagascar. L'anthropologue et l'univers villageois », *Bulletin de liaison Sciences Humaines*, Orstom, décembre, n° 9, p. 93-112.

1969, *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*, Paris, Maspero, 354 pages.

ARBORIO A.-M., FOURNIER P.

1999, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan Univ., 127 pages.

BARÉ J.-F.

1983-84, « Quelques remarques sur l'enquête d'histoire orale dans le nord-ouest de Madagascar », *Omalý sy Anio*, Antananarivo, n° 17-18-19-20, p. 61-68.

1987, « Pour une anthropologie du développement économique », *Études rurales*, n° 105-106.

1995, *Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France*, Paris, Karthala, 282 pages.

1997, *Regards interdisciplinaires sur les politiques de développement*, Paris, L'Harmattan, 383 pages.

BEAUD S., WEBER F.

1997, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, collection Repères.

BIERSCHENK T., OLIVIER DE SARDAN J.-P.

1997, « ECRIS: Rapid Collective Enquiry for the identification of Conflicts and Strategic Groups », *Human Organization*, 56(2), p. 238-244.

1998, « ECRIS : Enquêtes collectives rapides d'identification des conflits et des groupes stratégiques », in Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P., *Les pouvoirs au village : le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, p. 253-272.

BLANC-PAMARD CH.

1986, « Dialoguer avec le paysage ou comment l'espace écologique est vu et pratiqué par les communautés rurales des hautes terres malgaches », in Chatelin Y., Riou G. (Éd.), *Milieus et paysages*, Paris, Masson, p. 17-34.

1988, « Lecture du paysage, une proposition méthodologique », in Séminaire de Dakar, *La dégradation des paysages en Afrique de l'Ouest*, 21-26 novembre 1988.

1993, « Les lieux du corps. L'exemple des communautés rurales des hautes terres malgaches », in Claval P., Singaravelou, *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, p. 51-75.

1998, « 'La moitié du quart'. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina », in *Nature, Sciences, Société*, Paris, vol. 6, n° 4, p. 20-32.

1999, *À l'Ouest d'Analabo. Une agriculture en marche en pays masikoro (Sud-Ouest de Madagascar)*, Paris/Antananarivo, CNRS (CEA)/Gerem (CNRE/IRD)/Pirev/CNRS, 90 pages.

BLANC-PAMARD CH., MILLEVILLE P.

1985, « Pratiques paysannes, perception du milieu et système agraire », in *À travers champs. Agronomes et géographes*, Paris, Orstom, p. 101-138.

BLANC-PAMARD CH., RAKOTO-RAMIARANTSOA H.

2000, *Le terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992, Madagascar*, Paris, Éd. IRD, 254 p.

BONNEMAISON J.

2000, *La géographie culturelle (note de cours)*, Paris, CTHS, 152 pages.

BOUJU J.

1995, « Anthropologies parallèles : description d'une procédure d'enquête anthropologique rapide (EAR) », in *Bulletin Apad*, n° 9, p. 77-86.

CERNEA M. éd.

1991, *Putting People First. Sociological Variables in Rural Development*, World Bank Publication, Oxford Univ. Press. (2^e édition). Traduction française, 1998 : *La dimension humaine des projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala.

CHAMBERS R.

1983, *Rural Development: Putting the last first*, Londres, Longman.

1990a, *Développement rural. La pauvreté cachée*, Paris, CTA-Karthala (traduction française du titre précédent), 374 pages.

1990b, « Rapid and Participatory Appraisal. Past, Present and Future », Chiang Mai University (Thaïlande), contribution à un séminaire.

1992, *Rural Appraisal: rapid, relaxed and participatory*, Brighton, IDS, *Discussion Paper*, octobre, n° 311, 90 pages.

1994, *Les paysans d'abord. Les innovations des agriculteurs et la recherche agronomique*, Paris, CTA-Karthala, 346 pages.

CHAMPION B. éd.

1995, *L'étranger intime. Mélanges offerts à Paul Ottino*, Saint-André, Université de La Réunion, 345 pages.

COUTY PH., WINTER G.

1983, *Qualitatif et quantitatif : deux modes d'investigation complémentaires*, Paris, Amira, brochure n° 43, 78 pages.

DAANE J.R.V.

1988, *Quelle méthode pour l'analyse de systèmes de production en zone tropicale ? Le dilemme entre démarche quantitative peu fiable et démarche qualitative peu généralisable*, Paris, Amira, *Abordages*, n° 6.

DELCROIX F.

1994, *Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays sakalava Menabe*, Marseille, EHESS, thèse doctorat d'anthropologie sociale, 376 pages.

FAUROUX E.

1970, « Le 'royaume' d'Ambohidranandriana. Archéologie et tradition orales », *Taloha*, n° 3, Tananarive, novembre, p. 55-83.

1988, « Les sessions de formation à la recherche par la recherche », *Cahiers de Girsom*, Montpellier, n° 1, p. 61-64.

1989, *Le bœuf et le riz dans la vie économique et sociale sakalava de la vallée de la Maharivo*, Paris/Antananarivo, MRSTD/Orstom, 295 pages.

1990, « Macro-dynamiques sociales et observations micro-localisées : des échelles multiples pour l'anthropologue », in Mullon C. éd., *Séminfor 4. Le transfert d'échelle*, Paris, Orstom, p. 439-450.

1991-1992, « Les structures invisibles du pouvoir dans les villages sakalava de la vallée de la Maharivo », *Omaly sy Anio*, n° 33-36, p. 61-74.

1993, *L'impact social et économique du programme « Food For Work » Morondava (enquêtes de juin-juillet 1993)*, CNRE/Orstom, Morondava, 93 p.

1995, « Les transformations économiques et sociales des populations rurales de l'ensemble méridional de Madagascar : les applications de la recherche anthropologique fondamentale au développement rural », *Bulletin Académie nationale malgache*, numéro spécial 50^e anniversaire Orstom, Antananarivo, p. 102-108.

1996, « L'Équipe de Recherche associée CNRE/Orstom de Tuléar. Éléments pour un bilan définitif (1985-1994) », *Chroniques du SUD*, Paris, Orstom, n° 17, avril, p. 80-98.

1998, « Pour des 'Unités d'observation permanente' dans l'ensemble méridional de Madagascar », in Clignet R. éd., *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom, p. 63-76.

1999a, *La « méthode A+ » et la « MARP ». Ressemblances, différences et convergences de deux méthodes d'observation rapide de la réalité rurale*, Antananarivo, CNRE/IRD, 9 pages.

1999b, *Les structures micro-locales du pouvoir dans les villages de l'Ouest malgache*, Atelier Vétérinaires sans frontières, Antananarivo, 8 décembre, 21 pages.

1999c, « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, numéro spécial *Afrique : les identités contre la démocratie ?*, n° 10, Paris, IRD, p. 41-57.

2000, « La forêt, maillon faible du droit foncier coutumier forestier », communication au symposium sur La problématique environnementale et le développement rural au niveau de la recherche dans la région du Sud-Ouest, Tuléar, 22-24 mai.

FAUROUX E., RANDRIAMIDONA P.

1997, *Monographie du village de Tsiandro (Bemarahy)*, rédaction provisoire, Antananarivo, Despam (CNRE/Orstom), 35 pages + annexes.

FAUROUX S.

1999, *Instabilité des cours du maïs et incertitude en milieu rural : le cas de la déforestation dans la région de Tuléar (Madagascar)*, Université Paris X Nanterre/Gerem, mémoire DESS économie du développement, 163 pages.

FIÉLOUX M., RAKOTOMALALA L.

1987, « Développement agricole et transformation des territoires pastoraux », in Fiéloux M., Lombard J. (éd.), *Élevage et société. Étude des transformations socio-économiques dans le Sud-Ouest malgache. L'exemple du couloir d'Antseva*, Antananarivo/Paris, MRSTD/Orstom, p. 61-83.

GUEUNIER N., RAKOTONDRA SOA M.

1997, « Souvenirs sur des bandits du début du siècle dans la région de Tuléar : la bande de Mahatoritsy (1908-1912) », *Talily*, Tuléar, n° 5-6, p. 143-161.

GUÉYE B., SCHOONMAKER-FEUNENBERGER K.

1991, *Introduction à la Méthode accélérée de recherche participative (Rapid Rural Appraisal). Quelques notes pour appuyer une formation pratique*, Londres, IIED, 70 pages.

JOMA M.

1988, *Le découpage et la distribution de la viande de bœuf chez les Mahafale*, Tuléar, Centre universitaire régional, Département lettres malgaches, mémoire de maîtrise.

LAVIGNE DELVILLE PH.

1999, « Impasses cognitives et expertise en sciences sociales : réflexions à propos du développement rural en Afrique », in Jacob J.-P. éd., *Sciences*

sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués, *Nouveaux cahiers de l'IUED*, n° 10, PUF/IUED, p. 69-99.

LAVIGNE DELVILLE PH., BOUJU J., LE ROY R.

2000, *Prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'aménagement. Stratégies foncières et bas-fonds au Sahel*, Paris, Éditions du Gret, collection Études et travaux, 128 pages.

LAVIGNE DELVILLE PH., SELAMNA N.-E., MATHIEU M. (DIR.)

2000, *Les enquêtes participatives en débat. Ambitions, pratiques et enjeux*, Paris, Gret, Karthala, l'ara, 543 pages.

LAVONDÈS H.

1967, *Bekoropoka. Quelques aspects de la vie familiale et sociale d'un village malgache*, Paris, Cahiers de L'Homme, Mouton et Co, 181 pages.

LUPO P.

1997, « Les Archives de Stavenger (Norvège) et la recherche historique sur Madagascar », *Talily, Revue d'Histoire*, n° 5-6, Univ. Tuléar, p. 165-202.

MARIKANDIA M.

1988, *Contribution à la connaissance des Vezo du Sud-Ouest de Madagascar : histoire et société de l'espace littoral du Fiherenena au XVIII^e et au XIX^e siècles*, Université Paris I, UER histoire, thèse de doctorat 3^e cycle, 481 pages.

NERINE E.

1982, *La littérature orale dans le pays sakalava Menabe*, Paris, EHESS, thèse de doctorat 3^e cycle, 2 volumes, 304 pages + 495 pages.

OLIVIER DE SARDAN J.-P.

1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Apad/Karthala, 221 pages (notamment pour la description de la méthode ECRIS : « Enquête collective rapide d'identification des conflits et groupes stratégiques »).

1996, « La violence faite aux données. Autour de quelques figures de la surinterprétation en anthropologie », *Enquêtes*, n° 3, p. 31-59.

OTTINO P.

1998, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine*, Paris, Karthala, Orstom, 695 pages (voir en particulier les pages 581 à 591).

(sous presse). « Nous n'irons plus à Bekoropoka », in *Mélanges en honneur à Henri Lavondès*.

RAISON J.P.

1970, « La géographie humaine appliquée et ses problèmes à l'Orstom Tananarive, Madagascar », *Revue de Géographie*, n° 16, janvier-juin, p. 167-179.

RAISON-JOURDE F.

1991-1992, « La constitution d'une utopie du Fokonolona comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », *Omalasy Anio*, Antananarivo, n° 33-36, 1991-92, p. 675-712 (pour son excellente analyse des discours visant à mythifier l'institution du fokonolona).

RAMAMONJISOA J.B.I.

1994, *La maladie et la guérison chez les Masikoro de la région de Tuléar (Sud-Ouest de Madagascar)*. *Diagnostiquer et guérir*, Inalco, Paris, thèse de doctorat études africaines, 259 p. + corpus 350 p.

RAMBOARIVÉLO N.

2000, *Limites de l'approche participative. Cas de deux quartiers de Tuléar*, Antananarivo, école de service social, mémoire de fin d'études, 92 p. + annexes.

RASAMOELINA H.

2000, *État, communautés villageoises et banditisme rural. L'exemple du vol de bœufs dans la Haute-Matsiatra (Madagascar)*, Université de Perpignan/Fianarantsoa, thèse de doctorat, 481 pages.

RAZAFIMANANTSOA D.

1991, « Biographie d'un marchand de bestiaux de Toliary », in Esoavelomandroso M., *Cohésion sociale, modernité et pression démographique*, Aombe n° 3, MRSTD/Orstom, p. 155-160.

RAZAFITSIAMIDY A.

1997, *Le vol des bœufs dans le sud de Madagascar*, Paris, Inalco, thèse de doctorat études africaines, 750 pages.

RAZANAKA S., GROUZIS M., MILLEVILLE P., MOIZO B., AUBRY C.

2001, *Sociétés paysannes, transitions agraires et dynamiques écologiques dans le Sud-Ouest de Madagascar*, Antananarivo, Actes de l'atelier CNRE/IRD, 8-10 novembre 1999, 400 pages.

RÉAU B.

1996, *Dégradation de l'environnement forestier et réactions paysannes. Les migrants tandroy sur la*

côte ouest de Madagascar, Université de Bordeaux III, UFR géographie, thèse de doctorat, 350 pages.

1998, *Guide méthodologique. Étude-Enquête-Diagnostic*, Tuléar, Bureau études Rima, 13 pages.

SALEM A., LERICOLLAIS A.

1992, « Light, Rapid Rural Appraisal : des méthodologies brillantes et légères ? », *Bulletin Apad*, n° 3, septembre, p. 9-15.

SCHLEMMER B.

1996, « Les chercheurs en sciences sociales de l'Orstom : de l'Afrique à l'Amérique latine, leçons d'un itinéraire », *Cahier des Sciences Humaines*, vol. 32, n° 3, p. 629-644.

SCHOONMAKER FEUENBERGER K.

1995, *Droits fonciers et propriété de l'arbre et de la terre. Outils de diagnostic rapide*, Rome, FAO, 71 pages.

1999, « Notes d'accompagnement à un cours théorique », Fianarantsoa, 13-15 janvier, s.p.

TAILLADE J.-J.

1996, *Les dynamiques dans la gestion de l'espace et des ressources naturelles sur les interfluves de l'Ouest malgache*, Université P. Valéry, Montpellier, UFR III, doctorat géographie, 345 pages.

Pour diverses raisons, peu de monographies A+ ont fait l'objet de publications séparées, la plupart d'entre elles ont été intégrées dans les divers travaux de synthèse réalisés dans le cadre de l'Éra (les quatre premiers numéros de la série Aombe ou la série des ouvrages en cours de publication sur le Menabe). Parmi les monographies plus représentatives ayant fait l'objet d'une publication à faible diffusion, on peut mentionner les titres suivants :

DEL CROIX F., FAUROUX E., FIAINA, MAMPITOETSE J., RAFETISON P., RAHARISON D., RANDRIAMIDONA P., ROMAIN G., TELOLAHY A.

1994, *Un village ancien en expansion récente : Saronanala (Menabe)*, Morondava, Éra, 38 pages + annexes.

FAUROUX E., GUISSARD C., RAFETISON P., RAHARISON D., RANDRIAMIDONA P., RAZAFIARISON J.-C., ROMAIN G.

1994, *Monographie d'Andohaviana (Menabe)*, Morondava, Éra, 45 pages + annexes.

FAUROUX E., RANDRIAMIDONA P.

1997, *Monographie du village de Tsiandro (Bemaraha)*, rédaction provisoire, Antananarivo, Despam (CNRE/Orstom), 35 pages + annexes. (La seule monographie évolutive déjà réalisée. Elle a bénéficié de deux actualisations et est en attente de la troisième qui, pour des raisons matérielles, a dû être maintes fois différée).

Ces documents étant peu accessibles, il est possible d'en obtenir une copie en adressant une demande à : fauroux@malagasy.com

OUVRAGES EN COURS DE PUBLICATION SUR LE MENABE (juin 2001)

Les transformations des sociétés rurales de l'Ouest malgache à la fin du XX^e siècle

- ◆ Volume 1. *La société sakalava ancienne.*
- ◆ Volume 2. *Le Menabe au XX^e siècle. L'avènement d'une société pluriethnique.*
- ◆ Volume 3. *Le Menabe dans les premières années du XXI^e siècle : enjeux et nouvelles données.*
- ◆ Volume 4. *Textes et documents.*
- ◆ Volume 5. *Dictionnaire des termes vernaculaires utilisés dans l'Ouest malgache (anthropologie, géographie et histoire).*

Les volumes 1 à 3 s'appuient sur des résultats obtenus grâce à une approche méthodologique directement inspirée de A+.

Annexe 4

Glossaire des termes vernaculaires utilisés dans le texte

Ampela : jeune femme. **Ampela tovo** : jeune fille, jeune femme célibataire.

Aombe : bœuf, zébu. **Aombelahy** : taureau.

Asa lolo : cérémonie liée à l'entretien et l'aménagement du tombeau lignager.

Baiboho : cultures de décrue pratiquées sur les berges des cours d'eau ou des lacs (sens principal).

Baosy : population d'origine vazimba vivant actuellement dans les Tsingy du Bemaraha (Nord-Ouest de Madagascar). Souvent désignée sous le terme de *beosy* (« beaucoup de chèvres ») considéré comme péjoratif (la seule vraie richesse, ce sont les bœufs).

Betsileo : groupe ethnique occupant la partie sud des hautes terres, connu pour sa compétence en riziculture ; il constitue un pourcentage important des immigrants de l'Ouest et du Sud-Ouest ; il est très christianisé. La ville de Fianarantsoa est la « capitale » betsileo.

Bilo : forme de possession dans laquelle interviennent, souvent de manière assez confuse, des esprits lignagers ; le (la) possédé(e) est considéré(e) comme malade en raison d'un comportement « bizarre » ; la cérémonie de *bilo* vise à transférer cette maladie sur un bœuf choisi à cet effet.

Catekista : catéchiste, chargé de remplacer le prêtre catholique en son absence.

Dina : accord passé entre groupes villageois ou entre ces groupes et l'État ou entre ces groupes et une institution. Quand le *dina* ne résulte pas d'une initiative

villageoise, on tend souvent à l'assimiler aux contraintes imposées depuis l'extérieur au monde rural.

Doany : cérémonie de possession de type *tromba* faisant intervenir des esprits royaux.

Enga : prestations diverses offertes aux organisateurs d'une cérémonie par les invités afin de contribuer aux frais de l'organisation.

Fahatelo : chez les Masikoro et les Mahafale, celui qui remplacera le chef lignager (*mpitoka hazomanga*) à sa mort et qui, en attendant, l'assiste dans toutes les cérémonies.

Faly : interdit, tabou.

Fanjakana : l'État, l'administration, le pouvoir central avec, souvent, une connotation négative : autorité verticale aveugle avec laquelle n'existe aucun rapport de confiance.

Faritany : circonscription administrative correspondant à la province. Il y a six *faritany* à Madagascar. La région étudiée correspond essentiellement au *faritany* de Tuléar, à l'exception de la plaine du Bemaraha qui appartient au *faritany* de Mahajanga.

Fatidrà : fraternité de sang qui peut unir, à la suite d'une petite cérémonie, deux personnes non parentes. Ce lien est généralement plus fort que celui créé par les liens du sang. Il est souvent dissymétrique, unissant un personnage important à quelqu'un qui l'est moins.

Fihavanana : type de relation qui unit des parents au sens large (*havana*) et que l'on étend aux non-

parents dont on apprécie le voisinage ou l'amitié. Le terme est surtout utilisé dans les hautes terres.

Filongoa : équivalent approximatif du *fihavanana* dans l'Ouest et le Sud-Ouest où ce dernier terme est aussi utilisé. Les *longo* sont des parents qui savent qu'ils sont parents sans pouvoir préciser exactement le degré de leur parenté. On utilise le terme pour des voisins sympathiques ou des amis anciens.

Firaisana : circonscription administrative correspondant à peu près aux anciens cantons.

Fokontany : circonscription administrative correspondant à peu près aux anciens « villages » administratifs. Le président du *fokontany*, choisi par le *fanjakana* sur une liste de trois noms présentés par les villageois eux-mêmes, est un personnage essentiel dans la vie villageoise. L'équipe d'enquête ne peut en aucun cas se dispenser de lui rendre visite.

Hakeo : grave malédiction pesant sur un individu ou un lignage à la suite d'une grave faute commise par un ancêtre. Parfois simplement synonyme de *havo*.

Hatsake : abattis-brûlis, et, par extension, la culture effectuée sur l'abattis-brûlis.

Havo : représailles d'origine surnaturelle qui punissent tous les actes contraires aux *lilindraza*. La sanction peut frapper le coupable, sa famille proche ou son lignage, immédiatement ou après un délai qui peut atteindre plusieurs mois. La possibilité permanente d'encourir le *havo* ainsi défini entraîne un sentiment diffus de culpabilité dont on ne peut sortir que par une cérémonie lignagère qui permet, quand l'*ombiasy* le juge nécessaire, d'éliminer le *havo* qui s'est inexorablement accumulé. L'équivalent merina du *havo* est le *tsiny*.

Hazomanga : poteau cérémoniel lignager, symbole du pouvoir lignager.

Hazomboto : poteau cérémoniel schématisant grossièrement un pénis, visant à commémorer les circoncisions (un poteau par enfant circoncis dépendant d'une même mère ; ces poteaux sont toujours situés à l'est de la case du *mpitoka hazomanga* du lignage).

Kabôsy : guitare ou mandoline rustique, devenue l'instrument culte des voleurs de bœufs.

Kéré : famine qui a touché le grand Sud principalement en 1991, et un peu en 1990 et 1992.

Kinanga : marché « noir », parallèle, illégal, ou plus ou moins clandestin.

Komity : autorité secondaire du *fokontany* (équivalent d'un conseiller municipal) qui remplace le président de *fokontany* en son absence.

Korao : terme générique pour désigner, dans l'Ouest, tous les migrants provenant du pays Antesaka (région de Vangaindrano) et, plus largement, de tout le Sud-Est de Madagascar.

Lakroa : croix souvent placée sur les tombeaux lignagers même en l'absence de christianisation ; elle symbolise alors la mort.

Lamba hoany : pagne mince, aux couleurs vives, très utilisé dans tout Madagascar.

Lilindraza : corpus oral des règles traditionnelles édictées par les ancêtres ; constitue la base de la morale quotidienne de toutes les populations rurales malgaches qui n'ont pas été profondément christianisées. Souvent synonyme, aussi, de sagesse populaire.

Lolo : tombeaux, esprits errant autour des tombeaux ; par extension, esprits tout court.

Lolo mila hena : littéralement, les « esprits veulent de la viande ». Cérémonie lignagère organisée quand, par l'intermédiaire d'un rêve, les esprits lignagers ont indiqué aux vivants qu'ils souhaitaient que l'on organise une cérémonie en leur honneur.

Longo : voir *filongoa*.

Malaso : terme utilisé depuis une quinzaine d'années pour désigner les bandits de grands chemins qui, parfois, ne s'attaquent pas seulement au bétail. Le terme (synonyme de « lisser ») indique que ces bandits, pour laisser moins de traces, lissent les semelles très caractéristiques des chaussures « Kiranyl » qu'ils portent à peu près tous (on ne peut courir pieds nus lorsque, pour éviter des poursuivants, on doit s'enfoncer dans des buissons aux épines acérées).

Masikoro : groupe ethnique du Sud-Ouest. Il se définit comme l'ensemble des descendants des sujets des rois andrevola vivant aujourd'hui entre les fleuves Onilahy et Mangoky, en évitant le littoral proprement dit réservé aux Vezo. Ce sont des agro-éleveurs qui ne se distinguent des Sakalava que par des nuances.

Menabe (on prononce Menabé) : vaste région de l'Ouest malgache, comprise entre les fleuves Mangoky et Manambolo (selon les uns) ou Manambaho (selon les autres). Le royaume de Menabe, sous le contrôle de la dynastie maroseraña, fut dans la seconde moitié du XVII^e siècle et au XVIII^e siècle, l'une des plus

grandes puissances politiques malgaches, la seule qui ait pu faire durablement front à l'expansion du royaume merina.

Merina : groupe ethnique principal des hautes terres malgaches. Les Merina se distinguent souvent des ethnies côtières par leur apparence physique (cheveux plus lisses, teint plus clair) et par certains stéréotypes psychologiques (moins expansifs, parfois un certain sentiment de supériorité fondé notamment sur un niveau scolaire largement supérieur). À la suite des guerres de conquêtes du XIX^e siècle, Sakalava et Masikoro ont souvent tendance à considérer les Merina comme leur ennemi héréditaire. Antananarivo est la capitale merina.

Moasy : *ombiasy* dans les dialectes parlés au nord du Maharivo et du Morondava.

Mpaka fo / mpaka ra : preneurs de cœur (*fo*) ou de sang (*ra*). Les Blancs sont supposés tirer leur puissance de pratiques magiques qui utilisent le cœur ou le sang de victimes humaines choisies parmi la population dominée. Pour obtenir ces éléments précieux, ils se font aider par des complices malgaches.

Mpamboly : cultivateur.

Mpamosavy : sorcier dangereux, pratique la magie noire. S'il est découvert, il est mis à mort sans autres formes de procès, assommé avec un pilon à riz.

Mpañarivo : littéralement « qui en a mille » (sous-entendu « boeufs ») ; propriétaire de grands troupeaux qui, généralement, dans les régions d'élevage dominant, contrôle des réseaux de clients-dépendants.

Mpanjaka : chefs politiques, roitelets, rois moins importants que les grands *mpañito* (par exemple, les anciens souverains du grand royaume de Menabe).

Mpimasy : *ombiasy* dans les hautes terres.

Mpisoro : voir *soro*.

Mpitoka hazomanga : littéralement, le détenteur du *hazomanga* (le poteau cérémoniel lignager) ; le chef du lignage, unanimement respecté ; en principe l'aîné de la lignée aînée issue de l'ancêtre fondateur. Intermédiaire entre les ancêtres lignagers défunts et les membres vivants du lignage.

Mpizaka : personne habile et expérimentée, capable de défendre les intérêts du groupe lignager ou du village en cas de litige, capable aussi d'aider à rendre la justice interne de façon équitable. Il peut n'être désigné ni par la généalogie ni par l'âge.

Mpiziva : voir *ziva*.

Ombiasy : devin-guérisseur, intermédiaire entre les forces de la surnature et les vivants, tous lignages confondus ; pratique la divination par le *sikily* (graines), souvent expert en phytothérapie, prétend n'avoir pas de compétence dans le domaine de la magie noire, ce qui est souvent contraire à la vérité. Les synonymes sont nombreux : *ambiasy*, *moasy*, *mpimasy*, etc.

Paraky : tabac à chiquer, l'un des cadeaux les plus appréciés pour engager une conversation ou simplement sympathiser avec un villageois.

Ray-aman-dreny : littéralement « père et mère », en fait toutes les personnes rendues respectables par leur âge ou leur position sociale. Unanimement respectés dans la culture traditionnelle.

Reninjaza : accoucheuse, sage-femme ; son importance dépasse souvent cette fonction ; peut être parfois considérée comme un *ombiasy* spécialisé dans les soins à apporter aux femmes et aux jeunes enfants.

Sakalava : principal groupe ethnique (par le nombre, l'emprise géographique et l'importance historique) de l'Ouest et du Nord-Ouest. On parle ici des Sakalava du Menabe qui se définissent comme l'ensemble des descendants des sujets des rois maroseraña vivant aujourd'hui entre les fleuves Mangoky et Manambolo. On les oppose aux Sakalava du Melaka (région de Maintirano), du Boina (région de Mahajanga) et à d'autres groupes sakalava installés dans le nord de la grande île. Les Sakalava du Menabe ont eu une histoire politique brillante, jalonnée de victoires militaires et de razzias menées très loin dans les hautes terres. Ils sont encore passionnés d'élevage bovin extensif, mais l'agriculture occupe une place de plus en plus importante dans leurs systèmes de production.

Savatse : circoncision, notamment chez les Sakalava. Avec les funérailles, il s'agit de la principale cérémonie lignagère.

Songomby / songamby : animal mythique des forêts de l'Ouest, de la taille d'un âne ou d'un cheval, au cri effrayant, dangereux pour l'homme. Selon plusieurs auteurs, il s'agirait en fait de l'hippopotame nain qui a disparu depuis environ deux siècles, mais dont le souvenir reste vivant dans l'imaginaire populaire.

Soro : cérémonie lignagère offerte en honneur aux ancêtres ; dirigée par le *mpisoro* (le sacrificateur lignager) qui est le *mpitoka hazomanga* ; elle est marquée par le sacrifice d'un animal, presque toujours

un zébu. **Soron'anake** : « cérémonie de l'enfant » grâce à laquelle le père obtient que le nouveau-né soit intégré dans son lignage. **Soron'troke** : « cérémonie du ventre » par laquelle le mari obtient que tous les enfants qui naîtront du ventre de son épouse entreront dans son lignage.

Tandroy (ou Antandroy) : groupe ethnique de l'extrême Sud; en raison de la sécheresse chronique qui sévit dans cette région, ils sont nombreux parmi les immigrants, notamment dans le Menabe. Ils sont considérés comme courageux, durs à la peine, économes, mais on les soupçonne souvent de jouer un rôle dans les vols de bœufs. On craint leur habileté dans le maniement de la sagaie et de la fronde.

Tatalam-bilo : haute estrade qui joue un rôle central dans la cérémonie du *bilo* (la possédée doit, en particulier, y danser et y prendre un repas solennel devant tous les assistants qui la traitent alors comme une reine).

Tesaka (ou Antesaka) : groupe ethnique originaire de la région de Vangaindrano, sur le littoral sud-est de Madagascar. Dans le Menabe, ils sont considérés comme faisant partie des Korao.

Titike : engagements collectifs pris par plusieurs personnes ou par plusieurs groupes à propos d'un problème commun. Pour solenniser l'engagement, on invoque les ancêtres, on sacrifie un bœuf et tous les participants boivent un breuvage sacré qui entraînera *ipso facto* la malédiction des ancêtres sur les éventuels parjures.

Tiva : souillure d'ordre moral qui peut frapper certains individus, notamment ceux qui sont entrés en contact avec des matières fécales. On ne peut en sortir que par un sacrifice sanglant.

Tompo : maître (la « maîtrise » est souvent liée à la primauté dans le temps de l'occupation du lieu ou de l'utilisation de la ressource). **Tompon'ala** : maîtres de la forêt. **Tompondrano** : maîtres de l'eau (dans la société traditionnelle, ils appartenaient presque toujours au groupe *vazimba*). **Tompontanà** : maîtres du village (en fait, les fondateurs de celui-ci). **Tompontany** : littéralement les « maîtres de la terre ». En fait, les premiers occupants d'une zone ; ils ont, les premiers, établi un *modus vivendi* avec les esprits qui occupaient la zone avant leur arrivée et tous les nouveaux arrivants ont besoin de leur intercession pour pouvoir s'installer sans susciter la colère de ces esprits.

Toñy : talisman protecteur souvent enterré dans un emplacement stratégique du lieu à protéger : à l'en-

trée d'un parc à bœufs (*toñimbala*), par exemple, ou à l'est de la case du *mpitoka* du lignage fondateur du village (*toñin-tana*), ou dans le sol sous le petit canal qui irrigue la rizière.

Tromba : phénomène de possession, d'abord implanté dans le Nord-Ouest de Madagascar, sans doute en provenance des Comores et de l'Afrique orientale. S'est étendu autrefois à tout l'Ouest, avant de se répandre un peu partout à Madagascar. Le terme désigne à la fois le phénomène lui-même et le possédé. Les esprits qui interviennent dans le *tromba* sont des esprits royaux (souvent venus du Nord-Ouest), ou des personnages morts tragiquement (noyés surtout), ou des esprits de la nature, ou des esprits qui ne souhaitent pas se nommer. La fonction principale du *tromba* est de guérir les malades et de résoudre les conflits sociaux souvent considérés comme causes des maladies. Accessoirement, il peut servir à diffuser des messages à contenu plus politique (par exemple, dans le Menabe, les anciens souverains sakalava recommandent parfois aux vivants d'être moins permissifs à l'égard des migrants).

Tsingy : dans le Bemaraha, aiguilles karstiques résultant de l'érosion éolienne et pluviale sur d'anciens récifs coralliens émergés au-dessus de la surface lors des grands mouvements géologiques du jurassique. L'ensemble permet à des groupes marginaux de se mettre à l'écart du reste de la société.

Vakinankaratra : groupe ethnique très proche des Merina vivant au sud de l'Imerina, dans le Vakinankaratra. Leur ville principale est Antsirabé.

Vazaha : Européens, Blancs, mais aussi, par extension, tous ceux qui ne sont ni autochtones, ni ruraux. Les fonctionnaires merina en tournée dans le Menabe ou les gens de la ville sont considérés comme des *vazaha*.

Vazimba : groupe ethnique qui fut à l'origine du peuplement de Madagascar. Progressivement chassés des hautes terres sous la pression expansionniste des proto-Merina venus, en conquérants, du littoral sud-est. Une partie d'entre eux s'est réfugiée dans l'Ouest (d'où, selon certaines traditions, ils seraient venus autrefois, sans doute depuis l'Afrique orientale) et, plus particulièrement dans le Betsiriry, dans les vallées du Tsiribihy et du Manambolo. Ils semblent avoir été autrefois répandus dans presque tout l'Ouest et le Sud-Ouest. Vazimba est ainsi devenu un terme générique pour désigner toutes les populations mythiques ou

mal connues qui vivaient là autrefois. Parmi les Vazimba de l'Ouest, on oppose les *Vazimba andrano* (« de l'eau ») qui vivent au bord des fleuves et des lacs et les *Vazimba antety* (« de l'intérieur »), chasseurs-cueilleurs et, sans doute en partie... bandits de grands chemins qui vivent, notamment, dans les *tsingy* du Bemaraha.

Vezo : pêcheurs de mer vivant sur le littoral ouest. Dans le Menabe, ils s'autodésignent comme *Sakalava vezo*. Parmi eux, ceux qui s'adonnent à la riziculture pour compenser les insuffisances de la pêche sont désignés par les autres *Vezo* sous le terme méprisant de *Vezo-potake* (littéralement « Vezo de la boue »).

VIP (vondrom-bahoaka instinjaram-pahafana) : assemblées populaires et représentants locaux du peuple, notions importantes au temps de la République démocratique socialiste.

Vorombe : littéralement « le grand oiseau », forme de possession de type *tromba* qui concerne surtout un sous-groupe *vezo*, les Sarà, dans laquelle les esprits, venus de la mer, sont abrités par le maître-possédé dans une maison miniature édiflée à proximité de sa case.

Zañahary : Dieu créateur, force située en amont de toutes les autres forces surnaturelles et vers laquelle reviennent progressivement tous les esprits des êtres créés puis décédés.

Ziva : parenté à plaisanterie, forme de parenté fictive unissant deux groupes lignagers ou ethniques, qui implique, d'une part, une solidarité à toute épreuve, d'autre part, une obligation d'insultes et de dérision.

Mpiziva : les parents à plaisanterie.

Zomba : case sacrée à l'intérieur de laquelle on abrite des reliques royales.

Comprendre une société rurale

Une méthode d'enquête anthropologique appliquée à l'Ouest malgache

« Il est aberrant de vouloir agir sur une société sans savoir comment elle fonctionne. »

« On ne peut comprendre une société sans comprendre ses structures de pouvoir et la façon dont s'y prennent les décisions. »...

...tels sont les principes de la démarche d'analyse des sociétés rurales présentée dans cet ouvrage. À partir d'une approche des systèmes agraires centrée sur les dynamiques de changement, l'auteur met l'accent sur les structures locales du pouvoir. C'est là toute l'originalité de la démarche, et tout son intérêt, au-delà du contexte Ouest malgache où elle a été mise au point.

Dans des opérations de développement, l'adhésion des pouvoirs locaux aux actions est essentielle, mais elle ne se résout pas à l'occasion de classiques réunions villageoises. Emmanuel Fauroux et son équipe décrivent très bien ces pièges de la « participation » naïve et les limites des assemblées villageoises. De façon très pédagogique, ils illustrent remarquablement bien les difficultés de l'enquête en milieu rural malgache et les embûches sur lesquelles l'observateur ou l'intervenant extérieur risquent de buter, s'ils ne sont pas avertis.

Les pièges décrits, les indicateurs à regarder, les clés proposées pour organiser et donner sens à des observations que l'on ne saurait pas interpréter sans cela, les repères sur les structures du pouvoir et l'organisation lignagère, sont autant d'apports précieux et utiles pour des intervenants de développement.

Comprendre les dynamiques sociales relève des sciences sociales, avec leurs propres outils et leurs critères de validité. Bien qu'étant appliquée, et à finalité opérationnelle, la démarche proposée ici n'est donc pas une nouvelle recette pour l'agent de développement. Mais ce n'est pas non plus un outil de chercheurs utilisable uniquement par des chercheurs. C'est une proposition pour des collaborations productives entre recherche en sciences sociales et opérations de développement.